ESPRIT DE
AÉRONAUTIQUE
aéronautique, on est intraitable
sa qualité. Chaque composant
être officiellement certifié,
pièce répondre aux plus
exigences. Cet esprit, nous
toujours à la
tion de

Le Monde

LE MONDE DES LIVRES
■ Bataille et ses contraires ; créer, selon Hemingway ; Citati, Foucault...

55e ANNÉE – N° 16877 – 7,50 F – 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 30 AVRIL 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Retraites : le gouvernement préfère prendre son temps

LE COMMISSAIRE au Plan, Jean-Michel Charpin, a remis, jeudi 29 avril, à Lionel Jospin son rapport sur les retraites. Le premier ministre a aussitôt annoncé qu'il confiait le soin à Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, de conduire une nouvelle concertation jusqu'à la fin de l'année, pour étudier avec les partenaires sociaux les réformes envisageables. Dans un entretien au *Parisien*, il ne dévoile aucune des mesures qui pourraient avoir sa préférence. *« Nous avons le temps »*, dit-il, tout en admettant qu'il est *« impossible »* de *« ne rien faire »*. Interrogé par *Le Monde*, Nicolas Sarkozy, président par intérim du RPR, critique ce choix et y voit *« l'illustration parfaite de la méthode du gouvernement : beaucoup de mots, mais jamais de décisions aux moments nécessaires »*.

Lire page 12

Corse : Lionel Jospin face au cas Bonnet

- Le premier ministre lance deux enquêtes administratives et n'exclut pas des sanctions
- La question est posée de la dissolution du Groupe de pelotons de sécurité, unité hors normes voulue par le préfet de Corse
- L'avenir de Bernard Bonnet est au centre de l'affaire

LIONEL JOSPIN a annoncé, mercredi 28 avril, la mise en place de deux enquêtes administratives sur le fonctionnement du Groupe de pelotons de sécurité (GPS), après l'incendie criminel dans la nuit du 20 au 21 avril, d'un restaurant en Corse, pour lequel trois gendarmes du GPS et le commandant de la légion de gendarmerie de Corse ont été mis en examen et écroués. Le premier ministre a consacré l'essentiel de sa journée de mercredi à s'expliquer sur la crise corse. Intervenant l'après-midi devant les députés, le premier ministre a manifesté son souhait de connaître rapidement la vérité, n'excluant pas des sanctions à l'encontre des fonctionnaires impliqués dans des actions illégales. M. Jospin est confronté à deux problèmes : le GPS, unité d'élite créée en Corse hors des normes habituelles ; les liens de ce dernier avec le préfet de région, Bernard Bonnet, dont les plus proches collaborateurs sont des gendarmes et d'anciens de la DGSE. *« La leçon de cette histoire est que, face à une situation exceptionnelle, il faut s'en tenir aux procédures ordinaires »*, confiait-on, jeudi matin, à Matignon. On y précisait que le directeur du cabinet de M. Jospin, Olivier Schrameck, n'a entretenu aucun fil direct avec M. Bonnet. M. Schrameck a rencontré le préfet à seulement deux reprises ces derniers mois, en octobre 1998 et en février, et ne l'a jamais eu au téléphone en dehors de ces rendez-vous.

Un quatrième gendarme, le commandant du GPS Norbert Ambrosse, a été mis en examen et écroué, mercredi 28 avril. Il s'était présenté seul, sans préciser sa qualité de gendarme, le 21 avril, à l'hôpital toulousain de Rangueil où il avait été hospitalisé au vu de ses brûlures. Un débat contradictoire devait confronter les quatre gendarmes, jeudi 29 avril à Ajaccio, dans le cabinet du juge d'instruction chargé de l'affaire, Patrice Camberou.

Lire pages 8 et 10 et notre éditorial page 20

La guerre du Kosovo

- L'OTAN annonce des frappes vingt-quatre heures sur vingt-quatre
- M. Tchernomyrdine et M. Annan en missions diplomatiques
- Reportage : au Monténégro, sous les bombes
- Portrait : les métamorphoses de Joschka Fischer

Lire pages 2 à 4 et 16
Les points de vue page 17

■ Biennale de Venise

La Biennale achève sa mutation. Entité autonome, dotée de structures administratives allégées, elle souhaite investir de nouveaux lieux d'exposition. Ouverture le 12 juin. p. 32

■ Violence à l'école

Les résultats du plan antiviolence mis en place par Claude Allègre sont mitigés : les incivilités, contenues aux abords des lycées, réapparaissent dans les classes, et l'école *« à la française »* est menacée. p. 14

■ Privatisation du Crédit lyonnais

Dix établissements financiers sont candidats à la privatisation du Lyonnais. Première sélection fin mai. p. 22

■ La responsabilité des maires

Les élus craignent de plus en plus d'être traduits en justice pour des délits involontaires. Le gouvernement n'a pas l'intention de modifier le code pénal. p. 15

■ Huile d'olive grand cru

Vantée pour ses bienfaits diététiques, à la mode chez les grands chefs, l'huile d'olive s'est imposée en France. Désormais, on recherche les crus rares. p. 30

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CONT., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (other), 2,50 $.

M 0147 - 430 - 7,50 F

Des viticulteurs reprochent à la météo de faire la pluie mais pas le beau temps

TOULOUSE
de notre correspondant régional

Mercredi 21 avril, Perpignan, Pyrénées-Orientales, 18 heures. Le ciel se couvre de nuages noirs. Le permanent de Météo France quitte son bureau « sereinement ». Aucune station météo du Sud n'a « vu » arriver la grêle. A 20 heures, cependant, le ciel dégringole avec une force exceptionnelle. Un violent orage de grêle s'abat sur le nord du département, laissant, dans la région des Fenouillèdes, des milliers d'hectares de vignes et de vergers déchiquetés et des centaines d'agriculteurs traumatisés.

Le matin de ce mercredi, Météo France annonçait *« un risque possible d'orage susceptible de donner de la grêle »*, mais aucun élément ne permettait de confirmer ce risque dans la journée. L'établissement public ne déclenche donc pas d'alerte. La grêle est d'ailleurs la chose la plus difficile à prévoir. *« On ne la constate que quand elle est tombée »*, dit Maurice Valaude, directeur du centre météo de Perpignan. A Toulouse, au siège de Météo France, on plaide *« le droit à l'erreur »* : *« C'était imprévisible »*, estime Guy Le Goff, directeur interrégional. *« La météo ne sera jamais une science exacte à 100 % »*, observe Jean-Pierre Verdou, adjoint au directeur de l'information.

Les viticulteurs et arboriculteurs sont peu sensibles aux explications sur l'aléa des sciences de la prévision et sur « la théorie du chaos », selon laquelle la moindre perturbation survenue à un bout de la planète – un battement d'aile – peut provoquer des manifestations climatiques extrêmes à l'autre bout de la terre. Dès samedi, ils descendent à huit cents dans les rues de Perpignan. Cette fois, ils ne s'en prennent pas au sort ou à Bruxelles. Ils accusent Météo France de ne pas avoir déclenché la procédure d'alerte qui aurait permis d'actionner canons et brûleurs antigrêle. Mercredi 28 avril, le syndicat des vignerons, la FDSEA et le CDJA déposent un recours contre les services météorologiques devant le tribunal administratif de Montpellier. Ils accusent Météo France de *« carence et négligence »* et demandent réparation – 240 millions de francs, 36,6 millions d'euros – *« pour erreur manifeste d'appréciation »*.

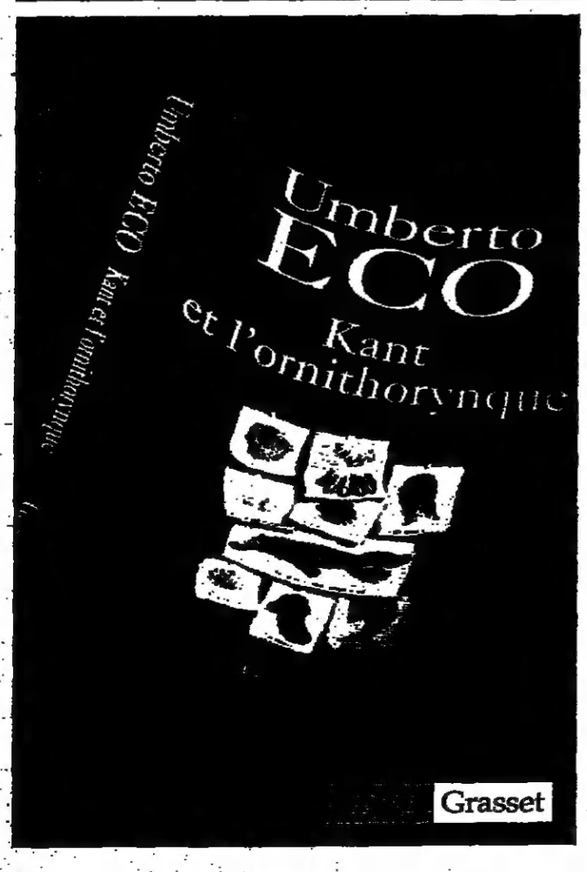
C'est la première fois qu'un telle procédure judiciaire est mise en œuvre contre Météo France. *« Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout,* explique Georges Moneger, directeur du syndicat des vignerons. *Pas pour mettre un fonctionnaire en prison, mais pour que la carence soit reconnue. Sinon à quoi bon les dispositifs d'alerte ? C'est inconcevable qu'on nous dise qu'on n'a pas vu venir un orage pareil alors qu'on sait prévoir la moindre goutte de pluie sur Roland-Garros. »* Les paysans revendiquent dans cette affaire leur *« droit à l'information et à la sécurité »*. *« Il faut un radar sur le département »*, disent-ils. *« On en construit un, mais ça n'évitera pas les imprévus météorologiques,* répond Météo France. *Le ciel ne porte jamais la signature de la grêle. »* Le risque n'est donc pas totalement maîtrisable ? *« Ce cas nous confronte aux limites de ce que nous savons faire,* reconnaît M. Le Goff. *La qualité de nos prévisions a beaucoup progressé. Du coup, les gens acceptent de moins en moins nos limites. »* C'est au tribunal, désormais, de fixer la responsabilité du service public face à l'imprévisible.

Jean-Paul Besset

Démission à l'OM

DANS un entretien au *Monde*, Jean-Michel Roussier, président délégué de l'Olympique de Marseille, annonce officiellement sa démission du club de football. *« Je ne suis plus en mesure d'exercer normalement mes fonctions »*, explique-t-il. L'homme a contribué depuis 1995 à la reconstruction du club phocéen, alors menacé de liquidation judiciaire. Mais il était en butte depuis plusieurs semaines à l'hostilité des supporteurs et de détracteurs au sein même de l'équipe dirigeante. Placés sous protection policière, lui et sa famille avaient été l'objet de menaces. Robert Louis-Dreyfus, président de l'OM, devrait annoncer, vendredi 30 avril, la nomination d'Yves Marchand.

Lire page 28



Le Japon veut une défense comme tout le monde

LE TABOU frappant les questions de défense au Japon est en train de s'effriter. L'adoption, par la Diète, des lois, pendantes depuis de longs mois, sur la réorientation de l'alliance américano-nippone, qui étendent le périmètre de défense du Japon aux régions limitrophes de l'archipel et renforcent la coopération militaire entre les deux pays, est symptomatique d'un élargissement par Tokyo de sa conception de la sécurité.

En assimilant des crises dans son voisinage à des atteintes à sa propre sécurité – et en justifiant ainsi l'intervention de ses forces d'autodéfense (armée) –, le Japon ouvre la voie à sa participation à des opérations militaires ne concernant pas directement son territoire. Et certains commentateurs font un parallèle entre le renforcement de l'alliance américano-nippone et les nouvelles orientations stratégiques de l'OTAN : dans les deux cas, il y a une consolidation des liens de sécurité tissés au cours de la guerre froide.

Cet élargissement de la notion *du* droit d'autodéfense – le seul que reconnaisse la Constitution japonaise – à *un* droit d'autodéfense, qui devient de fait collectif, intervient à un moment où l'opinion est moins allergique – ou plus résignée – à une extension des responsabilités militaires nationales, exigées par les Etats-Unis afin d'adapter l'alliance à la donne stratégique post-guerre froide en Asie du Nord-Est. La crise de confiance engendrée par la récession économique la plus grave depuis la guerre et des événements traumatisants (séisme de Kobé, attaques de la secte Aum) ont entamé la quiétude dans laquelle avaient été entretenus les Japonais au cours des années d'expansion. La « frilosité » de l'opinion favorise les initiatives visant à renforcer la sécurité nationale, aussi le bloc des partis conservateurs, épaulé par les centristes, joue de ce flottement dans les esprits pour avancer ses pions de *Realpolitik*. Mais, en même temps, se font jour des préoccupations nouvelles : l'intervention des forces de l'OTAN en Yougoslavie est perçue comme l'illustration de la trop grande confiance des Etats-Unis dans la puissance militaire, voire, comme l'écrit l'*Asahi*, d'une *« psychose de supergrand »* dans laquelle le Japon ne souhaite pas forcement être entraîné.

Philippe Pons

Lire la suite page 20

La riposte de France Télécom

MICHEL BON

L'ANNONCE, il y a une semaine, du projet de rapprochement entre Deutsche Telekom et Telecom Italia a été ressentie comme une trahison par France Télécom. Dans un entretien au *Monde*, Michel Bon, le patron du groupe français, détaille sa riposte. Il compte obtenir des dédommagements et poursuivre, vite, son expansion européenne.

Lire page 21

International 2
France 8
Société 14
Régions 15
Carnet 15
Horizons 16
Entreprises 21
Communication 23
Abonnements 23
Tableau de bord 25
Aujourd'hui 28
Météorologie 31
Jeux 31
Culture 32
Guide culturel 34
Radio-Télévision 35

ESPRIT BREITLING
BREITLING
1884

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

KOSOVO Le président américain, Bill Clinton, a annoncé, mercredi 28 avril, une intensification des frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie avec des bombardements 24 heures sur 24. Dans la nuit, six fortes explosions ont été entendues à Belgrade. ● VUK DRASKOVIC a été limogé, mercredi, de son poste de vice-premier ministre fédéral pour avoir exprimé ces derniers jours « *des vues contraires* » aux positions du gouvernement. Trois ministres appartenant à son parti ont démissionné. ● LE CHEF DE LA DIPLOMATIE grecque, Georges Papandréou, explique dans un entretien au *Monde* que l'on peut *être à la fois contre* Slobodan Milosevic et son régime et hostile aux bombardements de l'OTAN. Il confirme que la Grèce ne participera pas à une éventuelle intervention terrestre contre la Yougoslavie mais qu'elle est prête à se joindre à une force de maintien de la paix.

Les rencontres se multiplient à Moscou pour obtenir un règlement

La crise du Kosovo était au centre des entretiens que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et le ministre grec des affaires étrangères, Georges Papandréou, devaient avoir, jeudi, avec les responsables russes. Viktor Tchernomyrdine annonce des propositions « concrètes »

LES RAIDS AÉRIENS contre des cibles en Yougoslavie se sont concentrés, dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 avril, sur Belgrade et Podgorica, capitales des Républiques serbe et monténégrine. Les bombardements vont aller s'intensifiant.

● **Le président américain, Bill Clinton**, a annoncé, mercredi 28 avril, que les avions alliés bombarderont désormais 24 heures sur 24, à la faveur d'une amélioration des conditions météorologiques. Le chef de l'exécutif américain a souligné qu'il s'en tenait à la stratégie des bombardements aériens et « *aux importantes décisions prises par l'Alliance pour accroître la pression sur Belgrade* ». « *Nous savons que nous allons maintenant pouvoir faire décoller nos avions sans interruption, les faire voler à plus basse altitude* [...] *avec de meilleures conditions météorologiques* », a-t-il ajouté. Le chef d'état-major des armées françaises, le général Jean-Pierre Kelche, a affirmé jeudi que l'OTAN « *va mettre le couvercle* » sur la Yougoslavie et plus particulièrement sur le Kosovo pour que les forces serbes « *ne puissent plus bouger* ».

● **D'après le ministre français de la défense, Alain Richard,** « *le mode d'emploi choisi est à l'opposé de bombardements massifs, qui entraîneraient des pertes massives de civils, et la contrepartie à la violence de la frappe est l'étalement dans le temps* ». Il n'est pas question, a-t-il dit, que les forces françaises quittent l'aéroport de Tirana. « *On ne quitte pas l'aéroport de Tirana* [...] *après l'arrivée massive de moyens américains, que nous avons souhaitée* [...]. *Tirana est un centre logistique dont tout le monde a besoin, et nous devrons tous partager cet espace.* »

● **L'OTAN a admis le bombardement par erreur,** mardi, d'un quartier résidentiel de la ville de Surdulica, au sud de Belgrade – bombardement qui a fait 20 morts d'après la télévision serbe. La bombe d'une tonne larguée par un chasseur F-15, qui visait une caserne, a dévié de sa trajectoire en raison de perturbations atmosphériques, a indiqué le Pentagone.

● **Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan,** et le chancelier allemand, Gerhard Schröder, ont averti, après des entretiens mercredi à Berlin, qu'un règlement diplomatique serait « *long et complexe* ». M. Annan s'est ensuite rendu à Moscou, où il doit avoir des entretiens sur le Kosovo avec les dirigeants russes. Viktor Tchernomyrdine, l'envoyé spécial du président russe pour la Yougoslavie, devait lui, se rendre jeudi en Allemagne et en Italie, puis à Belgrade où, d'après son conseiller, il devrait rencontrer vendredi le leader modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova.

● **Ibrahim Rugova s'est entretenu mercredi à Pristina** avec le président serbe, Milan Milutinovic. D'après la télévision serbe, ils ont signé un accord en quatre points sur la nécessité d'un retour à la paix. « *Notre principal souci est de trouver une issue à cette situation et nous allons nous efforcer de créer des institutions pour le Kosovo qui respectent toutes les nationalités et tous les citoyens* », a annoncé M. Rugova, selon la télévision serbe.

● **Vuk Draskovic, le vice-premier ministre yougoslave a été démis** de ses fonctions mercredi pour avoir pris des « *position contraires à celles du gouvernement et pour atteinte au prestige* » de ce dernier. Dans la foulée, les trois ministres de son parti, le Mouvement serbe du renouveau, ont démissionné. Pour M. Clinton, c'est le signe que des « *différences d'opinion émergent de façon évidente à Belgrade* ». C'est l'expression du « *mépris* » pour la vérité du président yougoslave Slobodan Milosevic, a surenchéri le département d'Etat. L'OTAN y voit une volonté de M. Milosevic de refuser « *l'appel de la raison* », et le ministère français des affaires étrangères, la preuve de l'existence d'une « *opposition à la politique de Milosevic* ».

● **Des milliers de réfugiés arrivés récemment** en Macédoine et surtout en Albanie ont fait état de nouvelles atrocités. Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, sans pouvoir les confirmer de sources indépendantes, a jugé utile de rendre leurs témoignages publics, parce qu'ils sont très nombreux et concordants. Les réfugiés disent avoir vu des « *piles de cadavres* » dans plusieurs localités, notamment Mei et Oriza. Le Pentagone évalue à plus de 4 000 le nombre de Kosovars exécutés par les forces serbes depuis le 24 mars.

Le général Lebed et Charles Pasqua demandent l'intervention de l'ONU

Dans le cadre d'un échange entre la région de Krasnoïarsk et le département des Hauts-de-Seine, le général russe, Alexandre Lebed, et Charles Pasqua se sont rencontrés, mercredi 28 avril à Nanterre. Dans une déclaration commune, ils estiment que « *la poursuite des opérations de l'OTAN en Yougoslavie ne laisse apparaître, à ce stade, aucune solution, ni militaire, ni diplomatique, ni politique* ».

Satisfaits que la France ait « *imposé la primauté des Nations unies dans le règlement des conflits en Europe* », **les deux hommes demandent à leurs gouvernements respectifs d'effectuer** « *une démarche commune afin d'obtenir que le conseil de sécurité de l'ONU soit enfin saisi du problème du Kosovo* ». **Au cours de cette journée, ils ont déjeuné avec l'un des fils de l'ancien président des Etats-Unis, George Bush, qui était de passage en France.**

Bill Clinton annonce des bombardements 24 heures sur 24

WASHINGTON
de notre correspondant

Alors que la Chambre des représentants a connu le premier débat public sur le conflit du Kosovo, mercredi 28 avril, dans une atmosphère confuse et marquée par des préoccupations de politique intérieure, Bill Clinton a annoncé à la presse que l'OTAN bombarderait désormais vingt-quatre heures sur vingt-quatre en Yougoslavie. « *Nous savons*, a-t-il dit, *que nous allons pouvoir faire décoller nos avions sans interruption et les faire voler à plus basse altitude pour frapper la machine de répression de la Serbie.* »

Les représentants avaient à se prononcer sur plusieurs motions. Ils ont voté à une large majorité contre l'envoi de troupes au Kosovo sans l'accord du Congrès, et repoussé deux propositions contradictoires du républicain Tom Campbell demandant, l'une, de retirer tous les soldats américains de la Yougoslavie et, l'autre, de déclarer la guerre à Belgrade. Une motion démocrate de soutien aux bombardements n'a obtenu qu'une faible majorité de voix. M. Clinton s'était engagé à « *consulter pleinement* » le Congrès en cas d'intervention de troupes américaines au sol. Mais, a précisé la Maison Blanche, consulter ne signifie pas demander l'autorisation. Il a réclamé au Congrès 6 milliards de dollars supplémentaires pour financer les opérations en cours et l'a mis en garde contre « *la tentation d'y rajouter des crédits annexes, même s'ils sont importants, car cela ralentirait le processus* (...) *alors que ce texte doit se trouver sur* [son] *bureau dès maintenant* ». Cet avertissement n'a pas empêché le Congrès d'envisager un doublement des crédits.

Comme en témoigne, au Sénat, un projet de résolution du républicain John McCain, qui autoriserait *le président à user de tous les moyens nécessaires* pour gagner la guerre contre Belgrade, les divisions entre républicains apparaissent béantes. Le même parti critique M. Clinton pour son manque de leadership et sa faiblesse dans le conflit et le fustige pour mener une guerre sans objet. « *Nous ne devrions même pas être dans les Balkans, où la sécurité de notre pays n'est pas en jeu* », a déclaré le président de la commission des forces armées de la Chambre.

RÈGLEMENTS DE COMPTES

Il est possible que M. Clinton oppose son veto au vote de la Chambre. Pour des raisons constitutionnelles et pratiques. Le texte est rédigé en des termes tellement imprécis qu'il pourrait être interprété comme interdisant à des soldats américains, attaqués en territoire albanais par des soldats serbes, de riposter.

Les républicains, dont beaucoup n'ont toujours pas oublié qu'ils étaient en guerre contre le président il y a encore deux mois, semblent avoir utilisé ce débat pour régler leurs comptes. Ceux qui avaient instruit son procès en *impeachment* se sont ainsi succédé à la tribune pour dénoncer sa gestion de la guerre et un manque d'intégrité morale qui le disqualifie pour risquer des vies américaines. Ainsi Tom DeLay a expliqué qu'il s'agissait d'une guerre civile, que le président n'avait aucune stratégie cohérente, que son action était à l'origine du drame humanitaire au Kosovo et qu'il fallait retirer tous les GI's de la région. « *Si les Européens ont un problème, ils n'ont qu'à le régler eux-mêmes* », a ajouté un de ses collègues.

Patrice de Beer

L'évolution de la Russie est manifeste, mais lente

MOSCOU reste le centre, jusqu'à la fin de cette semaine, d'une intense activité diplomatique qui reflète à la fois le souhait des Occidentaux d'associer la Russie à un règlement de la crise du Kosovo et l'intérêt que Moscou trouve à cette démarche. Après le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobbe Talbot, le ministre grec des affaires étrangères, Georges Papandreou, et son homologue canadien, Lloyd Axworthy, devaient se trouver à Moscou, jeudi 29 avril, en même temps que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. L'émissaire spécial de Boris Eltsine pour le Kosovo, Viktor Tchernomyrdine, poursuivait pour sa part ses entretiens en Allemagne avant de se rendre à Rome.

L'espoir des Occidentaux n'est pas tant de voir Moscou convaincre le régime de Belgrade de se plier à leurs exigences que d'obtenir des dirigeants russes un rapprochement qui permettrait à terme l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution sur le Kosovo ayant force contraignante. Cette démarche suppose une cohésion entre alliés à laquelle Mme Albright semble tout particulièrement veiller : la secrétaire d'Etat américaine s'est ainsi entretenue au téléphone, mercredi, avec ses homologues canadien et grec, dans le but, a indiqué son porte-parole James Rubin, de « *s'assurer que nous suivons tous la même partition* ». Cette « *partition* » consiste à expliquer dans le détail aux Russes les cinq conditions mises par les Occidentaux à un arrêt des frappes aériennes (acceptation par Belgrade d'un cessez-le-feu, d'un retrait total des troupes serbes du Kosovo, du retour des réfugiés, du déploiement d'une force militaire multinationale dans la province et d'un statut d'autonomie pour le Kosovo).

Si les Russes restent vigoureusement hostiles aux frappes de l'OTAN, leur ton, explique-t-on dans les milieux dirigeants à Paris, a changé depuis leur grande colère du début. Ils ne sont pas les avocats de Slobodan Milosevic, sur lequel ils affirment exercer « *des pressions politiques, diplomatiques et militaires* », et sont « presque » d'accord avec les cinq exigences occidentales envers Belgrade. On attend d'eux maintenant qu'ils confirment leur disponibilité à participer à une force d'interposition au Kosovo à côté de l'OTAN.

UNE OPINION TRÈS HOSTILE

Un processus de rapprochement a donc bel et bien été engagé avec Moscou, mais il est lent et difficile pour des dirigeants russes qui doivent tenir compte d'une opinion très hostile aux frappes de l'OTAN. Ils demandent aux Occidentaux un geste qui leur permettrait d'aller plus avant dans cette politique de rapprochement et qui devrait être, selon eux, un arrêt des frappes, ne serait-ce qu'un jour ou deux. Cette idée, à laquelle le ministère allemand des affaires étrangères a semblé un moment prêter l'oreille, est aujourd'hui rejetée dans les capitales occidentales : pas question de suspendre les frappes sans engagement de Milosevic sur les cinq points et début de mise en œuvre du retrait des forces serbes du Kosovo.

La visite de Kofi Annan à Moscou devrait aider les dirigeants russes en démontrant que les Nations unies sont parties prenantes à la recherche d'un règlement. Le secrétaire général de l'ONU a repris à son compte les cinq exigences occidentales et s'est engagé à rechercher sur cette base un accord entre membres du Conseil de sécurité sur un projet de résolution. Mais on n'en est pas encore à cette phase, et M. Annan n'a sans doute pas l'ambition de dégager une issue diplomatique à la crise lors de cette visite à Moscou. Il devrait y faire entendre, si l'on en juge par les propos qu'il a tenus lors de son passage à Berlin mercredi, une voix très critique contre toutes les violences, y compris celle de l'OTAN : « *Depuis le début du conflit, nous sommes tous rongés par la tragédie des Albanais du Kosovo*, a-t-il déclaré, *mais, à mesure de l'escalade, nous voyons ses effets négatifs se répandre dans la région, faisant des victimes dans l'ensemble de la République fédérale de Yougoslavie. Le coût humain de la violence est inacceptable.* »

C. T.

Le TPIY cherche à « traquer la chaîne de commandement » yougoslave

LE PROCUREUR du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Louise Arbour, commence, jeudi 29 avril à Washington, une tournée dans plusieurs capitales occidentales dont elle sollicite la coopération pour les enquêtes sur les exactions commises au Kosovo. Cette coopération, les dirigeants occidentaux, contrairement à d'autres époques, ne la lui refusent pas. Mme Arbour estime elle-même que « *les intérêts du politique coïncident aujourd'hui avec les besoins de la justice* ». En d'autres termes, les Occidentaux ne chercheraient plus à protéger des foudres de la justice internationale la direction du régime yougoslave dans laquelle ils verraient le futur partenaire d'une négociation ou l'acteur indispensable du rétablissement de la paix.

Plusieurs dirigeants occidentaux, dont Bill Clinton, ont rappelé ces jours derniers qu'il n'était pas de leur ressort, mais seulement de celui du TPIY, de qualifier juridiquement les crimes commis au Kosovo et d'en imputer la responsabilité pénale à tel ou tel. Politiquement en revanche, ils tiennent Slobodan Milosevic pour le responsable et affirment désormais publiquement que le président yougoslave n'est plus un partenaire de négociation et que le règlement du conflit au Kosovo lui sera imposé. La perspective d'une inculpation du président yougoslave à La Haye ne paraît plus politiquement exclue ; il est évidemment impossible de savoir si le choix du moment est totalement délégué à Mme Arbour. Elle fait valoir, quant à elle, la difficulté de rassembler des preuves irréfutables – et qui tiennent, au-delà d'un acte d'accusation, le temps d'un procès – sur l'imputabilité des crimes commis au Kosovo et la responsabilité personnelle de Milosevic en tant que donneur d'ordre.

LA MASSE DES TÉMOIGNAGES

Mme Arbour devrait en tout cas être cette fois, avec ses interlocuteurs occidentaux, dans une relation constructive pour leur expliquer ce dont elle a besoin. Elle doit avoir à Washington des entretiens avec le département d'Etat et le Pentagone, après quoi elle se rendra à Londres, puis à Paris où elle rencontrera Hubert Védrine et Alain Richard, vraisemblablement en début de semaine prochaine. Dans un communiqué publié le 22 avril – et qui montre à lui seul que les temps ont changé –, le ministère français des affaires étrangères affirmait que « *la France apportera sa coopération pleine et entière au TPIY : recueil des témoignages, sécurité des enquêteurs, sécurisation des réfugiés, transmission d'informations de nature militaire, y compris sur la chaîne de commandement* ». Tous ces points, notamment le dernier, justifient de vrais entretiens de travail entre les gouvernements et le TPIY. La plupart des gouvernements n'acceptent en effet de livrer ce type d'informations qu'à la condition qu'elles ne leur soient pas imputées, ni ne soient utilisées telles quelles, ceci afin de ne dévoiler ni leurs méthodes ni leurs sources de renseignements. Autrement dit, ils donnent des pistes, pas des preuves, à charge pour le TPIY de s'en procurer la confirmation.

La masse des témoignages de réfugiés kosovars sur la façon dont ils ont été chassés et les exactions dont eux ou leurs proches ont été victimes est énorme. Des organisations travaillent en Albanie, en Macédoine, au Monténégro, à recueillir leurs récits. C'est le cas de l'OSCE et de plusieurs ONG (la FIDH, Médecins du monde, Human Rights Watch, Amnesty International notamment), dont certaines, en France, disposent d'un financement du Quai d'Orsay pour cette mission spécifique. C'est un travail lent, auquel les enquêteurs du TPIY sont peu nombreux à participer ; peut-être l'une des demandes de Louise Arbour aux gouvernements occidentaux sera-t-elle de lui donner les moyens de renforcer ces effectifs.

« PRENDRE LE TEMPS »

Les réfugiés qui témoignent, d'après l'expérience de la FIDH, souhaitent en général que leur récit soit communiqué au TPIY, mais ils requièrent presque tous l'anonymat. Cette masse d'informations permettra d'identifier telle ou telle unité, tel ou tel commandant local responsables de crimes spécifiques ; elle permet surtout, d'ores et déjà, selon les organisations qui recueillent les témoignages, de démontrer que les crimes commis au Kosovo, à commencer par la déportation des populations civiles, ne sont pas le fait d'initiatives sauvages et incontrôlées, mais relèvent bien d'un projet systématique et planifié. Dans le langage du TPIY, cela devrait s'appeler un jour « *crime contre l'humanité* ».

Reste, comme on dit à La Haye, à « *traquer la chaîne de commandement* ». Car l'évidence qui crève les yeux de tout un chacun ne suffit pas devant la justice. On explique par exemple au TPIY que le fait que Milosevic soit constitutionnellement le chef de l'armée yougoslave ne fait pas preuve et qu'il faut, pour l'incriminer, démontrer sa capacité réelle – pas seulement juridique – de commandement et de contrôle sur les troupes. Cette démonstration, les réfugiés ne peuvent pas la faire ; c'est là que les services de renseignements occidentaux sont utiles.

On est tenté de penser, évidemment, que le TPIY a déjà fait preuve de plus d'audace, par exemple pour dresser les actes d'accusation contre Radovan Karadzic pour « *crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide* » en Bosnie, ou même plus récemment en annonçant publiquement l'inculpation du chef de milice Arkan. On peut penser aussi que le Tribunal joue aujourd'hui avec Milosevic sa partie décisive, qu'il ne veut pas risquer de la rater et préfère, comme le disait mercredi Louise Arbour, « *prendre le temps* ».

Claire Tréan

VIVRE EN SUISSE
Et pourquoi pas ?
PAIX, CONFORT ET SÉCURITÉ
Nous vous guiderons dans le choix de votre propriété sur les bords du lac Léman (lac de Genève) dans de charmantes villes comme Morges, Lausanne, Montreux (la plus belle région de la Riviera vaudoise) et vous assisterons dans toutes vos démarches (permis d'établissement, notaire, assurances, écoles etc.)
Pour tout renseignement contactez (discrétion assurée) M. Claude Marsens
FURER SA
Régisseurs & Courtiers
Depuis 1895
Tél. 41-21 312 08 72
Fax 41-21 312 20 06
Rue St-Pierre 4
1003 Lausanne
LAUSANNE – SUISSE

Des réfugiés serbes en Roumanie : « Nous sommes les parias de l'Europe »

CALACEA
(Frontière roumano-serbe)
de notre envoyé spécial

« Mettez mon nom, mon vrai nom, s'exclame Tonca Stanic. *Je n'ai peur ni de Milosevic ni de Clinton. De toute façon, ils m'ont tout pris.* » Tonca, quarante-deux ans, accompagnée de son époux et de ses deux enfants, pourrait écrire un livre sur le statut de réfugié. Avant de quitter son village de Sombor, en Voïvodine, pour arriver fin mars à Calacea, petit village roumain situé à une cinquantaine de kilomètres de la frontière serbe, elle avait déjà connu ce type de fuite. En 1992, cette femme dont le visage triste garde encore la fraîcheur de la jeunesse quittait Bosna, en Bosnie, fuyant avec sa famille une guerre dont les ressorts lui échappent aujourd'hui encore. Destination : l'Allemagne, où elle est restée jusqu'en 1996, avant de revenir, de son plein gré, s'installer en Voïvodine pour redémarrer de zéro.

REPORTAGE

« J'étais affolée par les bombardements : j'ai décidé de partir en cinq minutes »

Mais avec les frappes aériennes de l'OTAN contre la Yougoslavie de Milosevic, la guerre la rattrape une fois de plus. Tonca et sa famille plient bagage et tentent de se rendre en Autriche. *« A la frontière autrichienne, nous avons été traités comme des chiens*, accuse-t-elle. *Notre origine serbe est comme un anathème. Personne ne veut de nous. On s'inquiète partout pour les réfugiés albanais, mais que va-t-on faire des réfugiés serbes comme nous ? Nous sommes considérés comme les parias de l'Europe. »*

Comme elle, quinze autres réfugiés serbes, dont une majorité de femmes, attendent à Calacea la fin de la guerre. Milica Zivku, la plus chanceuse parmi ces errants fuyant la guerre, fume cigarette sur cigarette comme si elle voulait brûler l'OTAN qui la sépare de son mari, qui l'attend au Canada. Mais tout le monde n'a pas un mari au Canada. Snejana, elle, qui arrive de Belgrade, brandit une paire de clés et lance, prise d'un étrange accès d'humour : « *C'est tout ce que j'ai, parce que j'ai tout investi dans mon appartement, situé dans le centre-ville à Belgrade. J'étais affolée par les bombardements, et j'ai décidé de partir en cinq minutes, laissant derrière moi quarante ans de ma vie. Quoi faire ? Tout se présente trop mal pour pouvoir y réfléchir.* »

A Buzias, à une trentaine de kilomètres plus loin, en territoire roumain, les langues se délient plus difficilement. Dans la villa « Felix » de cette station réputée pour le traitement des maladies cardiaques, une quinzaine d'albanophones de Serbie se refusent à tout commentaire sur leur arrivée en Roumanie. La discrétion est de rigueur parmi ces hommes, considérés par la loi serbe comme des déserteurs. La présence d'un journaliste suffit à provoquer une vague de panique parmi eux. Surpris alors qu'ils se pressent devant un poste de télévision captant la chaîne officielle de Belgrade, ils l'éteignent et se font signe de garder le silence. L'agressivité est à fleur de peau et rien ne semble pouvoir leur arracher le moindre mot sur leur périple. Leur priorité : ne pas être identifiés.

CAFOUILLAGE ADMINISTRATIF

La Roumanie a d'ores et déjà enregistré plus de 200 demandes de statut de réfugié de la part de Serbes fuyant aussi bien le régime de Milosevic que les frappes de l'OTAN. Le rythme s'est accéléré ces derniers jours, suite aux bombardements plus intenses. Selon des sources locales à la frontière roumano-serbe, il y aurait plus de Serbes cherchant abri chez des parents ou des amis dans la zone frontalière du département de Timisoara que de réfugiés officiellement enregistrés. Ici, la majorité des Roumains sont solidaires de leurs voisins serbes et ne cachent pas leur colère contre cette guerre si proche d'eux.

Néanmoins, l'accueil des réfugiés serbes en Roumanie ne va pas sans problèmes. Hébergés dans des établissements privés, leur séjour commence à peser sur les maigres budgets de ces infrastructures touristiques. *« Nous sommes une société commerciale*, explique Mircea Meletes, directeur de la maison de repos de Calacea. *Chaque jour qui passe nous coûte de l'argent, et nous ne pouvons pas faire de l'humanitaire indéfiniment. Au moment où les autorités locales nous ont proposé d'accueillir les réfugiés, on nous a promis de nous rembourser un minimum de dépenses. Depuis un mois, on se rend compte que ces promesses n'étaient que du vent. »* De fait, plus on remonte la filière des institutions publiques censées prendre en charge les réfugiés, plus on constate le cafouillage. La plupart des organismes publics, qui dépendent de ministères différents, se renvoient la balle.

La législation roumaine a été prise de court par ce flux de réfugiés. Une loi de 1996 sur le statut du réfugié stipule, par exemple, l'octroi d'une somme de 10 000 lei – l'équivalent de 5 francs – pour assurer les dépenses journalières d'une personne réfugiée. Aujourd'hui, cela permet au plus d'acheter un demi-sandwich. Par ailleurs, la Roumanie a accepté d'accueillir 6 000 réfugiés kosovars qui se trouvent actuellement en Macédoine et en Albanie. Un comité pour les réfugiés regroupant les représentants de cinq ministères a été mis en place afin de rédiger une ordonnance d'urgence censée créer le cadre juridique nécessaire à leur prise en charge. Depuis, les tensions qui règnent entre divers services publics refont surface. Les sources de financement sont floues.

La Roumanie s'est engagée à assurer l'hébergement des réfugiés, mais elle demande une aide d'urgence à la communauté internationale pour les dépenses secondaires comme les repas et les médicaments. Le ministère des affaires étrangères a contacté, à ce sujet, l'Union européenne et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Pour l'instant, personne ne semble pressé de satisfaire la demande roumaine. Seule l'antenne bucarestoise du HCR a envoyé une réponse positive, mais sans pouvoir donner de détails sur la somme envisagée ni sur le moment où elle sera disponible. De plus, l'ordonnance d'urgence approuvée par le gouvernement n'entrera en vigueur qu'après publication au *Journal officiel*. La procédure pourrait durer deux semaines, alors que le premier contingent de réfugiés kosovars devrait arriver en Roumanie d'ici une semaine.

Mirel Bran

M. Draskovic limogé pour avoir critiqué la ligne officielle de Belgrade

L'éviction du vice-premier ministre fédéral est perçue chez les Occidentaux comme une fissure au sein du pouvoir de M. Milosevic

VUK DRASKOVIC, l'ancien opposant devenu vice-premier ministre fédéral au début de cette année, a été brutalement limogé, mercredi 28 avril, à la suite de déclarations fracassantes exprimées ces derniers jours et recommandant à Slobodan Milosevic d'arrêter de mentir à la population et de coopérer avec l'OTAN pour stopper les bombardements. Le président yougoslave n'aura supporté que trois jours la liberté de parole de cet homme imprévisible qu'il juge sans doute plus utile maintenant dans l'opposition qu'au gouvernement.

Vuk Draskovic a été démis de ses fonctions *« en raison de ses interventions publiques contraires aux positions du gouvernement et pour atteinte au prestige du gouvernement »*, selon un communiqué du ministère de l'information. Dans la foulée, les trois ministres membres de son parti, le Mouvement serbe du renouveau (SPO, droite nationaliste), ont rendu leur portefeuille.

M. Draskovic avait critiqué, dimanche, *« ceux qui dirigent le pays »* et les *« prétendus patriotes »* en leur demandant de *« ne plus mentir au peuple, de lui dire enfin la vérité »*, à savoir que la Yougoslavie ne pouvait pas battre les forces de l'OTAN. Dans une première réaction après son limogeage, le chef du SPO s'est déclaré *« surpris »*. *« Je ne sais pas ce qui a précipité ma démission. Je n'ai pas parlé avec Milosevic »*, a-t-il dit. Il ne fait pourtant aucun doute que son éviction – annoncée formellement par le premier ministre fédéral, Momir Bulatovic – a été décidée par le numéro un yougoslave, peu habitué à ce que l'on conteste si ouvertement sa politique. Vuk Draskovic ne pouvait l'ignorer, lui qui, pour la même raison, avait été arrêté avec sa femme en juin 1993 par la police de Milosevic.

Peut-être *« le loup »* (Vuk en Serbe) a-t-il senti le vent tourner et provoqué lui-même sa chute. M. Draskovic peut maintenant espérer regagner un peu de crédit dans une partie de la population qui n'avait guère apprécié que cet ancien opposant acharné au président yougoslave se compromette avec lui.

« COUP MÉDIATIQUE »

Sa nomination, en janvier, entre le massacre de Raçak, au Kosovo, et le début des pourparlers de Rambouillet, servait alors les intérêts de M. Milosevic. Vuk Draskovic ne participait pas aux négociations, mais il avait fait le déplacement en France. Il avait alors fait entendre une position un peu plus encline au compromis que celle défendue officiellement par Belgrade. Au regard de la suite des événements, on ne peut exclure que M. Draskovic ait été manipulé par M. Milosevic pour brouiller les cartes et gagner du temps.

Les bombardements de l'Alliance et la déportation massive des Albanais du Kosovo ont changé la donne. L'époque n'est plus à l'artifice d'un gouvernement pluraliste à Belgrade mais à la guerre et à la mobilisation. La démission de M. Draskovic *« est un coup médiatique. Il n'avait pas d'influence au gouvernement et son départ ne signifie pas une fracture au sein du pouvoir »*, a d'ailleurs commenté Zoran Djindjic, son ancien allié dans l'opposition.

Dans un premier temps, les déclarations de Vuk Draskovic avaient plongé les gouvernements alliés dans l'expectative. *« On pouvait se demander si elles étaient faites à titre personnel ou si elles engageaient les autorités de Belgrade »*, a rappelé le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, Anne Gazeau-Secret. *« Son limogeage apporte la réponse*, a-t-elle relevé. *Mais cette décision semble confirmer une opposition à la politique de Milosevic, tant celle-ci ne peut que conduire au désastre, et que des signes de fissure apparaissent ».*

« Cela en dit long sur le régime Milosevic : ceux qui ne sont pas d'accord et qui cherchent à dire la vérité et à reconnaître la réalité n'ont pas place au gouvernement », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Joe Lockhart. Son homologue du département d'Etat, James Rubin, a estimé, de son côté, que *« nous avons des indications selon lesquelles il y a des différences d'opinion qui émergent de façon évidente à Belgrade »*, en ajoutant qu'il était au courant *« d'autres faits ». « Il reste à voir ce qu'en seront les implications à long terme »*, a dit M. Rubin. *« Mais c'est une indication qu'il y a des personnes dans certains cercles à Belgrade qui voient la vérité de ce régime et qui comprennent que l'OTAN est unie et que Milosevic est isolé »*, a-t-il ajouté.

L'isolement de M. Milosevic est une réalité sur la scène internationale. Il n'en est pas de même à l'intérieur de son pays. Si Vuk Draskovic a estimé que sa mise à l'écart était *« une victoire des durs »*, ce nationaliste convaincu n'est pas, non plus, un tendre. Il a d'ailleurs tenu à dissiper lui-même quelques doutes : *« Peut-être que certains à l'Ouest pensent que je pourrai, demain, être l'homme avec lequel l'OTAN coopérerait. Non ! L'OTAN est l'agresseur. (...) Nous sommes les victimes d'une vengeance aveugle contre toute une nation ».*

Christophe Châtelot

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

Ibrahim Rugova de retour à l'image

ESQUISSE d'ouverture ? Ou nouvelle opération de propagande visant à discréditer le dirigeant modéré des Albanais du Kosovo aux yeux de son peuple ? Toujours est-il que la télévision serbe (RTS) a redonné, mercredi 28 avril, une « présence » à Ibrahim Rugova, le représentant « officiel » des Albanais de la province. Il était reçu par le président de Serbie, Milan Milutinovic, à Pristina, selon l'alternance établie dans le cadre d'entretiens réguliers initiés depuis le début du conflit afin de rechercher une solution au problème du Kosovo.

La rencontre a été l'occasion de distiller de petits signaux d'assouplissements restant, à ce stade, purement formels. Une déclaration commune en quatre points réitère la nécessité *« de renouveler et d'intensifier les entretiens entre le gouvernement de la République de Serbie et les dirigeants des partis politiques des Albanais du Kosovo »* (il n'est donc pas question de toutes les communautés nationales) en vue d'un accord qui octroierait *« une large autonomie au Kosovo en respectant pleinement l'égalité en droit de tous les citoyens et toutes les communautés nationales, et la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie et de la Yougoslavie »*. Les négociations doivent être *« directes avec une participation à égalité de droit de toutes les communautés nationales vivant au Kosovo »*. De même – autre nouveauté –, *« nous sommes convenus que les représentants de la communauté internationale peuvent être présents, en qualité d'invités, lors des entretiens »*. Enfin est envisagé un remaniement du gouvernement provisoire du Kosovo *« tenant compte des problèmes actuels »*.

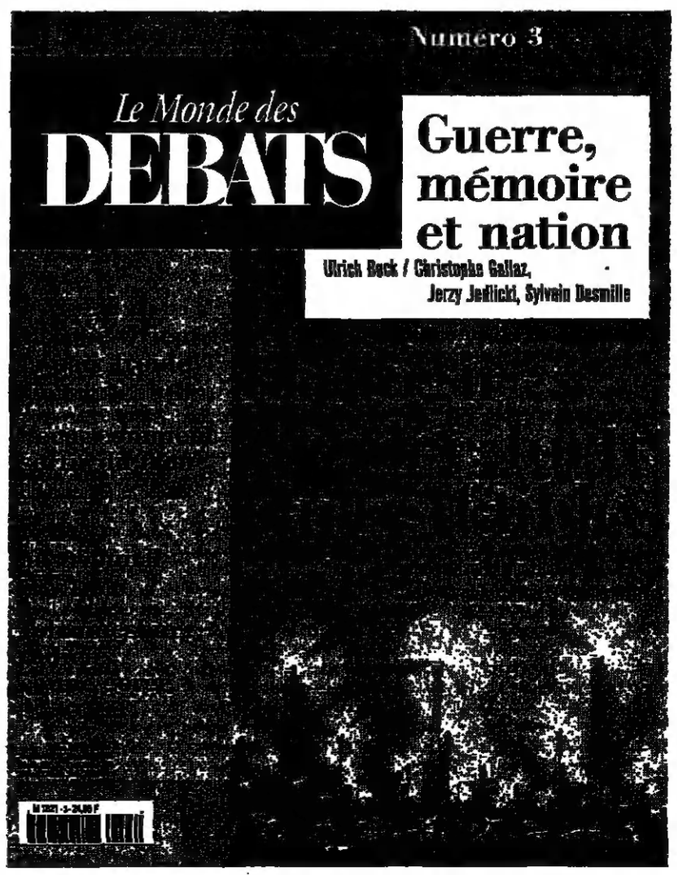
Ibrahim Rugova a été appelé à renforcer cette impression de bonne volonté par quelques mots exprimant l'importance d'*« une confiance réciproque qui existait déjà »* et son espoir de trouver *« une solution pour le Kosovo en persévérant sur la voie actuelle »*.

L'image, prolongée à l'écran, du document, entend toutefois confirmer le principe sur lequel Belgrade ne transigera pas, à savoir que le problème du Kosovo est une affaire interne à la Serbie.

Gorica Gajevic, secrétaire général du Parti socialiste, vient un peu plus tard enfoncer ce clou : la première condition d'une solution politique est l'*« interruption des bombardements »* et l'*« éloignement des armées et des armes de l'OTAN de nos frontières »*. Dans ces conditions, une mission des Nations unies au Kosovo *« ne peut être formée qu'en accord avec la Yougoslavie, dans des effectifs et avec un mandat acceptés par notre gouvernement, et avec un rôle conséquent de la Russie. (...) Personne ne peut venir de sa propre volonté sur le territoire de la Yougoslavie »*.

Hector Forest

Le numéro de mai vient de paraître



En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde des DEBATS
Restez libre, cultivez votre sens critique.

هكذا من الأصل

La peur pousse les réfugiés kosovars à fuir le Monténégro

Les bombardements de l'OTAN, les tracasseries bureaucratiques et la crainte de représailles de l'armée yougoslave incitent les albanophones qui ont trouvé refuge dans la petite République à prendre la « route du deuxième exil » vers l'Albanie

La peur de l'armée yougoslave, de plus en plus agressive au Monténégro, incite les réfugiés kosovars qui ont trouvé refuge dans la République à se rendre en Albanie. Mais le chemin de ce deuxième exil est semé d'embûches : à proximité, l'aviation de l'OTAN lâche ses bombes sur une colline qui dissimule des abris militaires. Plus de 30 000 réfugiés du Kosovo n'en ont pas moins gagné l'Albanie, via le Monténégro, ces cinq dernières semaines, selon des responsables locaux. De petits groupes d'Albanais du Monténégro en auraient fait autant pour fuir les exactions prêtées à l'armée yougoslave. Ces départs se sont récemment accélérés. Les autorités du Monténégro affirment qu'ils sont volontaires, conformément aux normes internationales. Près de 80 000 réfugiés du Kosovo ont été accueillis au Monténégro depuis fin mars.

TUZI
de notre envoyée spéciale

La bombe a fait une entaille dans la colline, mettant à nu une large surface de roche blanche. Les blocs de pierre qui ont giclé ont endommagé la route. Mais la cible visée est demeurée intacte : c'est l'entrée bétonnée d'une galerie souterraine où seraient dissimulés des avions militaires. La présence de cette cache de l'armée yougoslave est un secret de polichinelle pour les habitants de la région. La détonation a semé la panique, non loin de là, dans la petite école du village albanais de Tuzi. Selon un témoin, les enfants, qui étaient en classe, se sont mis à hurler.

REPORTAGE

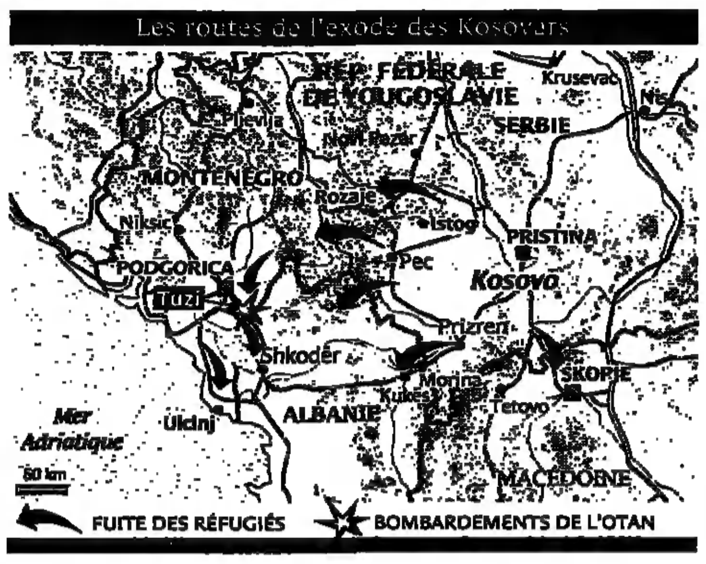
« Ils savent qu'en cas de détérioration de la situation, ils seront en première ligne »

Quelques heures plus tard, les frappes reprennent dans la même zone. La route reliant Podgorica à Tuzi, dernière ville avant la frontière albanaise, est à cet instant pratiquement déserte. Les voitures n'osent pas s'y engager. L'air s'est empli du grondement des avions. Des éclairs de lumière, des claquements violents. Tout vibre. Les bombes s'abattent à quelque 200 mètres de la route, sur l'aérodrome militaire dont le personnel et le matériel ont été évacués depuis plusieurs semaines. Six explosions successives dégagent d'épaisses fumées noires. Cette route est une artère parcourue chaque jour par des bus de réfugiés.

Le hasard a voulu, mardi 28 avril, que les bombes lâchées par l'aviation de l'OTAN au sud de la capitale du Monténégro atteignent une zone non seulement à dominante albanaise, mais qui sert également de plaque tournante aux réfugiés du Kosovo souhaitant se rendre en Albanie. Ces derniers se sentent en danger. L'armée yougoslave est, dans cette région frontalière, de plus en plus envahissante. Des réservistes se sont emparés d'habitations vides dans les villages, *« réquisitionnées pour l'effort de guerre »*. Des récits de harcèlement et de passages à tabac par des militaires circulent.

Un responsable du centre humanitaire musulman de Tuzi constate : *« Les gens ont très peur. Ils ont fui le Kosovo et sont pourtant ici dans le même pays, la Yougoslavie, avec la même armée »*. L'envie de partir plus loin est *« normale et logique »*, ajoute-t-il. Il n'y a pas d'enregistrement fiable des réfugiés au Monténégro, ni à leur arrivée ni à leur départ éventuel, mais les autorités locales estiment à 30 000 le nombre de personnes ayant franchi la frontière vers l'Albanie en l'espace d'un mois. Ce chiffre inclurait à la fois les départs de Monténégrins albanais (qui forment 7 % de la population de la République) et de Kosovars albanais. Le Monténégro affirme avoir accueilli près de 80 000 réfugiés depuis fin mars.

Les départs se sont accélérés ces derniers temps. *« Je vois passer sept à huit bus de réfugiés par jour, escortés par la police monténégrine vers la frontière »*, dit une habitante de Tuzi. Les passagers viennent de deux endroits différents : Ulcinj, station balnéaire du sud du Monténégro transformée en centre de réfugiés assez argentés pour s'offrir l'hôtel ou une chambre chez l'habitant ; et Rozaje, dans les montagnes du Nord, où se sont rassemblés les plus démunis. Les deux groupes partagent la peur de devenir les boucs émissaires potentiels d'une armée rendue furieuse par l'intensification des bombardements. *« Ils savent qu'en cas de détérioration de la situation au Monténégro ils seront en première ligne »*, affirme cette habitante.



DÉPARTS « VOLONTAIRES »

Le chef de la police de Tuzi exhibe dans son bureau une liasse de documents, des *« applications »* prouvant que les départs vers l'Albanie sont *« volontaires »*. Chaque feuille énumère les membres d'une famille avec, en bas, la signature du père. Le texte dit : *« Je souhaite que ma famille arrivant du Kosovo puisse se rendre en Albanie. »* Distribués dans les bus de réfugiés, ces documents sont signés le plus souvent au principal poste frontalier avec l'Albanie, situé à 12 kilomètres de Tuzi. A Podgorica, le chef de la Commission pour les réfugiés, Djordjije Scepanovic, explique la démarche : *« Qui sait de quoi les autorités du Monténégro pourraient être accusées ! »* Pour conserver la sympathie de l'Ouest, le Monténégro veut, par cette mesure bureaucratique, éviter les critiques que la Macédoine s'était attirées sur son attitude à l'égard des réfugiés.

Un groupe de 120 personnes originaires de la région d'Istog, dans le nord-ouest du Kosovo, campe au premier étage du marché couvert de Tuzi. Ils sont épuisés et inquiets d'être immobilisés là par manque d'argent. Les bus demandent des marks et le séjour en Albanie coûterait cher, relèvent ces paysans. Ils ont quitté le nord du Monténégro après l'attaque, le 18 avril, par des militaires, de trois villages musulmans près de Rozaje : une affaire qui a semé la terreur chez les réfugiés. A Tuzi, les voilà inquiets des bombes de l'OTAN, qui tombent à proximité, sur l'aérodrome. *« Ils entendent les sirènes des alertes aériennes et pensent aux violences commises par les militaires. Ils ont beaucoup de raisons de vouloir partir »*, dit pour sa part M. Scepanovic, qui insiste sur la liberté de choix laissée aux réfugiés : *« Nous ne leur demandons ni de rester ni de partir. »*

Député au Parlement, membre d'un parti albanais représenté au gouvernement du Monténégro, Ferhat Dinosha relate l'incident qui l'a opposé lundi à des réservistes dans le centre-ville de Tuzi. *« Un véhicule militaire s'est arrêté et ses occupants se sont mis à m'insulter violemment »*, dit-il sobrement, précisant qu'il a demandé aux autorités d'envoyer des renforts de police à Tuzi *« pour y protéger concrètement la population »*. A deux reprises, un écrivain albanais de Tuzi, Adzovic Muharem, a été attaqué par des militaires dans la rue alors que des bombardements venaient d'avoir lieu. Blessé, il a été hospitalisé. Dans les villages alentour, la population serait effrayée par la présence de réservistes qui fouillent les habitations *« à la recherche de téléphones portables et d'armes »*, selon un témoin.

L'armée fédérale, selon une version locale, aurait entrepris de renforcer sa présence aux frontières avec l'Albanie en prévision d'une offensive terrestre des Occidentaux et pour lutter contre des *« infiltrations de l'UCK »*. Cette rumeur ne fait qu'accroître les craintes des réfugiés.

Natalie Nougayrède

DÉPÊCHES

ASSOCIÉS
■ Les négociations en vue d'octroyer à la Macédoine et l'Albanie un statut d'associé à l'Union européenne pourraient commencer d'ici à la fin juin sous la présidence allemande de l'Union européenne. Cette possibilité a été évoquée, mardi 27 avril, lors de discussions entre une délégation de l'Union, dirigée par le ministre allemand aux affaires européennes, Günther Verheugen, et des représentants des deux pays. L'Albanie et la Macédoine ont seulement jusqu'ici des accords de coopération avec l'UE. – *AFP.)*

RÉQUISITION
■ Le Monténégro refusera d'appliquer un arrêté du gouvernement yougoslave autorisant l'armée à réquisitionner des biens pour les besoins de la défense, a déclaré, mercredi 28 avril, Vojin Djukanovic, ministre monténégrin de l'économie. Entré en vigueur lundi, cet arrêté stipule qu'en cas de nécessité, les personnes physiques et morales sont tenues de remettre à l'armée tous biens, meubles et immeubles en leur possession. – *(AFP.)*

RATIONNEMENT
■ Le gouvernement serbe a réduit de moitié, à 20 litres par mois, la quantité d'essence que les particuliers auront le droit d'acheter à partir du 1er mai en Serbie, a indiqué, mercredi, la radio Studio B. La ration avait été fixée à 40 litres au début des bombardements de l'OTAN. – *(AFP.)*

BILL CLINTON EN ALLEMAGNE
■ Le président des Etats Unis, Bill Clinton, se rendra en Allemagne les 4 et 5 mai pour visiter les bases aériennes américaines de Spangdahlem, où sont stationnés des bombardiers furtifs, et de Ramstein. Il y rencontrera des pilotes participant aux opérations contre la Yougoslavie, ainsi qu'aux opérations humanitaires de l'OTAN. Le président s'entretiendra à cette occasion le 5 mai avec le chancelier allemand Gerhard Schröder. – *(Reuters.)*

ACCUEIL
■ Six cents réfugiés venant de Macédoine sont arrivés, mercredi 28 avril, à Marseille, portant à environ 1 800 le nombre de Kosovars accueillis en France. Ils ont été disséminés dans des foyers d'accueil Sonacotra de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Selon Corinne Perthuis, représentante du Haut comité pour les réfugiés des Nations unies qui se trouvait à l'aéroport Marignane, *« deux mille cinq cents places sont prêtes pour accueillir les réfugiés, mais la France en accueillera plus s'il le faut »*. – *(Reuters.)*

BOMBE SUR SOFIA
■ Une forte explosion a endommagé, dans la nuit de jeudi, une maison dans la banlieue de la capitale bulgare Sofia, détruisant le dernier étage, sans faire de victime. Selon les autorités bulgares, il s'agirait d'un missile ou d'une bombe largué par un avion. Le président bulgare Petar Stoïanov, qui s'est immédiatement rendu sur place, a indiqué avoir téléphoné au quartier général de l'OTAN à Bruxelles. La Bulgarie n'a pas encore formellement donné une autorisation de survol aux appareils de l'OTAN. – *(AFP.)*

Georges Papandréou, ministre grec des affaires étrangères

« On peut être contre Milosevic et contre les bombes »

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

« Combien de temps le gouvernement grec pourra-t-il affirmer sa solidarité avec ses alliés de l'OTAN face à une opinion publique qui se prononce à 97 % contre les bombardements ?

– Tout le monde souhaite que la guerre se termine aussi rapidement que possible. Dès l'origine, nous avons exprimé des réserves, mais nous avons accepté le consensus de l'OTAN. Nous offrons un soutien logistique pour les troupes stationnées à Skopje, sans pour autant prendre part à l'intervention armée. De plus, nous déployons des efforts dans trois domaines :

– l'aide humanitaire en Albanie, dans l'ARYM [Ex-République yougoslave de Macédoine] et dans toute la Yougoslavie, y compris le Monténégro – et nous sommes le seul pays dont les organisations non-gouvernementales soient présentes au Kosovo ;

– la reconstruction pour "le jour d'après" de la Yougoslavie et de toute la région ;

– un pacte de stabilité fondé sur trois piliers – la sécurité, la démocratie et le développement économique. Nous espérons qu'il sera fortement soutenu par la communauté internationale.

» Cette politique est actuellement soutenue par l'opinion grecque, mais je pense que l'opposition ira grandissant contre la poursuite des bombardements et l'envoi de troupes au sol. Il serait bon que l'Alliance atlantique comprenne que les opinions publiques de toute la région, à l'exception peut-être de l'Albanie, s'interrogent sur la stratégie de l'OTAN. On peut être contre Milosevic et contre les bombes.

– Etes-vous cependant d'accord pour dire qu'après l'échec des négociations de Rambouillet et de Paris l'OTAN n'avait pas d'autre choix que de mettre ses menaces à exécution ?

– J'ai dit moi-même au cours des réunions de l'Union européenne que des bombardements créeraient de nombreux problèmes et que nous devrions envisager toutes les solutions diplomatiques. Je n'oublie pas que Milosevic n'a pas bougé. Nous discutons maintenant d'un renforcement de l'embargo contre la Yougoslavie. Je pense que ça aurait été une bonne idée de commencer par là. Aujourd'hui, c'est une question plus historique que pratique. Maintenant, nous devons chercher une solution.

– Qu'attendez-vous de la Russie après l'échec des missions Primakov et Tchernomyrdine ?

– Le bilan n'est pas entièrement négatif. Il y a des mouvements, petits, mais visibles des deux côtés. Les Serbes disent maintenant "oui" à une force de surveillance *(implementation force)* – non armée certes –, mais les Russes pensent qu'il existe diverses possibilités. Du côté de l'OTAN, deux points sont importants : premièrement, l'inviolabilité des frontières a été réaffirmée avec force – autrement dit, il n'y aura pas de partition du Kosovo. Deuxièmement, après avoir parlé d'une force "avec commandement OTAN", on discute maintenant d'une force dirigée par l'ONU "avec un noyau OTAN". Cette souplesse nouvelle ne veut pas dire qu'il y aura une solution demain, mais peut-être bientôt.

– Excluez-vous une intervention terrestre ?

– S'il y a un accord, la Grèce participera volontiers à une opération de maintien de la paix. Sans accord, la Grèce ne participera pas à une intervention terrestre et même la réprouvera. Nous ne sommes pas sûrs de l'efficacité d'une telle opération. Personne ne pense que l'OTAN ne puisse pas s'imposer, mais les conséquences seraient terribles pour la coexistence des populations de la région. De plus, les Balkans ont une aversion contre les interventions armées car ils en ont trop connues dans le passé. Si l'on veut intégrer à long terme les Balkans dans la communauté occidentale, on doit se demander si l'usage de la force est la meilleure façon de procéder.

GEORGES PAPANDRÉOU

– La gauche ouest-européenne parle d'un nouvel internationalisme des droits de l'homme. En Grèce, de telles idées semblent très lointaines...

– Deux principes sont importants : la souveraineté et les droits de l'homme. Parfois ils entrent en collision. Comment les Grecs envisagent-ils ce dilemme ? Deux questions se posent : l'usage de la force militaire est-il le meilleur instrument pour promouvoir les droits de l'homme ? Pourquoi la communauté internationale applique-t-elle le principe "deux poids, deux mesures" ? Nous en avons fait l'expérience dans la région. Depuis vingt-cinq ans, le "nettoyage ethnique" a fonctionné à Chypre. Les principes ne cachent-ils pas des visées de grande puissance ? Si l'on parle de reconstruction dans les Balkans, il faut manifester la volonté politique d'appliquer les principes d'une manière équitable dans toute la région.

– Le plan de stabilité des Balkans inclut la Serbie...

– Certainement, après la fin du conflit.

– Y compris la Serbie de Milosevic ?

– C'est une question que nous devrons nous poser après le conflit. Mais je pense qu'il ne faut pas personnifier le problème ni diaboliser un seul homme. Il est trop tôt pour savoir ce que sera la Yougoslavie après le conflit.

– Le conflit au Kosovo a-t-il une influence sur vos relations avec la République de Macédoine ?

– Après l'accord intérimaire de 1995, nos relations se sont développées. La Grèce est le premier investisseur à Skopje. Pendant la crise, nous avons travaillé quotidiennement ensemble en faveur de la stabilité de la région. Le nom reste un problème, mais nous espérons que le bon climat que nous avons créé, y compris dans les opinions publiques, servira de catalyseur à une solution de compromis.

» Dans cette région, les questions de frontières et de minorités ont été trop longtemps confondues, aux dépens des minorités. Il faut séparer les deux questions, ne pas mettre en cause les frontières – aussi irrationnelles soient-elles –, car changer les frontières signifie vouloir créer une "utopie", un pays ethniquement pur qui n'existe pas. Ce n'est pas le modèle que nous essayons de développer en Europe. Nous avons tous des minorités auxquelles nous devons garantir les droits démocratiques de tous les citoyens.

– Attendez-vous une amélioration des relations entre la Grèce et la Turquie après les élections dans ce pays ?

– La crise au Kosovo nous a amenés à travailler ensemble dans un cadre multilatéral. C'est peut-être plus facile que dans un cadre bilatéral, car cela permet de laisser de côté les problèmes conflictuels : Chypre, la mer Egée, etc. Ceux-ci n'ont pas disparu pour autant. Nous espérons que ce climat ouvrira une nouvelle ère de coopération et que la nouvelle majorité, quelle qu'elle soit, agira dans cet esprit. »

Propos recueillis par Daniel Vernet

BACHELIERS, PRÉPAREZ-VOUS À INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

PREP. ISG

ISG

Tél. 01 56 26 26 26

Consultez les articles sur le Kosovo parus dans HÉRODOTE
Revue de géographie et de géopolitique
http:// www.univ-paris 8.fr/geopolitique

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
OSP Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DÉFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 – Fax : 01.43.33.51.36

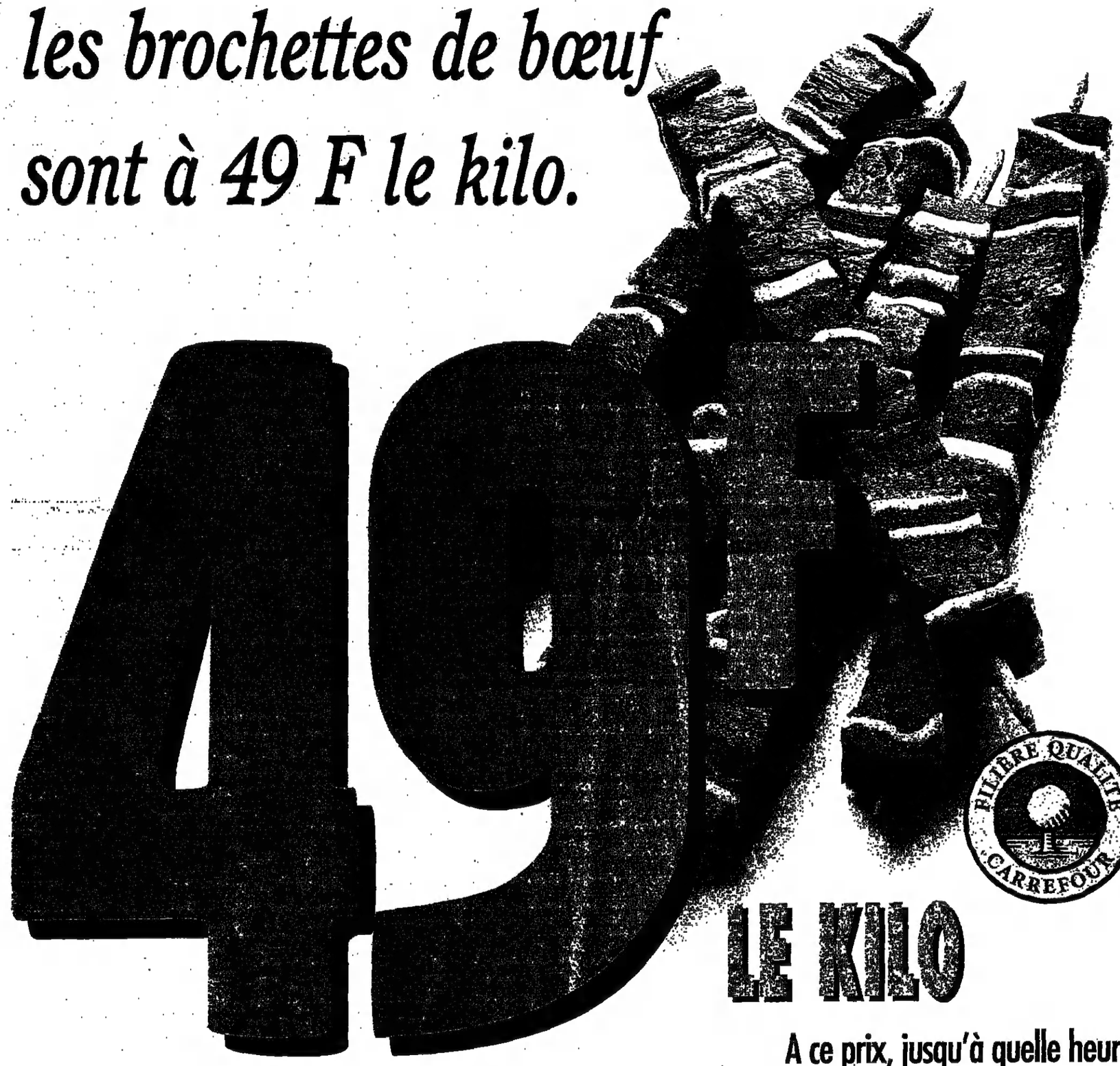
Tribunal de Grande Instance de Creteil. Extrait des Minutes du Greffe.
Par jugement défaut en application de l'article 412 du CCP, signifié le 28 Janvier 1997 à parquet rendu par le Tribunal Correctionel 11 ème Chambre, le 21 Octobre 1996. Jugement sur citation directe devant le Tribunal Correctionnel. Bernard MORIN né le 17 Mars 1940 à Paris 14ème d'André MORIN et de Marcelle DANZEL, de nationalité Française, Expert comptable, demeurant 78, Rue Velpeau 92160 Antony, libre acquiescement le 26/02/99, a été condamné à un emprisonnement délictuel de 1 an avec sursis, la Publication au J.O. et dans le journal « Le Monde » aux frais du condamné, l'affichage à la porte de la mairie de Gentilly pendant 3 mois (art. 1741 du C.G.I) pour : - complicité de soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt : omission de déclaration, fraude fiscale du 01 janvier 1991 au 31 décembre 1992 à Paris et Gentilly, faits prévus par Art. 1741 Al 1 C.G.I. et réprimés part Art. 1741 Al 1, Al 3, Al 4, Art 1750 Al1 C.G.I, et prévue par les articles 121-6 et 121-7 du Code pénal en ce qui concerne la complicité.
- complicité de passation d'écriture inéxacte ou fictive dans un livre comptable, Fraude fiscale du 01 janvier 1991 au 31 décembre 1992 à Paris et Gentilly, faits prévus par Art. 1743 Al 1 1 C.G.I. Art 8, Art 9 C. Commerce et réprimés par Art 1743 Al 1, Art 1741 Al 1, Al 3, Al 4, Art 1750 Al 1 C.G.I et prévue par les articles 121-6 et 121-7 du Code pénal en ce qui concerne la complicité. Pour extrait conforme, n'y ayant appel. Le Greffier en Chef.

DÉPÊCHES

(Publicité)

Vendredi 30 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

Aujourd'hui et aujourd'hui seulement, les brochettes de bœuf sont à 49 F le kilo.



49

LE KILO

A ce prix, jusqu'à quelle heure y en aura-t-il ?
On ne sait pas...

Brochettes de viande bovine Filière Qualité Carrefour. Vendues par barquette de 7. Origine : France.

Avec Carrefour je positive!

La Filière Qualité Carrefour : Bovins nés, élevés et abattus en France. En pâturage l'été, et nourris de fourrages et de céréales l'hiver. Catégorie et type racial précisés sur le lieu de vente.

A SUIVRE...

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le FMI parvient à un accord de prêt avec la Russie

WASHINGTON. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, *mercredi 28 avril, être parvenu à un accord pour l'octroi d'un prêt à la* Russie de 4,5 milliards de dollars (4,23 milliards d'euros) sur dix-huit mois. Les modalités techniques de ce prêt restent à préciser. Dans un communiqué, le directeur du FMI, Michel Camdessus, fait savoir que le gouvernement russe s'est engagé à mettre en œuvre une série de *mesures fiscales, bancaires et structurelles et à fournir des explica*tions sur l'usage fait des crédits du FMI accordés précédemment. Puis M. Camdessus demandera au directoire du FMI d'étudier la demande de Moscou portant sur 3,3 milliards de droits de tirage spéciaux (4,5 milliards de dollars) versés sur dix-huit mois.

Ce prêt du FMI s'inscrirait dans un programme d'assistance de 7,5 milliards de dollars (7,05 milliards d'euros) auquel participent la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds. Si le rééchelonnement de la dette est pris en compte, ce programme totaliserait de 23 à 24 milliards de dollars. – *(AFP.)*

Début du procès d'Abdullah Öcalan : la peine capitale réclamée

ANKARA. Le procès du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan a formellement débuté, mercredi 28 avril en Turquie, et les procureurs ont requis contre lui la peine capitale pour *« trahison et atteinte à l'intégrité territoriale »*. Le document de 139 pages énumère notamment les actes meurtriers commis par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en lutte contre l'armée régulière) d'Abdullah Öcalan, dit *« Apo »* et le rend responsable de toutes les actions commises par son organisation, considérée comme terroriste par les autorités turques.

L'accusation se fonde sur l'article 125 du code pénal turc, qui sanctionne la tentative de diviser le pays et la haute trahison et prévoit la peine de mort. La Cour de sûreté d'Ankara devrait fixer, vendredi, une date pour la première audience du procès qui se déroulera sur l'île prison d'Imrali, en mer de Marmara (ouest). – *(AFP.)*

Les Palestiniens reportent à juin toute décision sur l'indépendance

GAZA. Le conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (mini-Parlement) a décidé jeudi 29 avril, de reporter au mois de juin au plus tôt toute décision sur la proclamation d'un Etat palestinien – initialement prévue le 4 mai – ont indiqué des sources officielles. Les participants, réunis à Gaza, ont approuvé par vote ce report en attendant les élections générales israéliennes du 17 mai, avec *un éventuel second tour le 1er juin. Le conseil central tiendra une nou*velle réunion en juin sur la proclamation d'indépendance. La veille de cette annonce prévisible, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, s'était félicité de la décision palestinienne. *« Arafat a reculé et c'est bien qu'il ait reculé. (...) La proclamation d'un Etat aurait provoqué la fin des accords d'Oslo et du processus de paix »*, a déclaré M. Nétanyahou, qui y voit un succès de sa propre politique. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **IRAN / ÉTATS-UNIS : Washington exclura désormais de sa politique** de sanctions économiques unilatérales les ventes de produits agricoles et médicaux, sauf cas exceptionnel, a annoncé, mercredi 28 avril, la Maison Blanche. Ces sanctions sont notamment appliquées aux pays soutenant le terrorisme. Cette mesure d'assouplissement devrait bénéficier à des pays comme le Soudan, l'Iran et la Libye. – *(AFP.)*

■ **CHINE / INDE : après l'acrimonie consécutive aux essais nucléaires indiens, le groupe de travail** sino-indien chargé de résoudre les problèmes de frontière entre les deux pays a tenu, à Pékin, sa onzième réunion avec la volonté d'adopter une approche graduelle. Pékin et New Delhi ont affirmé leur volonté de travailler à un monde multipolaire. De source indienne, on souligne que c'est la première fois que la Chine reconnaît à l'Inde un rôle sur la scène mondiale. – *(Corresp.)*

■ **CAMBODGE : la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme** a reproché, mercredi 28 avril, au Cambodge des exécutions sans procès, la pratique de la torture ainsi que des arrestations et détentions illégales. La Commission demande au gouvernement cambodgien de poursuivre les responsables de tels actes. – *(AFP.)*

Italie : le procureur de la Cour de cassation est favorable à la révision du procès Sofri

ROME. Le procureur général de la Cour de cassation, Giuseppe Veneziano, s'est prononcé, mercredi 28 avril, dans un réquisitoire de soixante-seize pages en faveur de la révision du procès d'Adriano Sofri, Ovidio Bompressi et Giorgio Pietrostefani, *tous trois condamnés* à vingt-deux ans de réclusion criminelle pour le meurtre, le 17 mai 1972, du commissaire de police Luigi Calabresi. En termes virulents, le représentant du ministère public critique la décision de la cour d'appel de Brescia qui, le 1er mars, avait refusé la requête des trois anciens membres du groupe gauchiste Lotta Continua. Ces anciens militants n'ont jamais cessé de clamer leur innocence.

Giuseppe Veneziano dénonce « l'illogisme des motivations » et se prononce pour l'acceptation de la demande de révision. Ce sera désormais à la cour d'appel de Venise de trancher. L'audience a été fixée au 27 mai. – *(Corresp.)*

VILLE DE PARIS (XIIème arrondissement)

APPEL D'OFFRES

POUR L'ACQUISITION DES DROITS DE CONSTRUIRE D'UN PROGRAMME DE LOGEMENTS NON AIDÉS DANS LA ZAC BERCY

En accord avec la Ville de PARIS, la SEMAEST (Société d'Économie Mixte d'Aménagement de l'Est de Paris) lance un appel d'offres ouvert en vue de la cession en pleine propriété des droits de construire concernant un programme affecté principalement à du logement non aidé (accession ou locatif libre).

Ce programme est situé rue Gabriel Lamé et rue François Truffaut, face au parc de Bercy.

Cette consultation s'adresse aux professionnels de l'immobilier, promoteurs ou investisseurs.

Le programme à réaliser sur un terrain de 2.875 m², se compose de 9.600 m² HON de logements, 600 m² HON de locaux d'activités ou commerces et 140 places de stationnement environ.

Le dossier de consultation peut être retiré à partir du mardi 4 mai 1999, au prix de 1.000 F TTC à la SEMAEST - 181, avenue Daumesnil - 75012 PARIS - Tél. : 01.43.45.98.98 - Fax : 01.43.47.03.28.

Les offres devront être remises à la SEMAEST, le 16 juin 1999 à 17 h au plus tard.

050

La Banque mondiale s'inquiète de la croissance de la pauvreté dans le monde

Les crises financières ont handicapé les économies en développement

Avec l'éclatement de la crise financière en Asie en juillet 1997, qui a ensuite gagné la Russie en août 1998, puis l'Amérique latine dès janvier 1999, les pays *dits « émergents » traversent* des épreuves qui freinent sérieusement la hausse de leur niveau de vie. La grande majorité des habitants de la planète sont concernés puisque 4,9 milliards de personnes vivent dans ces pays contre *900 millions dans le monde développé.*

LES PAYS en développement ne vont pas bien et la pauvreté augmente partout dans le monde. *« 1,7 milliard de personnes vivent dans un état d'extrême pauvreté »* (avec moins de 1 dollar – 6 francs – par jour), dit James Wolfensohn, le président de la Banque mondiale, tout en appelant la communauté internationale à inventer de *« nouvelles stratégies »* pour empêcher un vaste retour en arrière.

« Il y a un an, nous pensions que nous pourrions atteindre sans difficulté, au cours des vingt prochaines années, les buts que la communauté internationale s'est fixée : diminuer la pauvreté par deux, réduire des deux tiers la mortalité infantile et assurer une éducation primaire à tous les enfants du monde. Maintenant ces objectifs sont en danger », soulignait James Wolfensohn à l'occasion de la publication d'un de ses rapports annuels (*Les Indicateurs du développement*).

RALENTISSEMENT DES ÉCHANGES

Les handicaps s'accumulent. Les pays en développement ne vont connaître qu'une croissance de 1,5 % cette année contre 4,7 % il y a deux ans, selon les chiffres de la Banque mondiale. Les conséquences d'un tel ralentissement sont dramatiques pour les populations, qui croissent désormais plus vite que les revenus disponibles (l'augmentation de la population dans les pays en développement est de 3 à 4 % par an). Or, pour avoir un impact significatif sur le niveau de la pauvreté, une économie doit croître environ deux ou trois fois plus que la population, selon une règle définie par les experts en développement de Washington.

Partout, le recul de la croissance se traduit par un accroissement de la pauvreté. L'impact est particulièrement fort dans les pays qui connaissent d'énormes écarts entre le niveau de vie des riches et celui des pauvres, comme en Amérique latine. Au Brésil, le produit intérieur brut devrait reculer cette année de 3 % d'après les prévisions de la Banque centrale du Brésil : *« Ce chiffre signifie trois ou quatre millions de pauvres en plus »*, selon Javed Burki, vice-président de la Banque mondiale en charge de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le niveau de la pauvreté est ici mesuré selon le critère appliqué aux pays en développement : il désigne les personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour.

Le ralentissement des échanges internationaux à la suite des crises asiatique et russe, ainsi que la baisse du prix des matières premières portent un autre coup sérieux à la plupart des pays dits *« émergents »*. A quoi vient s'ajouter le recul de l'aide au développement. *« Nous avons atteint le plus bas niveau en cinquante ans »*, faisait remarquer James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, dans un discours prononcé le 22 avril à Washington à l'occasion de l'assemblée annuelle des institutions de Bretton Woods.

L'aide au développement a atteint 33 milliards de dollars en 1998 (un peu plus de 30 millions d'euros). C'est une baisse de 40 % par rapport au début de la décennie, selon M. Wolfensohn. *Cette somme représente* 0,25 % du produit intérieur brut (PIB) des pays développés, alors que le but officiel de la communauté internationale est d'atteindre une proportion de 1 %. *« Il manque 100 milliards de dollars* (90 milliards d'euros) *pour atteindre cet objectif »*, fait remarquer James Wolfensohn.

Quant aux flux des capitaux privés, qui représentaient 300 milliards de dollars en 1997 (276 millions d'euros), ils sont tombés à 230 milliards en 1998 (211 millions d'euros). C'est l'une des préoccupations de la *Banque mondiale*, et l'une des raisons pour lesquelles les institutions financières internationales hésitent à imposer au secteur privé un cadre plus contraignant, permettant de leur faire supporter une plus grande part du fardeau lorsque le pays débiteur se trouve en état de cessation de paiement – au lieu d'être remboursés en quasi-totalité par le Fonds monétaire international comme c'est le cas actuellement.

La Banque mondiale s'inquiète particulièrement à propos de la la Russie. Dans ce pays, soixante millions de personnes – environ 20 % de la population – vivraient dans la pauvreté. Cette dernière est mesurée ici selon le critère applicable aux *pays en transition*, autrement dit il désigne les personnes vivant avec moins de 4 dollars par jour.

RECUL DE L'ESPÉRANCE DE VIE

L'autre zone particulièrement vulnérable est – ce n'est pas nouveau – l'Afrique. La Banque mondiale souligne que 20 % des populations d'Afrique subsaharienne vivent en état de guerre. L'Afrique est (avec la Russie) l'une des rares régions du monde où l'espérance de vie diminue, notamment à cause du sida. L'Asie orientale, enfin, est loin d'avoir surmonté les effets de la crise financière. Le taux de pauvreté y est passé de 7 % il y a deux ans à 14 ou 20 % selon les pays. *« En dépit de gains substantiels dans le développement, le fossé entre les riches et les pauvres s'accroît »*, constate Joseph Stiglitz, l'économiste de la Banque mondiale.

Les bonnes nouvelles sont trop rares pour ne pas être mentionnées. *« La Chine et l'Inde, qui représentent 38 % de la population mondiale, ont largement échappé à la crise financière »*, note Joseph Stiglitz. Autre signe d'espoir : les pays d'Asie en crise ont mis en place depuis l'année dernière des filets de sécurité pour les populations les plus vulnérables.

Lucas Delattre

Désaccord sur la réduction de la dette

Les pays donateurs d'aide sont apparus très divisés, mercredi 28 avril à Washington, sur les modalités d'un nouvel allégement de la dette des pays les plus pauvres. Alors que les pays riches du G 7 font assaut de propositions pour alléger plus amplement la dette des pays pauvres lourdement endettés, dans le prolongement de l'initiative lancée en 1996, des divergences se sont fait jour au Comité de développement, instance commune de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les réserves les plus vives à un nouvel effort des créanciers sont venues de la Russie. *Le FMI va sans doute vendre* une petite partie de ses réserves d'or pour financer sa participation au plan de réduction de la dette des pays les plus pauvres. Longtemps combattue par l'Allemagne, cette idée a refait surface. Le directeur général du FMI, Michel Camdessus, a estimé, mardi, qu'il y avait *« pratiquement un consensus »* sur le principe entre les pays membres.

Comme pour forcer le destin, la Chine construit déjà son siège auprès de l'OMC

GENÈVE
de notre correspondant

Qui pourrait douter que la Chine entrera prochainement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ? En tout cas pas le gouvernement de Pékin. Il est tellement sûr de son fait qu'il a déjà entrepris de construire son futur siège auprès de l'OMC à Genève, avant même la conclusion des négociations sur son adhésion. Une manière peut-être de forcer le destin alors que la Chine frappe depuis treize ans à la porte du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et les services), puis de l'OMC qui lui a succédé, et qu'elle semble enfin se rapprocher du but.

Pendant que d'âpres négociations se poursuivent entre Pékin et ses principaux partenaires, à commencer par les Etats-Unis, un vaste chantier a été ouvert sur les rives du lac Léman, à la sortie de Genève en direction de Lausanne, *à moins d'un kilomètre du bâtiment* qui abrite l'OMC. Selon un expert immobilier, c'était l'un des derniers terrains disponibles dans cette zone résidentielle, parsemée de luxueuses propriétés ayant directement accès au lac. Flairant la bonne aubaine, les émissaires du gouvernement chinois se sont rapidement décidés à acheter un site aussi exceptionnel. *« Son emplacement correspond en tous points au lieu symbolique qu'ils recherchaient pour en faire une vitrine, à la fois par le prestige du cadre et la proximité de l'OMC »*, constate un proche de la transaction.

Avant de conclure l'affaire, les émissaires de Pékin avaient pris le soin d'assurer leurs arrières pour pouvoir réaliser leur projet dans les meilleurs délais. Soucieux de prévenir d'éventuels désagréments avec le voisinage et les milieux écologistes, ils ont pris langue avec les intéressés et leur ont fait part de leurs plans. Avec la bénédiction du gouvernement fédéral, ils ont ensuite pu compter sur la diligence des autorités de la ville et du canton de Genève, qui ont délivré les permis d'achat et de construction en un temps record alors que *« d'ordinaire, ces démarches s'avèrent particulièrement tortueuses »*, observe un responsable du chantier.

SOUS BONNE PROTECTION

Commencés en février, les travaux d'excavation vont bon train dans une relative discrétion, à l'abri des hauts murs de la propriété antérieure... et sous bonne protection puisque la résidence, adjacente, de l'ambassadeur de Turquie a pris des allures de camp retranché depuis que les Kurdes ont multiplié les manifestations après l'arrestation du chef Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah "Ocalan.

Sur le mur extérieur, une plaque de bonnes proportions est déjà bien en place avec la mention *« Mission de la République populaire de Chine, Office de l'économie et du commerce »*. Un autre panneau plus discret signale que les travaux sont exécutés par l'entreprise Losag, filiale suisse du groupe Bouygues. Selon l'architecte chargé du projet, le bâtiment abritera des bureaux et des logements pour le personnel. *D'un coût évalué entre 11 millions et 14 millions* de dollars (10 à 13 millions d'euros), il devrait être terminé en juin 2000.

Pékin s'intéresserait également à une autre parcelle dans les parages pour y installer la résidence de son futur ambassadeur auprès de l'OMC. En tout cas, le démarrage des chantiers est un signe qui ne trompe pas : lassée de tant d'années de pourparlers, la Chine est bien décidée à forcer le seuil de l'OMC. Une entrée *longtemps convoitée et présentée au maître* d'œuvre comme n'étant *« plus qu'une simple formalité »*. En attendant, une délégation chinoise aura tout loisir d'inspecter l'avancement des travaux lors de son passage, fin mai ou *début juin, à Genève pour tenter de finaliser* les laborieuses discussions en cours...

Jean-Claude Buhrer

Une police civile de l'ONU est attendue après le 5 mai au Timor-Oriental

Les milices pro-indonésiennes sont accusées de se livrer à des massacres

UNE *« ÉQUIPE AVANCÉE »* de l'ONU se rendra *« très vite »* au Timor-Oriental après la signature des accords sur l'autonomie prévue pour le 5 mai au siège des Nations unies. *La mission* de l'ONU, selon des sources diplomatiques à New York, comprendra plusieurs centaines de personnes, pour la plupart des civils. Ces effectifs seront progressivement mis en place avant la consultation annoncée pour le 8 août et au cours de laquelle quelque *800 000 Timorais* orientaux choisiront entre l'autonomie et l'indépendance.

L'annonce de ce scénario par le président indonésien B. J. Habibie a été accueillie calmement, mercredi 28 avril, à Dili, capitale de l'ancien territoire portugais, où séjournaient plusieurs personnalités étrangères. Mais la situation demeurait tendue ailleurs, et Mgr Ximenes Belo, Prix Nobel de la paix, a estimé, dans une lettre publiée par l'agence catholique portugaise Ecclesiae, que *« les groupes intéressés au maintien du statu quo ont commencé à monter une stratégie diabolique, à distribuer de l'argent et des armes aux Timorais affamés de pouvoir et d'argent »*. L'évêque de Dili et les partisans de l'indépendance craignent que les miliciens pro-indonésiens, qui bénéficient au minimum de la bienveillance des autorités militaires, continuent de terroriser la population avant l'arrivée des policiers de l'ONU.

L'Australie, qui s'est engagée à financer la moitié du coût du contingent onusien (estimé à 180 millions de francs, 27,44 millions d'euros), souhaite que l'option de l'autonomie soit retenue, nous indique notre correspondant dans le Pacifique-Sud, Florence de Changy. *« Nous pensons que ce serait mieux pour tout le monde si le Timor-Oriental choisissait de rester une partie autonome de l'Indonésie »*, a déclaré le premier ministre australien, John Howard, à l'issue d'un entretien, mardi à Bali, avec le président indonésien. Les Etats-Unis, les Philippines, le Japon, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont également été invités à envoyer des observateurs sur place.

MENACES DE MORT

Entre-temps, l'ancien gouverneur du Timor-Oriental, Mario Carrascalao, conseiller du président indonésien, s'est réfugié au Portugal, en compagnie de sa famille, après avoir reçu des menaces de mort de la part des milices pro-indonésiennes. Ces dernières sont accusées d'avoir massacré des dizaines de gens ces dernières semaines. David Ximenes, un membre du Conseil national de la résistance timoraise, a estimé, de son côté, qu'il fallait envoyer au Timor-Oriental non pas des *« conseillers de police »* mais une *« force de maintien de la paix »*.

Une telle possibilité a été toutefois écartée par le général Wiranto, commandant en chef des forces armées et ministre indonésien de la défense, qui a réitéré, mardi, que la *« police »* de l'ONU serait envoyée en mai dans le territoire pour y *« assister la police indonésienne »*. Les résultats du vote du 8 août seront présentés fin août, à l'Assemblée consultative du peuple (indonésienne), seule habilitée, aux yeux de Djakarta, à approuver une éventuelle indépendance du Timor-Oriental.

(Publicité)

Nouvelle Classe BusinessElite®.

Une nouvelle Classe Affaires tellement haut de gamme que nous avons décidé de nous débarrasser de la Première Classe.

Quelle compagnie aérienne sait que les hommes d'affaires voyageant à l'étranger ont besoin de plus d'espace personnel ? Plus de vols non-stop ? Plus de personnel de bord ? Plus de vins de grand cru et de repas avec 5 plats ? Plus de gadgets ? Plus pour une satisfaction maximum ?
Delta Air Lines, avec sa nouvelle classe BusinessElite®. Elle n'est pas seulement l'une des meilleures Classe Affaires, mais aussi celle qui offre de l'espace pour en profiter. Vous trouverez une grande distance dossier à dossier de 152 cm, vous offrant un espace pour les jambes de 92 cm et une inclinaison* de 160°. Et jamais de siège au milieu. D'ici l'été, BusinessElite® sera proposée sur tous nos appareils à destination des Etats-Unis. Vous allez apprécier l'espace supplémentaire ainsi que les nouvelles installations à bord. Quel homme d'affaires n'apprécierait pas ? Et pour vous offrir encore plus de choix, nous vous proposons en partenariat avec une autre compagnie de tout premier plan, Air France, des vols quotidiens au départ de 13 villes françaises via Paris Charles-de-Gaulle à destination de 8 villes aux Etats-Unis. De plus, tous les miles que vous accumulez en voyageant avec Delta Air Lines peuvent être comptabilisés sur la carte Fréquence Plus d'Air France et réciproquement pour la carte SkyMiles® de Delta.

Réservation : Paris 01 47 68 92 92
Nice 0800 35 40 80.
Minitel : 3615 Delta Air Lines (2,23FF/mn)
Internet : http://www.bizelite.com

BUSINESS*elite*
Delta Air Lines

BusinessElite® est uniquement disponible sur les appareils Delta Air Lines.
*L'espace pour les jambes est la distance entre le point le plus en avant de l'assise du siège et le dossier du siège de devant (mesures prises sur siège de rangée standard sur appareil gros porteur). L'inclinaison est l'angle formé entre l'extrémité supérieure du bas du siège et l'extrémité arrière du dossier lorsque le siège est entièrement incliné.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

CORSE Lionel Jospin a annoncé, mercredi 28 avril, deux enquêtes administratives sur le fonctionnement du Groupe de pelotons de sécurité (GPS). Cette structure, créée en 1998, doit, selon lui, *« faire l'objet rapidement d'un réexamen »*. Alors que l'enquête confirme les soupçons qui pèsent sur les gendarmes, les mobiles des incendiaires restent flous.
● UN QUATRIÈME GENDARME, commandant le GPS, Norbert Ambrosse, hospitalisé à Toulouse pour des brûlures, a été, mercredi, ramené en Corse, mis en examen et écroué à la maison d'arrêt d'Ajaccio.
● ENTRE L'INCENDIE de la paillote du golfe d'Ajaccio, dans la nuit du 19 au 20 avril, et son incarcération, le 26 avril, le commandant de la légion de gendarmerie de Corse, le colonel Henri Mazères, s'est rendu à Paris à deux reprises pour rencontrer sa hiérarchie. *(Lire aussi page 10 et notre éditorial page 20.)*

Le colonel Mazères avait informé sa hiérarchie deux jours après l'incendie

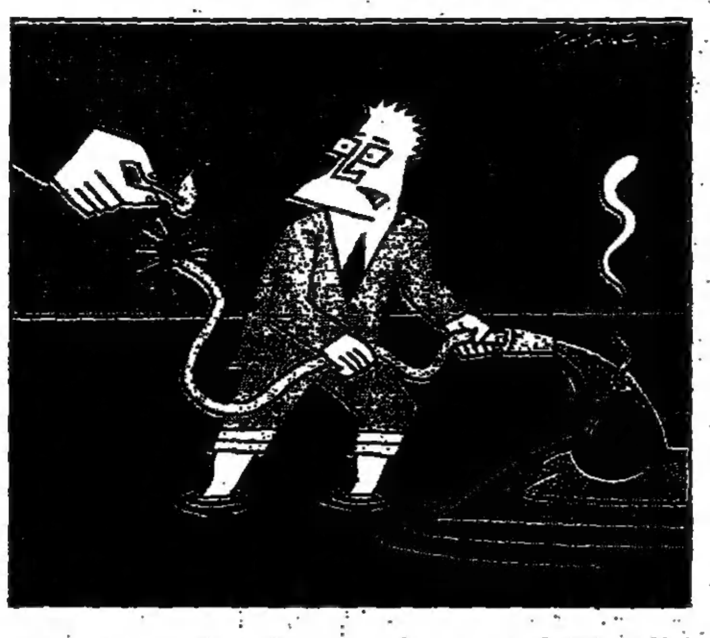
Mis en examen et incarcéré après la destruction du restaurant « Chez Francis », le commandant de la légion de gendarmerie de Corse avait rencontré le directeur de la gendarmerie nationale à Paris, le 21 avril. Le chef du Groupe de pelotons de sécurité (GPS) a été à son tour mis en examen et écroué

LE COMMANDANT de la légion de gendarmerie de Corse, le colonel Henri Mazères, a-t-il informé sa hiérarchie de l'incendie, dans la nuit du 19 au 20 avril, du restaurant « Chez Francis », dans le golfe d'Ajaccio (Corse-du-Sud) ? Mis en examen pour *« complicité de destruction volontaire de biens appartenant à autrui par l'effet d'un incendie en bande organisée »* et incarcéré lundi 26 avril, le colonel Mazères avait, deux jours après les faits, fait état d'un *« problème »* à sa hiérarchie, selon la direction générale de la gendarmerie nationale. Cette information permet de clarifier l'agenda du commandant de la légion de gendarmerie de Corse avant son placement en garde à vue et sa mise en examen.

Deux jours après l'incendie, mercredi 21 avril, dans la soirée, le colonel Mazères appelle le directeur général de la gendarmerie, Bernard Prévost, et lui affirme : *« J'ai un problème. »* Il reçoit l'ordre de se rendre à Paris dès le lendemain. Reçu dans l'après-midi du jeudi 22 avril par M. Prévost, il se voit enjoindre de retourner en Corse afin de se mettre à la disposition de la justice. Le lendemain, vendredi 23 avril, le colonel Mazères rencontre le procureur général de la cour d'appel de Bastia, Bernard Legras.

Après avoir passé la journée de samedi sur l'île, en compagnie de son épouse, le colonel est retourné, dimanche dans la soirée, en région parisienne. Lundi 26 avril, dans la matinée, il se présente à nouveau à la direction générale de la gendarmerie où il est reçu directement par l'inspecteur technique de la gendarmerie nationale, le général de division Lepetit. Celui-ci lui signifie son placement en garde à vue et le reconduit dans l'après-midi en Corse. Dans la soirée, il est mis en examen et écroué. La justice lui reproche d'avoir, soit par instruction, soit par fourniture de matériel, été complice de l'incendie criminel. Son avocat, Mᵉ Mario Stasi, a indiqué, mercredi 28 avril, que son client *« n'acceptait pas les accusations* [portées à son encontre] *généralement répandues par la presse »* et qu'il était *« déterminé à faire valoir la vérité qui n'est pas forcément ce que l'on raconte de cette affaire »*.

Ces éclaircissements sur la connaissance précoce, par la haute hiérarchie de la gendarmerie, des faits commis sur la plage du golfe d'Ajaccio, interviennent alors que le capitaine Norbert Ambrosse, commandant du Groupe de pelotons de sécurité (GPS), a été, à son tour, mis en examen, mercredi 28 avril, à Ajaccio (Corse-du-Sud), pour *« destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée »*. Le juge Patrice Camberou, chargé de l'enquête sur l'incendie de la « paillote », l'a placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt d'Ajaccio. Transféré de l'hôpital de Rangueil, à Toulouse, où il avait été admis le 21 avril, après avoir été brûlé aux mains et au visage lors de l'incendie, le capitaine Ambrosse est le quatrième gendarme mis en examen dans cette affaire.



Les conditions de son hospitalisation se précisent. Selon nos informations, le patron du GPS aurait reçu une permission du colonel Mazères, afin d'aller recevoir des soins. Le capitaine aurait choisi Toulouse pour des raisons familiales. Le directeur de l'hôpital de Rangueil, Jean-Marie Iché, a indiqué que l'officier s'était présenté seul, mercredi 21 avril, soit 36 heures après l'incendie, à la consultation de médecine afin de faire examiner ses blessures. Devant l'état de ses brûlures, qualifiées de *« graves mais non irréversibles »*, les médecins ont immédiatement décidé de l'hospitaliser au service des grands brûlés pour des *« soins lourds »*. Ils ont également interdit les visites de sa famille.

La direction de l'hôpital précise que lors de son admission, l'officier a décliné son identité et a été enregistré selon la procédure habituelle, mais qu'il n'a en revanche pas indiqué sa profession de gendarme. Une fois l'affaire rendue publique, il a en outre demandé à l'hôpital que la direction fasse preuve de discrétion et qu'elle refuse de lui transmettre les communications téléphoniques émanant de journalistes. Il a également réclamé que son nom soit retiré de la porte de sa chambre.

Le colonel Mazères, le capitaine Ambrosse et les deux subordonnés présents sur les lieux de l'incendie – le lieutenant Denis Tavernier et l'adjudant-chef Eric Moulié – ont été suspendus de leurs fonctions, mercredi 28 avril. Alain Richard, le ministre de la défense, a expliqué que les premiers éléments de l'enquête faisaient apparaître de la part du lieutenant et de l'adjudant-chef *« une faute constituée par le manquement à l'obligation de rendre compte »*. Ancien du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) qu'il a quitté en 1992, l'adjudant-chef Moulié est le fils du major Georges Moulié, tué sur l'île d'Ouvéa avec trois autres gendarmes le 22 avril 1988 par un commando indépendantiste formé de membres du comité local de lutte du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste, indépendantiste).

Transférés, mardi, pour des raisons de sécurité, à la maison d'arrêt de la Santé à Paris, où ils ont été placés à l'isolement, les trois gendarmes mis en examen dans un premier temps – le colonel Mazères, l'officier et le sous-officier – devaient revenir à Ajaccio, jeudi 29 avril, pour un débat contradictoire sur leur incarcération en présence de leurs avocats. Le capitaine Ambrosse devait également être convoqué pour ce débat dans le cabinet du juge d'instruction.

Ayant demandé un délai pour présenter leur défense, les quatre hommes avaient, en effet, été incarcérés à titre provisoire. Le débat contradictoire organisé par le juge d'instruction devrait permettre à chaque partie – parquet et mis en examen – de faire valoir leurs arguments sur le bien-fondé d'un placement en détention provisoire. A l'issue de ce débat, le juge devait décidé soit de la prolongation de la détention, soit d'un placement sous contrôle judiciaire ou d'une remise en liberté.

Récit de la séquence société

A Bastia, Pierre Joxe rappelle les principes de l'Etat de droit

BASTIA
de notre correspondant

Pierre Joxe n'a pas évoqué explicitement l'actualité insulaire lors de son séjour, mardi 27 et mercredi 28 avril, en Corse, où il venait assister à l'audience solennelle de la chambre régionale des comptes, à Bastia. *« Cette visite était prévue de longue date (...). C'est la première fois que je reviens en Corse, avec beaucoup d'émotion, après tant d'années et après tant de visites, parfois fructueuses et génératrices d'espoir, parfois, au contraire, décevantes et conduisant au doute, mais toujours enrichissantes au plan de l'expérience humaine »*, a dit le premier président de la Cour des comptes, évoquant la période où, ministre de l'intérieur, de 1988 à 1991, il avait préparé l'actuel statut de l'île.

Chacun a tenté, mercredi, de trouver dans l'allocution de M. Joxe des allusions à la situation présente. Avant ce discours, l'orateur demandait, en aparté, à Dominique Bucchini, conseiller territorial et maire (PCF) de Sartène, de lui confirmer la place d'un accent tonique dans une phrase en langue corse qu'il avait insérée dans son texte. Il s'agit de la traduction de l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme concernant le droit des citoyens à obtenir des comptes de l'administration...

L'essentiel du discours concernant les grands principes *« du service public dans un Etat de droit »*, M. Joxe a précisé à ce sujet : *« Certes, les traditions les plus prestigieuses n'empêchent pas des défaillances, des erreurs ou des fautes. Nous connaissons tous des cas, parfois très graves, de manquement au droit. J'en ai connus dans différentes fonctions antérieures. J'en rencontre dans mes fonctions actuelles. Nous le savons tous : la vertu et la raison d'être d'un Etat de droit, c'est de discerner les erreurs, de réprimer chaque fois qu'il le faut, mais de prévenir, chaque fois qu'on le peut, les illégalités, quels qu'en soient les auteurs. »*

Quelques instants avant le début de l'audience solennelle, M. Joxe avait été accueilli devant la préfecture de Haute-Corse par le préfet, Bernard Lemaire, en uniforme. A côté de lui, discrètement en retrait, en costume sombre, Bernard Bonnet, préfet de région et de Corse-du-Sud, était le point de mire des journalistes. Tendu, il adressait quelques sourires de courtoisie, évitant de croiser le regard du bâtonnier de Corse-du-Sud, Antoine Sollacaro, qui, la veille, avait demandé sa démission. Il montrait aussi quelques signes de crispation pendant l'allocution de M. Joxe, au terme de laquelle il a salué le premier président de la Cour des comptes et quitté les lieux, pendant que la centaine d'invités participaient à un cocktail.

Quelques journalistes emboîtaient le pas de M. Bonnet, tentant d'obtenir un commentaire sur les raisons de ses allers et retours récents à Paris. *« Je pense à* La Tempête de Shakespeare. *Shakespeare ce poète de génie. Plus particulièrement à un passage de la scène 5* – "Il y a une marée dans toute chose humaine" – *et j'invite chacun à beaucoup de prudence. »* Plus tard dans la soirée, à Ajaccio, où la rumeur de sa démission s'était répandue, le préfet a déclaré à l'Agence France-Presse : *« Le concept de démission m'est étranger, non seulement pendant une période délicate, mais encore moins en période claire. Je dirai simplement que le préfet de Corse ne donne pas d'ordres au GPS et qu'il ne sort pas avec des allumettes. »*

Michel Codaccioni

M. Chevènement et la parole de M. Bonnet

Répondant à René André (RPR, Manche), mercredi 28 avril, à l'Assemblée nationale, le ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement a indiqué à propos de l'affaire d'Ajaccio : *« J'ai entendu moi-même monsieur le préfet* [de Corse] *Bonnet, qui m'a dit tout ignorer de cette opération, et je n'ai pas, à l'heure qu'il est, la moindre raison de mettre en doute sa parole. »* M. André avait affirmé : *« Personne ne peut croire un seul instant sérieusement que* [les gendarmes] *ont agi sans ordre du gouvernement ou de ses représentants, alors que c'est le gouvernement lui-même qui a créé cette organisation du GPS. »*

M. Jospin ordonne deux inspections sur le fonctionnement du GPS

LORS de son intervention, mercredi 28 avril, à l'Assemblée nationale sur l'incendie criminel d'un restaurant en Corse, pour lequel trois gendarmes du groupe de pelotons de sécurité (GPS) et le chef de la gendarmerie sur l'île ont été mis en examen, Lionel Jospin a annoncé la mise en place de deux enquêtes administratives. La première a été confiée à un inspecteur général de l'administration (IGA), attaché au ministère de l'intérieur mais ayant compétence sur tous les services administratifs de l'Etat. La seconde sera conduite par un inspecteur général des armées et portera sur le fonctionnement de la gendarmerie dans cette affaire, et notamment sur l'organisation et sur le contrôle du GPS. Nommés dans la soirée de mercredi, les deux inspecteurs devaient se rendre en Corse dès le jeudi 29 avril.

La mission confiée à l'inspection générale des armées s'intéressera aux conditions de fonctionnement du GPS. Lors de son intervention, le premier ministre a indiqué que, à l'issue de l'enquête administrative, le gouvernement jugera *« s'il est souhaitable de maintenir la structure particulière du GPS »*. Précisant que la création de cette structure, le 27 juillet 1998, *« avait été justifiée par le contexte exceptionnel de l'époque »* – quelques mois après l'assassinat du préfet Erignac –, il a reconnu qu'elle devait, *« compte tenu de ce qui vient de se produire, faire l'objet rapidement d'un réexamen »*. La direction de la gendarmerie se défend en affirmant que les missions de renseignement, d'intervention et de protection étaient effectuées sous le contrôle de la direction de la gendarmerie, du colonel Mazères, chef de la gendarmerie en Corse, le tout sous l'autorité du préfet de région, Bernard Bonnet.

L'inspection générale des armées devrait également éclaircir le débat sur les éventuelles écoutes téléphoniques administratives pratiquées par la gendarmerie en Corse (*Le Monde* du 29 avril). Les écoutes administratives sont délivrées dans le cadre d'une action de prévention ou de renseignement hors procédure judiciaire. Visées par le directeur de cabinet du ministère demandeur, les demandes d'écoutes sont signées par les services du premier ministre et réalisées par les services du groupement interministériel de contrôle (GIC).

La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) a effectué un relevé des écoutes actuellement en cours. Sur la totalité des écoutes administratives actuellement en cours – 40 sur des lignes téléphoniques classiques –, 27 concernent les renseignements généraux (RG), 13 ont été mises à la disposition de la police judiciaire, et la gendarmerie ne dispose d'aucun branchement. Sur 28 interceptions visant des téléphones portables, 21 ont été accordées aux RG, 4 à la police judiciaire et 3 à la gendarmerie. Au cours des six derniers mois, les gendarmes ont cependant eu recours, en Corse, à une dizaine d'interceptions administratives.

ARMOIRE FRACTURÉE PLACE BEAUVAU

Selon le ministère de la défense, les services de gendarmerie ou le GPS n'auraient jamais bénéficié d'une partie du contingent d'écoutes réservées à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) dans le cadre de missions de renseignement en Corse. Bénéficiaire de certaines lignes d'écoutes au sein du contingent de la gendarmerie, le GPS aurait néanmoins utilisé du matériel d'écoutes sophistiqué, notamment des valises, mis à sa disposition par les troupes d'élite du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Des militaires membres de services spéciaux spécialisés dans l'infiltration et la surveillance auraient, enfin, apporté ponctuellement leur soutien aux troupes du GPS.

La seconde inspection, qui a été confiée à un inspecteur général d'administration, sera chargée de préciser le rôle joué par les services préfectoraux dans cette affaire. De par ses fonctions de préfet de la région Corse, M. Bonnet était en liaison directe avec le colonel Henri Mazères, commandant de la légion de gendarmerie de Corse, réunissant les groupements des deux départements de l'île. Des réunions de sécurité et de renseignement avaient régulièrement lieu à la préfecture.

Enfin, cette seconde inspection sera peut-être conduite à s'interroger sur l'effraction d'une armoire forte du ministère de l'intérieur qui contenait le dossier personnel de M. Bonnet. Son dossier administratif avait en effet été découvert ouvert dans la pièce où se trouvait l'armoire fracturée, et un document administratif sans lien avec son dossier avait été retrouvé à proximité de l'armoire. Une enquête interne, menée par le ministère de l'intérieur, aurait permis d'établir que ce document avait un lien avec les affaires gérées par un chargé de mission du directeur général d'administration, qui s'était rendu, un dimanche, dans les locaux du ministère, selon les registres de passage. Questionné dans le cadre de cette enquête, le chargé de mission a nié toute implication dans cette affaire.

Jacques Follorou

Plusieurs hypothèses sur les motivations des incendiaires

SI L'ENQUÊTE progresse, les mobiles des incendiaires restent encore incertains. Plusieurs hypothèses circulent pour expliquer l'incendie du restaurant « Chez Francis ».

● Selon certaines sources corses, les gendarmes auraient mis le feu au restaurant en raison du conflit qui oppose la préfecture de région aux propriétaires de *« paillotes »*, ces restaurants construits illégalement sur les plages. Le tribunal administratif de Bastia avait, en 1995, ordonné la destruction de ces « paillotes » en infraction avec la loi sur le littoral. Le 9 avril, la préfecture de région avait fait appel au génie militaire pour les détruire mais cette décision avait provoqué l'ire des élus corses, qui avaient obtenu que Bernard Bonnet surseoit à la destruction des paillotes : les établissements avaient obtenu l'autorisation de continuer à fonctionner pendant la saison estivale, les destructions n'intervenant qu'à l'automne. Dans ce scénario, les gendarmes, avec ou sans l'aval du préfet Bonnet, auraient souhaité se venger car ils n'avaient pas accepté cette reculade.

● Plusieurs sources policières se demandent si l'incendie n'est pas un nouvel épisode de la guerre entre la police et la gendarmerie qui perturbe depuis plusieurs mois le cours des investigations sur l'assassinat du préfet Erignac. Les enquêteurs ont en effet trouvé sur les lieux de l'incendie un papier manuscrit portant la mention *« balance des flics »*. « Chez Francis » était fréquenté, de mai à septembre, par des personnalités de l'île – le préfet de région Claude Erignac y avait déjeuné – et des policiers. Certains d'entre eux avaient d'ailleurs plaidé en faveur du propriétaire pour retarder la destruction de l'établissement. Par ailleurs, un habitué de « Chez Francis » aurait donné aux policiers des renseignements exploitables liés à l'enquête sur l'assassinat de M. Erignac. Dans cette hypothèse, les gendarmes auraient souhaité, avec cet incendie, neutraliser une source policière.

● La possibilité d'une action de provocation « contre-terroriste » est évoquée par certaines sources policières. En mettant le feu à la paillote, les gendarmes du GPS auraient voulu impliquer des nationalistes dans une opération antipaillote, tout en mettant la police en difficulté, par le biais du message *« balance des flics »*. Cette hypothèse paraît peu plausible à ce jour.

Les deux premières hypothèses peuvent se cumuler. Si elles se confirmaient, elles poseraient la question de la chaîne de décision. Le GPS rendait compte au colonel Mazères, patron de la gendarmerie en Corse. On imagine mal le capitaine Ambrosse, commandant de cette unité d'élite, saint-cyrien de formation, agir seul. De même, on imagine difficilement le colonel Mazères, brillant officier et saint-cyrien lui aussi, agir sans rendre compte au préfet de région dont il dépendait.

Pascal Ceaux

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixes ou relevables
SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuirs - Tissus - Alcantara
Steiner - Coulon - Duvivier - Sufren - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 19ᵉ M° Télégraphe
50, avenue d'Italie PARIS 13ᵉ M° Pl. d'Italie
01.42.08.71.00 - 7j/7

de gendarmerie de Corse, le colonel Henri Mazères, s'est rendu à Paris à deux reprises pour rencontrer sa hiérarchie. (Lire aussi page 10 et notre éditorial page 20.)

s après l'incendie

ndarmerie de Corse avait rencontré son tour mis en examen et écroué

fonctionnement d

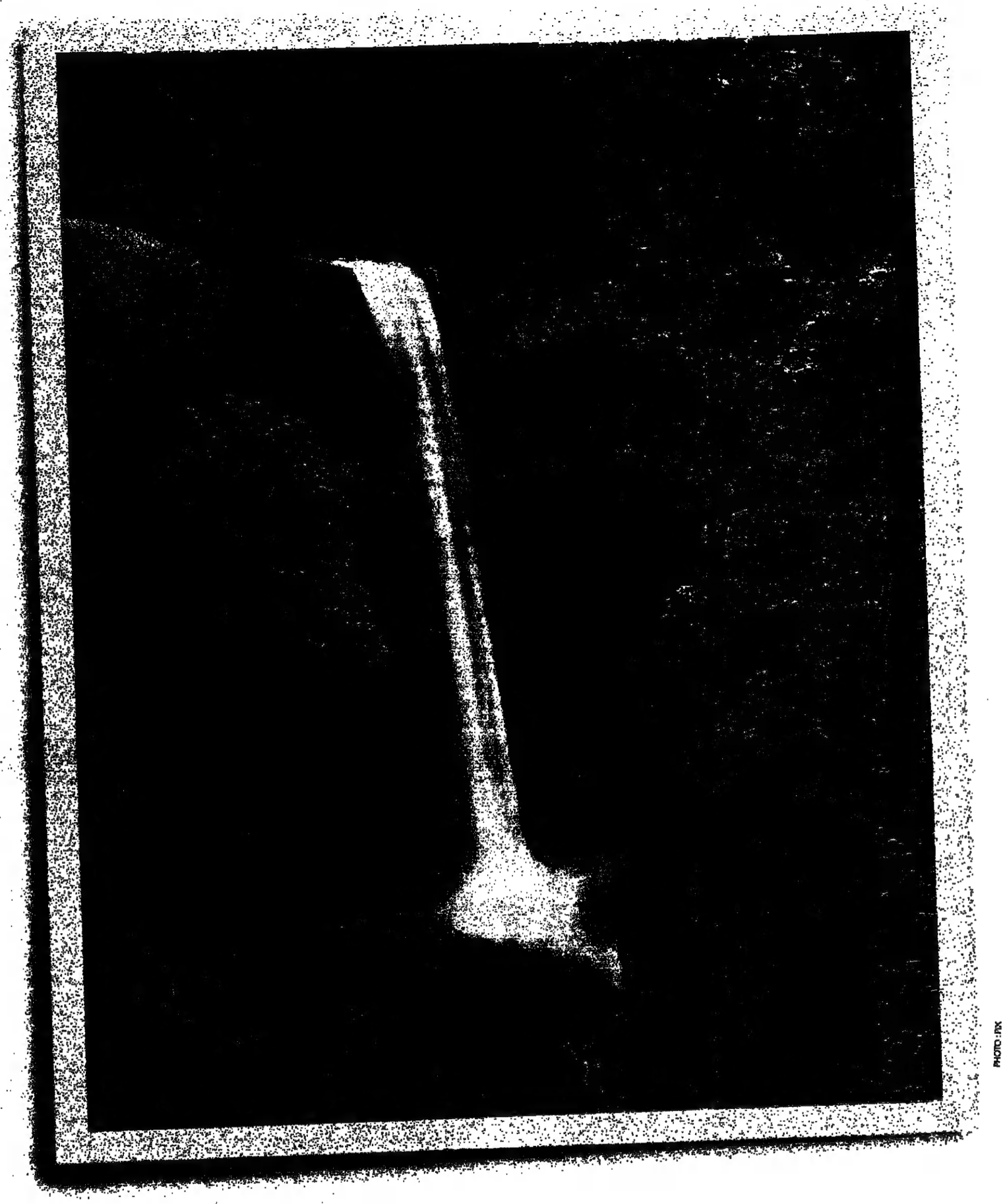


PHOTO : FOX

L'environnement est une valeur d'avenir.

Plus le monde avance, plus les hommes ont besoin d'un environnement préservé.
Eau, énergie, propreté, transport,
au plus près des hommes et de leurs besoins essentiels,
VIVENDI est aujourd'hui le leader mondial des services à l'environnement.

www.vivendi.com

créer ce qui vous change la vie

VIVENDI

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

M. Jospin s'efforce de circonscrire les responsabilités encourues en Corse

Le premier ministre bénéficie de la bienveillance de M. Chirac

La journée du mercredi 28 avril a été occupée, pour Lionel Jospin, par l'affaire d'Ajaccio et ses suites. Le premier ministre s'en est expliqué devant Jacques Chirac, qui l'a incité à « relativiser » cette crise et qui, selon son entourage, n'entend pas l'exploiter contre le gouvernement.

IL Y A LE KOSOVO, bien sûr, et les retraites, aussi. Mais ce mercredi 28 avril, Lionel Jospin doit se soucier avant tout de la Corse. Silencieux depuis le début de l'affaire, il sait que les députés attendent de pied ferme ses premières explications, tout à l'heure, vers 15 heures, à l'occasion de la séance des questions au gouvernement. A l'Hôtel Matignon, quelques collaborateurs travaillent sur le sujet ; il les retrouvera plus tard, au moment du déjeuner, pour peaufiner sa déclaration. Dans l'immédiat, à 9 h 30 précises, le voici à l'Elysée pour son tête-à-tête d'avant conseil des ministres avec Jacques Chirac.

« Je vous donne tous les éléments dont je dispose », commence M. Jospin, qui détaille les progrès de l'enquête, les hypothèses susceptibles d'éclaircir l'imbroglio. Puis, cette précision : *« Le préfet Bonnet a assuré au ministre de l'intérieur qu'il n'était pas au courant des agissements des gendarmes. »* Le président de la République témoigne de sa compréhension. *« Relativisez cette affaire ! »*, conseille-t-il au premier ministre, ajoutant que l'essentiel est de maintenir intacte la volonté de restaurer l'Etat de droit. Les deux hommes conviennent que le ministre de l'intérieur fera le point de la situation lors du conseil.

Commencé à 10 heures, avec pour principal objet l'adoption d'un avenant technique à la concession du tunnel sous la Manche, ce conseil égrène ses travaux dans un ennui relatif. Puis, une fois l'ordre du jour épuisé, M. Chirac prend la parole : *« Le ministre de l'intérieur souhaite faire une communication sur la Corse. »* Prévenu par M. Jospin, Jean-Pierre Chevènement s'exécute. S'en tenant aux faits, les égrenant d'une voix monocorde, il assure notamment que *« les paillotes existent en toute illégalité sur l'île »*, qu'il est normal qu'elles *« soient détruites »*.

Cet exposé terminé, M. Jospin intervient. Durant cinq minutes, il rode quelques-uns des arguments qu'il reprendra ensuite devant les députés. A la table du conseil des ministres, il ajoute une phrase inédite : *« J'entends beaucoup de regrets, sur ce sujet, au sein des formations politiques, mais je souhaiterais que ce soient de vrais regrets et qu'ils n'aient pas ce caractère gourmand qu'ils ont parfois. »* L'allusion, évidente, aux propos tenus le matin même par Nicolas Sarkozy, président du RPR par intérim, sur France-Inter – *« La politique de M. Chevènement n'a eu aucun résultat si ce n'est le doublement des voix nationalistes »* –, laisse le président de marbre. *« Je souhaite que les faits soient éclaircis et les responsabilités établies »*, se contente de répondre M. Chirac.

NERVOSITÉ À MATIGNON

Sitôt revenu dans son bureau, M. Jospin reprend sous sa plume, avec quelques collaborateurs, ses arguments et compose trois ou quatre feuillets manuscrits qu'il lira, plus tard, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. Une atmosphère pesante, grave, règne à l'hôtel Matignon en ces jours de crise. Lors des précédentes tempêtes politiques, l'équipe de M. Jospin faisait face avec une distance qui témoignait d'une certaine forme de confiance. Depuis le début de la semaine et pour la première fois depuis bientôt deux ans, les interlocuteurs se font rares, agressifs parfois, et la nervosité qui sourd ainsi traduit le sentiment d'un fort danger.

Ce sentiment de malaise, le premier ministre ne peut le dissimuler tout à fait, l'après-midi, à l'Assemblée nationale. La tonalité assez dure de l'intervenant du groupe RPR, René André, député séguiniste, qui assure : *« Vos explications, nous les recevrons sous bénéfice d'inventaire »* – référence implicite au *« droit d'inventaire »* revendiqué par M. Jospin sur le mitterrandisme –, suscite des mimiques de contrariété sur le visage du premier ministre. Son analyse de la situation corse *(lire ci-dessous)*, faite quelques instants auparavant en réponse à José Rossi (DL, Corse-du-Sud), n'a pas désarmé l'opposition. *« On ne laissera pas passer l'incident, explique* Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), dans les couloirs de l'Assemblée. *Jospin a voulu nous faire croire qu'avant l'an I de son gouvernement, l'Etat de droit n'existait pas. Il a voulu nous faire la morale, et on voit où cela aboutit. »*

Vendredi, le premier ministre rendra visite aux réfugiés kosovars en Macédoine et en Albanie. Les 1er et 2 mai, il sera en visite officielle au Caire. Quant à la Corse, il est très probable qu'elle restera présente à son esprit.

Jean-Michel Aphatie

Alain Juppé s'irrite de voir Charles Pasqua toujours au RPR

L'ancien premier ministre estime que l'ex-ministre de l'intérieur n'appartient plus au camp de Jacques Chirac, tandis que Nicolas Sarkozy entend préserver le dialogue futur

QUE FAIRE de Charles Pasqua ? Mécontent de voir l'ancien conseiller politique du RPR s'opposer de plus en plus ouvertement à la politique du président de la République, Alain Juppé a relancé la question, mercredi 28 avril, lors de la réunion du bureau politique du mouvement gaulliste. La veille au soir, en évoquant ces divergences devant des étudiants de l'Essec (*Le Monde* du 29 avril), l'ancien premier ministre avait déjà souhaité en *« tirer les conséquences »*.

Le 13 février, devant le conseil national du mouvement, Philippe Séguin avait proposé que l'exclusion éventuelle de M. Pasqua ne soit examinée qu'au lendemain des élections européennes, de manière à ne pas faire à ce dernier un *« cadeau »* en pleine campagne. Nicolas Sarkozy, soutenu par Edouard Balladur, a plaidé pour que cette ligne de conduite soit respectée. La discussion du bureau politique est née, en fait, de la question des additions à faire ou à ne pas faire au soir du 13 juin. La veille, sur LCI, Bernard Pons avait réaffirmé qu'au lendemain du scrutin les trois têtes de listes de droite – François Bayrou, M. Pasqua et M. Sarkozy – se retrouveraient dans l'opposition à la gauche. Cette analyse, entre autres, avait motivé le retrait de M. Séguin. Elle a été contestée par M. Juppé, pour lequel le sénateur des Hauts-de-Seine n'appartient plus au camp du président. M. Pons ne lui a pas répondu.

Se posant en conciliateur, M. Sarkozy a expliqué que le scrutin européen est régi par la proportionnelle à un tour et qu'il n'y a donc pas lieu de préparer les conditions d'un rassemblement pour le second tour en procédant à ce qu'un autre participant à la réunion qualifie d'*« addition intempestive »*. M. Sarkozy a encore dit qu'il souhaite se démarquer de ses concurrents, mais préserver les chances de renouer le dialogue au lendemain de l'élection.

Il a pris acte, enfin, avec satisfaction, d'un sondage du CSA, les 23 et 24 avril, auprès de 1 009 personnes, pour *L'Evénement*, France 3, France-Inter, France-Info et *Le Parisien*, selon lequel il aurait gagné 2,5 points en une semaine, pour se situer à 19,5 % des intentions de vote. La liste de François Hollande (PS) recueille 24 % des intentions de vote, celle de M. Bayrou 9,5 % et celle de M. Pasqua 8 %. Pour l'avenir, l'écart entre la liste Sarkozy-Madelin et ses concurrentes de droite est jugé au moins aussi important, par le RPR, que le niveau atteint par cette liste. Une répartition des voix de droite en trois tiers à peu près égaux compliquerait en effet les discussions ultérieures dans l'opposition.

Jean-Louis Saux

« Le GPS doit faire l'objet d'un réexamen »

VOICI l'essentiel des déclarations de Lionel Jospin, mercredi 28 avril, à l'Assemblée nationale, sur la Corse :

« (...) Ces faits, s'ils étaient avérés, constitueraient, à l'évidence, dans leur gravité, une atteinte à l'Etat de droit. Mais à condition d'ajouter (...) que dans le cours même de ces dysfonctionnements se trouve aussi confirmée l'existence de l'Etat de droit. Immédiatement, une enquête judiciaire a été diligentée. Des responsables sont entendus et mis en cause. Les services de l'Etat agissent bien en Corse sous le contrôle strict de la justice.

VERBATIM

« Ces événements sont bien une affaire de l'Etat, puisque certains de ses services sont mis en cause, mais ce n'est pas une affaire d'Etat, car aucun des responsables politiques de l'Etat (...) n'est, en quelque façon que ce soit, intervenu dans ces événements. (...)

» Outre l'enquête judiciaire, et à la lumière de celle-ci (...), des sanctions seront prises et elles se situeront au niveau, quel qu'il soit, où s'est exercée la responsabilité dans les erreurs commises. Deux enquêtes administratives sont lancées, l'une dirigée par un inspecteur général de l'administration placé auprès du ministre de l'intérieur, mais à caractère interministériel. Elle portera sur les services administratifs de l'Etat. L'autre, conduite par un inspecteur général des armées, concernera la gendarmerie et portera notamment sur l'organisation et le contrôle du GPS. (...)

» A l'issue de l'enquête administrative, nous verrons s'il est souhaitable de maintenir la structure particulière du GPS. (...) La nécessité d'interpellations dans des conditions particulièrement difficiles, la nécessité d'assurer la protection des hauts responsables de l'Etat et des hautes personnalités a été une des justifications de *[sa création]*. Compte tenu de ce qui vient de se produire, cette structure particulière doit faire l'objet, et rapidement, d'un réexamen. (...) Au-delà des fautes ou des dysfonctionnements qui seront ou ne seront pas constatés et sur lesquels nous entendons faire toute la lumière, ce sont ces seuls moyens de l'Etat de droit que nous entendons utiliser. »

En kiosque, soutiens chics pour Daniel Cohn-Bendit

IL NE S'AGIT PAS de *« réseaux »*, jurent-ils. Pas non plus du comité de soutien officiel de la liste des Verts : celui-là n'est pas encore « bouclé ». Il ne s'agit que *« de ses copains, de ses amis, de leurs amis, des enfants d'amis d'amis »*, écrit l'éditrice Betty Mialet, une fidèle d'entre les fidèles de Daniel Cohn-Bendit. Juste quelque... cent quarante-huit personnes, qui ont accepté, pour un *Numéro unique*, revue chic et sobre de 168 pages, vendue en kiosque 25 francs (3,8 euros), le 5 mai, de parler de l'Europe. Ou de... *« Dany »*.

Pour ces mélanges européens, philosophes, écrivains, dessinateurs, chanteurs, acteurs ou photographes ont livré des contributions inédites – à quelques exceptions près : une chronique d'Arnaud Viviant dans *Les Inrocuptibles*, ou « La France moisie » de Philippe Sollers (*Le Monde* du 28 janvier), illustrée par Martin Veyron. Les *« amis »* se déposent au fil des pages : de la *« famille »* – le journaliste Jean-Marcel Bouguereau, le directeur de campagne officieux, Jean-Marc Salmon – à ce *« comité culture informel »*, comme dit le concepteur du numéro, Hans Reychman, qui s'est mis en place plus récemment (*Le Monde* du 16 novembre 1998).

Joël Roman, rédacteur en chef de la revue *Esprit*, Alain Touraine, Stéphane Hessel ou l'écrivain Dan Franck, indéfectibles soutiens des sans-papiers, trouvent ainsi visiblement le *« rose »* « trop mièvre ou trop con », *« nationalo-réac ou sans courage »*. Certains y vont simplement d'un compliment. Jane Birkin l'aime *« culotté »*. Anouk Grinberg a *« l'impression qu'avec cet homme, la vie serait plus érotique »*. Michel Piccoli se réjouit qu'on puisse *« enfin voter pour un Allemand sans être pétainiste »*. Marc Jolivet tente le coup : *« J'affirme que le Général aurait voté pour toi aux élections européennes. »*

D'autres se souviennent qu'ils auraient pu mourir à trente ans, tel Romain Goupil, dont *A mort la mort*, avec « Dany » au générique, ouvrira la Quinzaine des réalisateurs au festival de Cannes. Pour cette génération « 68 », le *« pot-au-feu »* européen, dont Patrick Rambaud donne la recette, reste la dernière aventure du siècle. *« Sur la palette de nos jeunesses, seuls* [le rouge et le noir] *avaient la vertu des rêves,* note Dan Franck. *Une relève est à prendre. »* Plus jeune, Dominique Voynet, que *« les anciens combattants nostalgiques agacent un peu »*, en convient : *« Européen, à coup sûr. »*

Les signatures d'Adam Michnik, de Vaclav Havel, de Taher Ben Jelloun témoignent des engagements de *« Dany »*, plus tard, pour l'Est ou l'Algérie. On lit aussi la marque des accidents de la campagne électorale du député européen. *« Bonne chance ! »*, dit Philippe Djian, en le félicitant d'avoir hébergé l'ancien terroriste Hans-Joachim Klein. *« La Hague unique objet de mon ressentiment »*, écrit André Glucksmann. En s'engageant avec le philosophe pour une guerre sur le sol du Kosovo, l'écologiste allemand s'est trouvé ses derniers amis. *« Pour être franc, Dany ou pas Dany, je ne me voyais pas marcher avec les Verts »*, note Olivier Rolin. *« Mais il faut aller à l'essentiel,* poursuit l'écrivain. *A gauche, qui, à part Daniel Cohn-Bendit, condamne nettement, non sans courage politique, l'hypocrisie pacifiste ? Alors, c'est entendu, je traîne un peu les pieds, mais je le suis. »*

Ariane Chemin

Jean-Marie Le Pen enrôle Charles de Gaulle sur sa liste

CHARLES DE GAULLE, petit-fils du général de Gaulle, occupera la deuxième place sur la liste du président du Front national pour l'unité française (FNUF), Jean-Marie Le Pen, aux élections européennes. M. Le Pen ne pouvait pas ne pas célébrer cette alliance, que Carl Lang, délégué général du FNUF, qualifie de *« temps fort de la campagne »*. Aussi la presse a-t-elle été conviée, dans les bureaux parisiens du Parlement européen, mercredi 28 avril, pour fixer le moment ou l'ex-défenseur de l'Algérie française, ami de Jean-Jacques Susini, responsable de la branche « action politique et propagande » de l'OAS, et le petit-fils de celui qui donna l'indépendance à l'Algérie ont scellé leur accord.

« Dans ces temps de périls graves et éminents, à l'heure où les divergences et les querelles doivent s'effacer, j'ai appelé les patriotes à s'unir », a expliqué M. Le Pen. *« Hier, c'était un ennemi en armes qui occupait le sol de la patrie. Aujourd'hui, la France est livrée à une entreprise de dissolution douceureuse et enjôleuse »*, a ajouté en écho M. de Gaulle, député européen élu sur la liste de Philippe de Villiers en 1994, affirmant que le Front national représente aujourd'hui la *« résistance »*, *« défend les idées et les concepts du général de Gaulle, c'est-à-dire l'indépendance de la France »*.

Invité à expliquer son choix, M. de Gaulle a déclaré qu'*« en 1994* [il avait] *espéré que Philippe de Villiers créerait un parti de rassemblement national »*. *« Il était évident,* a-t-il dit, *en 1995, qu'il avait échoué et que, par conséquent, pour être efficace, il fallait rejoindre le FN. »* En fait, dès 1988, alors qu'il était conseiller régional du Nord - Pas-de-Calais, élu sur une liste UDF, l'actuel député européen faisait les yeux doux au FN et déclarait au *Figaro Magazine* : *« S'il y avait un gouvernement d'union nationale, dont Jean-Marie Le Pen ferait partie, je ne vois pas pourquoi je n'en ferais pas partie. »*

Jean de Gaulle, député (RPR) de Paris, a fait part, mercredi, dans un communiqué, de sa *« consternation »* et il a *« condamné sans réserve* [le] *bien triste choix »* de son frère Charles, *« contraire à toutes les valeurs qui ont été léguées (...) par l'homme du 18 juin 1940 et le fondateur de la Ve République »*.

« On a l'impression que le nom de Le Pen n'est plus suffisant », a observé, de son côté, Bruno Mégret, président du FN-MN, mercredi sur Europe 1.

Christiane Chombeau

OSP
PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92084 LA DÉFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9ème Chambre (section A) de la Cour d'Appel de PARIS du 16 Septembre 1997 Par arrêt du 19/11/98, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi.
LEIBOVITCH Jacques, né le 8 Décembre 1948 à PARIS 20ème (75) de Léon LEIBOVITCH et de BLUMBERG Suzanne demeurant 7, Rue du Bourg l'Abbé 75003 PARIS, a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis, pour soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement total ou partiel de la TVA afférente aux années 1992 et 1993 en ayant volontairement omis de faire une déclaration dans les délais prescrits.
La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné : 1° La publication de cet arrêt, par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, LE FIGARO, LE MONDE. 2° L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la ville de PARIS (3ème). Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.
Pour le Greffier en Chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêts de la 9ème Chambre (section A) de la Cour d'Appel de PARIS du 8 Octobre 1997 et par arrêt du 19/11/98, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi.
VIDAL Alain, né le 27 Mars 1947 à ORAN (Algérie) de Simon VIDAL et de LEVY Arlette, de nationalité française, demeurant 59, rue de Bretagne (75003) PARIS. A été condamné à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à 50.000 francs d'amende. Pour : soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt, dissimulation de sommes, faits commis de 1992 à 1993 à PARIS.
La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné : 1° La publication de cet arrêt, par extrait, dans : LE JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, et dans les quotidiens : LE MONDE et LE FIGARO - 2° L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où le condamné a son domicile.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.
Pour le Greffier en Chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêts de la 9ème Chambre (section B) de la Cour d'Appel de PARIS du 18 Décembre 1996. Pourvoi : rejet du 8-10-98. SMADJA Alain Georges, né le 27 Mars 1948 à NICE (06), fils de Edmond SMADJA et de CHICHE Yvonne, demeurant, 9 bis, Bld Richard Wallace 92200 NEUILLY-SUR-SEINE a été condamné à la peine de DIX HUIT MOIS d'emprisonnement avec sursis, pour : Soustraction frauduleuse de la SA C.I.F.P.B à l'établissement et au paiement total de la TVA afférente aux mois de décembre 1990, février, avril, mai, juillet et août 1991, par omission de déclaration dans le délai légal, Soustraction frauduleuse à l'établissement et au paiement total de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 1990, par omission de déclaration dans le délai légal.
La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :
1° La publication de cet arrêt, par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, ainsi que dans les quotidiens LE MONDE et LE FIGARO. 2° L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune du domicile du contribuable. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.
Pour le Greffier en Chef.

OSP
VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92084 LA DÉFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

94 Vte s/sais. Pal. Just. CRETEIL, Jeudi 20 Mai 1999 à 9h30
MAISON D'HABITATION à BOISSY-ST-LEGER
41, Rue de la Procession
De 7 PIECES PRINCIPALES, CAVE et GARAGE
MISE A PRIX : 420.000 F
S'adr. à Me Bernard MALANGEAU, Avocat à l'HAY-LES-ROSES (94) 1 bis, Rue de la Bergère - Tél : 01.43.26.82.98 de 9h à 12h
SCP BOITTELLE COUSSAU, Avocat à PARIS 6ème, 128, Boulevard Saint-Germain et Minitel 3617 VAE
Sur les lieux pour visiter le mardi 4 mai 1999 de 11h à 12h

94 Vte au Palais de Justice de CRETEIL, Jeudi 20 Mai 1999 à 9h30
UNE PROPRIETE à SAINT-MAUR-DES-FOSSES
29, Avenue des Ailantes
MISE A PRIX : 600.000 F
S'adr. à Me Théophile MAGLO, Avocat, demeurant 4, Allée de la Toison d'Or 94000 CRETEIL - Tél : 01.49.80.01.85 exclu. de 9h30 à 12h
SCP GRANRUT-VATIER-BAUDELOT & Associés (Maître D. PAQUET), Avocats, demeurant 12, Rue d'Astorg 75008 PARIS - Tél : 01.53.43.15.47
Sur les lieux pour visiter le mercredi 12 Mai 1999 de 9h30 à 10h30

La communication est une valeur d'avenir.

Plus le monde avance, plus les hommes ont besoin de communiquer simplement et librement. Téléphone mobile, Internet, multimédia, audiovisuel, au plus près des hommes et de leurs besoins essentiels, VIVENDI est aujourd'hui un acteur majeur de la communication.

www.vivendi.com

créer ce qui vous change la vie

VIVENDI

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Lionel Jospin exclut des mesures d'urgence pour les retraites

Le commissaire au Plan a remis officiellement, jeudi [redacted] avril, le rapport sur l'avenir du système des retraites que lui avait demandé Matignon. Le premier ministre annonce une nouvelle phase de concertation, conduite par Martine Aubry, sans se prononcer sur les réformes qu'il envisage

Après huit mois de travaux, [redacted] commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, [redacted] remis [redacted] rapport sur l'avenir des retraites, jeudi 29 avril, à Lionel Jospin. Dans un communiqué, le premier ministre a [redacted] annoncé l'ouverture d'une nouvelle phase [redacted] concertation [redacted] les partenaires sociaux. Prévue jusqu'à la fin de l'année, elle sera dirigée [redacted] la ministre [redacted] l'emploi [redacted] de la solidarité, [redacted] Aubry, [redacted] le concours d'autres ministres concernés, dont Dominique Strauss-Kahn, Emile Zuccarelli et Jean-Claude Gayssot. Ce n'est qu'après cette seconde étape que [redacted] gouvernement prendra [redacted] décisions. Matignon [redacted] défini [redacted] objectifs [redacted] larges pour accompagner ces réunions : il s'agit de consolider les régimes de retraite [redacted] répartition, [redacted] reconstruire une [redacted] de plein emploi [redacted] de réformer de manière progressive. Dans une interv[redacted] au *Parisien*, jeudi, M. Jospin a expliqué sa méthode mais n'a [redacted] dévoilé des intentions de son gouvernement. *« Il [redacted] impossible de ne rien [redacted] »*, dit-il, mais *« nous [redacted] temps »*.

POUR un sujet aussi délicat que les retraites, une double ration de concertation s'impose. Phase un : *les partenaires sociaux doivent être consultés sur le diagnostic de l'avenir des systèmes de retraite.* Phase deux : ils doivent l'être sur la méthode et d'éventuelles pistes de réforme. La première étape s'est achevée, jeudi 29 avril au matin, avec la remise du rapport Charpin à Lionel Jospin. Aussitôt après, le premier ministre [redacted] publié un communiqué pour lancer la seconde étape, qui devrait durer jusqu'à la fin de l'année.

La prudence commande. [redacted] Jospin n'a donné aucune indication sur les choix envisagés par [redacted] gouvernement. *« Il n'y a qu'une seule chose impossible : ne rien faire »*, a-t-il déclaré, jeudi, dans un entretien au *Parisien (lire ci-contre)*. Mais c'est pour ajouter aussitôt : *« Nous [redacted] le temps. »* [redacted] un mot sur une éventuelle harmonisation des régimes, où les écarts, [redacted] l'avis même des partenaires [redacted] ciaux, [redacted] creusés. *« Les Français ne veulent ni d'une opposition entre les différents régimes ni d'une uniformisation forcée. le partage [redacted] sentiment »*, [redacted] borne [redacted] indiquer le premier ministre. Dans [redacted] diversité, il n'y a pas *« les bons systèmes d'un côté [redacted] les mauvais de l'autre »*. [redacted] certitude : [redacted] nouvelle phase [redacted] concertation [redacted] menée [redacted] ministre [redacted] l'emploi [redacted] de la solidarité, Martine Aubry, *« avec le [redacted] »* des [redacted] ministres concernés, Dominique Strauss-Kahn (économie), Emile Zuccarelli (fonction publique) [redacted] Jean-Claude Gayssot (transports).

Après huit [redacted] réunions, [redacted] *« travail remarquable »* du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, a abouti [redacted] sombres prévisions : [redacted] les régimes [redacted] ront, [redacted] l'horizon 2040, [redacted] *« choc démographique »* [redacted] l'allongement [redacted] la durée [redacted] vie [redacted] aux départs en retraite [redacted] générations du baby-boom. [redacted] M. Charpin ait pris soin d'écrire qu'il serait *« abusif »* [redacted] qualifier [redacted] diagnostic [redacted] *« partagé »*, M. Jospin affirme le contraire [redacted] le *Parisien*... [redacted] 27 avril, [redacted] d'un meeting [redacted] Lyon, Robert Hue a pourtant confirmé [redacted] appréciation du Plan : *« M. Charpin [redacted] allé [redacted] au-[redacted] ce qui lui [redacted] demandé (...). Qu'il faille envisager l'avenir [redacted] s'y préparer, nous y travaillons. Autre chose [redacted] de vouloir préparer l'opinion publique à [redacted] nouveaux reculs sociaux [redacted] partir de scénarios-catastrophes. [redacted] prévisions [redacted] »*, [redacted] le secrétaire national du PCF.

TROIS PRINCIPES

Le chef du gouvernement [redacted] garde bien, toutefois, de [redacted] pro[redacted] sur l'allongement [redacted] durée de cotisation à 42,5 ans proposé [redacted] par [redacted] plan. Il a, [redacted] revanche, qualifié [redacted] *« peu réalistes »* [redacted] d'un [redacted] par le Medef, de l'autre par la Fondation Copernic, qui [redacted] des mil[redacted] de [redacted] gauche radicale. Les premiers avaient proposé d'augmenter la [redacted] cotisation, pour tous, à 45 [redacted] (180 trimestres) ; [redacted] seconds privilégiaient la piste d'une [redacted] cotisations [redacted] nécessaire. Entre [redacted] deux bornes, [redacted] ouvert, rien n'est arbitré.

M. Jospin s'en est tenu à la méthode, [redacted] rien [redacted] la méthode. [redacted] son communiqué, Matignon définit trois principes. Règle numéro un : consolider [redacted] régimes par répartition, *« au cœur du [redacted] social français »*. Autrement dit, rassurer : *« Chaque régime devra s'inscrire [redacted] démarche, en [redacted] compte de ses propres spécificités. »*

Règle numéro deux : *« reconstruire [redacted] plein emploi »*. [redacted] sondages montrent [redacted] les Français ne [redacted] pas à la pos[redacted] sibilité [redacted] sans agir sur l'emploi. C'est possible, dit Matignon : il suffit d'y mettre la [redacted] celle qui a abouti à vaincre l'inflation [redacted] les années [redacted] Un discours séduisant pour les organisations syndicales : la baisse du chômage, sans résoudre le problème au fond, permettrait d'ouvrir *« [redacted] nouvelles voies de financement »* [redacted] d'alimenter le fonds de réserve. Créé [redacted] l'automne 1998, il ne contient pour l'instant pas grand-chose.

[redacted] numéro trois : *« réformer [redacted] manière progressive »*. Matignon [redacted] persuadé que [redacted] société française n'est [redacted] mûre pour affronter une *réforme* [redacted] retraites. L'étude [redacted] pratiques [redacted] renforcé [redacted] sentiment. [redacted] deux pays, le [redacted] en force a abouti [redacted] des échecs cuisants, [redacted] France [redacted] Alain Juppé [redacted] en [redacted] Silvio Berlusconi. Tous [redacted] qui ont mis [redacted] œuvre [redacted] réformes ont procédé [redacted] une longue période de débats, fait-on remarquer [redacted] Matignon. Le modèle préféré : le Canada. Le gouverne[redacted] donc proposer [redacted] partenaires sociaux la mise en place d'un *« comité de pilotage »* qui les associera.

L'important [redacted] de se démarquer du spectre [redacted] 1995. *« Il [redacted] vous a [redacted] doute pas échappé que mon gouvernement, depuis presque deux années, travaille selon [redacted] méthode très différente de celle de [redacted] pré[redacted] Sur tous les grands dossiers, j'ai consulté, écouté, dialogué. J'ai confié à [redacted] experts reconnus des [redacted] d'information. J'ai deman[redacted] aux ministres d'organiser des consultations »*, [redacted] M. Jospin [redacted] au *Parisien*. Le premier [redacted] enfonce [redacted] clou : *« [redacted] est jusqu'ici plus efficace... »*

[redacted]

« Nous avons le temps »

Voici les principaux extraits de l'entretien [redacted] Lionel Jospin que Le Parisien *publie, jeudi 29 avril. Après avoir annoncé qu'il charge Martine Aubry de conduire une nouvelle concertation, [redacted] premier ministre évoque la proposition du commissaire au Plan* d'allonger à 42,5 ans la durée d'activité ouvrant droit [redacted] une retraite à taux plein : *« C'est seulement quand il disposera du résultat de cette concertation*, dit-il, *que le gouvernement décidera du contenu de la réforme à engager. A l'heure actuelle, je n'ai donc aucune raison de privilegier telle piste plutôt que telle autre, [redacted] d'exclure telle idée plutôt que telle autre. Mais si les moyens restent encore à définir, la finalité de la réforme des retraites sont claires : consolider le système de répartition, préserver la solidarité entre les générations [redacted] renforcer ainsi la cohésion sociale de la nation. Les retraites par répartition sont au cœur du contrat social français et le gouvernement fera tout pour garantir leur avenir. »*

VERBATIM

Interrogé [redacted] le point de savoir s'il faut traiter [redacted] les salariés, dans le public comme dans le privé, [redacted] pied d'égalité, M. Jospin ajoute : *« Les Français [redacted] veulent ni d'une opposition entre les différents regimes ni d'une uniformisation forcée. Je partage ce sentiment. »* Il exclut, par ailleurs, des [redacted] d'urgence : *« La précipitation*, explique-t-il, *serait [redacted] erreur : [redacted] problèmes financiers ne se posent (...) qu'à partir de 2005. Nous [redacted] le temps. »*

En réponse à [redacted] question sur [redacted] possible création de fonds [redacted] pension *« [redacted] française »*, le premier ministre affirme : *« Il n'y [redacted] qu'une seule chose qui soit impossible : ne rien faire. A partir de là, [redacted] options peuvent être discutées, y compris [redacted] forme d'épargne collective consacrée au financement des retraites. [redacted] à deux conditions : d'abord, que l'avenir des régimes [redacted] retraite soit au préalable garanti. C'est notre priorité. Ensuite, que syndicats [redacted] organisations professionnelles soient associés à [redacted] direction de ces fonds (...). Ces fonds d'épargne [redacted] sauraient être qu'un complément du système de répartition. »*

Jeudi, en [redacted] matinée, l'Hôtel Matignon devait, par ailleurs, publier un communiqué pour souligner *« les trois principes [qui] guideront les choix du gouvernement : consolider les régimes de retraite (...), reconstruire [redacted] société de plein emploi (...), réformer de manière progressive »*. Le communiqué précise : *« Le gouvernement [redacted] déterminé [redacted] engager des réformes qui éclaircissent durablement l'avenir. Il faut prendre [redacted] temps du dialogue [redacted] de la concertation pour préparer les évolutions nécessaires. Le gouvernement le fera en recherchant l'adhésion [redacted] Français. »*

La réaction de M. Sarkozy

Interrogé par *Le Monde*, Nicolas Sarkozy fait part [redacted] son étonnement. *« Fallait-il une énième analyse pour découvrir »* [redacted] choc démographique, interroge-t-il, [redacted] de poursuivre : *« Alors que [redacted] rapport Charpin propose d'appliquer la réforme Balladur jusqu'à son terme, en 2003, et même de la poursuivre jusqu'en 2019, ce document ne constitue-t-il donc pas un désaveu clair de Lionel Jospin, puisque celui-ci s'était engagé à remettre en cause la réforme [redacted] 1993 ? Lionel Jospin aura-t-il le courage de faire sur les régimes spéciaux ce qui a été obtenu sur le régime général, ce que propose M. Charpin ? »* Le président du RPR ajoute : *« [redacted] ces questions, Lionel Jospin répond par [redacted] d'une [redacted] concertation qui pourrait se résumer par la formule "on verra demain". J'y vois l'illustration parfaite de la méthode du gouvernement : beaucoup de mots, mais jamais de décisions au moment nécessaire. »*

URGENCE KOSOVO

85 Médecins Sans Frontières portent secours aux réfugiés.

Pour chaque malade, nous faisons un geste médical.

Pour chaque réfugié, faites un geste de solidarité.

MEDECINS SANS FRONTIERES

Depuis le début du mois d'avril, les Médecins Sans Frontières sont présents [redacted] Albanie, en Macédoine et au Montenegro. En urgence, nos équipes ont distribué des tentes, des couvertures, [redacted] mis en place [redacted] médicales afin de venir en aide aux réfugiés. Les actions [redacted] Médecins Sans Frontières dans la région ne sont possibles que grâce à votre soutien financier.

Merci d'adresser vos dons à :

MÉDECINS [redacted] FRONTIÈRES
BP [redacted]
75011 PARIS

COMMENTAIRE

NE RIEN FAIRE ?

Quand, en octobre [redacted] Lionel Jospin confia une [redacted] retraites au Plan, [redacted] y vit [redacted] : alors que, depuis [redacted] d'années, [redacted] experts [redacted] que la France va connaître un choc démographique à partir de 2005, pourquoi fallait-il un énième rapport pour en [redacted] constat ? Pourquoi engager [redacted] nouvelle réflexion pour cerner [redacted] pistes [redacted] réforme déjà mille fois examinées ? N'était-ce [redacted] une manière [redacted] reporter [redacted] plus tard [redacted] arbitrages forcément impopulaires ?

La critique, pourtant, n'avait [redacted] porté, [redacted] le gouvernement disposait d'un argument-massue : [redacted] de réformer [redacted] hussarde [redacted] régimes spéciaux, sans la moindre concertation, Alain Juppé n'avait-il pas usé d'une méthode totalement contre-productive ? Déclenchant la colère de la rue, fin 1995, il [redacted] reculer et, en fin [redacted] compte, ne rien faire du tout. [redacted] Jospin [redacted] donc souligné qu'il saurait, lui, agir [redacted] doigté. [redacted] faire violence [redacted] partenaires sociaux. En [redacted] nant, lentement, progressivement, [redacted] *« diagnostic partagé »*.

Or, après [redacted] longue phase [redacted] concertation menée [redacted] l'égide du Plan, que décide [redacted] gouvernement ? Rien. Ou presque rien : tout juste [redacted] nouvelle phase de... concertation, conduite [redacted] par [redacted] Aubry. [redacted] de dégager quel consensus ? Autour [redacted] quelles mesures ? Mystère. Faut-il, par exemple, comme [redacted] propose le Plan, allonger à quarante-deux années [redacted] demie [redacted] durée d'activité ouvrant droit à une retraite à taux plein ? Le premier ministre n'esquisse [redacted] même à grands traits, [redacted] solutions qui ont sa préférence. Il parle [redacted] si [redacted] ni [redacted] suggérait rien, [redacted] l'on [redacted] était encore [redacted] début du travail de réflexion.

« Il n'y a qu'une seule chose qui soit impossible : [redacted] rien faire », dit M. Jospin. Personne de sérieux n'en doute. [redacted] premier ministre [redacted] est-il convaincu lui-[redacted] ?

Laurent Mauduit

Le patient travail de déminage du commissaire au Plan

RIEN n'a [redacted] au hasard. D'octobre 1998 à mars 1999, la mission du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, a [redacted] l'objet de tous [redacted] soins. D'abord, pour maintenir dans la [redacted] les quelques cinquante participants, partenaires sociaux, délégués ministériels et représentants des différentes caisses [redacted] retraite, entraînés comme des marathoniens. Il fallait éviter à tout prix l'abandon prématuré d'un ou de plusieurs [redacted] Sinon, l'opération [redacted] communication *« diagnostic concerté »* [redacted] serait effondrée.

Au grand soulagement de M. Charpin, tout le monde a tenu [redacted] coup, malgré quelques tensions passagères – sur les hypothèses [redacted] chômage notamment. De claquement de porte, il n'y [redacted] point, même si, au final, le diagnostic n'a [redacted] été *« aussi partagé que possible »*. *« L'évolution de la CGT [redacted] été, de ce point de vue, [redacted] véritable atout »*, reconnaît-on dans l'entourage de Lionel Jospin.

Parmi les partenaires sociaux, seule, FO a délibérément choisi de ne pas se faire représenter au Plan par des secrétaires confédéraux mais par des *« scribes »*, afin de *« conserver un rôle strictement technique à la mission »*. *« Sinon, cela aurait pu donner le sentiment que nous apportions notre caution au rapport »*, explique la centrale de Marc Blondel, qui [redacted] apparue, au fil du temps, [redacted] plus en plus isolée.

Le contenu, ensuite. Semaine après semaine, [redacted] réunions a été gradué. Les quatre premières séances [redacted] servi à passer en [redacted] les revenus des retraités, la présentation des différents régimes, les problèmes [redacted] à l'emploi [redacted] à opérer [redacted] comparaisons internationales. Ce n'est qu'à partir du [redacted] décembre, deux mois après le début de [redacted] mission, que les participants ont commencé à étudier [redacted] fameux *« choc démographique »* [redacted] à entrer dans [redacted] projections financières des différents régimes...

DE [redacted] PÉDAGOGIE AVANT TOUT

[redacted] petit, [redacted] documents [redacted] sont accumulés. Par prudence, l'ordre [redacted] jour des [redacted] dernières réunions avait [redacted] en blanc. Une programmation volontairement floue, qui dépendait de [redacted] façon dont les débats avançaient... [redacted] discussions s'étaient mal passées, M. Charpin [redacted] serait pas aventuré [redacted] étudier la piste d'un allongement de la durée de cotisations jusqu'à 42,5 ans ; il aurait passé plus [redacted] temps sur les constats, [redacted] de tâter le terrain. Mais, là encore, l'obstacle a été franchi [redacted] le fil d'Ariane de la méthode maintenu : [redacted] la pédagogie, [redacted] encore de la pédagogie. La presse, qui [redacted] disposé des mêmes documents que les participants, faisait partie du dispositif. Plutôt que d'avoir [redacted] faire face à [redacted] fuites, [redacted] les gérer.

Un mois avant la fin de la mission, [redacted] experts [redacted] cessé de travailler [redacted] projections ; les rapporteurs chargés de mettre en forme [redacted] 170 pages du document final [redacted] pris [redacted] relais. Encore une fois, rien n'a [redacted] au hasard. A lui seul, l'intitulé du premier chapitre [redacted] un message : *« Nos systèmes de retraite par répartition [redacted] réussi [redacted] en moyenne la parité de niveau de vie entre actifs [redacted] retraités »*. Le [redacted] gai, [redacted] tendu évident : [redacted] ne [redacted] pas la droite, nous ne ferons pas table rase du passé. Le dossier [redacted] presse sur les retraites, préparé par Matignon, mercredi [redacted] avril, est identique : [redacted] première fiche technique commence par : *« Notre système de retraite prouve son efficacité »*. Les solutions avancées par M. Charpin, dont l'allongement de la durée [redacted] cotisation, figurent brièvement en [redacted]

Le rapport à peine bouclé, avant même qu'il ne soit remis au pre[redacted] ministre, [redacted] Parti socialiste s'était, il est vrai, empressé de prendre [redacted] distances en déclarant que le commissaire [redacted] Plan *« n'est pas un expert du PS »*. Une façon de préparer le terrain pour une deuxième phase de... concertation.

I. M.

ur les retraites

que lui avait demandé Matignon
noncer sur les réformes qu'il envisage

PHOTOS : AFP

Vivendi est une valeur d'avenir.

Plus le monde avance, plus les hommes ont besoin de vivre dans un environnement préservé, dans des villes mieux aménagées et de communiquer entre eux plus facilement. Au plus près des hommes et de leurs besoins essentiels, VIVENDI contribue partout dans le monde à améliorer la qualité de vie.

Leader mondial des services à l'environnement, VIVENDI répond aux besoins des particuliers, des collectivités et des entreprises, en eau (Générale des Eaux, US Filter), énergie (Dalkia, Sithe), propreté (Onyx), ou transport (CGEA). VIVENDI est aussi devenu **un des acteurs majeurs du monde de la communication** à travers sa présence dans l'édition classique ou multimédia (Havas), la téléphonie fixe ou mobile (Cegetel, le 7 et SFR), l'Internet (AOL) et la télévision (partenariat avec Canal+).

En concentrant son développement sur ces deux activités en forte croissance, VIVENDI s'affirme comme une valeur d'avenir.

Libre Appel : 0 805 806 807

www.vivendi.com

créer ce qui vous change la vie

VIVENDI

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ÉDUCATION Le plan antiviolence de Claude Allègre, qui renforçait la présence d'adultes dans [illegible] établissements *« sensibles »*, a don[illegible] des résultats contrastés. La violence est souvent contenue dans les « *lieux communs* » et aux abords [illegible] établissements, mais elle réapparaît [illegible] sein des classes et en dehors [illegible] collèges [illegible] lycées. Depuis novembre 1997, 5 282 adultes (dont 90 % d'emplois-jeunes) ont [illegible] affectés dans 400 établissements. ■ DANS UNE ÉTUDE, des sociologues soulignent les ambiguïtés de l'« *ethnicisation* » du recrutement des emplois-jeunes. « *Que de[illegible] l'école à la française quand, pour survivre, elle instrumentalise [illegible] différence socioculturelle ?* » ■ LE COLLÈGE Edgar-Quinet de Marseille a été *« pacifié »* notamment par l'arrivée de huit emplois-jeunes. « *Ils savent que j'ai fait certaines de leurs bêtises* », [illegible] un aide-éducateur.

Les timides avancées de la lutte contre la violence à l'école

Le plan de Claude Allègre, qui a affecté, [illegible] titre expérimental, 5 282 adultes dans 400 établissements, [illegible] souvent permis de contenir les incivilités dans les « lieux communs » et aux abords des collèges et des lycées. Mais il n'a pas empêché que celles-ci réapparaissent au sein même de la classe

UN TRAVAIL de fourmi, minutieux [illegible] colossal : c'est ainsi que les [illegible] du plan de lutte contre la violence [illegible] l'école annoncé par le gouvernement [illegible] novembre 1997 pourraient définir leur tâche, dont un premier bilan [illegible] cours d'élaboration. Les difficultés – mais aussi quelques satisfactions – n'ont pas manqué depuis un an [illegible] demi pour les responsables des neuf sites du plan antiviolence qui [illegible] œuvré dans une extrême discrétion, voire [illegible] le [illegible] du silence.

Fondé sur un principe simple, renforcer massivement la présence d'adultes dans [illegible] petit nombre [illegible] lycées [illegible] collèges en évitant le *« saupoudrage »* [illegible] moyens, le plan [illegible] connu d'emblée [illegible] obstacle que le temps n'a pas permis de surmonter totalement : trouver [illegible] personnes volontaires [illegible] compétentes pour remplir les 5 282 postes prévus dans 400 établissements. Ce sont pour [illegible] très large part des aides-éducateurs (4 728), les emplois-jeunes de l'éducation nationale, qui contribuent indéniablement [illegible] ramener [illegible] calme dans [illegible] établissements, mais dont la présence soulève aussi [illegible] nou[illegible] problèmes *(lire ci-dessous)*.

« *Ils veulent tous aller dans les écoles parce qu'ils pensent que c'est plus facile [illegible] l'on a du mal à trouver le contingent pour les collèges*, explique Pierino Gasperi, responsable d'un [illegible] retenu par le plan antiviolence, en Seine-Saint-Denis. *Ensuite, [illegible] n'entretiennent pas des relations évidentes ni avec les enseignants ni avec les surveillants. Enfin, dans certains endroits [illegible] trop nombreux et leur tâche [illegible] mal définie.* »

Dans un document d'évaluation du plan, rédigé en avril par l'inspection académique [illegible] l'Oise, [illegible] lit que « *l'activité [illegible] aides-éducateurs [illegible] permis* [d'améliorer] *la surveillance [illegible] abords [illegible] établisse[illegible] et dans les lieux [illegible] de récréation, sanitaires, restauration, couloirs* ». Mais parallèlement, [illegible] incivilités [illegible] sont déplacées : [illegible] majorité d'incidents [illegible] produisent dorénavant « *de plus [illegible] plus fréquemment dans [illegible] salles de classe* ».

VASES COMMUNICANTS ?

Ainsi, alors que le climat s'améliore dans le collège ou le lycée, [illegible] enseignants [illegible] face [illegible] une violence [illegible] lors [illegible]. Eric Debarbieux, professeur en sciences de l'éducation à Bordeaux-II, estime que cette tendance à voir la [illegible] de classe « *devenir de plus [illegible] plus [illegible] lieu de violence* » [illegible] l'un [illegible] « *changements majeurs* » intervenus depuis 1995. D'où un découragement profond [illegible] un repli sur eux-mêmes [illegible] bon nombre d'enseignants, relève l'auteur de *La Violence en milieu scolaire* (ESF éditeur, [illegible] II, janvier 1999).

Le fait, complexe, requiert une grande prudence d'interprétation. Faut-il y voir une [illegible] de « *seuil incompressible* » de violence qui engendrerait un système de vases communicants ? Doit-on considé[illegible] que la classe [illegible] « [illegible] du réacteur scolaire », selon l'expression du sociologue Bernard Charlot, la question [illegible] savoirs, [illegible] résolue, y surgit [illegible] façon démultipliée ? D'autres y voient, parfois injustement, [illegible] conséquence du refus des enseignants [illegible] préoccuper [illegible] « *vie scolaire* ».

[illegible] même, alors [illegible] mise [illegible] place [illegible] plan a [illegible] permis de contenir la violence dans la plupart [illegible] établissements, au-dehors la situation empire. « *On arrive [illegible] pacifier les collèges, [illegible] lycées, mais la violence se répand dans le bus, [illegible] la rue, jusqu'au Stade de France* », [illegible] Pierino Gasperi. A Marseille, les statistiques [illegible] une [illegible] de [illegible] signalements de violences physiques [illegible] verbales depuis un [illegible] dans [illegible] site, [illegible] que [illegible] dégradations [illegible] en constante augmentation. « *Il [illegible] se passe [illegible] un week-end sans qu'une école soit vandalisée, des pneus crevés [illegible] un parking, [illegible] voitures [illegible]* », observe [illegible] Heinrich, inspectrice d'académie des Bouches-du-[illegible].

Ne serait-ce que pour [illegible] raison, les responsables de [illegible] ont intérêt, et vocation [illegible] l'indique le plan, à travailler en étroite collaboration [illegible] leurs partenaires de la justice et de la police. Beaucoup le font depuis longtemps, comme dans l'Oise, où « *des équipes de terrain [illegible] quinze personnes capables d'intervenir rapidement* » [illegible] fini par se constituer, souligne Jean Lombard, l'inspecteur d'académie. A [illegible]seille, le [illegible] de suivi [illegible] police-justice se réunit tous [illegible] et s'apprête à mettre en place [illegible] communes. Ces réunions régulières [illegible] également [illegible] confronter [illegible] statistiques respectives [illegible] chaque [illegible].

Car la mesure [illegible] la violence [illegible] l'une [illegible] difficultés [illegible] ce [illegible] selon les académies, entachée de subjectivité, né[illegible] par moments, [illegible] rend [illegible] comparaisons quasi-impossibles. Le recteur [illegible] Bordeaux, Jean-Marc Monteil, [illegible] observer que l'acadé[illegible] Créteil, [illegible] pour [illegible] phénomènes impor[illegible] violence, [illegible] dix [illegible] violents [illegible] collège, [illegible] moins [illegible] lycée professionnel [illegible] moins [illegible] lycée, [illegible].

L'enquête hebdomadaire du mi[illegible] utilise une nomenclature plus que vague : niveau 3 « *gravité exceptionnelle* », niveau 4 « *grave, [illegible] retentissement important [illegible] la communauté éducative* ». Comment comprendre une telle catégorisation ? D'aucuns souhaiteraient s'en tenir à [illegible] qualification pénale [illegible], [illegible] qui permettrait [illegible] unification nationale. [illegible] cas, le ministère se préoccupe [illegible] la question.

« ON BRICOLE, [illegible] »

L'imprécision [illegible] une moindre mesure les sites [illegible] par [illegible] plan, des « *observatoires de la violence* » s'y [illegible] constitués, souvent [illegible] longue date. Dans [illegible] un travail fin de recension et de corréla[illegible] été accompli, on porte la plus grande attention aux [illegible] l'absentéisme, « *prédictif des phénomènes [illegible] déliquance* ». Il [illegible] cette académie, à un niveau égal [illegible] la moitié de la moyenne nationale. [illegible] les Bouches-du-Rhône, en revanche, Sonia Heinrich constate dans [illegible] un niveau [illegible] sentéisme, quasiment superposable [illegible] un fort taux de signalements [illegible] violents.

Enfin, des chiffres parlants, également établis [illegible] Bordeaux, montrent que quelques établissements [illegible] champions [illegible] catégories du [illegible] au conseil [illegible] discipline, qui [illegible] tient dans [illegible] pour [illegible] violence. Une [illegible] exclus, que deviennent [illegible] ? *Les réinsérer dans un meilleur quartier*, « *cela [illegible] fonctionne pas, [illegible] s'envolent [illegible] de quelques semaines* », explique la responsable [illegible] marseillais. Chacun cherche donc des solutions alternatives : classes-relais, suivi de l'élève par un tuteur adulte, groupe permanent [illegible] suivi, etc.

« *On bricole, sérieusement, mais on bricole, c'est [illegible] ce que l'on peut faire* », [illegible] un inspecteur, re[illegible] l'avis quasi général. Satisfaits d'avoir réussi pour la plupart [illegible] endiguer – jusqu'à quand ? – [illegible] phénomènes pourtant difficilement maîtrisables, [illegible] préposés à la lutte contre [illegible] violence ne cachent pas que l'arrivée massive d'adultes [illegible] les établissements [illegible] rien, en soi. « *Elle peut apporter [illegible] mieux-être immédiat. Mais à terme, si [illegible] enseignants s'accrochent avec le chef d'établissement, si les [illegible] personnels ne se sentent [illegible] concernés, s'il n'y a [illegible] de projet [illegible] l'effort [illegible] assez [illegible]* », [illegible] Debarbieux. [illegible] chacun [illegible] le sentiment [illegible] se tenir, tous les jours, sur le fil du rasoir.

Béatrice Gurrey

Un colloque sur la sanction, « enjeu éducatif »

Sujet tabou [illegible] pourtant essentiel [illegible] la violence, la sanction [illegible] le système [illegible] suscité [illegible] d'études. La parution [illegible] actes de la journée [illegible] du 29 avril [illegible] « La sanction dans les établissements scolaires, un enjeu [illegible] », organisée par [illegible] *pédagogiques* et l'Association [illegible] juristes berbères [illegible] France (01-45-88-09-09) [illegible] d'autant plus bienvenue.

Parmi une dizaine d'interventions, André Legrand, professeur [illegible] droit public [illegible] président de l'université Paris-X-Nanterre, analyse [illegible] rapport entre [illegible] procédures disciplinaires [illegible] l'école [illegible] les principes généraux du droit, [illegible] que Joël Michaux, substitut du procureur [illegible] la République [illegible] Bobigny, étudie [illegible] pénale, [illegible] faute disciplinaire.

Le dispositif Allègre et ses prédécesseurs

■ **Plan Allègre du 5 novembre [illegible]** : ce plan concentre, [illegible] titre expérimental, des moyens humains [illegible] établissements (289 collèges, [illegible] lycées, 53 lycées professionnels). Neuf sites ont [illegible] dans six académies : Créteil, Versailles, Lyon, Aix-Marseille, Lille, Amiens. Les 5 282 postes [illegible] au complet [illegible] octobre [illegible] : 15 chefs d'établissement adjoints, 73 conseillers principaux d'éducation, 45 médecins, [illegible] infirmières, 128 assistantes sociales, 4 728 emplois-jeunes, 173 appelés. Un volet qualitatif prévoit un programme de recherches scientifiques [illegible] la poursuite de mesures déjà engagées : refus [illegible] l'impunité, aide [illegible] victimes, dispositifs relais, renforcement du partenariat éducation-police-justice. Le bilan public de l'expérimentation prévu en décembre [illegible] n'a pas eu lieu.

● **Plan Lang, mai 1992** : 300 postes administratifs, 2 000 appelés du contingent, partenariat police-justice, incitation au volontariat des enseignants.

■ **[illegible] plan Bayrou, mars [illegible]** : 1 200 appelés du contingent, personnels [illegible] santé, classes-relais.

■ **Plan Bayrou, mars [illegible]** : réduction de la taille des établissements, création d'un fonds d'assurance pour les enseignants, postes [illegible] médiateurs, création d'un numéro SOS-violence.

■ **Statistiques** : selon l'enquête trimestrielle du ministère de l'éducation portant sur 26 académies, 115 660 faits de violence ont été recensés [illegible] décembre 1997 [illegible] 1998, dont 53 [illegible] violences verbales, 11 320 coups et blessures, 5 280 dégradations de locaux, de matériel [illegible] 420) [illegible] personnels (2 430). Les vols ou tentatives [illegible] vol représentent un peu plus [illegible] 12 [illegible] faits [illegible] jeu un couteau ou un [illegible] sont au nombre de 1 084. Les armes à feu représentent 115 signalements. Le sentiment d'insécurité à l'école augmente au fil des années. [illegible] comptage des signalements [illegible] de plus en plus rigoureux.

En Seine-Saint-Denis, les aides-éducateurs tiraillés entre élèves et enseignants

QUELS ENJEUX soulève l'arrivée d'aides-éducateurs dans des collèges de banlieue en proie [illegible] violence ? Une équipe [illegible] chercheurs dirigée par Bernard Charlot, sociologue [illegible] Paris-VIII, a réalisé [illegible] étude por[illegible] sur trois collèges [illegible] Seine-Saint-Denis. Présentée, le 16 mars, devant une centaine de cadres [illegible] l'éducation nationale, lors d'un séminaire de la direction [illegible] la programmation [illegible] du développement, [illegible] pose, sans prétendre à la généralisation, quelques questions embarrassantes.

[illegible] plupart des [illegible] dévolues [illegible] emplois-jeunes (surveillance, aide [illegible] devoirs, tutorat...) ont [illegible] avant leur arrivée, elles [illegible] font jamais explicitement référence à la violence. La [illegible] leur impose pourtant [illegible] s'en préoccuper, le plus souvent dans l'urgence. Deuxième constat : l'arrivée d'un nouveau personnel, dont les tâches fluctuent, produit inévitablement des conflits de compétence : « *La relation des aides-éducateurs avec les autres membres de l'établisse[illegible]* [est] *un enjeu au moins aussi prégnant que leur relation [illegible] élèves.* » Cette affirmation [illegible] vérifie [illegible] les surveillants, dont les emplois-jeunes, en plus grand nombre, effectuent parfois [illegible] tâches.

Dans l'un des établissements étudiés, comptant plus [illegible] mille élèves, bagarres, insultes [illegible] racket [illegible] courante. Les [illegible] ont mis en place [illegible] propres systèmes [illegible] protection, « *appuyés [illegible] la fratrie [illegible] les liens d'amitié* », qui entretiennent « *un processus de reproduction [illegible] d'amplification de [illegible] violence* ». Plus de 70 % [illegible] enseignants [illegible] là depuis moins [illegible] cinq ans. La direction du collège change [illegible] les trois [illegible]. A la rentrée 1998, après une série de départs, [illegible] aides-éducateurs, arrivés en mars 1999, comptaient parmi les plus anciens adultes du collège. Ainsi, la mémoire du collège appartient davantage [illegible] élèves, qui [illegible] au minimum quatre ans, qu'aux adultes.

Ce roulement empêche que [illegible] construisent progressivement [illegible] règles [illegible] vie commune, expliquent les chercheurs. La vie du collège « *tend à [illegible] structurer dans une logique d'opposition [illegible] "Eux" [illegible] les "Nous"* », très ethnicisée. A la suite [illegible] Jean-Paul Payet, sociologue à l'université Lyon-II et [illegible] de *Collèges de banlieue*, (Méridiens-Klincksieck, 1995), [illegible] Debarbieux, l'équipe [illegible] Charlot souligne à [illegible] l'ethnicisation du monde scolaire. Or les aides-éducateurs, tous issus [illegible] l'immigration, se trouvent [illegible] dans une situation ambiguë : « *Aux yeux des élèves, [illegible] tant que membres du personnel, [illegible] appartiennent [illegible] groupe des "eux", mais, issus de l'immigration, ils [illegible] censés [illegible] proches [illegible] "nous" ; [illegible] yeux des [illegible] membres du personnel, c'est l'inverse.* »

« PROXIMITÉ AVEC LES JEUNES »

Et si, dans les trois collèges, tous [illegible] ac[illegible] s'entendent pour dire « *que [illegible] aides-éducateurs parviennent parfois [illegible] avec certains élèves une communication à laquelle plus personne [illegible] croyait* », c'est [illegible] chercheurs, que le [illegible] blesse. Car la légitimité que les [illegible] « *peuvent reconnaître [illegible] la parole ou [illegible] actes d'un aide-éducateur, repose avant [illegible] sur des critères identitaires [illegible] proximité. Elle n'est donc pas transférable [illegible] adultes de l'établissement* ».

La prise en compte [illegible] caractéristiques [illegible]cioculturelles dans [illegible] recrutement [illegible] l'institution scolaire, [illegible] son instrumentalisation, choque [illegible] de l'étude. « *Que devient l'école [illegible] la française, quand pour survivre, [illegible] embauche [illegible] instrumentalise la différence socioculturelle ?* », s'interrogent-ils. [illegible] ailleurs, les aides-éducateurs, conscients de [illegible] instrumentalisation, [illegible] ont expliqué qu'ils [illegible] pendant [illegible] années « *pour apprendre à penser et [illegible] parler autrement qu'on [illegible] le fait dans la cité* ». [illegible] trouvent aujourd'hui « *paradoxal qu'on les emploie pour leur proximité [illegible] jeunes de [illegible] cité* ».

Les aides-éducateurs contribuent [illegible] doute à apaiser [illegible] conflits [illegible] gérer les contradictions [illegible] l'école. Mais celles-ci n'ont pas disparu, elles [illegible] « *déplacées* », remarquent [illegible] trois chercheurs. Peut-être [illegible] là [illegible] plus inattendu [illegible] emplois-jeunes : celui [illegible] révélateur des contradictions auxquelles l'école est confrontée.

B. G.

Ces « grands frères » qui ont contribué à « pacifier » le collège Edgar-Quinet de Marseille

MARSEILLE

de [illegible] envoyée spéciale

« *L'année prochaine, on va [illegible] à travailler la pédagogie.* » Jusqu'à présent, c'est l'« *avant-cours* » qui mobilisait le principal du collège Edgar-Quinet [illegible] Marseille. « *Chaque fois que je réunissais les professeurs*, raconte Daniel Huyghe, *ils [illegible] disaient : "Avant [illegible] parler de l'enseignement de telle ou telle matière, est-ce que [illegible] pouvez [illegible] expliquer comment enseigner [illegible] court quand la porte de la classe [illegible] cinq minutes par quelqu'un qui vous insulte, lance un pétard, un fumigène [illegible] préservatif plein d'eau ?"* »

REPORTAGE

« Ils [illegible] que j'ai fait certaines [illegible] leurs bêtises »

Depuis quelques mois, il [illegible] un peu plus simple d'enseigner au collège Edgar-Quinet. Au point que des mères d'élèves ont défendu l'établissement lors d'une réunion [illegible] des parents de futurs [illegible] en sixième. « *Avant*, estime [illegible] principal, *les classes moyennes fuyaient, ce qui est dramatique car sans mixité sociale, il n'y a plus d'idée de réussite sociale pour les élèves, [illegible] les enseignants se démotivent.* » Classé « *établissement sensible* », le collège [illegible] dans un quartier à l'habitat passablement dégradé, entre [illegible] Saint-Charles et [illegible] Vieux-Port. Près [illegible] 70 % [illegible] sont boursiers. Les deux tiers [illegible] d'origine maghrébine, africaine [illegible]rienne.

Il y [illegible] trois ans, il n'était question que de professeurs traitées de « *sale pute* » en pleine classe, de coups [illegible] élèves, d'ascenseurs bloqués, [illegible] surveillants démolis [illegible] coups [illegible] pied, de serrures [illegible] à la colle. Cette année, il n'a fallu [illegible] changer que deux. Entre-temps, [illegible] plan gouvernemental de lutte [illegible] la violence a valu au collège la création [illegible] huit emplois-jeunes. Ce renfort, aujourd'hui jugé « *fondamental* » par M. Huyghe, a contribué à « *pacifier* » l'établissement, en animant de façon permanente [illegible] Centre de documentation et d'information ou la [illegible] informatique, ce qui allège d'autant [illegible] salle de permanence, autrefois ingérable. Mais [illegible] développant [illegible] relations [illegible] grâce à une [illegible] d'information sur [illegible] vie [illegible] l'établissement, [illegible] de [illegible] deux fois par trimestre, et [illegible] visites pour tirer au clair [illegible] problèmes d'absentéisme.

L'ACCUEIL TOUS LES MATINS

Surtout, [illegible] jeunes recrues surveillent en permanence les couloirs afin qu'aucun jeune n'y traîne plus. [illegible] dans une cour exiguë pour un établissement de cette taille, veillant [illegible] que les insultes [illegible] dégénèrent pas en violences physiques, [illegible] Amir estime être perçu [illegible] un « *grand frère* ». « *Avec moi, il n'y a pas [illegible] fossé qui les sépare des professeurs parce qu'ils savent que j'ai fait certaines de leurs bêtises. Parfois, je reste des heures à jouer le psy, à écouter [illegible] problèmes familiaux, sentimentaux. Il y en a qui ne parlent pas trop, chez eux...* » Pour Malika, une collégienne qui s'apprête à se former [illegible] l'esthétique, il importe que ces emplois-jeunes viennent [illegible] « *quartiers* » : « *Ils [illegible] comprennent à peu près. Ça [illegible] aide mieux.* »

Ce qui compte, ce n'est [illegible] tant le nombre d'adultes (85 pour 650 élèves), que leur capacité [illegible] « *identifier* » [illegible] élèves, martèle [illegible] principal, pour qui l'anonymat, et donc l'impunité, doivent [illegible] bannis. « *Lorsqu'ils font des conneries, [illegible] les parents seront avertis. Ainsi que [illegible] associations de quartier puisque des éducateurs de rue sont régulièrement présents [illegible] collège depuis deux [illegible].* »

Tous [illegible] matins, le principal, [illegible] adjoint, [illegible] un conseiller principal d'éducation (CPE) sont là pour [illegible]rer la main [illegible] lorsqu'ils ar[illegible] collège. « *On les nomme*, explique Michel Chalandon, CPE. *On s'enquiert des [illegible]. On glisse un petit [illegible] sur [illegible] bêtise faite la [illegible] pour bien montrer qu'on a vu.* »

[illegible] montrer. Rappeler [illegible] la loi. « *Sinon*, souligne Michel L'Hôte, principal adjoint, *la violence repart, [illegible] qui [illegible] normal puisqu'on n'agit que sur ses effets, et [illegible] sur [illegible] cause : l'exclusion sociale. [illegible] 20 [illegible] des élèves ici vivent [illegible] des conditions [illegible] peu près normales.* » Le système scolaire, qui évalue en permanence, [illegible]sivement agressif à leur égard, [illegible]time-t-il. Incapable [illegible] reconnaître [illegible] produits pour parvenir à un résultat parfois médiocre. « *Quand on [illegible] entre 3 et 6 de moyenne, qu'on [illegible] traité de nullité, on [illegible] détruit et on devient perturbateur* », acquiesce une mère d'élève.

Cette absence [illegible] considération pour les élèves, parfois, [illegible] le don de faire sortir [illegible] gonds Aoueb Boughanmi, emploi-jeune au collège depuis plus de deux [illegible]. « *Certains profs pensent que les élèves sont [illegible] pareils. Ils sont dégoûtés [illegible] leur métier, [illegible] que pour gratter 200 points [illegible] 000 francs de prime. Alors que, parfois, il m'a suffi de dire à une élève de quatrième qu'elle avait sa place ici, de lui parler du lycée, de la fac, pour qu'elle se mette à faire [illegible] progrès énormes.* »

Pascale Krémer

La hantise des maires d'être mis en cause pour des délits involontaires

Les élus locaux sont de plus en plus souvent traduits devant les tribunaux pour des infractions non intentionnelles. Le gouvernement n'entend pas cependant modifier le code pénal. Jeudi [redacted] avril, le Sénat organisait un débat sur l'insécurité juridique de l'action publique

JADIS RESPECTÉ par [redacted] administrés, le maire craint de devenir la victime expiatoire [redacted] malheurs [redacted] électeurs. Corvéable, il [redacted] déjà. Justiciable [redacted] merci, il l'est devenu. Tel se vit l'élu local à travers le miroir que lui tend la société. La complainte court [redacted] colloques en sondages, [redacted] pétitions en [redacted]. En décembre [redacted] près de 700 maires [redacted] conseillers municipaux de l'Oise, la plupart de droite, [redacted] manifesté [redacted] rues [redacted] pour protester contre [redacted] en examen d'une dizaine d'entre eux pour *« infrac-[redacted] code [redacted] marchés publics »* alors que, [redacted] Alain Vasselle, sénateur RPR [redacted] département, l'honnêteté des élus *« [redacted] nulle-[redacted] mise en [redacted] »*.

Jeudi 29 avril, le [redacted] élus [redacted] juristes sur [redacted] *« sécurité juridique et action publique locale »*. La veille, [redacted] d'Hubert Haenel, (RPR, Haut-Rhin), auteur d'une question orale sur la responsabilité pénale [redacted] maire, treize sénateurs de [redacted] politiques hormis le [redacted] décrit, en présence [redacted] Guigou, garde des sceaux, le *« [redacted]senti »* de l'édile, hanté par sa mise en cause pour des délits involontaires. *« Qu'il dorme ou qu'il soit en [redacted], [redacted] est responsable de tout et de tous »*, [redacted] résumé André Rouvière (PS, Gard).

Le voici exposé à la vindicte d'une association de pêcheurs, furieuse [redacted] la pollution d'un ruisseau, là dénoncé par un automobiliste qui dérape sur une flaque d'huile causée par le moteur d'un [redacted] municipal, plus [redacted] par le père d'un enfant blessé par le toboggan d'une aire de jeu de sa ville. Les [redacted] d'un accident n'hésitent plus à poursuivre personnellement le maire en lieu et place de la commune, personne [redacted].

Parfois pour un rien, il est traduit devant un tribunal correctionnel : [redacted] plainte au pénal [redacted] moins onéreuse et plus rapide que devant les [redacted]tifs. Elle permet d'identifier non seulement un responsable, mais aussi un coupable. *« L'inconscient collectif demande [redacted] juge, à travers le [redacted] l'audience pénale [redacted] de la condamnation, un [redacted] exorcisme »*, écrit Valéry Turcey, président de l'Union syndicale des magistrats dans une *Lettre aux gens honnêtes* (Plon 1999).

« Les gens [redacted] suportent plus de penser qu'ils sont victimes de la fatalité », s'indigne André Vallini, député [redacted] de l'Isère. *« Je fais partie de ceux qui ne comprennent plus*, glisse Jacques Santrot, maire PS de Poitiers depuis vingt-deux ans. *Ce glissement de la responsabilité civile à [redacted] responsabilité pénale [redacted] insupportable »*. *« [redacted] être d'éternels "présumés [redacted]pables"*, a expliqué [redacted] Haenel, [redacted] Sénat, *ni [redacted] faire [redacted] République »*.

« FAUTE AUTOMATIQUE »

Mais [redacted] crise de confiance [redacted] soif de [redacted] des particuliers n'est pas, [redacted] rappelé [redacted] sénateurs, la [redacted] pénali-[redacted] la vie publique. [redacted] prises [redacted] d'un marché public, opposants politiques, chambres régionales [redacted] comptes participent [redacted] ce sentiment [redacted] juridique [redacted] élus. Ainsi [redacted] multiplient [redacted] procédures.

[redacted] maires sont aussi, [redacted] plus en plus souvent, poursuivis en cor-[redacted] pour corruption, fa-[redacted] l'attribution [redacted] marchés publics, gestion [redacted] fait, [redacted] sociaux, prise illégale d'intérêts, sans qu'il y ait eu [redacted] mettre en infraction. En [redacted] risques juridiques [redacted] locales, qui dépend d'un groupe d'assurances spécialisés auprès [redacted] élus, [redacted] fonctionnaires [redacted] mis en examen [redacted] pour [redacted] infractions [redacted]. *« Le [redacted] publics a [redacted] faute automatique »*, [redacted] Garrec, [redacted] (RI, Calvados). *« La vie sociale d'un [redacted] régie par [redacted] répartis [redacted] codes »*, [redacted] Régis [redacted] Castelnau, [redacted] conseil [redacted].

L'inflation [redacted] les [redacted] *« victimes permanentes [redacted] réglementations qui [redacted] dépassent »*, [redacted] insurgé [redacted]. *« [redacted] maquis [redacted] procédure [redacted] plans d'occupation [redacted] sols »*, s'est plaint [redacted] Delfau, [redacted] (NI, Hérault). *« De très [redacted] présider [redacted] commission d'appel d'offres »*, [redacted] un responsable [redacted] l'Association [redacted] maires [redacted] France. Si bien que pour échapper à la condamnation, [redacted] réfugient [redacted] l'inertie. D'autres, [redacted] *« ras-le-bol »*, démissionnent [redacted] envisagent [redacted] faire. *« On risque [redacted] penser qu'il [redacted] mieux rester chez soi que de s'occuper des [redacted] »*, ironise Jean-Paul Delevoye, sénateur (RPR, Pas-de-Calais), président de l'Association des maires de France.

Dans sa réponse au Sénat, Elisabeth Guigou [redacted] employée [redacted] relativiser les fondements d'un « [redacted] » qu'elle a [redacted] le même temps [redacted] *« très réel »* et préjudi-[redacted] la prise [redacted] décisions. [redacted] ministre [redacted] la justice [redacted] néanmoins rappelé que, depuis [redacted] 1er juin 1995, seulement 27 condamnations [redacted] prononcées pour des faits non intentionnels. [redacted] Guigou a renvoyé au *« législateur »* la responsabilité de la crimi-[redacted] la [redacted] publique en rappelant que [redacted] nouveau [redacted] pénal, qui consacre [redacted] notion de [redacted] non intentionnelle, a [redacted] vo-[redacted] Parlement [redacted] 1994.

La hantise d'être accusée [redacted] *« vouloir exonérer [redacted] élus [redacted] responsabilités »* explique la prudence de [redacted] propositions. [redacted] Guigou a exposé trois réformes pour désamorcer [redacted] évolution. Son projet de loi sur la présomption d'innocence, adopté [redacted] première lecture par l'Assem-[redacted] nationale, permettra au juge [redacted] un élu [redacted] *« [redacted] assisté »* [redacted] mêmes [redacted] que s'il [redacted] en examen. [redacted] disparaîtrait [redacted] stigmatisation publique [redacted] publics. Pour réorienter [redacted] plaintes de la justice pénale vers la justice civile, [redacted] procédure [redacted] « référé [redacted] » devrait être créée, via un projet de [redacted] déposé [redacted] en conseil [redacted] ministres. Il permettra [redacted] in-[redacted] rapide [redacted] victimes.

Enfin, Mme Guigou [redacted] rappelé la [redacted] marchés publics [redacted] la [redacted] prévue des [redacted] loi qui régissent [redacted] collectivités locales. Un travail [redacted] plusieurs années qui risque [redacted] ne [redacted] être terminé [redacted] 2001, année des prochaines élections municipales...

Béatrice Jérôme

Quelques exemples de condamnations

EN OCTOBRE 1996, Maurice Doucet, président DL de la région Centre, est déclaré coupable [redacted] gestion de fait. Président d'une caisse [redacted] prévoyance pour [redacted] régionaux, M. Doucet se voit reprocher d'avoir cantionné le versement par le conseil régional de [redacted] à cette [redacted]. Il est déclaré inéligible et condamné à rembourser 22 [redacted] de francs à la région. L'infraction est caractérisée sur le plan juridique. *« Mais [redacted] dispositif était le même [redacted] très nombreuses [redacted] France*, rappelle Régis [redacted] Castelnau, [redacted] avo-[redacted]. *M. Doucet n'avait [redacted] cherché [redacted]ment [redacted] se mettre dans l'illégalité. Pas un seul cen-[redacted] n'a [redacted] »*

Le 6 mars 1999, André Férard, maire de Châtillon-en-Vendelais (Ille-et-Vilaine), [redacted] à [redacted] 5 000 francs d'amende. [redacted] l'exemple, M. Férard avait acheté une parcelle sur un lotissement communal qu'il avait fait bâtir et qui ne trouvait pas acquéreur, se rendant coupable [redacted] son insu de *« conservation d'intérêt »*. Selon le code pénal, un maire n'a pas le droit d'acquérir une propriété communale s'il [redacted] mené les opérations de construction.

Le 12 avril, Pierre Tournier, maire PS de Lézignan-Corbières (Aude), [redacted] par [redacted] tribunal correctionnel [redacted] Narbonne [redacted] 10 000 francs avec sursis pour homicide involontaire après la mort d'une petite fille de quatre ans électrocutée par un lampadaire situé dans une cité HLM. Le maire (et trois autres inculpés) [redacted] été rendu responsable de l'absence d'entretien du mobilier urbain alors que celui-ci, a fait valoir la mairie, se situait sur une voie privée.

> **Déclaré inéligible et condamné à rembourser 22 millions de francs à sa région, alors que pas un centime n'a été détourné**

Le 26 avril, Cyril Rol, maire (div. droite) de Valloire (Savoie), a été condamné [redacted] deux mois de prison avec sursis après la mort d'un adolescent en [redacted] 1997 [redacted] cascade [redacted] glace. M. Rol a [redacted] condamné pour ne pas avoir fait installer un panneau interdisant la montée de la cascade. *« Le maire était en vacances au moment des faits. Avant de partir, il avait demandé à ce que le panneau soit posé »*, explique-t-on à la mairie. Le même jour, le tribunal correctionnel de Guingamp [redacted] condamné Pierrick Perrin, maire PS de [redacted] (Côtes-d'Armor), à une peine de 10 000 francs d'amende pour homicide [redacted]lontaire : le 15 août 1995, un enfant de sept ans fut écrasé par une buse de ciment de 300 kg sur laquelle il s'amusait à marcher. Le maire, qui s'est défendu d'avoir été informé de la dangerosité de cette pièce de chantier, a été poursuivi *intuitu personnae* pour imprudence et négligence.

B. J.

CARNET

Naissances

M. Louis COULON,
Le docteur et [redacted] Yves MARTIN,
M. et [redacted] Charles ESTIENNE,
M. et Mme Jean-Paul COULON,
M. et Mme David COULON
sont heureux d'annoncer la naissance de leur arrière-petit-fils, petit-fils et fils,

Antoine COULON,

le 28 avril 1999, [redacted] Nogent-sur-Marne.

Isabelle [redacted] Eric SANTENAC,
Marie et François-Etienne
ont la joie d'annoncer la naissance de

Augustin,

le 26 avril [redacted]

10, rue Crevaux,
75116 [redacted].

Mariages

Mme Marie HORVAIS-DEROCHE,
M. et Mme BATCHELDER
ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Hélène et Harley,

le 30 mai 1999, [redacted] Boise, Idaho (USA).

Décès

– [redacted] et Serge Klarsfeld,
L'Association des fils et filles [redacted] déportés juifs de France
[redacted] profonde tristesse d'annoncer [redacted] décès, le 27 avril 1999, [redacted] New York, de

Arbit BLATAS,

dans sa quatre-vingt-douzième année.

Fils de déportés, né [redacted] Kaunas (Lituanie) en 1908, peintre et sculpteur de l'école de [redacted] depuis [redacted] auteur des bas-reliefs en bronze du [redacted] de Ve[redacted] du Mémorial du martyr juif inconnu à Paris, [redacted] place Dag-Hammarskjöld [redacted] New York, face au Palais des Nations unies. Portraitiste, ami de Soutine et peintre de Venise, une salle [redacted] été consacrée à quarante de ses œuvres au Musée des Années trente, à Boulogne-Billancourt.

Nous assurons son épouse, Régina Reznik, et [redacted] famille de [redacted] sympathie.

– Geneviève,
son épouse,
fait part du décès, le 9 avril 1999, de

René DELSENY,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre de Léopold,
croix de guerre 1939-1945
et TOE.

La crémation a [redacted] lieu, selon [redacted] volonté, dans la plus stricte [redacted]

– Le président de la Cité internationale universitaire de Paris, Michel Gentot,
Les membres du conseil [redacted]administration,
Le délégué général, Claude Roncemy,
L'ensemble des personnels de la Cité,
[redacted] directeurs de maison,
Le directeur de la Fondation Deutsch de la Meurthe,
Ainsi que [redacted] membres de son Conseil intérieur,
ont la tristesse de faire part du décès de

[redacted] GOLDET,
[redacted] maître honoraire
[redacted] Cour des comptes,
chevalier de la Légion d'honneur,
secrétaire général
du conseil d'administration
de la Cité internationale universitaire de Paris,
président du Conseil intérieur
de la Fondation Deutsch
de la Meurthe,

survenu le 21 avril 1999.

[redacted] épouse et de sa famille.

Arrière-petit-fils d'Emile Deutsch de la Meurthe, cofondateur [redacted] la Cité [redacted] de Paris. Michel Goldet, grâce à son humanisme, son dévouement et sa générosité, a [redacted] rapprochement entre les peuples.

– Colette Maillard,
son épouse,
Marie-Ange, Gérald, Isabelle, Pierre et Emmanuel,
ses enfants,
Karine, Anne, Hugo et Hadrien,
ses petits-enfants,
Ses amis,
Et toute la famille,
font part du rappel [redacted] Dieu du

colonel Jacques MAILLARD,

le 26 avril 1999, à Villiers (Essonne), dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques [redacted] le [redacted] 30 avril, [redacted] 14 heures, [redacted] l'église [redacted] Thuilley-aux-Groseilles (Meurthe-et-Moselle).

– Marie-Pierre de [redacted] Schmidt et Christian Schmidt,
sa mère et son beau-père,
Maurice et Sissy Herzog,
son père et sa belle-mère,
La Duchesse de Brissac douairière,
sa grand-mère,
Félicité Herzog,
sa sœur,
Fabrice et Elisabeth Nora,
son frère et sa belle-sœur,
Ainsi que leurs enfants Maïa, Judith et Samuel,
Constance Nora et Elsa Malye-Nora,
[redacted] sœur et sa nièce,
Sébastien [redacted] Mathias Herzog,
ses frères,
Le Duc et la Duchesse de Brissac,
son oncle et sa tante,
Ainsi que leurs enfants et [redacted] familles,
Elvire de Brissac,
sa tante,
Thérèse Ertaud,
sa marraine et tante,
Ses oncles et tantes de la famille Herzog,
Ainsi que leurs enfants et leurs familles,
Armelle de Saint-Sauveur,
sa cousine,
Le Comte et [redacted] de Saint-Sauveur,
Le Baron et la Baronne de l'Espée,
Le Baron et la Baronne Roland de l'Espée,
ses oncles et tantes,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Laurent HERZOG,

[redacted] à la [redacted]-Bordes, le 26 avril 1999, dans sa trente-quatrième année.

La célébration d'inhumation aura lieu le [redacted] 30 avril, à 16 heures, au cimetière de la Celle-les-Bordes (Yvelines).

Un culte d'action de grâces sera célébré le vendredi 7 mai, à 16 heures, au temple [redacted] Pentemont, 106, rue [redacted] Grenelle, Paris-7e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Marie-Pierre de Cossé Brissac Schmidt,
7, rue de Saint-Simon,
75007 Paris.
Maurice Herzog,
21, boulevard Richard-Wallace,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Mme Robert Grange,
sa mère,
Christophe et Christine Lapras,
Olivier Lapras et Marie-Noëlle Baptiste,
Corinne et Christophe Schmitt,
Stéphanie Lapras et Alain Pellier,
Quentin, Victor, Mariette et Louise,
Arthur, Margaux et Gaspard,
ses enfants et petits-enfants,
Joëlle Grange, Bruno Grange,
Marie Leprince-Ringuet, Pierre Grange,
ses frères et sœurs,
Leur famille, leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Grange, Lapras, Leprince-Ringuet, Michelin, Goullier, Baptiste, Schmitt, Pellier, Dalodier, Bourgoin, Ferrouillat,
Les parents, amis et alliés,
ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

Zaza LAPRAS,
née Thérèse GRANGE,

survenu le 27 avril 1999,

et rappellent à votre souvenir son époux, le

[redacted] André LAPRAS,

[redacted] montagne le 23 août 1990.

La cérémonie religieuse [redacted] samedi 1er mai, à 10 heures, en l'église de Grièges (Ain).

L'inhumation aura [redacted] Saint-Pierre-[redacted] (Isère) ce [redacted] jour à 16 heures.

– Jeanne de Meyenbourg,
son épouse,
France Genty,
Catherine de Meyenbourg,
Marianne de Meyenbourg,
ses filles,
Ariane, Christophe, Vassilissa, Aurélie,
ses petits-enfants,
Iris,
son arrière-petite-fille,
Sa famille et ses amis,
ont la profonde tristesse de faire part du [redacted] de

Jean-Jacques
de MEYENBOURG,

survenu à Paris, le 22 avril 1999.

Les obsèques [redacted] le [redacted] 29 avril.

14, avenue de Verdun,
92330 Sceaux.

– Alfred Vidal-Madjar,
Daniel et Annick Vidal-Madjar,
Aviva et Jacques Szpirglas,
[redacted],
ses enfants,
Luc, Cécile, Simon, Mathias, Jérémie, [redacted] Daniel et Yaël,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

David VIDAL-MADJAR,

[redacted] le [redacted] avril 1999, [redacted] l'âge [redacted] quatre-vingt-quatorze ans.

L'inhumation aura lieu le 30 avril, [redacted] 10 heures, au cimetière du Père-Lachaise, entrée principale, boulevard de Ménilmontant, où l'on se réunira.

2, impasse Alexandre-Guilmant,
92190 M[redacted]

Anniversaires de décès

– Le 30 avril [redacted]

Dominique BERTRAND,
conservateur des bibliothèques
de la Ville de Paris,

mourait à l'hôpital Marie-Lannelongue.

Sa famille,
Et ses amis
n'oublient ni son sourire, ni son humour, ni son courage.

Messes anniversaires

– Le gouverneur des Invalides,
Et le directeur du [redacted]usée de l'Armée
invitent à participer à la messe traditionnellement célébrée à la mémoire de

NAPOLÉON Ier
et des [redacted]
de la Grande Armée,
morts pour la France,

le mercredi [redacted] mai 1999, à [redacted] heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

[redacted] places [redacted] réservées aux membres des [redacted]

Les portes seront fermées à 17 h 45.

Formations

– Formation [redacted] fonctions de « GERANT [redacted] TUTELLE », cinq jours [redacted] pendant quatre mois. [redacted] 10 mai 1999.
Renseignements, IPC : 01-49-23-13-98.

Stages d'écriture

– Ile Tatihou, [redacted] séjour d'écriture du texte court [redacted] la nouvelle, 26-30 juillet 1999 et 1er-6 [redacted]
Infos au 02-31-79-48-65
et Web : http://www.baz-art.com

Conférences

– [redacted] Valdman sera l'invité [redacted] symposium littéraire international qui se tiendra [redacted] Dakar du 1er au 7 mai [redacted].

[redacted] fera une communication sur le thème : **« Le retour du spirituel et les droits de l'homme »**.

Collège des Etudes juives
de l'Alliance israélite [redacted]le

« Le Juif caché, marranisme et jud[redacted]

Programme spécial du 3 au 12 mai [redacted]

Lundi [redacted] mai : « De [redacted] et d'Exil » vernissage de l'exposition [redacted] Elbaz (de 18 h 30 à 21 heures).

Du 4 au 6 mai et du 10 au 12 mai : conférences du cycle « Le Juif caché » (de 19 heures à 20 h 30 et de 20 h 30 à 22 heures).

Dimanche 9 mai : colloque « La lettre marrane de la littérature européenne » (de 10 heures [redacted] 18 heures).

L'ensemble [redacted] aura lieu à l'Alliance,
45, rue La Bruyère,
[redacted]5009 Paris (PAF).
Renseignements : 01-53-32-88-55.
[redacted] Internet : http://www.aiu.org

Colloques

– Colloque organisé [redacted] le haut patronage de l'UNESCO.

L'Ecole pratique des Hautes Etudes de Paris, sciences historiques et philologiques, et *Le Monde de [redacted] Bible* vous convient à une journée d'étude sur **« Les routes du Proche-Orient : carrefour de [redacted] »**. « Les séjours d'Abraham » – « La Via [redacted] » – « Les routes de l'encens », avec des experts venant des universités d'Amman, de Beyrouth, [redacted] Birzeit, du Caire, de Jérusalem, [redacted] Paris, d'Oman, de Rome, de Sanaa et de Tel-Aviv. Le jeudi 6 mai, à l'UNESCO, 125, [redacted] Suffren, [redacted] 9 h 30 [redacted] 19 h 30.

Droit d'entrée : 120 francs (80 francs [redacted]). Réservation : 01-44-35-69-78 (répondeur) ou fax : 01-44-35-60-05.

Soutenances de thèse

– M. Sergio [redacted] soutiendra sa [redacted] en [redacted] de l'éducation, intitulée **« Les conceptions de l'éducation [redacted] sous-jacentes aux [redacted] d'éducation aux médias »**, [redacted] mercredi 5 mai [redacted] 15 heures, à l'université Paris-VIII [redacted] A010).

SOUTENANCES DE THÈSE
83F TTC - 12,65 € la ligne
Tarif Etudiants 99

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

Nos abonnés et [redacted] actionnaires, bénéficiant d'une réduction [redacted] les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

HORIZONS

PORTRAIT

Les métamorphoses de Joschka Fischer

KONRAD R. MULLER/CONTACT PRESS IMAGES

MUNICH, Auschwitz, Srebrenica : trois noms qui hantent [illegible] pensées de Joschka Fischer ; [illegible] taches de l'Histoire qui fondent la philosophie politique du ministre [illegible] étrangères allemand et [illegible] persuadent du bien-fondé [illegible] attaques [illegible] l'OTAN contre Slobodan Milosevic. [illegible] après [illegible] arrivée [illegible] gouvernement, le chef [illegible] Verts [illegible] déjà entré [illegible] l'histoire : il [illegible] le ministre [illegible] affaires étrangères qui aura envoyé [illegible] allemands au combat pour la première [illegible] depuis 1945. Comme s'il appartenait à [illegible] soixante-huitard (il [illegible] en 1948), [illegible] de réfugiés allemands [illegible] Hongrie, [illegible] clore [illegible] la fin du siècle, dix ans après la chute du mur, l'« exception [illegible] ». Ou [illegible] moins de [illegible] regarder à l'Allemagne son passé en face, pour pouvoir assumer, [illegible] honte demi-séculaire, les responsabilités qui [illegible] les siennes : celles du pays [illegible] plus puissant d'Europe, qui retrouve [illegible] année [illegible] capitale [illegible] Berlin.

[illegible] chancelier [illegible] tirer un trait sur [illegible] passé, c'est [illegible] contraire chez Joschka Fischer. « *Il incarne cette génération qui a demandé à ses parents [illegible] étaient entre [illegible] et [illegible]* », explique Rezzo Schlauch, [illegible] au Bundestag, précisant que « *le [illegible] engagement est plus fondé sur " Plus jamais Auschwitz " que sur " Plus jamais la guerre "* ».

« *Je n'ai jamais [illegible] un pacifiste* », [illegible] Joschka [illegible] « *Je viens de la gauche révolutionnaire. [illegible] violence n'est [illegible] quelque chose que j'ai rejeté fondamentalement. La guerre [illegible] Vietnam [illegible] pour moi une guerre coloniale et j'étais [illegible] côté [illegible] qui combattaient cette oppression coloniale. J'aurais souhaité que la République gagne, pendant la guerre civile d'Espagne, pas avec des tracts, mais [illegible] armes [illegible] la main !* » Trente ans après, Joschka Fischer s'interroge longuement pour savoir [illegible] quel [illegible] la morale [illegible] de l'éclatement de la Yougoslavie : « *Je n'ai pas été interventionniste... Jusqu'à Srebrenica.* » Avant le massacre de [illegible] 1995, il [illegible] opposé [illegible] intervention allemande en Bosnie – [illegible] oblige : « *Envoyer des soldats allemands [illegible] la soldatesque de [illegible] s'est déchaînée, pendant [illegible] deuxième guerre mondiale, n'apaiserait pas le conflit, mais l'attiserait* », déclare-t-il en décembre 1994, en souvenir [illegible] exactions nazies en [illegible] Le massacre de Srebrenica [illegible] basculer. Daniel Cohn-Bendit, son ami, qui tentait, depuis le début du conflit, [illegible] convaincre, raconte son traumatisme : « *Avec la position qu'il avait défendue, il s'est senti personnellement responsable [illegible] défaite morale [illegible] Srebrenica.* » Jusque-là, Joschka Fischer avait peur du nazisme chez les Allemands. Désormais, il craint toujours son retour... mais [illegible] : le combattre devient une obligation morale et trace le devoir de la nouvelle Allemagne.

De fait, lorsque l'OTAN commence à bombarder la Yougoslavie, [illegible] mars, Joschka Fischer a peu d'états d'âme. En dépit [illegible] doutes qui l'habitent, il [illegible] convaincu que, « *pour la première fois [illegible] ce siècle, l'Allemagne [illegible] trouve du bon côté* ». La crainte est plus [illegible] céder par lâcheté [illegible] à Milosevic, comme [illegible] démocraties [illegible] Munich : « *Depuis dix ans, [illegible] cédé [illegible] cédé de [illegible] Cela n'a pas conduit à la paix, mais, à chaque fois, à [illegible] nouveau bain de sang, à [illegible] plus [illegible] charniers. La comparaison avec Munich vient peut-être [illegible] là : viendraient ensuite [illegible] Monténégro, la [illegible] probablement, [illegible] Macédoine.* »

[illegible] ministre donne à l'Allemagne sa nouvelle diplomatie. Paradoxalement, son passé d'extrême gauche lui permet d'être décomplexé : celui qui s'est révolté contre la génération qui avait soutenu Hitler ne peut [illegible] soupçonné d'incarner l'Allemagne hégémonique. Il lance la Bundeswehr dans sa première mission militaire, mais multiplie en [illegible] les initiatives de paix, met les [illegible] unies en première place et invoque le rôle des Russes dans le concert international.

[illegible] ne [illegible] pas seulement à composer [illegible] militants Verts, imprégnés [illegible] pacifistes de la guerre froide, et [illegible] repousser le sujet [illegible] de l'envoi [illegible] troupes au sol. Selon Joschka Fischer, [illegible] une résolution [illegible] unies, [illegible] bombardements, peut forcer [illegible] et éviter l'escalade militaire. Pour la première fois, l'Allemagne n'est pas [illegible] en force d'appoint. Elle renaît entièrement, [illegible] troupes [illegible] ses [illegible]

Le ministre des affaires étrangères du gouvernement Schröder est devenu l'homme politique le plus populaire d'Allemagne. Transfuge de la gauche révolutionnaire, ce Vert converti au réalisme est d'ores et déjà entré dans l'histoire en devenant le premier chef de la diplomatie allemande à envoyer, depuis 1945, des soldats au combat

LE ministère des affaires étrangères, l'*Auswärtiges Amt*, est redevenu un centre [illegible] pouvoir : Gerhard Schröder, novice en la matière, n'a [illegible] la politique étrangère [illegible] la chancellerie comme l'avait [illegible] Helmut Kohl. [illegible] diplomates [illegible] par le charisme du nouveau ministre, qui a eu l'intelligence de ne pas couper de têtes lors [illegible] arrivée, [illegible] à [illegible] Lafontaine [illegible] ministère des finances. Aujourd'hui, [illegible] ne le compare pas à Klaus Kinkel, mais à Hans-Dietrich Genscher, inamovible ministre [illegible] affaires étrangères [illegible] 1974 à [illegible]

Joschka Fischer [illegible] devenu l'homme politique le plus populaire d'Allemagne, toujours en verve, un jour charmant, le [illegible] quatrième mariage – avec une étudiante-journaliste de vingt-neuf ans – défraie la chronique. [illegible] proches sont mi-amusés, mi-agacés : « *A chaque fois qu'il tombe amoureux, il éprouve le besoin de [illegible] marier ; c'est de la coquetterie : c'est son côté catho...* », entend-on. Le gauchiste Fischer a [illegible] tendances conservatrices : il [illegible] toujours membre de l'Eglise et en paye l'impôt. Dans un parti qui impose la parité hommes-femmes, il traîne une réputation de « macho », choisissant ses femmes [illegible] jeunes [illegible] nant [illegible] relations difficiles avec [illegible] deux coprésidentes du parti. L'Allemagne a appris [illegible] déboires amoureux lorsque sa troisième femme l'a quitté, en 1996, parce qu'il [illegible] voulait pas lui [illegible] d'enfant. Le Fischer obèse, amateur [illegible] vins fins et de bonne chère, se met alors [illegible] de l'eau minérale, [illegible] de la salade, et courir, courir, jusqu'à perdre plus de [illegible] kilos et faire son premier marathon il y a un an. Le [illegible] romain [illegible] transformé en [illegible]. Car Joschka Fischer est l'homme [illegible] les [illegible] cès [illegible] transformations.

Le jeune Fischer, qui a claqué la porte du lycée [illegible] seize ans et est monté en Ecosse, à Gretna Green, pour pouvoir se marier contre [illegible] parental, [illegible] son métier au [illegible] d'une manifestation à Berlin contre le chah d'Iran, le 2 juin 1967, au [illegible] laquelle [illegible] étudiant est tué par la police : il sera révolutionnaire professionnel. Il voit [illegible] cette mort les excès d'une police [illegible] héritière du IIIe Reich. [illegible] fils [illegible] boucher cherche la bagarre, ce qui lui vaut [illegible] jours [illegible] prison à la [illegible] d'une manifestation [illegible] au Vietnam.

Le jeune Joschka part [illegible] pour Francfort, centre [illegible] l'agitation étudiante, où il s'installe dans des appartements communautaires. Il tente, [illegible] succès, [illegible] propager la révolution chez [illegible] ouvriers [illegible] l'usine Opel [illegible] Russelsheim, en 1971, et [illegible] à la porte promptement. Vivant [illegible] petits boulots, il traduit [illegible] pornos, travaille à la librairie Karl-Marx, devient chauffeur de taxi. A l'université, il suit les cours de Habermas, d'Adorno et, la nuit, il lit Hegel, [illegible] et [illegible] « *Il a [illegible] appris lui-même ; il a donc [illegible] sentiment qu'il peut [illegible] comprendre lui-même* », explique Daniel Cohn-Bendit. L'autodidacte [illegible] ainsi [illegible] longtemps [illegible] prendre ses virages. C'est Daniel Cohn-Bendit qui lui montre le chemin lorsqu'il s'agit de renoncer à la violence, d'entrer chez les Verts ou [illegible] prôner une intervention [illegible] Yougoslavie.

Le passé allemand, qui a fait de Joschka Fischer un révolutionnaire, le fait renoncer à [illegible] violence. Le déclic [illegible] en juillet 1976, [illegible] de la prise en otage des passagers d'un Airbus d'Air France à Entebbe, en Ouganda. Le commando pro-palestinien sépare les passagers israéliens [illegible] Lors de l'assaut, deux terroristes allemands [illegible] Joschka [illegible] lapidaire : « *Quand [illegible] Allemands [illegible] nouveau à trier [illegible] juifs des non-juifs, [illegible] rien d'autre.* » [illegible] l'automne 1977, la Fraction armée rouge (RAF) assassine le « patron des patrons » allemand Hans-Martin Schleyer, [illegible] officier [illegible], ce qui achève de faire basculer Joschka [illegible] Les fils ont fini [illegible] parents haïs : ils [illegible] « [illegible] *politiques*, [illegible] *bonne conscience effrayante* [illegible] », raconte sa biographe, Sibylle Krause-Burger.

Joschka Fischer comprend que [illegible] combat révolutionnaire [illegible] périmé, mais renâcle [illegible] « dans [illegible] système ». Le parti [illegible] Verts est fondé en 1979, *mais il attend* juillet 1981 pour [illegible] rejoindre. [illegible] ans après avoir quitté l'école, Joschka Fischer [illegible] allemande [illegible] dans le jeu, hier honni, [illegible] la [illegible] Il [illegible] élu député en [illegible] L'imagerie [illegible] de lui un député mal élevé, qui se fait expulser en 1984 du Bundestag pour avoir [illegible] son président de « *trou du cul* ». [illegible] se rappellent [illegible] premier ministre [illegible] de l'environnement d'un gouvernement régional (en Hesse) qui, en 1985, prête [illegible] jeans et [illegible] blanches. En réalité, l'arrivée [illegible] Joschka Fischer sur la [illegible] politique est celle d'un tribun, qualifié par [illegible] Heinrich [illegible] de meilleur orateur du Bundestag pour deux interventions... [illegible] le passé [illegible]

[illegible] mi-législature, Joschka Fischer [illegible] furieux [illegible] devoir abandonner [illegible] de député – c'est [illegible] qu'ont instaurée les Verts pour lutter contre [illegible] vedettariat. Ministre régional, il enfourche la lutte antinucléaire [illegible] passion, mais [illegible] apparaît, avec le recul, secondaire. « *[illegible] n'étions [illegible] des écologistes expérimentés. L'écologie n'était que la nouvelle forme de résistance au capitalisme* », explique Hubert Kleinert, proche de Joschka Fischer dans les années 80. [illegible] qui n'empêchera [illegible] l'anticapitaliste Fischer, à la fin [illegible] 90, de [illegible] convertir à l'économie de marché et de prôner l'orthodoxie budgétaire : les Verts décident d'appliquer [illegible] la finance le concept écologique du droit [illegible] générations futures à vivre [illegible] environnement non pollué... par [illegible] dettes.

La réunification [illegible] l'Allemagne prend les Verts [illegible] dépourvu. « *Pendant longtemps, nous étions convaincus que la division allemande [illegible] le prix à payer pour Auschwitz* », note M. Kleinert. L'unité [illegible] resurgir la crainte du [illegible] démons allemands. Joschka Fischer publie, en 1994, un [illegible] au [illegible] explicite, *[illegible] schland*, qui s'inquiète de [illegible] politique étrangère allemande. Il en [illegible] conséquences et [illegible] le champion de la construction [illegible] ropéenne : « *On s'est dit que le danger [illegible] nous étions [illegible] l'Europe* », poursuit M. Kleinert. [illegible] peur d'une [illegible] à part, d'un « *Sonderweg* » allemand, fait progressivement renoncer [illegible] à demander une [illegible] unilatérale [illegible] l'OTAN, naguère conspuée. Au fil [illegible] ans, Joschka [illegible] l'homme politique allemand [illegible] plus européen.

Il [illegible] dans [illegible] Helmut Kohl, qui rappelle que l'Europe [illegible] une « *question [illegible] paix au XXIe siècle* » Joschka Fischer veut [illegible] une opinion publique européenne, marcher [illegible] plus de [illegible] plus [illegible] démocratie [illegible] Europe.

A l'épreuve des faits, Joschka Fischer ne défend pas toujours ses principes. Il n'a pas [illegible] le [illegible] de [illegible] du leader kurde Abdullah Öcalan, [illegible] éviter [illegible] en Allemagne ; partisan du dialogue avec la France, il a laissé pourrir le dossier du cofinancement de la politique agricole commune ; il a créé la surprise en demandant à l'OTAN de renoncer [illegible] l'utilisation de [illegible] atomique en premier, mais ce débat [illegible] rique a été enterré avec la guerre au Kosovo.

Pour poursuivre sa tâche, Joschka Fischer [illegible] convaincre ses amis, lors du congrès des Verts, le 13 mai, que sa politique en Yougoslavie est [illegible] bonne, et achever [illegible] transformer les [illegible] en parti de gouvernement. Faute de quoi, c'en sera fini [illegible] la [illegible] Rouge-Verts. La star du parti est agacée de [illegible] *depuis* [illegible] *années* vers le centre [illegible] parti qui ne veut pas grandir. Conscient de son destin de ministre des affaires étrangères, [illegible] a laissé filtrer dans la presse qu'il pourrait passer au Parti social-[illegible]

Lorsque l'OTAN commence à bombarder la Yougoslavie, en mars, Joschka Fischer a peu d'états d'âme. Il est convaincu que, « pour la première fois en ce siècle, l'Allemagne se trouve du bon côté »

Joschka Fischer [illegible] *depuis* toujours [illegible] les [illegible] parti. Lorsqu'il y adhère, il a déjà une expérience politique, contrairement aux pacifistes [illegible] aux écologistes. Son objectif est de transformer ce parti « anti-partis » pour exercer le pouvoir.

De 1995 à 1998, il s'efforce de rallier [illegible] amis à une intervention, [illegible] mandat [illegible] unies, [illegible] l'armée en Bosnie, [illegible] indispensable pour briguer [illegible] affaires étrangères. Mais, [illegible] différence d'un Daniel Cohn-Bendit, tellement [illegible] qu'il ne peut servir que d'agitateur d'idées, Joschka [illegible] a une ambition qui lui donne toujours la [illegible] de lutter contre [illegible] propres troupes.

S'il franchit l'épreuve du congrès, Joschka Fischer-le révolté aura finalement clos la parenthèse de Bonn : il ouvrira une nouvelle République allemande. Celle-ci ne sera pas [illegible] l'oubli, comme Gerhard Schröder [illegible] a la [illegible] tion. [illegible] sur la reconnaissance des fautes et leur dépassement. Une Allemagne du XXIe siècle qui cherchera à fonder sa politique [illegible] droits de l'homme.

Arnaud Leparmentier

L'utopie de la guerre technologique

par Philippe Breton

LES critiques actuelles sur la manière dont l'OTAN – c'est-à-dire essentiellement les Américains – [illegible] son intervention militaire en ex-Yougoslavie, convergent [illegible] un point central : la guerre [illegible] inadaptée aux objectifs poursuivis par l'Alliance. [illegible] bombardements quotidiens [illegible] même jugés contre-productifs sur [illegible] plan militaire par certains experts.

Quelle [illegible] la nature [illegible] intervention ? [illegible] vaudrait-il pas mieux parler, plutôt que de guerre aérienne, [illegible] guerre technologique, puisqu'elle mobilise [illegible] l'électronique, du virtuel, [illegible] lasers, [illegible] l'informatique, [illegible] missiles auto-guidés [illegible] des centres [illegible] commande [illegible] N'oublions pas qu'il [illegible] a différentes manières d'employer l'aviation, [illegible] celle [illegible] aujourd'hui dans les Balkans n'en est que la variante la plus technologique. Si la guerre technologique semble jusqu'à présent inadaptée [illegible] situation, pourquoi [illegible] a-t-elle été engagée [illegible] forme par les Américains, [illegible] surtout pourquoi s'y maintiennent-ils contre [illegible] ?

Les raisons que l'on invoque actuellement pour expliquer ce phénomène [illegible] convaincantes, mais [illegible] doute insuffisantes. Cette manière de conduire la guerre satisferait au triple impératif de préserver la vie des pilotes, de limiter les fameux *« dommages collatéraux »* (terme [illegible] l'OTAN) [illegible] d'éviter d'envoyer au [illegible] des troupes, [illegible] impopulaire à [illegible] des pertes [illegible] tables que [illegible] provoquerait. [illegible] trois [illegible] n'expliquent cependant pas pourquoi les [illegible] s'acharnent dans leur ligne actuelle, alors que les sondages [illegible] montrent qu'un changement dans la manière de conduire le conflit serait non seulement toléré, mais souhaité par une majorité des opinions publiques occidentales et que les résultats sur le terrain ne sont pas à la hauteur des objectifs.

La raison de cet entêtement pourrait être [illegible] du côté de [illegible] croyance dans les vertus [illegible] la technologie. [illegible] croyance, [illegible] utopique, [illegible] fortement enracinée dans [illegible] culture américaine, et [illegible] dans [illegible] dirigeantes depuis [illegible] un demi-siècle. [illegible] mal, en Europe, [illegible] utopie, qui [illegible] partie de l'irrationnel. [illegible] contenu se résume [illegible] quelques phrases : [illegible] changement, [illegible] d'une situation, [illegible] de problème, [illegible] solution technologique, notamment [illegible] d'information et [illegible] communication.

[illegible] suffit d'analyser [illegible] discours d'accompagnement [illegible] qui s'est déployé [illegible] Etats-Unis depuis une décennie pour [illegible]prendre que celui-ci a la structure utopique d'une promesse : si vous acceptez de confier votre travail, vos loisirs, vos relations, votre vie, à [illegible] réseaux de communication basés [illegible] virtuel, alors vous [illegible] en [illegible] plein emploi, liberté, démocratie, pacification [illegible] la société.

Ce [illegible] n'est pas [illegible]. Il a pris racine, [illegible] années 40, [illegible] la cybernétique du [illegible] américain Norbert Wiener. Il a souvent été [illegible] comme un [illegible] [illegible] de nombreux intellectuels en ont rapidement compris [illegible] les mécanismes. Pour ne citer qu'eux : Jacques Ellul, [illegible] des années 40, Henri Lefebvre dans les années 60, plus tard Lucien Sfez, qui dénonce le caractère réducteur de l'idéologie de la communication et le *« tautisme »*, sorte de sidération, qu'elle provoque.

Historiquement, le premier terrain d'application de cette utopie technologique a été, justement, l'US Air force, première arme à être informatisée massivement, [illegible] le début [illegible] 50. Déjà, à l'époque, [illegible] avaient [illegible] radi[illegible] de la [illegible] qui, paradoxalement, [illegible]. [illegible] généraux d'infanterie trai[illegible] utopie technologique [illegible] mépris et les marins [illegible] l'US Navy s'y opposeront longtemps. Il ne s'agissait [illegible] de résister [illegible] l'emploi [illegible] outils, [illegible] ayant toujours été grands consommateurs de progrès dans ce domaine, mais de refuser [illegible] qualitatif dans l'art militaire.

L'US Air force gagnera au milieu [illegible] années 50 [illegible] d'arme privilégiée pour avoir [illegible] la technologisation à [illegible] de ses moyens. La figure de l'ingénieur militaire, notamment spécialisé [illegible] technologies de communication, l'emportera [illegible] l'imaginaire sur la figure du guerrier traditionnel, dont [illegible] de [illegible] ou à l'infiltration de [illegible] d'« éclairer » les cibles pour les ordinateurs de tir.

La croyance que les conflits modernes [illegible] des conflits par ordinateurs interposés [illegible] désormais installée. Par un curieux effet [illegible] miroir, [illegible] croit [illegible] l'adversaire lui-même pratique ce genre de guerre. Cela explique peut-être [illegible] l'acharnement à [illegible] les [illegible] *nerveux [illegible] communication »* serbes soit littéralement contre-productif [illegible] une [illegible] qui, elle, choisit de faire une guerre de guerriers, enterrant ses chars et camouflant ses forces en attendant de pied ferme le choc frontal sur le terrain, véritable enjeu de la bataille. Le mépris [illegible] lequel on a parlé [illegible] états-majors alliés [illegible] la *« rusticité »* [illegible] l'armée [illegible] bien l'aveuglement auquel l'utopie [illegible]gique condamne [illegible] qui s'y laissent prendre.

[illegible] battage incroyablement naïf qui entoure le déploiement [illegible] hélicoptères Apache, véritables [illegible] technologie, montre bien que nous [illegible] restés à l'illusion qu'avait [illegible] démontée [illegible] 1968 : pour [illegible] technocrates [illegible] appelait [illegible] *« cybernanthropes »*) [illegible] à [illegible] problème posé [illegible] technique ne peut [illegible] réglée [illegible] par plus de technique [illegible] annonce donc qu'il [illegible] mois de bombardements, toujours plus précis, toujours plus technologiques, pour [illegible] des Serbes.

Il faut pourtant entendre [illegible] général Clark, qui commande le dispositif [illegible] l'Alliance, décrire [illegible] d'un [illegible] qui [illegible] cloche-pied, mains [illegible] derrière [illegible] dos, pour comprendre que les militaires commencent à prendre [illegible] du caractère utopique [illegible] stratégie. Sera-t-il remplacé [illegible] par un militaire plus proche des ingénieurs ? [illegible] voce, certains d'entre [illegible] réclament pourtant [illegible] réa[illegible] et la [illegible] l'illusion technique. [illegible] n'éviterons [illegible] les jours qui suivent, d'être [illegible] avec [illegible] désagréable que l'utopie technologique nous avait [illegible] un instant : non [illegible] la guerre [illegible] toujours injuste [illegible] transforme [illegible] en barbares, mais, [illegible] ceci explique peut-être cela, il n'y a [illegible] de guerre [illegible] guerriers, [illegible] corps à corps, [illegible] violence [illegible] fondamentale [illegible] nous renvoient, [illegible] miroir, toute [illegible] cruelle vérité.

> Il n'y a pas de guerre sans guerriers, sans corps à corps, sans cette violence meurtrière fondamentale dont les troupes serbes nous renvoient, en miroir, toute la cruelle vérité

Philippe Breton *est chercheur au CNRS, laboratoire de sociologie de la culture européenne, université Marc-Bloch à Strasbourg.*

Le premier acte d'une nouvelle Europe

par François Rachline

P[illegible] la première [illegible] depuis cinquante ans, l'Europe [illegible] engagée sciemment dans [illegible] guerre sur son sol. Pour ceux qui croyaient [illegible] pacifiques [illegible] échanges économiques, est-ce un échec grave ? Sommes-nous confrontés à [illegible] stupide [illegible] l'histoire ? Le [illegible] actuel ressemble-t-il à [illegible] qui ont [illegible] continent pendant des [illegible] protagoniste n'est jamais [illegible] durablement renforcé ? Vivons-nous la fin d'un rêve fou ?

Malgré [illegible] apparences, malgré la tuerie actuelle, la [illegible] la Serbie marque [illegible] premier acte politique majeur d'une nouvelle Europe. Cette dernière [illegible] enfin [illegible] retrancher derrière [illegible] espèce de [illegible] neutralité nourrie par la logique [illegible] l'économie triomphante. [illegible] change [illegible] registre. Une préoccupation politique [illegible] morale vient [illegible] s'imposer, [illegible] du devoir d'ingérence. Le phénomène [illegible] suffisamment nouveau dans [illegible] quotidien pour [illegible] souligné.

[illegible] l'histoire, l'économique [illegible] politique [illegible] le plus [illegible] enchevêtrés ou confondus. Les princes [illegible] peuples en leur pouvoir n'ont cessé, [illegible] siècles, [illegible] se [illegible] pour imposer leur domination. Celle-ci s'alimen[illegible] complémentaires. La première, d'ordre éthique, fondait la prétention à [illegible] autrui, à [illegible] réduire en servitude, [illegible] lui imposer la [illegible] plus fort. La seconde, [illegible] économique, visait à s'approprier [illegible] richesses par la force. Il fallait prendre [illegible] pour redistribuer [illegible] siens, mais aussi, [illegible] peut-[illegible] surtout, pour [illegible] la gloire [illegible] le rayonnement du souverain. La guerre et l'économie étaient indissociables, car l'une entretenait l'autre. Le butin formait ainsi tout à la fois [illegible] contenu des richesses [illegible] signe [illegible] la puissance.

L'irruption du capitalisme sur la scène [illegible] a quelque peu modifié [illegible] configuration. Si le négociant [illegible] guerrier, la promotion de la paix civile par [illegible] commerce a contribué progressivement à sépa[illegible] les visées politiques des aspirations directement économiques. Et, si le développement historique des transactions marchandes n'a pas spontanément mis fin aux affrontements belliqueux, l'économie a peu à peu cessé d'être la cause des guerres. Au point que beaucoup [illegible] fini par penser que [illegible] croissance du [illegible] pouvait tenir de politique.

Les conflits successifs [illegible] les Balkans, depuis le début des années 90, démontrent amplement [illegible] la guerre n'a pas l'économie pour fondement. Faut-il rappeler l'absence du pétrole dans les conflits successifs, qu'il s'agisse de la Bosnie, de la Croatie ou du Kosovo. [illegible] hommes [illegible] d'autres hommes simplement parce qu'ils n'ont [illegible] même religion, la [illegible] histoire, [illegible] mêmes croyances, [illegible] mêmes racines. Saddam Hussein croyait peut-être encore qu'une expédition guerrière lui procurerait [illegible] richesses, des devises, bref un avantage matériel. Milosevic n'est pas victime [illegible] confusion archaïque. Le point [illegible] économique [illegible] joue [illegible] rôle dans [illegible] processus de destruction programmée [illegible] peuples qui heurtent [illegible] mythe nationaliste.

Le monde a profondément changé en [illegible] décennie, et on [illegible] voit pas comment l'Europe aurait [illegible] longtemps [illegible] n'en pas tenir compte. Au sortir [illegible] la seconde guerre mondiale, [illegible] Vieux Continent constituait une sorte [illegible] joint [illegible] les Etats-Unis [illegible] l'URSS. Une certaine Europe a pu [illegible] croître à l'ombre de la coexistence pacifique, [illegible] dans un interstice. Bien sûr, [illegible] le [illegible] Rome, [illegible] envisageait [illegible] politique, [illegible] pour plus tard, dans un loin[illegible] dont [illegible] discernait mal [illegible] contours. Il n'était pas question [illegible] promouvoir d'emblée cette Europe-là, ce qui aurait sans [illegible] plus gêné [illegible] Américains que les Soviétiques. Il était donc souhaitable qu'elle n'eût pas trop d'ambition politique et qu'elle acquît, en revanche, une stature économique significative. Ce modèle a correctement fonctionné pendant qua[illegible]. Il [illegible] désormais caduc. Aujourd'hui, les Européens n'ignorent pas que, malgré [illegible] aspirations, ses réalisations, [illegible] force économique grandissante, son contenu politique latent, l'Europe demeurait jusqu'à présent plus potentielle [illegible] réelle. L'intervention en Yougoslavie marque un [illegible]

Deux mouvements [illegible] télescopent en fait [illegible] nos yeux. L'un, fondé sur l'économie, pro[illegible] que la paix représente une condition nécessaire au bonheur [illegible] l'élévation [illegible] niveau [illegible] populations. L'autre, attaché [illegible] racines profondes [illegible] obscures [illegible] l'histoire – [illegible] l'inconscient – stigmatise la différence [illegible] ne s'appuie que sur l'intolérance. [illegible] premier [illegible] consacré [illegible] cinquante ans le [illegible] européen. Le second repose sur un postulat éthique contraire [illegible] acquis [illegible] fragiles [illegible] la conscience moderne. Que l'économie [illegible]poraine ait servi [illegible] support au premier en enseignant qu'autrui n'est [illegible] une proie, mais un [illegible] en puissance, n'a manifestement [illegible] suffi. Il [illegible] d'ailleurs s'y attendre, [illegible] n'a besoin [illegible] que par intérêt.

> Au lieu de se retrancher derrière son havre de paix, l'Europe s'est décidée à défendre ses valeurs

Le sinistre concept [illegible] *« purification ethnique »* [illegible] moque donc de [illegible] mythe marqué au sceau [illegible] l'économie [illegible] relève d'un engage[illegible] éthique fondamentalement [illegible] : l'autre [illegible] éliminé. C'est là nier deux valeurs profondes d'une conscience européenne – et mondiale – émergente. Pour elle non seulement l'autre est [illegible] partenaire, un concurrent, un adversaire, jamais un ennemi, mais, conformément [illegible] attentes de l'économie de marché, elle a entériné l'idée que la guerre appauvrit et que la paix enrichit.

Cette inversion de l'histoire était [illegible] condition nécessaire mais insuffisante [illegible] l'éradication de [illegible] guerre. Milosevic, quant [illegible] lui, a franchi le Rubicon. Il [illegible] ainsi confronté l'Europe [illegible] la question centrale qu'elle n'a jamais abordée franchement depuis [illegible] naissance après la seconde guerre mondiale : l'économie seule peut-elle proposer [illegible] éthique ? Suffit-il d'accumuler des biens et [illegible] multiplier [illegible] échanges [illegible] hommes pour faire [illegible] bonheur des peuples ? En d'autres termes, [illegible] croissance [illegible] le développement peuvent-ils se substituer à un projet politique ? L'implication [illegible] actuelle [illegible] une réponse dépourvue d'ambiguïté. Elle montre que l'économie a enfin cessé dans les [illegible] gouverner la pensée politique de l'Union.

Au-delà des polémiques sur le degré de préparation de l'OTAN, sur l'opportunité d'envoyer des troupes dans les Balkans, sur [illegible] bombardements, sur [illegible] risques d'embrasement de la région [illegible] sur les conséquences humanitaires, [illegible] qui [illegible] déroule sous nos yeux revêt une grande signification historique. Malgré sa faiblesse militaire qui l'oblige [illegible] s'appuyer [illegible] les Etats-Unis, l'Europe commence véritablement d'exister, puisqu'elle ne s'est pas retranchée derrière son havre [illegible] paix économique pour rester neutre [illegible] drame qui remet [illegible] les fondements mêmes de [illegible] valeurs. Il lui [illegible] maintenant [illegible] faire naître [illegible] désastre actuel [illegible] plus difficile, mais aussi [illegible] plus durable, des paix, la paix [illegible] vaincus.

François Rachline *est économiste.*

L'Eglise et la guerre

par Philippe Cibois

UN évêque en première [illegible] du *Monde* pour un numéro [illegible] du dimanche de Pâques, c'était habituel, mais, [illegible] qui [illegible] moins, c'était l'objectif de son auteur, [illegible] Jacques Delaporte, qui est, [illegible] le titre de l'article, d'imposer la paix par les armes. Il faut lui reconnaître une grande cohérence et une bonne intelligence de la situation : il est président de la commission « Jus[illegible] paix » de l'épiscopat français, et son analyse est prudente et raisonnable aux yeux des hommes.

Mais je proteste avec force, car [illegible] chrétien qui prétend parler [illegible] chrétien et non [illegible] expert n'a pas le droit de s'exprimer ainsi. Accepter de discuter techniquement [illegible] une [illegible] *« guerre juste »*, c'est renier l'Evangile [illegible] prophètes [illegible] qui l'ont nourri, c'est mettre à mal un fondement [illegible] dynamique de notre histoire qui, après deux mille [illegible] de christianisme, nous influence tous, quelle que soit notre attitude vis-à-vis [illegible] l'Eglise [illegible] Réfléchir [illegible] l'aspect jus[illegible] ou non d'une intervention armée, c'est croire encore [illegible] rôle [illegible] l'Eglise [illegible] d'autoriser moralement [illegible] comportements, [illegible] peser au trébuchet [illegible] cas [illegible] conscience : l'autonomie des hommes d'aujourd'hui [illegible] qu'un [illegible] comportement est foncièrement anachronique, mais, plus [illegible] qu'il cache [illegible] message évangélique.

Puisqu'un évêque dont c'est la mission [illegible] rappeler [illegible] chrétien ne donne qu'une parole d'expert, qu'il [illegible] permis à un chrétien (par [illegible] agnostique) [illegible] rappeler l'essentiel [illegible] tout d'abord que le *« Tu ne tueras pas »* s'impose [illegible] tous, qu'il est une [illegible] au Christ et que celui-ci n'a pas [illegible]. L'évidence [illegible] loi s'impose d'ailleurs d'elle-même : la [illegible] violence dans une chaine de vengeances [illegible] fin. Attaquer par la force [illegible] ennemi, c'est s'enfermer [illegible] une violence cyclique.

L'Evangile le rappelle en propo[illegible] une solution prophétique, quand [illegible] cycle de la violence s'est instauré, qui consiste [illegible] casser cette dynamique par un refus de la riposte : tendre l'autre joue quand la droite a été frappée est plus un scénario qui aide [illegible] comprendre un aspect de l'attitude évangélique qu'une [illegible] agir. [illegible] la spécificité chrétienne n'est [illegible] encore là, car la non-violence est une pratique prophétique que l'on trouve dans diverses civilisations : la spécificité chrétienne réside dans le [illegible] que l'échec [illegible] fatal. La violence n'est pas instau[illegible] pour toujours : celui qui l'a instaurée [illegible] se rendre compte [illegible] échec, accepter [illegible] mourir à [illegible] convictions anciennes et renaître [illegible] un esprit nouveau.

> Accepter de discuter techniquement d'une éventuelle « guerre juste », c'est renier l'Evangile

Soyons donc concret [illegible] imaginons ce qu'aurait pu dire un évêque parlant en [illegible] que chrétien et non comme un expert :

« Vous n'avez pas le droit, [illegible] politiques, [illegible] résigner à frapper la Serbie. Il y avait d'autres solutions qui auraient [illegible] efficaces si vous [illegible] imaginées [illegible] temps [illegible] paraissent plus clairement aujourd'hui. Il fallait [illegible] préoccuper [illegible] Kosovars, [illegible] écou[illegible] tenir compte [illegible] leurs plaintes. Mais vous ne l'avez pas fait car vous n'avez pas écouté le faible, l'opprimé [illegible] la parole [illegible] négligeable. Vous [illegible] d'ailleurs [illegible] train de recommencer sem[illegible] aveuglement avec les [illegible] et avec bien d'autres. Le souci [illegible] faible et de l'opprimé est la seule [illegible] pour empêcher la violence : [illegible] d'ailleurs [illegible] pour [illegible] de [illegible] pays. Se sentir solidaire des plus démunis n'est [illegible] qu'une exigence morale, c'est la clé de l'élimination de la violence, c'est [illegible] anticipation d'une pacification de la société. »

« Mais, pour [illegible] voir, [illegible] devez mourir à [illegible] convictions, [illegible] vos certitudes, à vos façons de voir de classe, d'éducation ; accepter [illegible] pris à partie par ce qui [illegible] sous vos yeux, et, puisque l'on s'adresse à des [illegible] politiques, faire accomplir cette démarche aux autres, aux nantis en leur rappelant que la violence [illegible] désintégration [illegible] et que, pour y échapper, il faut accepter de se remettre en cause ainsi que ses privilèges, [illegible] convictions, [illegible] confort, même si, en rappelant cela, [illegible] faites courir un risque [illegible] vos ambitions, à [illegible] avenir d'homme politique qui nécessite [illegible] tenir compte [illegible] l'opinion. »

« La spécificité du [illegible] chrétien, ce n'est pas la loi de respect de [illegible] vie de l'homme, héritage [illegible] de beaucoup de civilisations ; [illegible] n'est pas le souci du proche, [illegible] prophètes [illegible] déjà, que le stoïcisme ancien prêchait également ; c'est, une fois dans l'échec de [illegible] violence, dans l'erreur, dans la catastrophe d'une guerre engagée, la conviction [illegible] l'échec n'est pas fatal, que la guerre n'est [illegible] retour, [illegible] la mort peut entraîner la vie si chacun meurt [illegible] lui-même, c'est-à-dire si chacun accepte de [illegible] convertir à [illegible] nouvelle manière de voir, conforme [illegible] la loi de respect de l'autre. Cette conversion peut [illegible] communicative si nous nous remet[illegible] profondément en cause et si nous [illegible] manifester [illegible] nou[illegible] manière de nous comporter par des gestes forts, prophétiques. »

On pourrait aussi, comme le prophète Isaïe, s'adresser aux grands [illegible] ce monde en fustigeant [illegible] courte vue, leurs intérêts [illegible] qui envahissent leur champ de vision. Lui [illegible] *« malheur [illegible] vous, [illegible] qui appellent le mal bien et le bien mal »* (Is 5/20) et l'on pourrait à sa façon dire aujourd'hui :

– *« Malheur à [illegible] généraux, qui concevez [illegible] intervention comme le chef-d'œuvre de votre carrière, qui va vous donner réputation [illegible] décorations alors que vous devriez être tremblants et honteux de semer la destruction et la mort »* ;

– *« malheur [illegible] vous, politiques français de la majorité ou de l'opposition, qui gardez en tête que [illegible] êtes quand même [illegible] compétition »* ;

– *« malheur [illegible] vous, vous [illegible] qui n'oubliez jamais de rappeler que vous aviez [illegible] raison, qu'on [illegible] a [illegible] écoutés »* ;

– *« malheur à [illegible] Américains qui voulez bannir les [illegible] voyous [illegible] qui devenez des shérifs expéditifs. »*

On pourrait multiplier ainsi les invectives, [illegible] ce n'est peut-être [illegible] indispensable, [illegible] dit par [illegible] journalistes, les commentateurs, par [illegible] Guignols dont le [illegible] comique s'appuie justement sur [illegible] contradiction qui existe entre des comportements qui devraient [illegible] soucier [illegible] sortir [illegible] violence [illegible] la [illegible] arrière-pensées électoralistes, [illegible] carrière, d'intérêt.

Le [illegible] évangélique n'est pas le privilège de quelques gens d'Eglise : il est tellement à la racine de toute [illegible] histoire qu'il n'est [illegible] d'être croyant ni pour le rappeler ni pour l'entendre car il est au cœur de chacun de nous où il résonne. Le comprendre [illegible] simple, mais, pour l'écouter, il [illegible] se sortir [illegible] soi, c'est-à-dire [illegible] convertir.

Philippe Cibois [illegible] *professeur [illegible] sociologie à Versailles-Saint-Quentin.*

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

(Pub

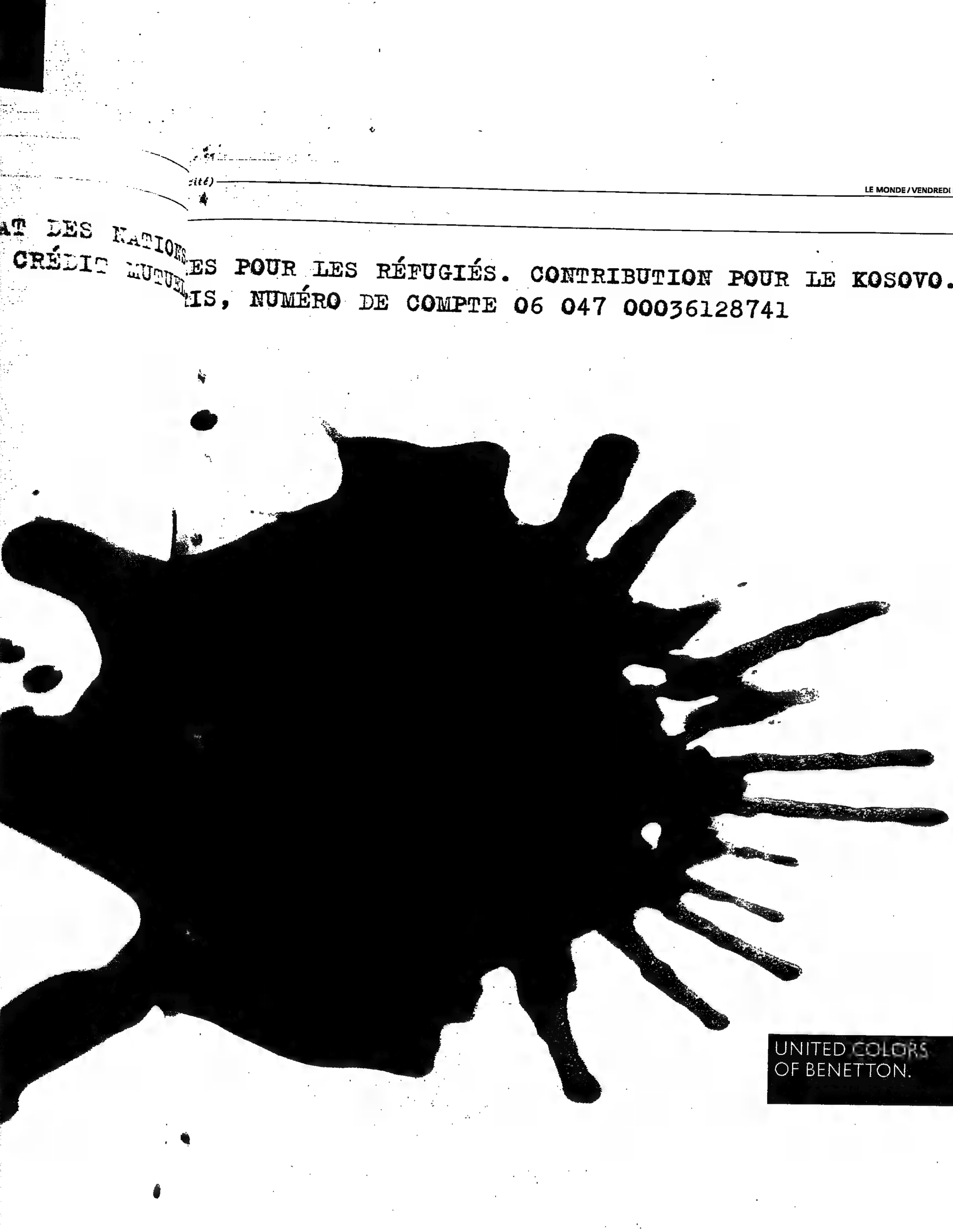
UNHCR HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UN
ACTION RÉFUGIÉ. CRÉDIT MUTUEL PA

Photo by Oliviero Toscani / Fab / http

http://www.unhcr.ch

AT DES NATIONS
CRÉDIT MUTUEL

ES POUR LES RÉFUGIÉS. CONTRIBUTION POUR LE KOSOVO.
IS, NUMÉRO DE COMPTE 06 047 00036128741



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

[redacted] *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD [redacted] PARIS CEDEX [redacted]
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. [redacted] : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : [redacted] ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'affaire de M. Jospin

CONFRONTÉ [redacted] sa première « affaire » sensible depuis qu'il [redacted] premier ministre, Lionel Jospin [redacted] choisi [redacted] réagir d'une double manière : célérité judiciaire [redacted] parade sémantique. Autant on ne peut qu'approuver le premier volet, qui rompt avec [redacted] habitudes de la plupart des gouvernements précédents, autant le second [redacted] sceptique.

Ainsi donc [redacted] corse, [redacted] « supergendarmes » [redacted] son incendie criminel, ne serait pas « *une affaire d'Etat* », mais seulement « *une affaire de l'Etat* ». Le raisonnement du premier ministre s'appuie sur sa conviction que, si « *cer[redacted] des services* » de l'Etat sont en effet « *mis [redacted]* », en revanche « *aucun [redacted] responsables [redacted], premier ministre, [redacted] de la défense, ministre [redacted] [redacted] quelque façon que [redacted] venu dans ces [redacted]* ». [redacted] faisant, M. Jospin joue sur les mots. Car il [redacted] l'espèce, politiquement tort : [redacted] « *responsables [redacted]* » sont comptables [redacted] qui s'y passe, surtout [redacted] ses secteurs policiers ou militaires, [redacted]. Fût-ce même à leur insu [redacted] où, en [redacted] matières délicates, la défaillance des contrôles [redacted] manquement aux règles !

En ce [redacted], « *affaire d'Etat* » ou « *affaire de l'Etat* », [redacted] revient au même : dans les deux cas, l'affaire [redacted] est, au premier chef, l'af[redacted] de M. Jospin. [redacted] il revient [redacted] premier ministre, et [redacted] lui seul, d'affronter, rapidement [redacted] clairement, les [redacted] dimensions [redacted] ce [redacted] : [redacted] création du Groupe [redacted] pelotons de [redacted] ; [redacted]tude du préfet de Corse, Bernard [redacted], et celle [redacted] son [redacted] Le GPS, dont M. Jospin a assumé, mercredi, [redacted] création devant les députés, a [redacted] effet [redacted] institué [redacted] juillet [redacted] par une simple circulaire du major général de la gendarmerie. Autant [redacted] dans [redacted] confidentialité. [redacted] combat pour l'Etat [redacted] droit en [redacted] a entraîné [redacted] constitution d'une unité d'exception, hors [redacted] et [redacted] hiérarchies habituelles, bref d'un bras armé du pouvoir politico-administratif, échappant au contrôle de [redacted] Justice. Depuis [redacted] mésaventures du GIGN et du [redacted] sous [redacted] présidence de François Mitterrand, ou [redacted] GIGN et de l'EPIGN en Nouvelle-Calédonie lors du [redacted] d'Ouvéa, [redacted] que ce genre de « raccourci » policier [redacted] conduit qu'à [redacted]phes.

Quant à M. Bonnet, qui a voulu le [redacted] dont on [redacted] qu'il lui rendait compte, on ne peut qu'être étonné par son attitude. Après avoir affirmé qu'il ne commentait pas « *un fait divers* », [redacted] ensuite [redacted] « *abasourdi* », cité enfin Shakespeare, il [redacted] déclaré : « [redacted] *concept [redacted] démission m'est étranger.* » Comme s'il ne se sentait pas concerné par un événement qui discrédite, pour longtemps, l'action [redacted] l'Etat en [redacted] Quand on découvre que ses plus proches collaborateurs, depuis un an, sont [redacted] officiers de gendarmerie [redacted] membres [redacted] la DGSE qui n'hésitent pas à faire parler indûment le « *corps préfectoral* » en sa [redacted], on ne peut que [redacted]roger sur ce mélange des genres.

La [redacted] fait son travail. M. Jospin doit faire le sien : dissoudre une unité qui n'aurait [redacted] dû être créée ; changer [redacted] sables qui ont permis qu'on en fasse un [redacted] mauvais usage.

[redacted] est édité par la SA LE [redacted]
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert [redacted]

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

[redacted] Hubert Beuve-Méry (1944-1969), [redacted] (1969-1982),
[redacted] Laurens (1982-1985), [redacted] (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
[redacted] Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS [redacted] Monde

La question royale belge

LE COMMUNIQUÉ publié à [redacted] suite de l'entrevue de Léopold III et du prince régent [redacted] et du conseil [redacted] ministres [redacted] n'a pas [redacted] le [redacted] épisode [redacted] la crise royale suscité par l'approche des élections. On peut [redacted]lement considérer [redacted] probable que Léopold III, toujours désireux [redacted] reprendre [redacted] fonctions [redacted] roi, [redacted] manifesté l'intention de rentrer en Belgique, [redacted] d'abord de s'entretenir à ce sujet [redacted] son frère. C'est au roi que revient l'initiative de l'entre[redacted] de Berne.

Léopold III [redacted] hâter son [redacted] en Belgique. [redacted] avant [redacted] élections, il empêchait la question royale de devenir une question électorale. Cette question, qui reste posée, [redacted] alors résolue par le [redacted] accompli. [redacted] hésitants, même des adversaires, l'auraient accepté. Le roi n'aurait pas manqué de faire ressortir qu'il n'était pas l'homme d'un parti. Toutefois ce calcul ne tenait pas compte [redacted] l'état [redacted]prits, qui demeurent profondément divisés.

Si [redacted] Paul-Henri Spaak, qui accompagnait le prince régent [redacted] Berne, appartient [redacted] l'aile [redacted] du Parti socialiste, il doit [redacted] conformer [redacted] la [redacted] générale de [redacted] parti, violemment antiléopoldiste. Cette tendance s'est [redacted] ces jours-ci dans [redacted] articles du *Peuple* et dans la menace [redacted] grève générale proférée par l'union des syndi[redacted] Le premier ministre ne pouvait que représenter au roi les dangers *qui résulteraient de* [redacted] l'heure actuelle : des troubles graves pourraient éclater [redacted] Belgique. *Le prince régent* [redacted] M. Spaak ont apparemment déconseillé [redacted] Léopold III de mettre [redacted] projet à exécution.

(30 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS [redacted] SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou [redacted]

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
[redacted] microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films [redacted] Paris et en province : [redacted]

Turquie : les différents masques du loup

LA TURQUIE semblait vouée, depuis la victoire des [redacted] aux législatives de 1995, à la montée inexorable de l'islam politique. Au lendemain [redacted] élections du 18 avril, la [redacted] brusquement confrontée au retour des « Loups gris ». Leur « maison mère », [redacted] Parti de l'action nationaliste (MHP), la formation d'extrême [redacted] liste créée en 1965 par le colonel Turkes, n'était plus représentée au Parlement depuis dix-neuf ans. [redacted] (contre 8,2 % [redacted] 1995), le MHP, devenu la deuxième [redacted] politique, est le partenaire incontournable de la future coalition gouvernementale que le premier ministre sortant, Bülent Ecevit, l'autre grand vainqueur des législatives, [redacted] chargé [redacted] former.

Vingt ans après s'être entretués lors de sanglants combats de rue – [redacted] 000 victimes entre 1975 et 1980, ce qui servit de prétexte [redacted] l'intervention des militaires le 12 septembre 1980 –, les nationalistes [redacted] Parti de la gauche démocratique (DSP) [redacted] l'ancien journaliste Bülent Ecevit [redacted] ultranationalistes du MHP, conduits par Devlet [redacted]celi, [redacted] ancien professeur d'économie, [redacted] gouverner ensemble.

La coalition, dit-on, [redacted] stable. [redacted] deux partis s'accordent sur plusieurs points : ils [redacted] l'égard de l'Europe, se montrent sans concessions [redacted] aux revendications [redacted] affichent une conception dirigiste [redacted] « [redacted] *tissu*, [redacted] *peut faire un* [redacted] », [redacted] réjoui le président turc, Suleyman Demirel, [redacted] l'annonce [redacted] résultats. « *Il ne s'agit plus* [redacted] *"Loups gris" du mi*[redacted] *années* [redacted] », [redacted] l'ancien ministre des affaires étrangères, Mumtaz Söysal.

Car la réputation des « Loups gris » est controversée. Dans les années 70 et plus tard, lorsqu'ils infiltrèrent les partis de la droite traditionnelle ou même le Refah (Parti de la vertu, islamiste), ce sont eux qui fournirent le plus gros contingent des escadrons de la mort (*özel tim*) qui sévirent au Kurdistan de Turquie, eux qui furent mêlés à de nombreux meurtres [redacted] ou de militants de la cause kurde. Leurs héros ? Abdullah Catli, un « Terminator » extorqueur de fonds et trafiquant d'héroïne à ses heures ; Mehmet Ali Agça, auteur de la tentative d'assassinat contre le pape Jean Paul II en 1982 et meurtrier du rédacteur en chef du quotidien *Milliyet, Abdi Ipekci* ; Alattin Cakici, mafieux notoire détenu en France depuis septembre 1998, est lui aussi un ancien « *ülkücü* » (« idéaliste », pour ultranationaliste). Tous ont été, un jour, détenteurs d'un (ou de plusieurs) vrai-faux passeport diplomatique délivré par les « services » en contrepartie d'une mission. Patriotes, partisans d'un espace turcophone « *des Balkans au Baïkal* », ils ont ainsi pris part [redacted] une tentative [redacted] renversement, en mars 1995, du président azerbaïdjanais, Gueïdar Aliev.

DE PUISSANTS RÉSEAUX

En apparence marginalisée et divisée – surtout depuis la mort, en 1997, d'Alpaslan Turkes –, l'extrême-droite turque a toujours été bien représentée parmi les fonctionnaires de police, les forces spéciales et l'administration. Elle tire sa force de ses puissants réseaux. C'est en activant ces réseaux – notamment par les « foyers idéalistes » (*ülkü ocagi*, 1 200 dans tous le pays dont 63 à Istanbul), ces cercles pour la jeunesse « idéaliste » et panturquiste – que les ultranationalistes, présents dans chaque quartier, ont mené leur campagne électorale. Ils ont frappé à chaque porte, comme l'avaient fait les islamistes avant eux, avec une présence toute particulière auprès des familles des jeunes recrues tuées au cours d'affrontement avec la guérilla kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). « *Les votes en faveur du MHP ont été forts là où beaucoup de jeunes soldats* [redacted] *de leur service militaire* [redacted] *quatre planches* », commente un observateur. Surtout, les nationalistes ont attiré des voix jeunes, celles d'une bonne partie des 3 millions des nouveaux inscrits, nés peu après le coup d'Etat du 12 septembre 1980.

Peut-on croire leur idéologue, Devlet Bahceli, lorsqu'il affirme avoir purgé les rangs [redacted] mouve[redacted] de [redacted] éléments [redacted] moins présentables pour les remplacer par des « *professeurs* » ? Le MHP cherche à modifier son image. La hiérarchie du parti aurait, dit-on, conseillé à ses militants de se tailler les moustaches, de ne plus manger ni ail ni oignon... La presse turque s'est prise au jeu : le quotidien *Hürriyet*, dans son édition européenne du 23 avril, [redacted] jugé bon [redacted] rappeler à ses lecteurs combien le signe de ralliement des « Loups gris » – index et [redacted] dressés – était un [redacted]ment du poing [redacted] pour la tonicité du muscle cardiaque. Il suffit pourtant de se remémorer les scènes d'hystérie [redacted] antieuropéennes et la chasse aux Kurdes, orchestrées par le MHP à l'automne [redacted] après que l'Italie eut déclaré qu'elle ne livrerait pas Abdullah Ocälan, le chef du PKK, aux autorités d'Ankara, pour comprendre que ce parti est bien peu réformé. Les mauvaises langues affirment que le MHP a gagné toutes ses voix le jour où il [redacted] réclamé la pendaison pour Abdullah Ocälan, le chef kurde capturé à Nairobi en février, dont le procès [redacted] s'ouvrir – et pour lequel le procureur réclame effectivement la peine de mort.

Le succès des ultranationalistes scelle la faillite des partis traditionnels ; mais, surtout, il s'est assorti du recul des islamistes. Beaucoup parmi ceux qui avaient voté pour le Parti de la prospérité (Refah, islamiste) en 1995, échaudés par la pression de l'institution militaire sur les « barbus », ont, cette fois-ci, donné la préférence aux nationalistes [redacted] MHP. Ces derniers, soucieux, dans les apparences du moins, de ne pas mêler islam et politique, sont en fait très attachés [redacted] la religion en tant qu'élément constitutif de la nation turque.

Si la « synthèse » islamo-nationaliste n'a guère eu de succès jusque-là en Turquie, des collusions entre les ultranationalistes et les éléments les plus obscurantistes du courant islamiste existent. Ancien « ülkücü », le maire d'Ankara, Melih Gökcek, [redacted] élu en [redacted] la [redacted] du *Refah*. [redacted]cemment, certains quartiers de la capitale administrative, tenus par les islamistes, sont patrouillés, à la nuit tombée, par les services d'ordre du MHP. *Hürriyet* du 21 avril a rapporté comment des militants regroupés devant le siège du MHP, à Ankara, le soir des résultats, s'étaient mis [redacted] crier : « *Malheur aux mains qui touchent au foulard !* », avant d'être invités à se taire par des cadres du parti.

Loin d'avoir écarté le « péril islamiste » tant redouté des militaires, gardiens du dogme, le retour en force des ultranationalistes ne fait que poser un problème de plus [redacted] la Turquie. Celui de la montée de l'intolérance et de la violence dans un pays multi-ethnique où quinze millions de Kurdes voient reculer de jour en jour la perspective de pouvoir enseigner leur langue. Pour la minorité religieuse alévie – ces « protestants » de l'islam, près de quinze millions de personnes, et parmi elles nombre de Kurdes –, marquée par les terribles massacres perpétrés en particulier par les « Loups gris » [redacted] Maras (1978) ou à Sivas (1979, 1993), le retour du MHP n'est [redacted] une [redacted] nouvelle.

Marie Jégo

Fugue *par Cardon*

Le Japon veut une défense comme tout le monde

[redacted] la première page

[redacted] phénomènes récents [redacted] révélateurs de l'évolution [redacted] l'opinion publique. Il y a une dizaine d'années, les prises [redacted] position « nationalistes » et antiaméricaines du [redacted] gouverneur de Tokyo, Shintaro Ishihara, auraient fait mordre la poussière [redacted] un candidat. Cette fois, [redacted] n'ont pas dissuadé [redacted] électeurs, las il [redacted] vrai [redacted]moiements politiciens. Un autre événement [redacted] également symptomatique. Quelques heures avant que l'OTAN ne [redacted] son [redacted] *contre la Yougoslavie, le 24 mars, se* produisait dans la mer du Japon un incident qui, [redacted] proportions gardées, avait aussi [redacted] dimension historique : la marine japonaise ouvrait le feu, [redacted] de sommation, sur deux bateaux espions – vraisemblablement nord-coréens. Ils [redacted] réussi à s'enfuir. Mais [redacted] la première fois depuis la fin de la guerre du Pacifique que la marine japonaise intervenait [redacted] une mis[redacted] jusque-là [redacted] l'Agence [redacted] maritime (qui dépend du [redacted] transports) [redacted] tirait sur un « ennemi ». L'incident, for[redacted] *médiatisé*, a [redacted] *perçu* [redacted] une expression légitime [redacted] la [redacted] nationale [redacted] a [redacted] exploité pour [redacted] insuffi[redacted] du système [redacted] défense japonais. Après l'envoi, en août, d'un projectile nord-coréen (missile ou fusée) qui [redacted] l'archipel [redacted] s'abîmer [redacted] le Pacifique, cette intrusion [redacted] espions intervenait à point nommé pour [redacted] Obuchi, qui [redacted]pérait de débloquer le [redacted] parlementaire sur [redacted] nouvelles lignes directrices du traité de sécurité américano-nippon avant son départ pour Washington, [redacted] avril.

Le [redacted] de sécurité américano-nippon, [redacted] formule [redacted] en 1960, visait essentiellement à contrer [redacted] menace soviétique en Extrême-Orient. Il demeure la pierre angulaire du système de [redacted] de *l'Archipel, placé sous le parapluie* nucléaire américain. Mais l'opinion et la majorité [redacted] politiques [redacted] longtemps [redacted] tout élargissement de ses objectifs. Avec [redacted] fin de la guerre froide, cette hostilité [redacted] commencé à s'amenuiser : l'arrivée au pouvoir, en 1994, d'un premier ministre socialiste, Tomiichi Murayama, a marqué un revire[redacted] du PS, qui a reconnu la validi[redacted] du [redacted] de sécurité [redacted] légitimité des forces d'autodéfense. Désormais, le Japon s'engage à apporter un [redacted] logistique [redacted] aux [redacted] en [redacted] de *crise dans la « zone limitrophe » de* l'Archipel.

RISQUES NOUVEAUX

La vraie question, qui n'a pas été [redacted] au cours du [redacted] parlementaire, [redacted] simple : jusqu'où le Japon est-il décidé à appuyer son allié américain ? Et en arrière-plan s'en profile un autre : la [redacted] Aux [redacted] de l'article [redacted] la Loi fondamentale, le Japon renonce au recours à la force pour régler [redacted] différends internationaux [redacted] s'engage à ne [redacted] entretenir d'armée sur son territoire. Depuis l'adoption de ce texte, en 1947, Tokyo – [redacted] la pression [redacted] Etats-Unis, soucieux de faire de l'Archipel le point d'ancrage [redacted] leur stratégie asiatique – [redacted] vidé cette dernière disposition [redacted] son contenu en introduisant la notion [redacted] « droit [redacted] l'autodéfense », qui suppose l'existence d'une armée.

Le Japon [redacted] aujourd'hui une puissance militaire qui compte, mais le recours à [redacted] forces armées [redacted] enserré [redacted] un [redacted] Avec [redacted] redéfinition des objectifs de [redacted] nippo-américaine, [redacted] atteint les limites de [redacted] casuistique qui a permis au cours [redacted] quarante dernières années de tourner [redacted] dispositions [redacted] l'article 9. Conscients qu'une [redacted] Loi fondamentale serait [redacted] à faire accepter [redacted] l'opinion, encore [redacted] au pacifisme constitutionnel, [redacted] politiciens [redacted] s'évertuer une [redacted] à infléchir l'interprétation [redacted] l'article 9. [redacted] ils doivent tourner une autre difficulté : ne pas provoquer la Chine en incluant explicitement Taïwan dans la « zone limitrophe » du Japon [redacted] ne pas l'alarmer [redacted] participant au programme antimissiles [redacted] Américains. La réorientation de l'alliance avec [redacted] Etats-Unis comporte surtout [redacted] risques [redacted] : emprisonner le Japon dans la stratégie américaine [redacted] soumettre ses inté[redacted] nationaux [redacted] objectifs poursuivis par Washington.

[redacted] renforcement de l'alliance avec les Etats-Unis pose par conséquent [redacted] question [redacted] mécanismes garantissant au Japon [redacted] possibilité d'exprimer [redacted] volonté qui lui [redacted] propre. « *L'alliance* [redacted] *Etats-Unis ne peut* [redacted] *maintenue uniquement comme instrument d'appli*[redacted] *des déci*[redacted]*ons prises par Washington* », écrivait récemment l'*Asahi*. Un Japon qui pourrait dire « non », en quelque sorte – titre du pamphlet publié il y a une dizaine d'années par le nouveau gouverneur [redacted] Tokyo et l'ancien président [redacted] Sony, Akio Morita...

Philippe Pons

TÉLÉCOMMUNICATIONS L'annonce, il y a une semaine, du projet de prise de contrôle de Telecom Italia par Deutsche Telekom a été perçue comme une trahison par France Télécom, allié depuis 1990 du groupe allemand. ■ MICHEL BON, le patron de France Télécom, souligne dans un entretien au *Monde* que ce projet constitue une violation des accords passés entre Français et Allemands et qu'il compte demander des dédommagements. ■ IL RECONNAÎT que depuis deux ans, l'alliance franco-allemande fonctionnait moins bien. Plus cher en Bourse que France Télécom et plus puissant après la réunification allemande, Deutsche Telekom est engagé dans une logique de domination sans partage. ■ EN DÉPIT d'un certain désarroi des équipes de France Télécom, M. Bon souligne la capacité intacte du groupe français [illegible] réaliser de grosses opérations de développement à l'international.

France Télécom entend riposter à la trahison de Deutsche Telekom

Dans un entretien au « Monde », Michel Bon, président de France Télécom, souligne que le projet de prise de contrôle de Telecom Italia par Deutsche Telekom constitue une violation flagrante des accords conclus entre les groupes français et allemand

« Le projet de fusion entre Deutsche Telekom et Telecom Italia marque-t-il une rupture définitive de votre alliance avec l'opérateur allemand ?

– Le projet de prise de contrôle de Telecom Italia par Deutsche Telekom constitue une violation caractérisée de nos accords. L'accord signé le 1er décembre [illegible] Deutsche Telekom – donc très récemment – prévoit le cas de figure où l'un des deux partenaires veut s'allier à un autre partenaire stratégique. Le texte prévoit qu'il y ait d'abord une consultation écrite, ce qui n'a pas été fait, et que celui des deux qui envisage un tel mouvement doit proposer à l'autre de s'y associer. Ce qui n'a pas été fait non plus. Nous devons défendre nos droits et les intérêts de nos actionnaires, c'est pourquoi nous avons indiqué aux Allemands qu'il y a eu une violation des accords.

– Quels dédommagements allez-vous demander à Deutsche Telekom ?

– Nous n'en sommes pas à un chiffrage précis. Il faudra évaluer le coût de notre retrait du marché allemand en 1996, qui a été considérable, celui des dommages causés à nos filiales communes, par exemple en Italie, et celui des occasions manquées, notamment à l'étranger. Il est normal et sain que lorsqu'une entreprise viole un accord, elle soit sanctionnée et subisse des désagréments.

– N'avez-vous pas été tenté de faire l'opération Telecom Italia ?

– Quand Olivetti a lancé son OPA sur Telecom Italia, nous avons tous été approchés par des banquiers qui cherchaient un "chevalier blanc". Deux raisons au moins s'opposaient à ce que nous nous y [illegible] : nos engagements vis-à-vis de l'ENEL, notre partenaire italien au sein de Wind, et la certitude que la Commission européenne de la concurrence y mettrait [illegible] minimum des conditions très pénalisantes.

– Cette rupture traduit-elle une insuffisance de l'alliance franco-allemande ?

– En 1990, cette alliance s'est [illegible] sur deux intuitions fortes : celle qu'entre [illegible] monopoles puissants et pratiquement du même poids, rien n'était possible qui ne re[illegible] sur la parité, [illegible] celle que lorsque la concurrence arriverait, il [illegible] investir [illegible] de manière importante sur [illegible] qui s'ouvriraient. [illegible] irait mieux [illegible] deux. Depuis deux [illegible] moteurs de l'alliance fonctionnaient moins bien. [illegible] plusieurs pays (Espagne, Danemark, Pays-Bas), Deutsche Telekom n'a pas voulu investir [illegible] nous, réduisant ainsi la "puissance de feu" de l'alliance. Et l'idée même de la parité perdait du terrain. Plus cher en Bourse, plus puissant après la réunification allemande, mon partenaire expliquait ces derniers temps dans la [illegible] qu'il voulait être dans les télécoms l'équivalent [illegible] Daimler dans DaimlerChrysler. La prise de contrôle [illegible] Telecom Italia lui offre cette opportunité de domination.

> « Il est normal et sain que lorsqu'une entreprise viole un accord, elle soit sanctionnée »

– Le projet [illegible] mariage entre Deutsche Telekom et de Telecom Italia peut-il être contesté par la Commission de la concurrence de Bruxelles ?

– Il est peu probable que Bruxelles trouve du charme à l'addition de deux ex-monopoles. Le rapprochement n'accroît évidemment pas la concurrence en Allemagne et en Italie, où chacun des deux opérateurs restera dominant. Par exemple, le marché italien étant peu ouvert, Bruxelles devrait y demander une plus grande concurrence.

– Quelles sont les stratégies alternatives qui s'offrent à vous ?

– Quel est le bon développement pour nous ? Il existe deux possibilités en Europe : acheter des opérateurs historiques ou chercher à devenir un opérateur alternatif, avec pour objectif de proposer des services très convergents de téléphonie fixe, mobile et d'Internet. Le choix de France Télécom s'est porté sur cette deuxième façon de faire et, au total, cela réussit plutôt bien. En Es[illegible], par exemple, notre filiale [illegible] a installé 500 000 lignes en cinq mois. Je ne vois pas de raison de changer de stratégie. Quant à savoir si nous [illegible] profiter de ce vent de [illegible] pour [illegible] notre mouvement à l'international, [illegible] devoir [illegible] regarder, d'y [illegible]vailler et de le faire le moment venu.

– Quels sont les pays où vous allez vous développer ?

– Nous avons l'ambition [illegible] partout en Europe. Mais il faut déjà [illegible] par [illegible] marcher ce que nous avons. L'Italie est très importante pour nous, et nous avons bien l'intention de continuer avec notre partenaire local, l'ENEL. Le Royaume-Uni représente un cas à part, car l'ouverture à la concurrence remonte à quinze ans, et les parts de marché sont déjà prises. Nous ne pouvons donc pas avoir la [illegible] commencer [illegible] partir [illegible] rien. [illegible] acquisitions pourraient, ici, [illegible] à constituer cette base de départ.

– Concernant [illegible] marché allemand, comment allez-vous procéder ?

– En Allemagne, nous [illegible] dû vendre [illegible] y revenir. [illegible] quelle façon ? Il y a dix jours, l'idée même [illegible] quelque [illegible] en Allemagne [illegible] inimaginable sans Deutsche Telekom. Nous n'avions évidemment pas de plan de bataille tout prêt contre notre partenaire de dix ans. Nous bâtirons une stratégie, comme toujours à partir des intérêts de nos clients et des opportunités de marché.

– Si vous envisagiez une fusion, auriez-vous la possibilité de la faire malgré votre statut d'entreprise contrôlée par l'Etat ?

– La loi française prévoit que l'Etat reste majoritaire dans le capital de France Télécom, ce qu'il est largement avec [illegible] actuellement. Nous avons donc la capacité de faire [illegible] grosses opérations, [illegible] ont un sens pour nos [illegible]. Nous l'avons déjà montré en faisant appel au marché [illegible] 1998. Comme actionnaire, l'Etat a clairement indiqué – c'était très net dans le discours d'investiture [illegible] premier ministre Lionel Jospin – qu'il [illegible] avant tout l'intérêt [illegible] et de nos entreprises dans l'hypothèse [illegible] grandes alliances proposées à des entreprises publiques. Et c'est ce qu'il vient de faire à plusieurs reprises dans d'autres secteurs industriels.

– Avec Telecom Italia, Deutsche Telekom ne va-t-il pas prendre une longueur d'avance sur vous en matière de développement international ?

– Je n'ai pas l'impression que France Télécom ait pris du retard. En trois ans, la part de notre activité à l'international a quintuplé, et elle continue à croître de [illegible] % par [illegible]. C'est encore petit, [illegible] avons les moyens d'aller encore plus vite si besoin. Deutsche Telekom a été moins actif que nous à l'international ces dernières années, et a plutôt pour l'instant une longueur de retard. Mais il [illegible] évident que [illegible] puissance [illegible] et des italiens est une menace pour nous comme pour tous les grands opérateurs.

– Que deviendra votre participation de 2 % dans Deutsche Telekom si la fusion [illegible] Telecom Italia [illegible] ? Quel bilan tirez-vous de votre partenariat ?

– [illegible] la [illegible]. Cela dit, notre partenariat s'est [illegible] profitable [illegible] financiers. Nous avons pris, chacun, [illegible] du capital [illegible] l'américain Sprint, [illegible] qui nous [illegible] milliards [illegible]. [illegible] participation, aujourd'hui, vaut plus de 30 milliards. [illegible] investi [illegible] Wind, qui [illegible] licence en [illegible]. Cela aussi [illegible] valeur. Et [illegible] avons payé un peu plus de 8 milliards de francs pour prendre [illegible] de Deutsche Telekom, aujourd'hui [illegible]lorisés [illegible] 13 milliards. Pour l'actionnaire, nous avons vraiment créé de la valeur.

– Global One, la filiale que vous avez créée avec Deutsche Telekom et Sprint pour les services internationaux aux entreprises, survivra-t-elle au divorce ?

– Global [illegible] est une entreprise distincte de [illegible] maisons mères, qui [illegible] propres équipes dans [illegible], son propre réseau, ses propres clients. Son [illegible] quotidienne n'est donc [illegible] affectée [illegible] mauvais comportement de l'un de [illegible] actionnaires. Depuis son recentrage sur le marché des multinationales, voici un an, Global [illegible] significa[illegible] augmenté son activité sur ce marché [illegible] réduit [illegible] pertes opérationnelles. Nous [illegible] atteindre l'équilibre [illegible] 2001, [illegible] prévu. [illegible] question n'est donc [illegible] la [illegible] de [illegible] One, qui [illegible]. C'est [illegible] la présence en son [illegible] d'un actionnaire, Deutsche Telekom, qui ne respecte [illegible] engagements.

– Comment ce projet de fusion italo-allemand est-il vécu en interne chez France Télécom ?

– Il y a, bien sûr, un peu de désarroi. Les Français ont beaucoup [illegible] sur la coopération franco-allemande depuis Schumann et de Gaulle. Les [illegible] de France Télécom aussi, dans leur domaine. Et il voient [illegible] coopération mise [illegible] mal. Il me semble que [illegible] désenchantement [illegible] bien au-delà [illegible] notre [illegible]. [illegible] il y a [illegible] France Télécom une [illegible] d'entreprise [illegible] une forte confiance en [illegible] capacité [illegible] rebondir. [illegible] que France Télécom [illegible] la seule [illegible] pour [illegible] France d'avoir un champion [illegible] taille mondiale [illegible] le secteur [illegible] télécommunications. »

Propos recueillis par Enguérand Renault et Anne-Marie Rocco

Les marchés spéculent sur la réaction du groupe français

[illegible] projet de mariage entre Deutsche Telekom et Telecom Italia a relancé les spéculations sur la réaction de [illegible] com et le choix de son nouvel allié. [illegible] avis divergent sur les cibles potentielles du français. Toutefois, les noms des opérateurs généralistes comme le britannique Cable [illegible] ou l'espagnol Telefonica reviennent le [illegible] souvent. [illegible] spéculations ont fait grimper les cours des deux opérateurs de respectivement [illegible] en quinze jours. Actuellement, Cable & Wireless pèse en Bourse 210 milliards de [illegible] (32 milliards d'euros) [illegible] nica 310 milliards de francs (47 milliards d'euros).

D'autres estiment plutôt que France Télécom s'intéresserait à un opérateur spécialisé, comme l'allemand Mobilcom ou le britannique Orange – opérateur de téléphonie mobile qui dispose de 2,2 millions d'abonnés.

Pensez loin.
Après tout, depuis Christophe Colomb l'horizon n'est plus une limite.

Dirigeant d'entreprise ou cadre dirigeant, vos projets de croissance ou de rachat d'entreprises sont ambitieux et vous [illegible] de capitaux pour les réaliser [illegible] 3i, leader européen du capital investissement, peut vous aider et devenir un de vos actionnaires de référence. Notre approche : financer vos projets et en partager les risques, sans horizon de temps [illegible] en respectant votre indépendance. En France, 3i a déjà investi plus de 3 milliards [illegible] francs dans des entreprises comme [illegible]. Aujourd'hui, c'est à votre réussite que nous souhaitons participer pour aller ensemble encore plus loin. 3i à Paris : 01 47 15 11 00, à Lyon : 04 72 91 54 91.

www.3i.com

Le leader européen du capital investissement.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Dix groupes français et étrangers sont candidats à la privatisation du Crédit lyonnais

Pour Bercy, c'est une confirmation du redressement de la banque

La privatisation du Crédit lyonnais [redacted] les [redacted] de nombreux groupes. Ils [redacted] en tout [redacted] avoir déposé un dossier [redacted] Bercy pour participer au « [redacted] *d'actionnaires partenaires* », dont quatre étrangers [redacted] un industriel. Le Crédit agricole [redacted] les [redacted] français [redacted] et allemand Allianz ont fait les offres les plus ambitieuses et semblent bien placés pour entrer dans le capital de la banque publique.

MERCREDI 28 AVRIL à 18 heures, [redacted] ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, et le directeur du Trésor, Jean Lemierre, pouvaient s'estimer satisfaits. Sur leurs bu[redacted] étaient empilés dix dossiers de candidature pour participer à la privatisation du Crédit lyonnais, en entrant dans le « *groupe d'actionnaires partenaires* » (GAP) de la banque. « *Le nombre des candidatures confirme le redressement de la banque* », [redacted] réjouit-on à Bercy.

Dans l'ensemble, les dossiers s'agencent bien. Parmi les quatre candidats étrangers, on compte trois nationalités différentes : un Italien, Banca Intesa, un Espagnol, Banco Bilbao Vizcaya (BBV) et deux Allemands, dont une banque, Commerzbank, et une compagnie d'assurance, Allianz, représentée par les AGF. Parmi les Français, la BNP et la Société générale, les deux principaux concurrents du Lyonnais, ne sont finalement pas au rendez-vous. Ils avaient été repoussés à plusieurs reprises par les dirigeants de la banque publique. Malgré cela, les candidats sont nombreux : le Crédit agricole veut [redacted] plus grosse part du gateau – ce qui n'est pas pour déplaire à Bercy et Matignon –, suivi par Axa, tandis que le Crédit commercial de France, les Banques populaires, Paribas [redacted] LVMH ont des ambitions plus limitées.

Dans son offre, chaque candidat a précisé le type de partenariat industriel qu'il développe déjà avec la banque publique, ou pense pouvoir développer avec elle. Il a également indiqué quelle prime il [redacted] prêt à payer par rapport [redacted] petits porteurs [redacted] aux investisseurs institutionnels, qui achèteront des actions Crédit lyonnais au moment de la mise sur le marché de la banque, prévue dans la deuxième moitié du mois de juin.

Les candidats peuvent demander une participation comprise entre 1 % et 4 % ou entre 4 % et 10 %. Pour être dans la deuxième tranche, [redacted] devront payer un peu *plus cher. L'évaluation de la* banque n'est pas bouclée, mais elle pourrait tourner autour de 50 milliards de francs (7,6 milliards d'euros). Aucun candidat [redacted] peut théoriquement obtenir plus de 10 %. Ensemble, les membres du GAP devront détenir moins de 33 % de la banque. L'Etat [redacted] 10 % [redacted] les salariés obtiendront [redacted] du capital.

● **La procédure [redacted] sélection.** Ces candidatures vont être examinées par le ministère et par la Commission des participations et des transferts. Celle-ci auditionnera chaque candidat dans le courant *du mois de mai, ainsi que le président* du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, [redacted] le Trésor. Selon le cahier des charges, l'objectif [redacted] de doter le Lyonnais d'un actionnariat diversifié, fort et stable, reposant sur des accords de coopération.

Le ministre proposera [redacted] la fin du mois de mai une présélection à la Commission, qui doit donner son avis conforme. Les sélectionnés auront alors une quinzaine de *jours pour affiner leur dossier* [redacted] le Lyonnais. Pendant cette période, la fourchette de prix auxquels seront cédées les actions Crédit lyonnais sera établie. Le GAP définitif ne devrait être [redacted] qu'à la mi-juin, lorsque les candidats [redacted] confirmé leur offre.

■ **[redacted] Crédit agricole, candidat le plus ambitieux.** Le Crédit agricole [redacted] déposé l'offre la plus ambitieuse, pour devenir [redacted] partenaire « *un peu plus égal que les autres* » : le groupe vise 10 % du capital du Crédit lyonnais. A l'appui, la banque verte aligne moults partenariats possibles avec le Crédit lyonnais. [redacted] envisage des coopé*rations dans le domaine du crédit* [redacted] la consommation, *via* sa filiale Sofinco, du crédit-bail et de l'affacturage. La banque verte voit aussi des possibilités de coopération [redacted] l'international ou encore dans certains services techniques, comme la conservation de titres ou le traitement [redacted] flux (chèques, [redacted] bancaires etc...). Le Crédit agricole [redacted] également encouragé [redacted] groupe bancaire italien [redacted] Intesa, dont il détient 23 % du capital, [redacted] porter candidat.

● **La bagarre des [redacted] Axa et AGF-Allianz.** Parmi les candidats qui visent plus [redacted] 5 [redacted] du *capital du Lyonnais, les deux* premiers [redacted] européens Axa et Allianz sont présents et [redacted] marquent de près. Partenaire [redacted] longue date du Lyonnais, l'assureur allemand, représenté par [redacted] filiale française AGF, vise [redacted] 5 % et 8 %. Les AGF distribuent des produits d'assurance-dommages par le biais du réseau du Crédit Lyonnais. Depuis le début de la procédure, Allianz a toujours indi*qué qu'il ne voyait pas d'inconvénient à « cohabiter »* dans le noyau dur avec Axa.

De [redacted] coté, Axa ne voit [redacted] d'un bon œil l'avancée rapide de son concurrent sur le marché français. L'assureur français, qui ne s'est rallié que tardivement à l'idée de distribuer massivement des produits d'assurance *via* les réseaux bancaires, est donc bien décidé à tout mettre en œuvre pour être lui aussi présent dans le tour de table de la banque. N'en déplaise [redacted] président du Lyonnais, qui juge Axa trop impliqué dans les affaires BNP et SG Paribas. Axa a toutefois l'appui des pouvoirs pu*blics et peut se prévaloir d'un par*tenariat [redacted] le Lyonnais [redacted] l'as[redacted] emprunteur souscrite par les clients de [redacted] banque.

Comme le Crédit agricole, Axa, qui souhaite obtenir en direct « *autour de 5 %* » du capital du Lyonnais, [redacted] encouragé la montée [redacted] créneau d'un [redacted] ses partenaires étrangers, le BBV, deuxième banque espagnole, qui détient 30 % d'Axa Aurora, la filiale espagnole d'Axa.

■ **[redacted] autres candidats.** Trois groupes français ont par ailleurs déposé un dossier pour [redacted] 1 à 4 % du capital de la banque. Pari*bas fait une tentative pour dé*fendre le partenariat qui existe entre le Crédit lyonnais et [redacted] filiale spécialisée dans le crédit [redacted] la consommation, Cetelem. Le CCF [redacted] sur [redacted] rangs, [redacted] l'espoir [redacted] pouvoir mettre en commun avec [redacted] banque publique [redacted] activités de crédit-bail. Les Banques populaires [redacted] également en lice. [redacted] groupe de luxe LVMH, grand client du *Crédit lyonnais, serait également* candidat à une toute petite participation.

Enfin, la banque allemande Commerzbank [redacted] aussi [redacted] les rangs. Les deux banques partagent [redacted] même philosophie [redacted] développement par le [redacted] coopérations et partenariats plutôt que par fusion. La Commerzbank [redacted] toutefois un partenaire notoire [redacted] Société générale.

■ **[redacted] absents.** La plupart des candidats qui étaient attendus, [redacted] les dirigeants [redacted] la banque publique, sont au rendez-vous. A quelques exceptions près. Le groupe [redacted] François Pinault, *grand client du Crédit lyonnais,* [redacted] finalement renoncé à déposer un dossier. Quant [redacted] la banque américaine [redacted] Bank, elle s'est également abstenue. [redacted] BNP y a aussi finalement renoncé. Jacques Calvet, ancien président [redacted] PSA [redacted] administrateur de la [redacted] générale, rend d'ailleurs M. Strauss-Kahn responsable [redacted] absence [redacted] sa conséquence directe : le raid lancé par la BNP sur la [redacted] générale et [redacted] un [redacted] tien au mensuel *Capital*, il [redacted] : « *En refusant l'entrée de* [redacted] *BNP, au moins à un niveau insuffisant, dans le* [redacted] *du Crédit lyonnais à l'occasion de* [redacted] *privatisation, il a isolé* [redacted] *Pébereau et l'a poussé à se tourner vers la Société générale.* » Bercy souligne [redacted] sa part qu'il n'y a jamais eu d'exclusive. Au contraire.

Sophie Fay

Rumeurs autour du départ de Pascal Lamy

Pascal Lamy, le numéro deux [redacted] lyonnais, dirigera-t-il toujours la banque [redacted] Jean Peyrelevade, le président, lorsqu'elle [redacted] passée [redacted] le [redacted] privé ? Ce n'est pas sûr. L'ancien directeur [redacted] cabinet [redacted] Jacques Delors, lorsque celui-ci [redacted] président de la Commission européenne, serait pressenti par le gouvernement pour prendre l'un [redacted] deux postes [redacted] commissaires européens [redacted] la France dispose [redacted]. Avant déjà [redacted] la présidence [redacted] France, il [redacted] repousser cette nouvelle proposition, d'autant qu'elle l'intéresse vivement, surtout [redacted] s'agit d'un grand commissariat. *Ni M. Lamy ni le Crédit lyonnais ne font* [redacted] *commentaires.* Très attaché [redacted] banque. M. Lamy n'aurait pas encore pris sa décision.

Le conflit prend de l'ampleur à la SNCF

Le mouvement lancé par les autonomes contre le projet d'accord sur les 35 heures est soutenu ponctuellement par la CGT

LE MOUVEMENT [redacted] grève déclenché par la [redacted] générale [redacted] agents de [redacted] (FGAAC) [redacted] SNCF contre le projet d'accord [redacted] heures [redacted] reconduit pour [redacted] journée du jeudi 29 avril. La veille, [redacted] avait surpris par [redacted] ampleur, les [redacted] ayant [redacted] rejoints par quelques sections locales de la *CGT. Ainsi, selon* [redacted] *direction*, [redacted] taux moyen [redacted] grévistes était de 19 %, [redacted] il [redacted] a [redacted] pointes [redacted] 30 % [redacted] grévistes [redacted] ris-Nord [redacted] même [redacted] sur [redacted] Est, où la CGT avait appelé locale[redacted].

[redacted] la journée du jeudi [redacted] avril, [redacted] prévoit [redacted] 1 train sur 2 et 1 train sur 4 sur les lignes A, B, C et D [redacted] RER, entre 1 train sur 2 et 2 [redacted] *sur 3 sur* [redacted] lignes de banlieue [redacted] Paris-Est, Paris-Nord [redacted] Saint-Lazare, [redacted] un trafic grandes lignes « *très perturbé* » sur les régions Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne, Alsace [redacted] Lorraine (informations [redacted] 08-36-35-35-35, 2,23 F/min).

CONCURRENCE ENTRE SYNDICATS

Ce mouvement de grève, [redacted] le préavis [redacted] jusqu'au lundi 3 mai à 8 heures, révèle selon certains observateurs la [redacted] la CGT – qui [redacted] obtenu 46 % [redacted] dernières élections – [redacted] la FGAAC (30 %). « *Aucune des deux organisations ne peut laisser partir l'autre seule* [redacted] *la grève... D'ailleurs, sur Marseille, où la CGT n'a rien* [redacted] *craindre de* [redacted] *FGAAC,* [redacted] *sont restés tranquilles, alors qu'ils sont d'ordinaire toujours* [redacted] *premiers en grève et les derniers à reprendre* », relève un [redacted] cité [redacted]

Pour les délégués CGT [redacted] Paris-Nord et Paris-Est, le [redacted] est avant tout motivé [redacted] une opposition de fond au projet 35 heures, porteur [redacted] « *flexibilité, mais pas d'emploi* ». Et ce quoi qu'en pense la fédération, où « *certains font plus* [redacted] *politique que de syndicalisme* », déplorent-ils. La fédération CGT a d'ailleurs dû rappeler [redacted] fin de journée, dans un communiqué adressé à sa base [redacted] à la presse, [redacted] intention [redacted] donner aux cheminots [redacted] d'information nécessaires et de les « *consulter* [redacted] *poser* [redacted] *question de signer ou non l'accord* ».

En [redacted] voir [redacted] mouvement est amené [redacted] s'étendre, [redacted] 14 500 agents administratifs de la SNCF étaient également appelés à la grève *jeudi*, par [redacted] syndicats CGT, FO, CFDT [redacted] SUD-Rail, notamment pour réclamer des embauches [redacted] reconnaissance [redacted] qualifications. SUD-Rail [redacted] événements l'occasion de relancer « [redacted] *action unitaire* », [redacted] a déposé un préavis de grève nationale [redacted] partir du 4 mai.

Ce mouvement de grève coïncide [redacted] la publication des comptes pour [redacted] la SNCF. L'année s'est [redacted] par [redacted] perte [redacted] millions d'euros) [redacted] 959 millions [redacted] francs l'année précédente. Ces pertes sont supérieures [redacted] 500 [redacted] francs prévus par [redacted] budget, mais [redacted] comptes [redacted] été [redacted] par [redacted] sociaux du dernier trimestre de [redacted] pour [redacted] millions de francs ainsi que par une provision de [redacted] millions [redacted] francs passée pour le Sernam, dont [redacted] résultats se sont fortement dégradés. Louis Gallois, président de la SNCF, a indiqué qu'une [redacted] était engagée [redacted] propres [redacted] surer l'avenir [redacted] cette société. M. [redacted] a [redacted] souligné [redacted] les [redacted] étaient encoura[redacted] sur le plan [redacted] ferroviaire, qu'ils [redacted] la politique [redacted] volume menée par l'entreprise et qu'ils la renforçaient [redacted] détermination d'atteindre l'équilibre en 1999.

François Bostnavaron

La Commission européenne menace Coca-Cola de sanctions

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Après s'être vu refuser par le gouvernement français le [redacted] d'Orangina, puis par [redacted] la [redacted] belge celui de Schweppes, Coca-Cola [redacted] maintenant dans [redacted] collimateur [redacted] la Commission européenne.

Mercredi 28 avril, Karel Van Miert, [redacted] commissaire à [redacted] concurrence, a menacé l'entreprise d'Atlanta d'« *amendes lourdes* » [redacted] son projet [redacted] rachat des marques de boissons du groupe britannique Cadbury Schweppes [redacted] autorités de Bruxelles. Le règlement « fusion-concentration » de l'Union européenne fait [redacted] effet obligation [redacted] entreprises d'obtenir l'aval [redacted] la Commission lorsque [redacted] chiffre d'affaires mondial concerné [redacted] fusion dépasse cinq milliards d'euros. [redacted] Coca-Cola a « saucissonné » [redacted] dossier [redacted] rachat de Schweppes [redacted] notifiant séparément auprès *de chacun des* [redacted] *membres* (Belgique, Allemagne, Italie, Espagne, Autriche). La France n'est [redacted] concernée, en raison du rachat d'Orangina, auquel le [redacted] américain n'a pas renoncé.

La séparation entre The Coca-Cola Company [redacted] ses embouteilleurs [redacted] prête [redacted] cette pratique. La société-mère se [redacted] en effet de produire du concentré, qu'elle vend ensuite à [redacted] sociétés d'embouteillage [redacted] distribution réputées autonomes.

Coca-Cola [redacted] fait valoir qu'il ne rachetait, dans chacun des marchés, *que les marques de Cadbury* Schweppes (Schweppes, Canada Dry, Gini...) [redacted] l'embouteillage [redacted] partiellement ou tota[redacted] – il existe [redacted] cas [redacted] figure – à l'écart [redacted] la fusion. Les services [redacted] Commission [redacted] raisonnement, estimant que la firme américaine ob[redacted] contrôle économique [redacted] l'activité boissons du groupe Cadbury Schweppes. *Le* risque que [redacted] position dominante [redacted] Coca-Cola sur le marché des « [redacted] drinks » [redacted] Europe devienne excessive [redacted] réel.

Philippe Lemaître

Groupama nettoie les comptes du GAN en profondeur

GROUPAMA, qui [redacted] racheté le GAN – le dernier assureur public – en juillet 1998, [redacted] s'attendait pas [redacted] trouver [redacted] compagnie d'assu[redacted] en bonne santé. Il n'a pas [redacted] de bonne surprise. La principale déception [redacted] des mauvais *résultats de la filiale américaine* GAN North America.

Dès le rachat du GAN – pour 17,25 milliards de francs, 2,63 milliards d'euros –, Groupama a pris la décision d'arrêter les souscriptions de cette filiale, qui avait déjà perdu 180 millions de francs en 1997, pour un chiffre d'affaires de 276 millions la même année ! Au total, les pertes s'élèvent [redacted] 740 millions de francs. *La Tribune* indiquait, mardi 27 avril, que le [redacted] devrait passer [redacted] provision supplémentaire de 400 millions de *francs* [redacted] *1998. L'assureur* [redacted] *refuse* à commenter ces chiffres. Groupa[redacted] a dû passer les comptes de [redacted] entité « *à la paille de fer* » afin d'identifier [redacted] les risques résiduels. Il solde la cette « *aventure douloureuse* », qui a toujours [redacted] un foyer de pertes.

RÉPUTÉ [redacted]

La première mutuelle d'assurances veut toutefois rester sur le continent nord-américain. Sa fi[redacted] de réassurance Sorema [redacted] racheté [redacted] quarantaine de licences à Gan North America, ce qui permettra [redacted] l'une des filiales de Groupama de poursuivre une activité de niches [redacted] assurance directe [redacted] Etats-Unis. Reste que « *la stratégie internationale de l'assureur mutualiste n'est pas toujours bien perçue* », commente un syndicaliste. Le GAN a subi une profonde cure d'amaigrissement, ce qui conduit [redacted] un chiffre d'affaires [redacted] Groupama [redacted] du GAN de près de 12 [redacted] de francs [redacted] l'international.

Plus largement, Groupama a passé tous les comptes de sa nouvelle filiale au peigne fin. Réputé pour [redacted] prudence, il va harmoniser les règles de provisions sur ses méthodes de calcul des risques, [redacted] qui conduira à des provisions supplémentaires... « [redacted] *allons faire un bilan d'ouverture, et* [redacted] *remettre à plat* », se borne-t-on [redacted] Groupama. Des chiffres de plusieurs centaines [redacted] de francs circulent en interne. Au [redacted] le GAN devrait dégager des pertes pour l'exercice 1998, après un modeste bénéfice en [redacted] (284 millions de *francs), qui rompait* [redacted] *les* [redacted] milliards [redacted] pertes cumulées entre 1992 et 1996, dues à la crise de l'immobilier et [redacted] des investisse[redacted] souvent hasardeux, à l'étranger notamment. Les comptes [redacted] de Groupama seront présentés [redacted] *mai. Pour* l'heure, « *ils ne sont pas arrêtés* », précise la compagnie.

L'assureur avait indiqué en juillet qu'il [redacted] donnait jusqu'à [redacted] pour redresser le GAN. Il avait injecté 2 milliards [redacted] francs en 1998, dont 1,4 dans l'informatique. Et estime que [redacted] synergies [redacted] les deux [redacted] dé[redacted] une contribution nette au ré[redacted] du GAN de 500 millions de francs par an à l'horizon [redacted]

Pascale [redacted]

Le groupe italien Luxottica rachète l'américain Ray-Ban

LE [redacted] *D'OPTIQUE* italien Luxottica a annoncé, mercredi 28 avril, avoir conclu un accord avec l'américain Bausch and Lomb pour racheter, d'ici au 30 juin, [redacted] activité lunettes [redacted] soleil, qui comprend les marques Revo, Arnette, Killer Loop [redacted] surtout *Ray-Ban*, pour [redacted] millions [redacted] dollars (610 millions d'euros, près de 4 milliards [redacted] francs). Si l'opération [redacted] approuvée [redacted] les autorités [redacted] la concur[redacted] américaines, Luxottica renforcera sa position [redacted] numéro un *mondial* [redacted] *lunettes, acquise grâce à une active politique* [redacted] licences (Armani, Ferragamo, Saint Laurent...).

Le groupe italien, fondé par Leonardo Del Vecchio [redacted] 1961, avait déjà [redacted] une percée spectaculaire aux Etats-Unis [redacted] 1995, en réussissant [redacted] publique d'achat hostile [redacted] plus de [redacted] milliards [redacted] francs sur [redacted] Shoe, propriétaire [redacted] Crafters, [redacted] premier réseau [redacted] d'opticiens.

iris
Institut de Relations Internationales et Stratégiques

Quatrièmes Conférences Stratégiques Annuelles de l'IRIS

4 et 5 mai 1999

Salle Victor Hugo
101, rue [redacted] 75007 [redacted]

> L'AVENIR DE L'OTAN
> LE NUCLÉAIRE FACTEUR DE PUISSANCE ?

[redacted] Babluc, Egon Bahr, [redacted] Barré, [redacted] Boniface, Jacques Bouchard, Jean-Michel [redacted] Laurent [redacted], Lee Butler, Franck-Emmanuel Caillaud, Rajagopala Chidambaram, [redacted] Crépin, [redacted] Baradei, Gérard Errera, Laurent Fabius, François Fillon, [redacted] Graham Jr., François [redacted] Klaiber, Stephen [redacted] Lamy, [redacted] Laurent, Jean-Yves [redacted] Déaut, Stéphane Legrix [redacted] la [redacted] Georges Le [redacted] Pierre Lellouche, Neil [redacted] Macfarlane, Arthur Paecht, Jean-Pierre Pauwels, [redacted] Marc Perrin de Brichambaut, Alain [redacted] Sandrier, Jean-Paul Schapira, François Schlosser, [redacted] Spini, Javier Solana, Hubert Védrine, Daniel Vernet, Xavier [redacted] Villepin, Dominique Vignon, Dominique Voynet.

RENSEIGNEMENTS : IRIS
Tél 01 53 27 60 61
Fax 01 53 27 60 70 Internet www.iris-france.org

Un nouveau mastodonte audiovisuel américain s'enracine en Europe

Le groupe SBS Broadcasting SA, déjà propriétaire de huit chaînes de télévision en clair, est en passe de devenir un acteur européen majeur par sa fusion avec un autre américain, Central European Media Enterprises, présent dans de nombreux pays d'Europe centrale et de l'Est

APRÈS LE REGROUPEMENT [illegible] géants américains Disney [illegible] ABC, puis [illegible] l'empire européen entre [illegible] Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et Ufa (Bertelsmann) il [illegible] a quelques années, une [illegible] grande alliance [illegible] en train [illegible] se former [illegible] domaine de [illegible] visuel traditionnel. [illegible] fin [illegible] la fusion de deux [illegible] plus récents, à capitaux américains, [illegible] Broadcasting SA [illegible] European [illegible] Enterprises (CME), l'un opérant à l'ouest et l'autre [illegible] l'Europe, constituera, dans [illegible] prochaines semaines, la plus large union paneuropéenne avec 150 millions de téléspectateurs.

Tandis [illegible] les gourous [illegible] Kirch, Berlusconi [illegible] Murdoch, ainsi que le [illegible] Canal+ se lancent dans des batailles acharnées et parfois risquées sur le terrain de la télévision à péage, d'autres restent sur le champ traditionnel de la télévision hertzienne. [illegible] et étouffées par les nouvelles technologies, les télévisions en clair résistent en effet encore bien.

Elles connaissent même une floraison en Europe centrale et orientale où les privatisations ont ouvert de nouvelles perspectives pour les [illegible] audiovisuels [illegible] par des implantations [illegible] l'étranger. [illegible] un pronostic [illegible] Banque européenne [illegible] reconstruction [illegible] de développement (BERD), les revenus publicitaires pour [illegible] taine [illegible] millions [illegible] téléspectateurs potentiels de la région devraient doubler d'ici à 2003 par rapport à 1995, et atteindre une somme de 2,7 milliards d'euros. Pour d'autres, cette somme sera déjà dépassée en l'an 2000. Le Parlement européen avait donc des raisons de s'inquiéter quand il [illegible] décrété, en 1992, la nécessité de veiller, plus particulièrement [illegible] région, [illegible] empêcher les concentrations dans le secteur.

La plupart des nouvelles chaînes [illegible] sont concentrées pratiquement dans les seules mains [illegible] Central European [illegible] Enterprises (CME), un groupe [illegible] américain. Pendant que la CLT per[illegible] les appels [illegible] l'un après l'autre, [illegible] présidé par [illegible] Lauder, copropriétaire [illegible] l'un [illegible] plus grands [illegible] de parfums [illegible] monde, les [illegible] emportés. Sa [illegible] simple : trouver [illegible] partenaires [illegible] un [illegible] de type bulldozer sur place, avec [illegible] très bonnes relations politiques.

Cette stratégie s'est avérée payante en République tchèque, en Roumanie, [illegible] Slovénie, en Slovaquie, en Pologne [illegible] Ukraine. Même si, dans ce dernier pays, une [illegible] apparue au tableau, [illegible] partenaire [illegible] par [illegible] étant soupçonné [illegible] relations avec la mafia.

La Hongrie est [illegible] seul échec de la stratégie [illegible] CME. [illegible] pleine intégration européenne, les sages [illegible] l'équivalent [illegible] préféré [illegible] proposition [illegible] programmation [illegible] l'offre américaine, pourtant financièrement beaucoup plus généreuse. [illegible] a marqué [illegible] fin [illegible] la [illegible] triomphale du [illegible] qui, par [illegible] lancement ou l'acquisi[illegible] quatre [illegible] grossi [illegible] ses capacités.

MAUVAIS RÉSULTATS

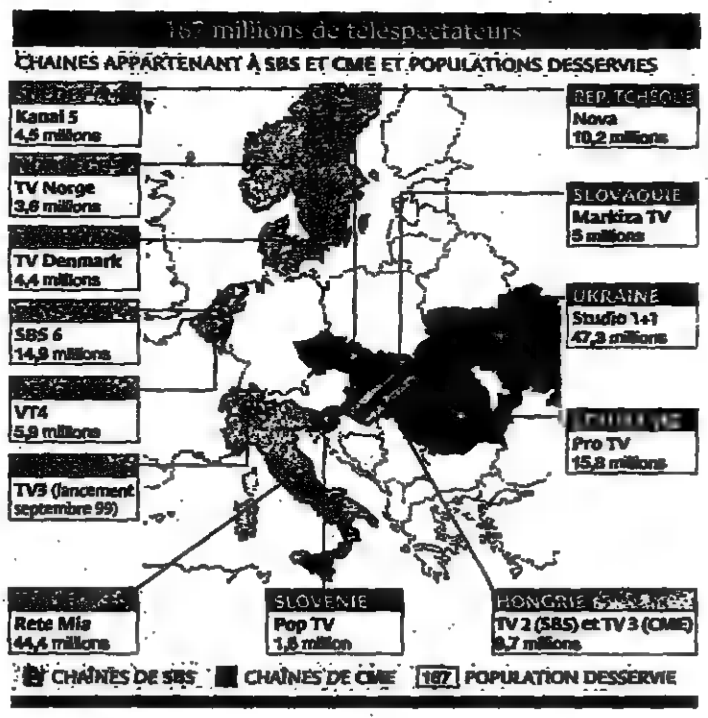
Lauder [illegible] beau sortir de l'argent [illegible] sa propre poche pour masquer [illegible] pertes, [illegible] crise [illegible] pesé [illegible] marché [illegible] la région [illegible] CME [illegible] obligé [illegible] polonaise, fin 1998, [illegible] comme, l'année précédente, [illegible] chaînes locales qu'il possédait en Allemagne. Les mauvais résultats [illegible] CME [illegible] publier [illegible] la Bourse [illegible] York [illegible] immanquablement entraîné [illegible] chute [illegible] actions. La fusion, annoncée [illegible] 30 mars, [illegible] à point.

Malgré ses difficultés, CME est une « fiancée » très attirante pour SBS Broadcasting SA. Cette [illegible] siégeant à Luxembourg, [illegible] majoritairement à capitaux américains [illegible] Disney, [illegible] jusqu'à présent sur [illegible] en Europe du Nord [illegible] (principalement [illegible] Pays-Bas, au Danemark, en Norvège, en Suède, en Belgique [illegible] Italie), mais [illegible] depuis longtemps d'avoir [illegible] l'Est. Elle en a pris goût surtout en voyant [illegible] succès inattendus, en Hongrie, [illegible] chaîne, TV2, qui, malgré la [illegible] RTL Klub (CLT–UFA), [illegible] conquérir plus d'un tiers [illegible] parts de marché en un an.

Les analystes [illegible] Bourse constatent que les fiancés [illegible] complètent comme deux morceaux de puzzle. Le lendemain [illegible] l'annonce [illegible] fusion par échange d'actions, [illegible] valeur [illegible] actions CME a augmenté de 51 %, sauvant [illegible] le [illegible] de l'effondrement. [illegible] estime, pour [illegible] part, que la fusion entraînera, [illegible] année, une baisse des coûts [illegible] 25 % et une [illegible] de 20 %. [illegible] nouvel empire, qui portera uniquement son [illegible] s'étendra, [illegible] dix-huit [illegible] et ses [illegible] de radio, sur [illegible] pays, pour un [illegible] de 650 millions d'euros.

A peine [illegible] a-t-il [illegible] qu'il [illegible] le marché polonais, CLT-UFA a réagi en annonçant, à son tour, une [illegible] prioritaire [illegible] les [illegible] l'Est. La guerre [illegible] géants [illegible] s'apaise [illegible] dans [illegible] domaine [illegible] la télévision hertzienne, c'est [illegible] champ de bataille qui semble désormais s'être déplacé plus [illegible] l'Est.

Claude Ban



« Just do it », le slogan de Nike arme de propagande universelle

A BELGRADE, des affiches publicitaires, [illegible] par [illegible] Serbes, exigent [illegible] : « Stop the bombs ! Just do it ! » Le slogan, emprunté à Nike, demande l'arrêt [illegible] bombardements. Sur l'autre front, [illegible] 130 kilomètres de là, dans la ville de Tetovo, en Macédoine, des journalistes occidentaux découvrent de jeunes Albanais ayant fui la répression au Kosovo. Ils arborent des tee-shirts blancs sur lesquels [illegible] imprimés [illegible] mots : « NATO [OTAN en anglais] Air. Just do It ! » (*Le Monde* du 27 avril). Là, le [illegible] slogan de Nike appelle [illegible] la poursuite [illegible] frappes alliées.

Pour prendre à témoin l'opinion publique internationale, les Serbes et la [illegible] jouent avec insolence – presque avec humour – à détourner les pubs de la multinationale américaine. L'initia[illegible] échange croisé – [illegible] professionnels [illegible] la publicité ne jugent « *pas mauvais pour Nike* » –, [illegible] revient pas aux dirigeants de la firme américaine. S'ils se présentent volontiers comme des [illegible] n'ayant [illegible] froid [illegible] yeux (« *risk takers* »), ils affirment avoir « *découvert* » le phénomène, il y a peu, dans les journaux.

[illegible] plusieurs témoignages, le logo et le slogan de Nike ont été détournés pour la première fois à Pristina (Kosovo) l'été dernier. Des étudiants y auraient fait imprimer les [illegible] « [illegible] Air, just [illegible] it ! » avant d'installer le logo et le slogan sur la première page d'un des [illegible] Internet albanais d'information, alb-net.com.

[illegible] n'a [illegible] fait l'unanimité : « *Je* [illegible] *choix de* [illegible] *slogan "Nato, just* [illegible] *it"* [illegible] *mauvais goût, malheureux,* [illegible] *dangereux,* écrit depuis Bâle (Suisse), un internaute sympathisant de la cause al[illegible] *Les gens associent ce logo américain au sport et aux loisirs. Or la guerre au Kosovo n'est ni un sport ni un loisir.* [illegible] *plus, il suggère que l'OTAN* [illegible] *d'une certaine façon contrôlée par les Etats-Unis, voire par les entreprises américaines.* » Devant [illegible] contestations, [illegible] site viennent de retirer le logo ; les internautes, eux, [illegible] à s'y référer, n'hésitant pas à développer leur propre version de la pub Nike-version kosovare.

ESPRIT GUERRIER

« *C'est incroyable* [illegible] *voir que* [illegible] *situation de guerre, donc* [illegible] *dramatique, pensent* [illegible] *récupérer un slogan publicitaire,* [illegible] un spécialiste français [illegible] la communication [illegible] crise. « *Cela* [illegible] *dire* [illegible] *réussi à coloniser les esprits (...),* [illegible] *prouve qu'un slogan publicitaire a un impact formidable,* [illegible] *c'est une* [illegible] *explosif* », analyse, [illegible] côté, Jean-Paul Gourevitch, un expert en propagande politique. Chez Nike, on affiche un profil bas : « *C'est tellement loin de nous,* [illegible] *tout ce qu'on est de tout ce qu'on veut faire, qu'il n'y a rien à dire, rien à en penser* », lance Jean Leclercq, responsable du marketing de la marque en France.

A l'origine, « Just [illegible] it ! » (Allez-y, faites-le !) [illegible] été récupéré du langage [illegible] américain [illegible] acheter en 1984 la chaussure tout-terrain de l'équipementier américain. A force de consacrer les images d'hommes et de femmes qui parviennent par [illegible] seule force mentale (et [illegible] chaussures) à sur[illegible] l'insurmontable, l'entreprise de [illegible] (Oregon) est finalement devenue [illegible] chantre de l'esprit guerrier. En 1988, l'une des premières [illegible] « Just do it ! » montrait l'athlète Craig Blanchette bataillant comme un forcené dans sa chaise roulante contre ses adversaires au basket ou une raquette à la main. En 1994, l'Américain Donald Katz estimait déjà, dans un livre, que la mise en scène du slogan dans les pubs contribuait « *à l'élévation du "Just do it !" comme cri moderne de guerre* » (*Just do It, the Nike spirit of the corporate world*, Random House, 1994). L'an dernier, Nike, cherchant à damer le pion à Adidas lors de la Coupe du monde de football, a utilisé des affiches dont le graphisme empruntait à la propagande des régimes totalitaires allemand, italien et russe (*Le Monde* du 15 juin 1998). Le [illegible] racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) avait obtenu l'arrêt de la campagne publicitaire.

Florence Amalou

Eutelsat ne veut pas débrancher la télévision serbe

DEPUIS que l'aviation de l'OTAN [illegible] pris pour [illegible] le siège [illegible] réémetteurs de la [illegible] serbe (RTS), les [illegible] plusieurs [illegible] interrompues. Pourtant, « *l'action de coercition* » [illegible] l'OTAN n'empêche pas [illegible] RTS d'être retransmise, 24 heures sur 24 et en clair, sur toute l'Europe, via [illegible] satellite Eutelsat II-F2. [illegible] simple parabole permet [illegible] la capter.

Pourquoi Eutelsat, le consortium européen [illegible] satellites, n'interrompt-il pas les émissions [illegible] RTS ? Nul [illegible] bombardier, l'opération [illegible] techniquement aisée et sans danger. Ses [illegible] en 1977, le [illegible] est [illegible] depuis 1985 [illegible] un [illegible] intergouvernemental, [illegible] jourd'hui ratifié par 47 pays dont [illegible] Chacun des signataires est actionnaire d'Eutelsat, via son principal opérateur [illegible] téléphone, au prorata [illegible] ses investissements. En 1999, [illegible] quatre principaux [illegible] du consortium [illegible] la Grande-Bretagne (20,7 %), l'Italie (17,68 %), [illegible] (17,66 [illegible]) [illegible] l'Allemagne 8,4 [illegible] L'ex-Yougoslavie a [illegible] Représentée aujourd'hui [illegible] la République fédérale [illegible] Yougoslavie (RFY), elle détient 0,74 % du capital.

DÉCISION POLITIQUE

Selon Eutelsat, l'interruption [illegible] émissions de [illegible] relève d'« [illegible] *décision politique* ». Un Etat membre [illegible] peut décider seul de prendre cette sanction. [illegible] A Paris, [illegible] source [illegible] informée, on indique qu'« *Eutelsat est* [illegible] *organisa*[illegible] *intergouvernementale indépendante. Il faudrait une résolution spécifique* [illegible] *Conseil* [illegible] *sécurité de l'ONU pour interrompre les émissions de la RTS. Toutefois, il n'est même pas sûr que cela soit suffisant* ». La question pourrait [illegible] examinée lors de la réunion des pays membres d'Eutelsat, organisée à Cardiff (Royaume-Uni), du 18 [illegible] 20 mai. Officiellement, [illegible] « *embarrassante* » question ne figure [illegible] du jour. Selon Eutelsat, depuis [illegible] frappes « [illegible] *n'a pas demandé de* [illegible]*per les émissions de la RTS* ». C'est, il [illegible] vrai, [illegible] moyen pour l'organisa[illegible] surveiller [illegible] émis[illegible] Certains observateurs insistent aussi sur « *l'absence* [illegible] *déclaration de guerre contre* [illegible] *Serbie* ».

En pratique, personne n'est véritablement en mesure d'indiquer combien [illegible] foyers sont équipés d'une parabole en Serbie. Dans sa dernière enquête, menée en 1998, [illegible] la pénétration [illegible] la réception [illegible] en Europe, [illegible] l'impasse sur la RFY. En revanche, [illegible] dénombré les [illegible] dirigées vers ses [illegible] en Bosnie (100 000), en Croatie (420 000) [illegible] en Slovénie (350 000). Selon un important revendeur français [illegible] matériel de réception directe, nombre de Serbes [illegible] raccordés au satellite, et [illegible] n'a jamais [illegible] autant [illegible] téléspectateurs [illegible] ses frontières.

Eutelsat serait assaillie de de[illegible] chaînes européennes pour vérifier les fréquences [illegible] diffusion [illegible] serbe. [illegible] chaîne de Californie aurait [illegible] contacté [illegible] consortium pour vérifier un reportage [illegible] la RTS sur la fusillade [illegible] le lycée américain de Littleton.

Guy Dutheil

Lire aussi notre chronique « Vu à la [illegible] *serbe » page 3*

■ **PRESSE : Prisma Presse (groupe Bertelsmann)** lance, jeudi 29 avril, *Web Magazine*, un mensuel consacré [illegible] l'Internet et au multimédia qui entend mettre le cybermonde « [illegible] *la portée de tous* ». Ce titre, « *résolument pratique* », vendu 20 francs (3,04 €) vise une diffusion de 100 000 exemplaires, dans un marché qui compte 14 publications concurrentes.

■ **AUDIOVISUEL : TF1, M 6 et Canal+ qualifient le projet de taxation des fréquences** de « *nouvelle charge qui viendrait les pénaliser* ». Consultées pour avis par Matignon sur cette taxe s'appliquant [illegible] transport des programmes vers les émetteurs, elles ont affirmé, mercredi [illegible] avril : « *le principe de gratuité des fréquences doit valoir pour le transport comme pour la diffusion* ».

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter [illegible] tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sur de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde* s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPÉCIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 803 022 021

Bulletin d'abonnement

☐ **OUI,** je désire m'abonner au [illegible] pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal [illegible] votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle 901MQ002

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde*.

Date et signature obligatoires :

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER *Le Monde* 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom

Prénom

N° rue

Code postal Ville

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'Épargne)*

N° rue

Code postal Ville

Code Établissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Vous [illegible] *Le Monde* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant plus tard, à quelques publications avec lesquelles nous procédons à des échanges, sauf avis [illegible] votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de nous le signaler.

Recevez Le Monde chez vous pour seulement 173 F* par mois

En vous abonnant au [illegible] vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun [illegible], reportage, article [illegible] à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr [illegible] et cahiers spéciaux [illegible] dans l'année.

*Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

(Publicité)

42 ans et demi

Et si c'était l'âge auquel vous vous arrêtiez.

Bien sûr, vous n'allez pas vous arrêter aussi tôt, il aurait fallu pour cela vous constituer un capital, dès le berceau. Mais au moment où certains songent à reculer l'âge de la retraite, nous pensons qu'une retraite à 70 ans ce n'est pas une fatalité, qu'il est tout à fait possible de la moduler, de l'aménager et pourquoi pas de la prendre plus tôt. Nous appelons cela **la retraite flexible®**. C'est une autre vision de la retraite, plus ouverte, plus adaptée à vos projets personnels. Pour vous aider à les concrétiser plus tard, nous sommes prêts dès maintenant à en parler avec vous.

Tél. : 03 20 67 37 37.

PUBLICIS CONSTELLATION

LA MONDIALE

La Mondiale, 32 [illegible] Emile Zola. Mons en Barœul. 59896 Lille Cedex 09.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **BAYER : le PDG du groupe chimique, Manfred Schneider, a** indiqué vouloir fermer quatre ou cinq sites de production à travers le monde d'ici les trois prochaines années pour économiser 700 millions de marks (357 millions d'euros), dans un entretien à l'hebdomadaire allemand *Wirtschaftswoche* de jeudi 29 avril.

● **CONOCO : le conseil d'administration de DuPont a approuvé,** mercredi 28 avril, le désengagement du groupe chimique et biotechnologique de sa filiale énergie Conoco, septième pétrolier américain.

● **NISSAN : le conseil d'administration du groupe japonais** va proposer à l'assemblée générale des actionnaires prévue fin juin de ramener de 37 à 10 le nombre de ses membres, afin de gérer l'alliance avec Renault.

● **RENAULT : le constructeur automobile fournira** à partir de 2001 les moteurs à essence de 1 000 cm³ de la Peugeot 206 qui sera produite dans la future usine de PSA Peugeot Citroën au Brésil. Ce moteur sera le même que celui de la Renault Clio II produite dans [illegible] toute nouvelle usine [illegible] de montage de Renault à Curitiba.

SERVI[illegible]

● **ALCATEL : selon l'hebdomadaire *01 Informatique*,** le groupe français renonce à son projet d'externalisation de ses services informatiques, [illegible] à la [illegible] le [illegible] l'américain Computer [illegible] Corporation.

● **MARKS & SPENCER : le groupe de distribution britannique** a annoncé, mercredi 28 avril, qu'il se retirait du Canada, où il était présent depuis 1973, en raison de pertes répétées. Ce retrait va entraîner des coûts de restructuration de 25 millions de [illegible] (38 millions d'euros).

■ **LAURA ASHLEY : le groupe britannique de confection a** annoncé mercredi 28 avril la vente de ses activités déficitaires en Amérique du Nord pour un dollar symbolique afin d'éviter une faillite.

● **NESTLÉ : la filiale britannique du groupe agro-alimentaire** suisse a annoncé mercredi qu'elle allait supprimer [illegible] organismes génétiquement [illegible] (OGM) de [illegible] produits [illegible] au Royaume-Uni.

■ **SUD-SERVICE : les agents de nettoyage de la gare de l'Est** appartenant à la filiale du groupe Nicollin ont entamé, jeudi [illegible] avril, leur dix-huitième jour [illegible] grève. La quarantaine de [illegible] demande l'application de [illegible] convention collective de la [illegible] ferroviaire, qui comporte plus d'avantages [illegible] entreprises de propreté actuellement en vigueur.

■ ***AIRTOURS* : le numéro deux des voyagistes britanniques a** annoncé jeudi le lancement [illegible] offre sur son [illegible] First Choice, numéro trois du secteur. Airtours propose une prime d'environ 53,9 % par rapport [illegible] prix [illegible] par un second prétendant au rachat de [illegible] Choice, [illegible]

FINANCE

● **COMIT : la** [illegible] (Comit) [illegible] indiqué mercredi qu'elle [illegible] explorer l'offre [illegible] 12,5 milliards d'euros lancée par Unicredito. Le conseil de la Comit est très divisé, certains préférant une alliance avec [illegible]

■ [illegible] **DI ROMA : la banque romaine,** qui a refusé l'offre de San Paolo IMI, veut croître avec son allié ABN Amro, qui a pris récemment 8,75 [illegible] du capital de la banque, mais ne cherche pas de partenaire pour une fusion, a affirmé mercredi son président Cesare Geronzi.

● **CCF : le groupe bancaire néerlandais ING** a franchi en [illegible] le seuil de 10 % du capital du Crédit commercial de France, a indiqué mercredi le Conseil des marchés financiers (CMF).

RÉSULTATS

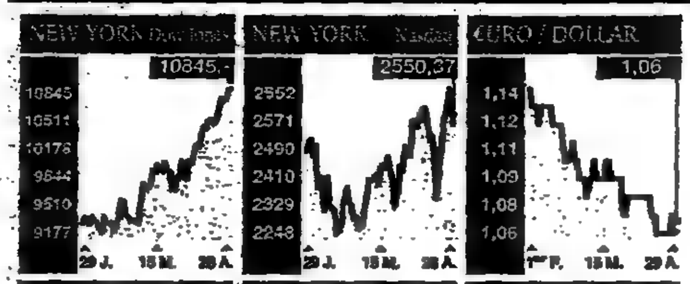
■ **MAAF : la mutuelle d'assurances** a annoncé jeudi un résul[illegible] net consolidé de 594 millions de francs (90,5 millions d'euros) en 1998, en [illegible] de 5,5 %. Le [illegible] a progressé [illegible] 2,5 % à 11,64 milliards de francs.

■ **SEGA : [illegible] fabricant japonais de consoles de jeux vidéo** [illegible] annoncé, [illegible] 28 avril, [illegible] son exercice, [illegible] à la fin [illegible], devrait se solder par une perte de [illegible] milliards de yens (353 [illegible] d'euros). Sega s'apprête à supprimer [illegible] millier d'emplois sur 4 000.

EUROPE

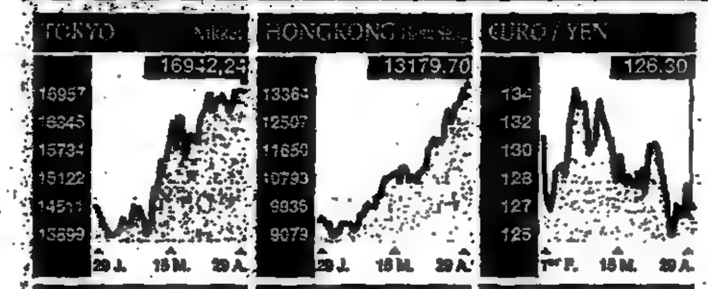
Europe 12h30 ▶	Indices sélection	cours 29/04	Var. % 28/04	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3726,43	−0,48	11,49
EUROPE	STOXX 50	3727,35	−0,69	12,58
EUROPE	EURO STOXX 324	329,60	−0,64	7,42
EUROPE	STOXX 653	310,19	−0,69	11,10
PARIS	CAC 40	4330,62	−1,01	9,84
PARIS	MIDCAC	1747,81	0,27	8,08
PARIS	SBF 120	2926,53	−0,95	10,25
PARIS	SBF 250	2758,98	−0,58	10,36
PARIS	SECOND MARCHÉ	1993,25	0,21	−4,91
AMSTERDAM	AEX	572,58	−0,44	6,43
BRUXELLES	BEL 20	3221,81	−0,48	−8,33
FRANCFORT	DAX 30	5290,45	−1,09	5,78
LONDRES	FTSE 100	6518,90	−1,22	10,80
MADRID	STOCK EXCHANGE	9930,80	−0,71	1,05
MILAN	MIBTEL 30	35528,00	−0,30	3,91
ZURICH	SPI	7202,40	−1,07	1,79

AMÉRIQUES



Amérique 10h15 ▶	Indices sélection	cours 28/04	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10845,45	0,13	18,12
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1350,91	−0,87	9,90
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2550,37	−2	16,31
TORONTO	TSE INDEX	7101,67	0,63	9,48
SÃO PAULO	BOVESPA	11127,00	2,22	64,02
MEXICO	BOLSA	318,58	1,15	37,04
BUENOS AIRES	MERVAL	506,49	0,81	17,77
SANTIAGO	IPSA GENERAL	119,11	2,30	64,89
CARACAS	CAPITAL GENERAL	5581,51	1,76	15,09

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15 ▶	Indices sélection	cours 29/04	Var. % 28/04	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16942,24	−0,88	22,40
HONGKONG	HANG SENG	13179,70	0,35	31,18
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	9,08	—	30,04
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	87,30	−5,65	34,82
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3194,80	−0,57	10,38
BANGKOK	SET	32,28	1,07	25,61
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3920,16	1,49	8,66
WELLINGTON	NZSE-40	2092,84	0,84	11,02

ÉCONOMIE

Washington invite l'Europe à ne pas se replier sur elle-même

LAWRENCE SUMMERS, secrétaire adjoint [illegible] Trésor américain, [illegible] appelé l'Europe, mercredi 28 avril, à ne [illegible] se *« replier [illegible] elle-même »* sur [illegible] questions économiques. *« [illegible] essentiel [illegible] décideurs politiques [illegible] les mois à venir pour [illegible] le [illegible] puisse bénéficier d'une croissance mondiale plus forte [illegible] plus équilibrée »*, a-t-il dit. *« Les politiques macro-économiques [illegible] une partie de [illegible] solution*, a-t-il ajouté. *Mais les réformes structurelles pour laisser s'exprimer pleinement [illegible] dynamisme [illegible] potentiel [illegible] l'Europe en [illegible] d'activité [illegible] d'emploi [illegible] aussi. » « Ce n'est peut-être pas [illegible] si [illegible] euro qui [illegible] procédé [illegible] réformes structurelles [illegible] plus poussées – [illegible] les Pays-Bas, l'Irlande [illegible] Portugal – [illegible] qui [illegible] bénéficié [illegible] reprise [illegible] plus vigoureuse »*, a remarqué M. [illegible]

■ **Le président [illegible] New York, William McDonough,** [illegible] estimé [illegible] avril [illegible] *« l'avenir [illegible] brillant »* [illegible] en vigueur au début [illegible] l'année s'est [illegible] en [illegible]

■ **BANQUE MONDIALE : le président de [illegible] Banque mondiale, James Wolfensohn,** a indiqué [illegible] que [illegible] devrait trouver de [illegible] pour l'élargissement de [illegible] la dette des pays les plus pauvres *(lire [illegible] 6)*.

■ **FMI : le [illegible], autrefois vertu [illegible] banques centrales,** n'est plus de mise, [illegible] international, qui a publié mercredi un *« code [illegible] bonnes pratiques de transparence [illegible] politiques monétaires »*.

■ **[illegible] : le niveau [illegible] est désormais comparable à celui des actifs,** [illegible] l'on intègre les revenus du patrimoine, plus importants chez les personnes âgées, selon les conclusions [illegible] rapport Charpin sur les [illegible] rappelées [illegible] le gouvernement. Entre 1970 et 1990, le revenu [illegible] retraités [illegible] progressé [illegible] fois plus vite [illegible] des actifs. De [illegible] fait, le niveau [illegible] vie moyen [illegible] retraités est égal en France [illegible] % de celui de l'ensemble [illegible] la population, contre 90 % [illegible] l'ensemble de l'Union européenne *(lire [illegible] 12)*.

■ **ITALIE : [illegible] ventes au détail ont augmenté de 2,1 % en février,** par rapport au même [illegible] 1998, [illegible] annoncé mercredi l'Institut national [illegible] statistiques (Istat).

■ **ALLEMAGNE : [illegible] croissance allemande a atteint 2,3 % en** [illegible], selon [illegible] chiffres [illegible] et adaptés [illegible] la méthode [illegible] calcul harmonisée pour [illegible] l'Union européenne, diffusés mercredi par l'Office fédéral des statistiques [illegible] Wiesbaden. Selon [illegible] méthode allemande traditionnelle [illegible] jusqu'ici en vigueur, la [illegible] [illegible] été de 2,8 [illegible] l'année dernière.

■ **UNION EUROPÉENNE : [illegible] Commission européenne a adopté mercredi une proposition [illegible] sur le travail [illegible] durée déterminée,** visant [illegible] rer [illegible] principe de non-discrimination par rapport au travail [illegible] durée indéterminée et [illegible] prévenir [illegible] de l'utilisation [illegible] déterminée successifs.

■ **AMÉRIQUE DU SUD : Lawrence Summers, secrétaire adjoint américain au trésor,** a esti[illegible] mercredi que l'amélioration [illegible] la confiance dans les économies d'Amérique du Sud [illegible] *« impressionnante »*.

■ **CANADA : l'indice [illegible] prix [illegible] brutes a augmenté au Canada [illegible] 5,5 [illegible] mars,** [illegible] la plus forte progression mensuelle en presque neuf ans, [illegible] raison d'un bond du prix du pétrole brut, a indiqué mercredi Statistique Canada.

■ **ÉTATS-UNIS : [illegible] biens durables aux Etats-Unis** [illegible] augmenté de 2 % en [illegible] [illegible] annoncé mercredi le département américain du [illegible]

■ **JAPON : les [illegible] en [illegible] logements au Japon** [illegible] tées parfaitement stables [illegible] mars, par rapport [illegible] leur niveau du même mois [illegible] 1998, alors qu'elles étaient encore en recul de 9,4 % en février, a annoncé mercredi [illegible] la presse le ministère japonais de la construction.

■ **Le premier ministre japonais, [illegible] Obuchi,** a exclu [illegible] d'annoncer un nouveau plan de [illegible] l'occasion [illegible] visite officielle aux Etats-Unis qu'il s'apprête [illegible] affectuer. *« Je n'étudie pas, pour le moment, de mesures budgétaires supplémentaires »*, a-t-il expliqué, [illegible] précisant toutefois qu'il fallait *« éviter une troisième année consécutive de contraction de l'économie »*.

VALEUR DU JOUR

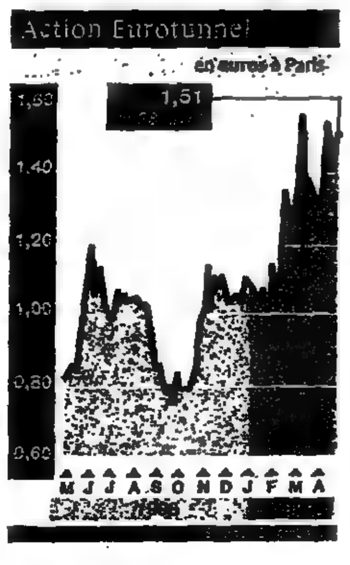
Une concession allongée pour Eurotunnel

LES BONNES NOUVELLES continuent [illegible] doper [illegible] Eurotunnel. La [illegible] qui exploite [illegible] tunnel sous la [illegible] [illegible] obtenu, près de deux ans après la décision [illegible] principe, le dépôt d'un projet de [illegible] qui permettra l'allongement [illegible] sa concession. Ce texte, qui [illegible] avant [illegible] par [illegible] Parlement, [illegible] présenté et approuvé [illegible] conseil [illegible] ministres mercredi 28 avril. Il [illegible] la durée [illegible] concession jusqu'en 2086, [illegible] quatre-vingt-dix-neuf années contre les soixante-cinq prévues au départ.

Mercredi, à la Bourse de Paris, l'action Eurotunnel s'appréciait [illegible] 2,02 % [illegible] 1,51 euro. Cet allongement est une bonne nouvelle pour les actionnaires. Cela devrait leur permettre de toucher [illegible] dividendes sur une période plus longue. Selon [illegible] projections établies [illegible] restructuration [illegible] signée en juillet 1997, [illegible] premiers dividendes devraient être [illegible] en [illegible]

L'action a déjà gagné près de 40 % depuis le début de l'année. Le titre [illegible] profité [illegible] premiers [illegible] d'Eurotunnel enregistrés en 1998 et qui ont été annoncés à la mi-mars. Ces résultats s'expliquent par l'impact positif de la restructuration financière mais ils traduisent également des succès commerciaux. Au premier trimestre, les ventes d'Eurotunnel ont grimpé de [illegible] % en raison notamment du niveau record [illegible] par le transport de marchandises.

Action Eurotunnel



Le [illegible] du Tunnel veut par ailleurs développer son [illegible] tions. Il vient d'inaugurer une liaison [illegible] grande [illegible] en [illegible] optique qui relie Paris à Londres. Eurotunnel espère qu'à l'instar [illegible] British Telecom, d'autres opérateurs [illegible] ses équipements. [illegible] de l'intérêt [illegible] par l'action Eurotunnel, [illegible] Bolloré [illegible] il y a [illegible] jours qu'il avait acquis [illegible] lorsqu'ils [illegible] situaient autour de [illegible] a [illegible] indiqué qu'aux [illegible] tuels, il [illegible] plutôt vendeur. [illegible] commerciaux d'Eurotunnel [illegible] encourageants, [illegible] n'en [illegible] moins [illegible] pénalisée par une [illegible]

Joël Morio

SUR LES MARCHÉS

PARIS

JEUDI 29 AVRIL, l'indice CAC 40 affichait [illegible] baisse de 0,82 % à [illegible] 339,04 points à [illegible] mi-séance. Mercredi, [illegible] de Paris avait [illegible] des prises de [illegible] après avoir [illegible] record [illegible] mardi, [illegible] cinquantième depuis le [illegible] 1998. L'indice CAC [illegible] avait [illegible] la séance sur un repli de 0,37 [illegible] à 4 374,70 points.

FRANCFORT

LA BOURSE DE FRANCFORT s'inscrivait en recul, jeudi, en fin [illegible] matinée, l'indice [illegible] perdant 1,18 % [illegible] 289,74 points. Mercredi, [illegible] baromètre [illegible] valeurs [illegible] avait [illegible] baisse de 0,23 % à [illegible] 352,72 points entraîné par la chute des valeurs du secteur automobile.

LONDRES

L'INDICE FOOTSIE de la Bourse de Londres perdait 1 %, jeudi, vers midi, [illegible] 6 533,10 points. La veille, [illegible] Bourse de Londres avait enregistré un [illegible] record. L'indice Footsie avait clôturé en très légère hausse de 0,08 % à 6 598,8 points.

HONGKONG

ALORS QUE la Bourse de Tokyo [illegible] pour cause de jour férié, celle [illegible] Hongkong, l'autre grand marché asiatique, [illegible] terminé [illegible] légère hausse jeudi 29 avril. L'indice Hangseng a progressé de 0,35 % à 13 179,70 points. Les titres China Telecom, Hong Kong Telecom [illegible] HSBC [illegible] contribué largement [illegible] hausse.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse américaine a progressé, mercredi [illegible] avril, [illegible] 0,13 %, [illegible] 845,45 points. [illegible] séance, l'indice a atteint un [illegible] record absolu, [illegible] 10 935,37 points, [illegible] seulement 0,5 [illegible] seuil [illegible] 11 000 points. La bausse du marché américain s'accélère puisque [illegible] franchissement [illegible] barre psychologique des [illegible] 000 points n'a été dépassé que depuis un mois.

TAUX

JEUDI 29 AVRIL, le marché obligataire français a débuté la [illegible] dans [illegible] calme. Sur [illegible] Matif, le contrat euronotionnel à [illegible] ans, gisement d'emprunts d'Etat français [illegible] allemands à [illegible] ans, [illegible] resté stable, à 95,90 points, [illegible] que [illegible] rendement [illegible] l'OAT [illegible] ans [illegible] détendait [illegible] 0,01 %, [illegible] 3,995 %, marquant un coup d'arrêt au [illegible] hausse [illegible] à long [illegible] En Allemagne, le rendement [illegible] l'emprunt [illegible] Bund [illegible] 10 ans était toujours orienté à [illegible] hausse, à 3,884 %.

MONNAIES

LE YEN faisait toujours preuve [illegible] fermeté face au [illegible] vert, jeudi [illegible] avril au matin, en s'échangeant à 119,06 yens pour un dollar, [illegible] 119,38 yens la veille. En revanche, [illegible] billet vert a [illegible] gagné du terrain [illegible] l'euro. [illegible] premières transactions [illegible] marché européen [illegible] changes, il [illegible] 1,0620 dollar pour un [illegible]

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
[illegible]	6,55957	€URO	[illegible]
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	[illegible]
LIRE [illegible] (1000)	1,93627	LIRE [illegible] (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	[illegible]	[illegible] (100)	[illegible]
ESCUDO [illegible] (100)	2,00482	ESCUDO [illegible] (100)	[illegible]
[illegible] AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
[illegible] IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible] (10)	4,03399	FRANC [illegible] (10)	[illegible]
[illegible] FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	[illegible]

[illegible] zone €uro

€uro [illegible] ▶	[illegible]
COURONNE DANOISE	[illegible]
COUR. [illegible]	[illegible]
COUR. SUÉDOISE	[illegible]
COURONNE TCHÈQUE	37,807
DOLLAR [illegible]	[illegible]
DOLLAR CANADIEN	[illegible]
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	[illegible]
[illegible]	[illegible]
FLORINT HONGROIS	251,27
ZLOTY POLONAIS	[illegible]

Cours de change croisés

29/04 12h30 ▶	Cours DOLLAR	[illegible]	[illegible]	Cours FRANC	[illegible] LIVRE	[illegible]
DOLLAR	—	[illegible]	[illegible]	0,16176	1,61710	[illegible]
YEN	119,04000	—	[illegible]	[illegible]	192,40000	[illegible]
€URO	[illegible]	[illegible]	—	[illegible]	[illegible]	[illegible]
FRANC	[illegible]	[illegible]	6,55957	—	[illegible]	[illegible]
LIVRE	[illegible]	[illegible]	[illegible]	0,10005	—	[illegible]
FRANC SUISSE	1,51470	1,27315	[illegible]	[illegible]	2,44948	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 29/04 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,50	2,45	4,01	4,92
ALLEMAGNE	2,47	2,53	3,88	4,87
GDE-[illegible]	[illegible]	[illegible]	4,81	[illegible]
ITALIE	2,35	2,90	4,12	[illegible]
JAPON	0,18	[illegible]	1,47	—
ÉTATS-UNIS	4,81	4,50	5,26	5,58
SUISSE	0,88	0,85	2,40	3,76
PAYS-BAS	[illegible]	3,25	[illegible]	[illegible]

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume [illegible]	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	2879	[illegible]	[illegible]
Euribor 3 mois			
JUIN 99	1604	97,40	97,40

Matières premières

En dollars ▶	Cours 28/04	[illegible]
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
[illegible] MOIS	[illegible]	−0,32
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	−0,34
PLOMB 3 MOIS	537,5	−1,01
ETAIN 3 MOIS	5543	[illegible]
ZINC 3 MOIS	[illegible]	−0,65
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	−0,84
[illegible]		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,30	2,22
PLATINE A TERME	[illegible]	[illegible]
GRAINES [illegible]		[illegible]
BLÉ (CHICAGO)	253,75	[illegible]
MAÏS (CHICAGO)	215,75	[illegible]
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[illegible]	[illegible]
SOFTS		$/TONNE
[illegible] (NEW YORK)	957	[illegible]
[illegible] (LONDRES)	[illegible]	—
[illegible] (PARIS)	[illegible]	—

Pétrole

En dollars ▶	[illegible]	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	—
WTI (NEW YORK)	[illegible]	−0,05
LIGHT [illegible] CRUDE	18,43	1,88

Or

En €uros ▶	Cours 28/04	Var % 27/04
OR FIN KILO BARRE	8520	—
OR FIN LINGOT	8590	—
ONCE D'OR (LO) $	283	+0,89
PIÈCE FRANCE 20 F	49,40	—
PIÈCE SUISSE 20 F	50,60	−0,59
PIÈCE UNION LAT. 20 F	50,30	—
PIÈCE 10 DOLLARS US	280,25	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	468,50	−0,80
PIÈCE 50 PESOS MEX.	316,50	−0,63

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde », www.lemonde.fr/bourse

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

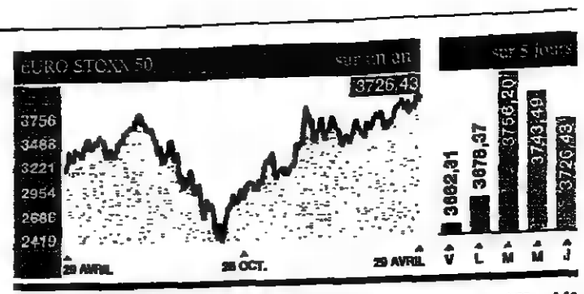
● L'action **Gas Natural SDG** a chuté de 3,72 % à 71,2 mercredi avril. Antonio Brufau, le président de Gas Natural, a précisé aux analystes mardi que l'impact de la réduction prochaine des prix du gaz naturel, qui devrait être décidée par le gouvernement espagnol, serait compensé par un accroissement des ventes et une rationalisation des coûts.

■ La valeur **Banca Commerciale Italiana** (BCI) s'est appréciée mercredi de 1,7 % à 7,63 euros dans l'attente d'une décision de la BCI, qui tenait assemblée générale mercredi soir, sur l'offre publique d'échange lancée par Unicredito Italiano.

● Le titre **Olivetti** a perdu mercredi 2,2 % à 3,19 . Telecom Italia, qui négocie Deutsche Telekom, a officiellement rejeté mardi l'offre de rachat d'Olivetti.

● L'action **DaimlerChrysler** a clôturé baisse de 1,5 à 94 euros mercredi. La Bourse n'a pas séduite par l'amélioration de 23 % à 1,64 million d'euros du bénéfice au premier trimestre du constructeur automobile.

● Les marchés ont sanctionné l'amélioration de 2,9 à 355 millions de marks des profits de **Volkswagen** au premier trimestre. Les analystes s'attendaient à un profit de 425 millions de marks. Le titre a perdu mercredi 6,1 à 67,30.



29/04 12 h 34	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOMOBILE			
AUTOLIV SDR	SE	32,76	+0,34
BASF AG	DE	40	-5,33
	DE	858	-1,95
CONTINENTAL AG	DE	23,88	....
	DE	91,5	-2,56
FIAT	IT	3,18	-0,31
FIAT PRIV.	IT	1,62	-1,22
LUCAS VARITY	GB	4,36	-0,69
MICHELIN-B- /RM	FR	43,5	-4,40
PEUGEOT /RM	FR	188	-0,38
PIRELLI	IT	2,02	-1,88
RENAULT	FR	38,08	-0,20
/RM	FR	82,5	-0,60
VOLKSWAGEN	DE	68	-3,70
VOLVO -A-		24,07	-2,50
VOLVO -B-	SE	24,74	-1,34
▶ DJ E STOXX AUTO P		251,67	-2,04
BANQUES			
NATIONAL	GB	20,63	-4,37
ABN AMRO HOLDIN	NL	22,48	-0,22
ALLIED IRISH BA	GB	15,52	-0,78
ALPHA CREDIT BA	GR	57,29	...
ARGENTARIA P	ES	22,78	-0,74
B PINTO MAYOR R	PT	16,76	....
BANCO ESSI R	PT	10,89	....
BANK	AT	68,19	+0,17
BANK OF IRELAND	GB	18,97	-1,26
BANK OF PIRAEUS	GR	25,96	....
BANKINTER R	ES	40,12	-1,74
BARCLAYS PLC	GB	29,58	-2,85
BAYR.HYPO-U.VER	DE	63,9	+1,27
BCA PIDEURAM	IT	5,4	-0,92
BCA INTESA	IT	5,14	-1,72
BCA ROMA	IT	1,56	-2,50
BCO BILBAO VIZC	ES	14,08	-0,84
BCO POPULAR ESP	ES	67,7	+1,12
BCO SANTANDER C	ES	20,33	-0,73
BCP R	PT	28,7	....
/RM	FR	74,7	+0,27
CCF /RM	FR	83,4	+1,52
CHRISTIANIA BK	NO	3,65	-0,95
COMIT	IT	7,69	+0,79
COMM.BANK OF GR	GR	166,31	...
COMMERZ	DE	30,5	-1,13
DEN DANSKE BK	DK	108,27	-1,25
DEN NORSKE BANK	NO	5,55	-2,94
DEUTSCHE BANK A	DE	54,08	-0,55
DEXIA CC	BE	144,8	-0,55
DEXIA FCE RM	FR	127	-0,70
DRESDNER BANK	DE	40,5	-1,94
ERGO BANK	GR	82,61	....
FIRST AUSTRIAN	AT	575	....
FOERENINGSSB	SE	21,84	-1,03
FORUS	NO	8,92	....
HALIFAX	GB	13,05	-2,28
HSBC HOLDS	GB	34,48	-1,52
	GR	54,85	...
JYSKE BANK REG	DK	78,02	-1,89
HOLDING	DK	38,78	-1,48
	BE	57,2	-1,36
LLOYDS TSB		15,16	-1,96
MERITA	FI	5,65	...
NAT BANK GREECE	GR	64,90	....
NATEXIS	FR	51,05	-1,16
		22,80	-0,93
NORDBANKEN		5,95	....
ROLO BANCA 1473	IT	22,75	-1,09
SK SCOTL		21,58	-0,77
S-E-BANKEN -A-	SE	12,85	+0,44
STE GENERAL-A-/	FR	183,9	-0,06
SV HANDBK -A-		35,90	-0,62
	CH	320,11	-0,96
UNICREDITO ITAL	IT	4,94	-1,40
-A-		83,76	+0,21
	GR	28,41	....
▶ DJ E STOXX BANK P		287,41	-0,38
PRODUITS DE BASE			
ALUMINIUM	GR	73,01	....
WIGGINS AP	GB	2,78	+1,66
AB		10,41	-1,42
AVESTA		3,90	+1,75
BEKAERT	BE	447	-0,45
BILTON	GB	4,60	....
	AT		
BRITISH STEEL	GB		+1,38
BUHRMANN NV	NL	17,4	-1,97
PLC	GB	4,16	..
CART.BURGO	IT	6,66	-0,75
ELKEM ASA	NO	16,27	+3,85
ELVAL	GR	12,15	....
INAPARSA	PT	15,8	....
JOHNSON MATTHEY	GB	8,69	-0,35
MAYR-MELNHOF	AT	46,46	-0,73
	FI	7,75	+0,65
MODO B FF	SE	24,23	+1,89
	NO	33,27	+1,10
OUTOKUMPU OY -A	FI	10,6	+3,92
PECHINEY-A-	FR	38,6	+2,36
PORTUCEL INDUST	PT	5,48	....
RAUTARUUKKI	FI	6,6	+1,38
TINTO		15,92	+2,75
SIDENOR	GR	23,42	....
	GR	28,78	....
SMURFIT JEFFERS		2,38	+1,95
	PT	9,7	....
SOPORCEL	PT	9,06	....
SW		11,28	+3,08
STORA -A-	FI	10,12	+1,20
-R-	FI	10,35	+1,77
SVENSKA CELLULO	SE	24,63	+3,05
THYSSEN	DE	174	--
TRELLEBORG	SE	8,75	....
UNION MINIERE		34,5	....
UPM-KYMMENE COR	FI	28	+0,36
USINOR	FR	14,2	....
VIOHALCO	GR	27,92	....
VOEST-ALPINE ST	AT	30,2	-0,13
▶ DJ E STOXX BASI P		177,03	-0,25
CHIMIE			
AGA -A-	SE	12,51	-0,45
AGA -B-	SE	12,45	+0,45
AIR LIQUIDE /RM	FR	148	-3,20
AKZO NOBEL	NL	---	....
BASF AG	DE	40	-5,33
BAYER AG	DE	39,05	-2,30
PLC	GB	15,49	-0,97
SPEC CHEM	CH	78,47	-1,17
CLARIANT N	CH	477,37	-0,28
DEGUSSA-HUELS	DE	41,4	....
INDUSTRIER	NO	16,94	....
EMS-CHEM HOLD A		4015,24	-1
HENKEL AGAA VZ	DE	72,8	+1,11
ICI	GB	10,13	-0,89
NEMIRA	FI	6,11	+0,99
LAPORTE	GB	11,24	-0,80
PERSTORP -B-	SE	10,49	....
SNIA	IT	1,19	-1,65
SOLVAY		66	....
TESSENDERLO CHE		45,05	+0,11
▶ DJ E STOXX CHEM P		339,6	-2,28
CONGLOMÉRATS			
AKER RGI -A-		12,30	-0,97
CGIP /RM	FR	47,5	+0,74
CIR	IT	1,06	-1,82
D'IETEREN SA	BE	427,5	....
GAZ ET EAUX /RM	FR	41,5	-0,24
GBL		169,7	-0,18
GENL ELECTR CO	GB	9,93	+0,77
	SE	64,05	-0,62
HAGEMEYER NV	NL	32,1	....
INCHCAPE PLC	GB	3,36	+3,97
INVESTOR -A-		41,62	-0,27
INVESTOR -B-		42,41	+0,27
KVAERNER -A-	NO	19,05	-2,47
LVMH / RM	FR	249	-1,93
MYTILINEOS HOLD	GR	13,69	....
NORSK HYDRO	NO	41,47	+2,68
OERLIKON-BUEHRL	CH	137,37	+0,45
ORKLA -A-		15,79	+0,38
ORKLA -B-		13,98	+0,44
SONAE INVESTIME	PT	34,36	....
VEBA AG	DE	60,6	+1
▶ DJ E STOXX CONG P		332,8	-2,3
TÉLÉCOMMUNICATIONS			
BRITISH TELECOM	GB	16,04	-1,95
CABLE & WIRELES	GB	16,12	-1,26
DEUTSCHE TELEKO	DE	37,6	+0,83
EUROPOLITAN HLD	SE	83,02	-1,73
FRANCE TELECOM	FR	77,15	-1,09
HELLENIC TELE (	GR	21,43	....
KONINKLIJKE KPN	NL	40,35	-1,82
CAMDEN NATIONAL	GR	---	---
PORTUGAL TELECO	PT	42	....
SWISSCOM N	CH	368,65	-0,52
TELE		97,87	-1,02
TELECEL	PT	130,35	....
TELECOM ITALIA	IT	9,31	+0,30
TELECOM ITALIA	IT	4,89	-0,54
TELEFONICA	ES	46,05	-0,99
TIM	IT	5,73	+1,42
VODAFONE		17,48	+0,09
▶ DJ E STOXX TCOM P		653,82	-0,74
CONSTRUCTION			
ACCIONA	ES	46,78	-1,10
ACESA REG	ES	11,84	-0,34
AKTOR SA	GR	16,63	....
ASA0 OY	FI	15,2	....
AUMAR R	ES	20,65	-1,14
AUTOSTRADE	IT	5,71	-0,15
BCA INTESA	IT	5,14	-1,72
BICC PLC	GB	1,89	....
BLUE CIRCLE IND	GB	6,18	-0,97
BOUYGUES /RM	FR	237	-0,42
BPB	GB	4,82	....
CARADON	GB	2,42	+1,92
CBR	BE	57,9	+0,46
CHARTER	GB	6,91	-2,15
CIMPOR SGPS R	PT	25,85	....
COLAS /RM	FR	178	+1,71
CRH PLC	GB	19,61	-1,28
CRISTALERIA ESP	ES	50,5	-0,99
DRAGADOS CONSTR	ES	21,84	-0,90
FOM CON CONTRAT	ES	25,6	-0,61
GROUPE GTM	FR	90	+0,11
HANSON PLC	GB	9,42	-1,27
HEIDELBERGER ZE	DE	68	+1,61
HELLTECHNODOM	GR	11,85	....
GENL R	GR	23,88	....
HOCHTIEF	DE	35,1	+2,33
HOLDERBANK	CH	257,90	-3,49
HOLDERBANK FINA	CH	1136,57	-0,81
IMETAL /RM	FR	122,5	+0,41
ITALCEMENTI	IT	10,75	-0,92
ITALCEMENTI RNC	IT	4,44	+1,83
LAFARGE /RM	FR	91,75	-2,76
MICHANIKI REG.	GR	6,53	....
PARTEK	FI	10,3	....
PHILIPP HOLZMAN	DE	138,5	+1,47
PILKINGTON PLC	GB	1,23	-1,22
PLC	GB	13,85	+0,77
RUGBY	GB	1,79	-1,87
	FR	186,9	-1,65
-B-	SE	36,13	+0,83
	DK	12,78	....
TARMAC		1,78	+1,74
TAYLOR		3,01	+1,02
	FR	109,1	+2,92
	GR	73,15	....
	IT	10,3	+1,48
URALITA	ES	5,94	-0,67
	ES	9,25	-0,43
BAUSTOF	AT	180,9	+2,15
WILLIAMS	GB	6,30	-2,53
▶ DJ E STOXX CNST P		261,51	-0,78
CONSOMMATION CYCLIQUE			
ACCOR /RM	FR	238	-0,42
ADIDAS-SALOMON	DE	83,4	-2,20
ALITALIA	IT	2,84	-1,73
AUSTRIAN	AT	31	....
BANG & OLUFSEN	DK	64,57	+0,63
BARRATT DEV PLC	GB	6,44	....
GROUP	GB	3,42	+1,35
	IT	1,08	+1,20
	GB	11,13	+1,10
	GB	7,63	+0,40
	GB	2,20	+0,69
CHARGEURS	FR	52,1	---
CLUB MED.	FR		-0,86
	GB	0,66	....
			-2,41
COMPASS GRP			-0,57
TEXT			
DT.LUFTHANSA N	DE	21,8	-2,70
ELECTROLUX -B-	SE	18,38	+2,99
EMI GROUP	GB	7,87	....
EURO DISNEY /RM	FR	1,21	-0,81
CHR. HANSEN HLD	DK	92,82	-1,43
CULTOR -1-	FI	17,55	-0,28
DANISCO	DK	42,91	-0,31
DANONE /RM		263,5	+0,74
DELTA DAIRY		14,83	....
DIAGEO		10,63	-1,41
ELAIS OLEAGINOU	GR	18,29	....
ERIDBEGH.SAY /	FR	133,2	....
GREENCORE GROUP		3,77	....
HEINEKEN	NL	47,8	-1,84
HELLENIC BOTTLI	GR	39,01	....
HELLENIC SUGAR	GR	7,76	....
		34,5	-1,43
KERRY GRP-A-	GB	12,53	....
MONTEDISON	IT	0,91	-1,09
NESTLE N	CH	1738,76	-0,57
PARMALAT	IT	1,37	....
PERNOD RICARD /	FR	63,4	-0,70
RASSIO GRP V	IT	3,35	-4,02
RIEBER & SON -B-	NO	6,62	....
TATE & LYLE		6,43	+0,24
UNICER R	PT	21,95	....
UNICATE PLC	GB	6,84	+1,61
UNILEVER	NL	68,4	+3,32
UNILEVER	GB	6,76	-2,20
▶ DJ E STOXX CYC GOOP		344,93	-1,07
PHARMACIE			
ASTRA -A-	SE	20,06	....
ASTRA -B-	SE	19,07	....
ELAN CORP	GB	59,04	....
GLAXO WELLCOME	GB	28,19	-4,05
HOECHST AG	DE	43,08	-2,05
NOVARTIS N	CH	1376,80	-1,77
NOVO NORDISK B	DK	91,75	+1,04
ORION A	FI		....
ORION B	FI		+0,21
RHONE POUL/RM	FR	43	-2,71
ROCHE HOLDING	CH	16736,05	-0,09
ROCHE HOLDING G	CH	11210,22	-0,82
SANOFI /RM	FR	149,7	-3,36
SCHERING AG	DE	105,6	-1,17
SMITHKLINE BEEC	GB	12,47	-2,26
ZENECA GROUP	GB	44,96	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		617,75	-1,15
ÉNERGIE			
AKER MARITIME	NO	9,10	+1,34
BG	GB	5,38	+1,43
BP AMOCO	GB	17,76	+1,12
BURMAH CASTROL	GB	16,48	-1,55
CEPSA	ES	30,75	-1,76
ELECTRAFINA		113,5	+1,07
ELF AQUITAINE /	FR		+1,53
ENI	IT	6,03	....
OIL		6,49	-0,70
		9,14	+1,58
LASMO			-0,68
OMV AG	AT		+1,06
	BE		
PETROLEUM GEO-I	NO		+2,54
PRIMACAZ /RM	FR		+0,29
PROSAFE	NO	7,17	+0,85
REPSOL	ES	46,3	....
ROYAL DUTCH CO	NL	54,85	+2,33
SAGA PETROLEUM	NO	10,49	+4,19
SAIPEM	IT		-0,78
SHELL &	GB	6,97	+1,32
SMEDVIG -A-	NO	12,42	+2,49
TOTAL /RM	FR	121,4	+0,75
▶ DJ E STOXX ENGY P		320,9	+1,01
SERVICES FINANCIERS			
3I	GB	10,24	-0,15
ALMANIJ	BE	61,7	-0,56
ALPHA FINANCE	GR	31,38	....
AMVESCAP	GB	19,19	-2,33
BAIL INVEST /RM	FR	126,4	-0,24
R	PT	25,27	....
LAND CO	GB	3,83	-0,35
		5,89	+0,26
COBEPA	BE	65	+0,31
	ES	141,05	+0,32
	FR	48,72	-0,96
N		184,61	-0,67
	FR	473	....
	FR	125	+0,80
GECINA /RM	FR	103,5	+0,49
HAMMERSON	GB	7,02	....
		35,78	-1,48
		12,48	+1,12
	GB	6,89	-0,22
MEDIOBANCA	IT	11,85	-1,27
MEDIOLANUM	IT	6,25	-2,65
PLC		7,05	+1,31
METROVACESA	ES	28,7	-0,15
MEDIOLANUM	NL	8,25	-2,65
PARIBAS	FR	97	+0,31
FIN	GB	15,88	....
RODAMCO NV	NL	23,75	+0,42
	GB	21,42	+0,43
N /RM	FR	82,2	-0,48
SIMCO	FR	82,3	-0,72
ESTATES		5,04	-0,98
UNIBAIL /RM	FR	122,5	+0,57
UNIM	IT	0,52	....
VALLEHERMOSO	ES	9,39	-1,47
PLC		6,14	-1,46
▶ DJ E STOXX FINS P		261,35	-0,94
ALIMENTATION ET BOISSON			
ALLIED DOMECQ	GB		-7,06
	GB	7,02	+0,87
BASS	GB	14,48	-2,27
	AT	41	+1,23
	FR		+1,93
	AT	47,5	-0,21
	GB		-1,34
-B-			+6,45
-A-		41,78	+3,33
FKI	GB		-1,71
	DK		+0,61
FLUGHAFEN WIEN	AT	41,7	
GKN	GB	16,16	-1,58
	GB		-2,29
HALKOR	GR		....
HAYS	GB		+0,87
HEIDELBERGER DR	DE		....
HELLAS CAN SA P	GR	24,77	....
IFIL	IT	3,59	-1,37
IMI PLC	GB	4,61	....
ISS INTL SERV-B	DK		-0,96
KOBENHAWN LUFT			-0,70
KON.NEDLLOYD	NL	24,3	-0,61
KONE B	FI	109	....
LAHMEYER			-0,65
LEGRAND /RM	FR		-2,80
LEW HOECH	NO		+2,06
LINDE AG	DE		-0,34
MAN AG			-4,19
MANNESMANN AG			+0,28
METALLGESELLSCH	DE	17,8	-0,84
METRA A	FI	22,95	....
MORGAN CRUCIBLE	GB		-3,77
NFC	GB		+1,22
HOLDING	DK		-2,17
OCEAN GROUP	GB		....
PENINSORIENT.S	GB		+0,77
FARNELL	GB		+7,22
RAILTRACK	GB	19,79	-2,62
RANDSTAD HOLDIN		45,4	-0,44
RATIN -A-	DK	157,68	....
RATIN -B-	DK		-4,07
RAUMA OY	FI	12,7	-0,39
	GB		-4,19
REXAM	GB		+1,26
REXEL /RM	FR	78	+0,80
RHI AG	AT		+0,78
RIETER HLDG R	CH		+0,11
SANDVIK -A-	SE	20,98	+3,89
SANOFIA	SE	21,89	+4,13
SAURER ARBON N	CH	516,53	-4,48
SCANIA AB -A-	SE		+1,82
SCANIA AB -B-	SE	25,13	+1,36
SCHINDLER HOLD	CH		-0,27
SCHINDLER HOLD	CH		-1,18
SCHNEIDER /RM	FR		-2,38
SEAT-PAGINE	IT	1,21	+3,42
SECURICOR	GB		-0,89
-B-	SE		-0,39
GENEVA BR	CH		-0,14
SHANKS & MCEWAN	GB	3,49	....
SIDEL /RM	FR		+4,84
SIMENSYS	GB		-1,53
SITA /RM	FR		+0,25
-A-	SE	15,71	....
SKF -B-	SE		-0,68
SOPHUS BEREND -		27,58	-0,49
STORK NV	NL		+0,73
	CH	597,56	-0,82
SVEDALA	SE	15,68	-1,42
SWEDBORG -A-	DK	11300,84	....
TOMRA SYSTEMS	NO		-2,14
VA TECHNOLOGIE	AT		....
VALMET	FI		+1,04
▶ DJ E STOXX IND GOO P		364,16	-1,38

(Publicité)

http://www.lemonde.fr

La Bourse au quotidien :
l'actualité des entreprises
les cotations en direct
les informations financières...

BIENS D'ÉQUIPEMENT			
ABB AB -A-		13,01	-0,43
ABB AB -B-	SE	12,98	-0,46
ABB BADEN	CH	1347,89	+0,09
ADECCO CHSEREX	CH	474,89	-0,65
ALSTOM	FR	39	-3,23
ALUSUISSE LON G	CH		-0,27
		4,91	+0,71
ATLAS COPCO -A-			+0,47
ATLAS COPCO -B-	SE	23,67	+0,96
	GR	8,04	....
BAA	GB		-0,15
BBA GROUP PLC	GB		-1,61
BERGESEN	NO	14,36	-1,35
BONHEUR	NO	27,12	....
CMB		41	+0,24
CMG	GB	25,82	+2,38
COOKSON GROUP P	GB	2,82	+0,61
DAMPSKIBS -A-	DK		+1,69
DAMPSKIBS -B-	DK	8340,61	-0,60
DAMSKIBS SVEND	DK	11698,14	-0,76
DELTA PLC	GB	2,61	-1,79
DET SONDENFJ NO	NO	7,31	+2,40
ELECTROCOMPONEN	GB		+1,33
EQUANT NV		66	+2,99
FINNLINES	FI		-3,70
FKI	GB		-1,71
	DK		+0,61
FLUGHAFEN WIEN	AT	41,7	
GKN	GB	16,16	-1,58
	GB		-2,29
HALKOR	GR		....
HAYS	GB		+0,87
HEIDELBERGER DR	DE		....
HELLAS CAN SA P	GR	24,77	....
IFIL	IT	3,59	-1,37
IMI PLC	GB	4,61	....
ISS INTL SERV-B	DK		-0,96
KOBENHAWN LUFT			-0,70
KON.NEDLLOYD	NL	24,3	-0,61
KONE B	FI	109	....
LAHMEYER			-0,65
LEGRAND /RM	FR		-2,80
LEW HOECH	NO		+2,06
LINDE AG	DE		-0,34
MAN AG			-4,19
MANNESMANN AG			+0,28
METALLGESELLSCH	DE	17,8	-0,84
METRA A	FI	22,95	....
MORGAN CRUCIBLE	GB		-3,77
NFC	GB		+1,22
HOLDING	DK		-2,17
OCEAN GROUP	GB		....
PENINSORIENT.S	GB		+0,77
FARNELL	GB		+7,22
RAILTRACK	GB	19,79	-2,62
RANDSTAD HOLDIN		45,4	-0,44
RATIN -A-	DK	157,68	....
RATIN -B-	DK		-4,07
RAUMA OY	FI	12,7	-0,39
	GB		-4,19
REXAM	GB		+1,26
REXEL /RM	FR	78	+0,80
RHI AG	AT		+0,78
RIETER HLDG R	CH		+0,11
SANDVIK -A-	SE	20,98	+3,89
SANOFIA	SE	21,89	+4,13
SAURER ARBON N	CH	516,53	-4,48
SCANIA AB -A-	SE		+1,82
SCANIA AB -B-	SE	25,13	+1,36
SCHINDLER HOLD	CH		-0,27
SCHINDLER HOLD	CH		-1,18
SCHNEIDER /RM	FR		-2,38
SEAT-PAGINE	IT	1,21	+3,42
SECURICOR	GB		-0,89
-B-	SE		-0,39
GENEVA BR	CH		-0,14
SHANKS & MCEWAN	GB	3,49	....
SIDEL /RM	FR		+4,84
SIMENSYS	GB		-1,53
SITA /RM	FR		+0,25
-A-	SE	15,71	....
SKF -B-	SE		-0,68
SOPHUS BEREND -		27,58	-0,49
STORK NV	NL		+0,73
	CH	597,56	-0,82
SVEDALA	SE	15,68	-1,42
SWEDBORG -A-	DK	11300,84	....
TOMRA SYSTEMS	NO		-2,14
VA TECHNOLOGIE	AT		....
VALMET	FI		+1,04
▶ DJ E STOXX IND GOO P		364,16	-1,38

ASSURANCES			
AGF /RM	FR	49,4	+1,75
ALLEANZA ASS	IT	10,85	-1,35
ALLIANZ AG	DE	286	-0,91
ALLIED ZURICH	GB	12,73	-0,36
ASPIS PRONIA CE	GR	14,85	....
AXA /RM	FR	120,5	-0,82
CGU	GB	14,84	+1,14
CNP ASSURANCES	FR	23,49	+0,86
CORP.MAPFRE R	ES	19,9	+0,05
ERGO VERSICHERU	DE	113,5	+0,89
ETHNIKI GEN INS	GR	42,85	....
FONDIARIA ASS	IT	5,1	-1,35
FORSIKRING CODA	DK	94,17	....
FORTIS AMEV NV	NL	---	---
GENERALI ASS	IT	36,3	-0,68
GENERALI HLD VI	AT	168	-0,23
INA	IT	2,46	-0,41
IRISH LIFE	GB	8,35	-5,34
LEGAL & GENERAL	GB	---	---
MUENCH RUECKVER	DE	182	+1,06
NORWICH UNION	GB	6,97	-0,85
POHJOLA YHTYMAE	FI	48,99	+0,14
PRUDENTIAL CORP	GB	13,52	-3,68
RAS	IT	10	-0,99
ROYAL SUN ALLIA	GB	7,99	-0,76
SAMPO -A-	FI	20,7	+0,77
SWISS RE N	CH	3884,27	-1,16
SEGUROS MUNDIAL	PT	27,49	....
SKANDIA INSURAN	SE	17,95	+0,31
STOREBRAND	NO		-0,85
SWISS LIFE BR	CH		-1,48
TOPDANMARK AS	DK		....
TRYG-BALTICA	DK	33,54	+0,87
ZURICH ALLIED N	CH		-0,60
▶ DJ E STOXX INSU P		447,59	-0,91
MEDIAS			
B SKY B GROUP	GB	8,34	-0,18
PLUS /RM	FR		-0,81
CARLTON COMMUNI	GB	9,25	+0,66
ELSEVIER	NL	14,05	-0,35
HAVAS ADVERTISI	FR	167,9	+0,16
INDEPENDENT NEW	IR	4,7	-
	FR	35,13	-5,05
	IT	8,34	-0,36
PEARSON			-2,70
REED INTERNATIO	GB	8,22	-0,72
			-0,47
SCHIBSTED		11,87	-1,03
	GB	4,37	-1,71
TF1			+3,81
UNITED NEWS M	GB	11,84	+8,02
WOLTERS KLUWER	NL	171,85	---
WPP GROUP	GB	8,34	-1,79
▶ DJ E STOXX MEDI P		307,35	-1,03
BIENS DE CONSOMMATION			
AHOLD		35,05	-1,13
ASDA GROUP PLC	GB		-4,35
ATHENS MEDICAL			---
AUSTRIA TABAK A	AT	48,1	-1,84
BEIERSDORF AG	DE		-1,47
BIC /RM	FR	46,8	-0,81
BRIT AMER TOBAC	GB	7,88	+3,55
CASINO GP /RM	FR		+0,36
CFR UNITS -A-	CH	1847,74	-0,12
CPT MODERNES /R	FR	884	---
DELHAIZE	BE		+0,08
ESSILOR INTL /R		313,4	+0,13
ETS COLRUYT		849	-0,15
FYFFES	GB	2,85	....
GIB	BE	39,98	-0,85
GOODYS	GR	22,48	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,11	+0,17
KESKO OY	FI	14,9	+0,78
L'OREAL /RM	FR	606,5	-0,82
MODELO CONTINEN	PT	19,98	---
PAPASTRATOS CIG	GR	14,46	---
PROMODES /RM	FR	882	-1,42
REDOUTE & COLMA	GB	11,21	-0,27
SAFEWAY	GB	3,82	-2,38
SAINSBURY J. PL	GB	5,91	-2,75
SEITA /RM	FR	57,5	-1,20
SMITH & NEPHEW	GB	2,48	+1,94
STAGECOACH HLDG	GB	3,33	+0,46
TABACALERA REG	ES	18,89	-1,88
TAMRO	FI	3,85	-2,14
TESCO PLC	GB	3,70	-4,30
TNT POST GROEP	NL	28,4	-0,84
▶ DJ E STOXX N CY P		488,91	-0,21
COMMERCE DISTRIBUTION			
ARCADIA GRP	GB		+3,64
CO PLC	GB		-1,07
CARREFOUR /RM			-1,16
			-3,84
GEHE AG		44	
GREAT UNIV STOR	GB		-1,13
GUILBERT /RM			
HENNES & MAURIT			+1,66
MARTIN	PT		---
			+1,42
		13,49	-3,99
MARKS & SPENCER	GB	6,58	-3,35
METRO	DE	69,2	+1,47
NEXT PLC	GB	11,58	-3,18
PINAULT			-0,26
RINASCENTE	IT	8	-1,23
SAINSBURY (J.)	GB	5,91	-2,75
STOCKMANN A	FI		-2,62
VALORA HLDG N			-3,52
WH SMITH GRP	GB		-3,31
WOLSELEY PLC	GB	7,94	-1,32
▶ DJ E STO

VALEURS FRANÇAISES

L'action BNP s'échangeait jeudi 29 avril en baisse de 0,87 % à 73,85 euros. Le titre SG restait stable à 164 euros et Paribas s'inscrivait en recul de 0,31 % à 96,4 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 158,25 euros et l'action Paribas à 101,54 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 102,5 euros.

L'action Air Liquide perdait 2,61 % à 148,9 euros jeudi à l'ouverture. Les investisseurs ont sanctionné la baisse de 2,6 % de son chiffre d'affaires au premier trimestre 1999, qui s'est établi à 1,47 milliard d'euros.

Le titre Michelin [illegible] en [illegible] de 2,74 % à 44,25 euros jeudi, malgré l'amélioration de [illegible] du chiffre d'affaires du groupe, qui a atteint 3,13 milliards d'euros au premier trimestre 1999.

L'action Strafor-Facom s'inscrivait en [illegible] de 8,36 % à 81,1 euros, lors des premiers échanges jeudi. Le groupe renoncerait à l'augmentation de capital réservée qui devait lui permettre de financer en partie la prise de contrôle du spécialiste de la distribution des pièces de rechange pour l'automobile, Autodistribution.

La valeur Rhône-Poulenc cédait 1,67 % à 43,46 euros jeudi à la suite de la publication avant l'ouverture de la séance de Bourse d'une baisse de 6 % à 125 millions d'euros du résultat net du groupe au premier trimestre 1999.

[illegible]

JEUDI 29 AVRIL — Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 21 mai

France ▶	Précédent en francs	Cours en francs	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
B.N.P. (T.P.)	752,15	[illegible]	962,62	– 1,54	150
CR.LYONNAIS(TP)	142,20	[illegible]	931,46	– 0,14	145
RENAULT (T.P.)	410	[illegible]	3889,74	– 0,78	409,80
SAINT GOBAIN(T.P.	181,50	[illegible]	1196,58	—	182
THOMSON S.A (T.P	151,60	[illegible]	—	—	149,50
ACCOR	339	[illegible]	1858,65	– 0,68	335
AGF	46,55	[illegible]	324,70	+ 1,95	46,80
AIR FRANCE GPE N	16,68	[illegible]	110,68	+ 1,13	16,52
AIR LIQUIDE	152,50	[illegible]	971,47	– 3,18	152,50
ALCATEL	119,40	[illegible]	783,04	– 3,85	120
ALSTOM	31	[illegible]	199,13	– 8,54	30,50
ALTRAN TECHNO. #	228,10	[illegible]	1476,58	– 1,31	235
ATOS CA	81,90	[illegible]	522,47	– 2,74	76,80
AXA	121,50	[illegible]	788,46	– 1,00	119,60
BAIL INVESTIS	128,70	[illegible]	820,60	– 1,28	124,60
BAZAR HOT. VILLE	110,10	[illegible]	718,55	– 0,45	108,50
BERTRAND FAURE	53,75	[illegible]	364,22	+ 0,48	53,10
BIC	49,20	[illegible]	318,47	– 1,52	46,70
BIS	58	[illegible]	367,87	+ 0,52	55
B.N.P.	74,50	[illegible]	488,03	– 0,13	74
BOLLORÉ	181,70	[illegible]	1180,56	– 0,11	178,10
BONGRAIN	378,70	[illegible]	2462,84	+ 1,68	360
BOUYGUES	226	[illegible]	1461,16	—	221,10
BOUYGUES OFFS.	30,65	[illegible]	201,05	—	30,50
BULL #	6,58	[illegible]	43,16	—	6,26
CANAL +	270,70	[illegible]	1770,43	– 0,29	268,50
CAP GEMINI	148,60	[illegible]	954,08	– 2,33	139,20
CARBONE LORRAINE	51,20	[illegible]	336,51	—	49,50
CARREFOUR	730	[illegible]	4783,97	– 1,02	760
CASINO GUICHARD	91,30	[illegible]	604,14	+ 0,65	94,80
CASINO GUICH.ADP	59,85	[illegible]	387,65	– 1,40	58,95
CASTORAMA DUB.Q.	227	[illegible]	1488,22	– 2,29	216
C.C.F.	92	[illegible]	614,36	+ 1,78	92,40
CEGID (LY)	142,80	[illegible]	928,84	– 0,90	139,50
CERUS	7,18	[illegible]	47,23	+ 0,69	6,80
CGIP	47,15	[illegible]	310,33	+ 0,33	46,70
CHARGEURS	52,10	[illegible]	341,75	—	51,95
CHRISTIAN DALLOZ	48,90	[illegible]	318,14	– 0,61	44,70
CHRISTIAN DIOR	134,80	[illegible]	886,53	– 1,62	122
CIC -ACTIONS A	80	[illegible]	524,77	—	78,10
CIMENTS FRANCAIS	54,30	[illegible]	358,14	+ 0,82	53,50
CLARINS	86,85	[illegible]	569,37	– 0,17	83,50
CLUB MEDITERRANE	67	[illegible]	597,48	– 0,57	67,55
CNP ASSURANCES	23,20	[illegible]	152,84	+ 0,04	23,10
COFLEXIP	73,40	[illegible]	481,81	+ 0,18	72,80
COLAS	175	[illegible]	1148,29	+ 1,80	173
COMPTOIR ENTREP.	2,37	[illegible]	15,61	+ 0,42	2,28
CPR	50,20	[illegible]	335,83	– 1,09	45,45
CREDIT FON.FRANCE	15,20	[illegible]	99,64	– 0,05	15,20
CFF.(FERRAILLES)	38,25	[illegible]	267,78	—	33,80
CREDIT LYONNAIS	38,60	[illegible]	346,92	– 1,03	38,50
CS SIGNAUX(CSEE)	57,55	[illegible]	387,61	+ 2,51	54,40
DAMART	88,25	[illegible]	425,72	+ 3,26	83,10
DANONE	241,70	[illegible]	1587,28	+ 0,74	243
DASSAULT-AVIATIO	135	[illegible]	892,16	+ 0,74	138,80
DASSAULT SYSTEME	34,80	[illegible]	227,62	– 0,57	36,25
DE DIETRICH	51,50	[illegible]	338,79	+ 0,58	48,05
DEVEAUX(LY)#	70	[illegible]	467,22	– 0,28	72
DEV.ILN-P.CAL 11	10,80	[illegible]	71,83	+ 0,45	10,81
DIDIA FRANCE	[illegible]	[illegible]	551,07	– 0,70	130,50
DMC (DOLLFUS MI)	[illegible]	[illegible]	43,31	+ 1,25	6,84
DYNACTION	27,10	[illegible]	179,40	+ 0,82	28,01
ECIA	118	[illegible]	788,44	– 0,59	111
EIFFAGE	65	[illegible]	438,68	+ 0,15	62,10
ELF AQUITAINE	157	[illegible]	916,57	+ 1,57	133,80
ERAMET	88,40	[illegible]	597,48	– 0,54	86,70
ERIDANIA BEGHIN	132,20	[illegible]	872,42	– 0,15	126
ESSILOR INTL	313	[illegible]	2082,33	+ 0,44	296,50
ESSILOR INTL.ADP	305	[illegible]	1994,93	– 0,78	287,20
ESSO	66	[illegible]	521,31	– 0,89	79
EURAFRANCE	478	[illegible]	3162,66	—	473,40
EURO DISNEY	1,23	[illegible]	8,07	—	1,19
EUROPE 1	289,20	[illegible]	1889	+ 0,09	288
EUROTUNNEL	1,51	[illegible]	9,71	– 1,52	1,47
FIMALAC SA	69,75	[illegible]	917,91	+ 0,48	66
FINEXTEL	18,60	[illegible]	121,75	– 0,21	18,22
FIVES-LILLE	76,20	[illegible]	488,99	– 0,90	72
FRANCE TELECOM	78	[illegible]	502,14	– 1,95	74,20
FROMAGERIES BEL	700	[illegible]	4588,42	– 0,07	688
GALERIES LAFAYET	1081	[illegible]	7084,68	+ 1,75	1141
GASCOGNE	83,85	[illegible]	[illegible]	– 0,71	78
GAUMONT #	63,10	[illegible]	[illegible]	– 1,18	60,80
GAZ ET EAUX	41,80	[illegible]	[illegible]	– 0,24	41,80
GECINA	108	[illegible]	[illegible]	—	103
GEOPHYSIQUE	48,10	[illegible]	301,81	– 0,17	46,50
GRANDVISION	38,65	[illegible]	175,14	+ 0,18	33,90
GROUPE ANDRE S.A	119,80	[illegible]	785,84	—	122
GR.ZANNIER (LY)	21	[illegible]	[illegible]	+ 1,42	[illegible]
GROUPE GTM	89,80	[illegible]	[illegible]	+ 0,85	87,90
GPE VALFOND ACT.	44,75	[illegible]	293,54	—	44,03
GROUPE PARTOUCHE	65,80	[illegible]	421,12	– 2,43	63
GUILBERT	140	[illegible]	954,24	+ 0,64	130,50
GUYENNE& GASCOGNE	428	[illegible]	2846,85	+ 3,23	400
HACHETTE FILLIPAC	218,20	[illegible]	1481,36	– 0,45	213
HAVAS ADVERTISTN	157,60	[illegible]	1226,84	– 0,91	160
IMETAL	122	[illegible]	799,81	– 0,08	117,40
IMMEUBLES DE FCE	17,58	[illegible]	114,27	– 0,08	16,50
INFOGRAMES ENTER.	73	[illegible]	474,28	– 0,95	67,40
INGENICO	20,40	[illegible]	140,24	+ 4,80	20,28
INTERBAIL	22,11	[illegible]	145,03	—	22,06
INTERTECHNIQUE	221,10	[illegible]	1505,76	– 0,45	220
ISIS	69,50	[illegible]	470,88	+ 3,30	66,35
JEAN LEFEBVRE	87,80	[illegible]	588,19	– 2,84	87,15
ILE PIERRE	93,80	[illegible]	630,95	+ 0,85	93,05
LABINAL	236,50	[illegible]	1510,91	– 2,65	218,50
LAFARGE	94,35	[illegible]	603,15	– 2,54	93,75
LAGARDERE	37	[illegible]	229,91	– 5,27	33,60
LAPEYRE	69	[illegible]	457,20	+ 1,61	67
LEBON (CIE)	41,99	[illegible]	275,17	– 0,09	41,90
LEGRAND	228,50	[illegible]	1458,22	– 2,84	222
LEGRAND ADP	130,40	[illegible]	849,25	– 1,53	122
LECRIS INDUST.	41,80	[illegible]	272,80	– 0,71	40,80
LOCINDUS	117,30	[illegible]	780,59	+ 1,44	118,50
L'ORÉAL	610,50	[illegible]	3901,98	– 1,66	606
LVMH MOET HEN.	253,90	[illegible]	1632,65	– 1,96	244
MARINE WENDEL	157	[illegible]	1000,33	– 2,86	157
METALEUROP	5,85	[illegible]	38,57	– 1,17	5,25
MICHELIN	45,50	[illegible]	296,34	– 4,39	44,84
MONTUPET SA	33	[illegible]	214,59	– 0,90	32,69
MOULINEX	11,80	[illegible]	78,94	– 0,59	10,20
NATEXIS	51,85	[illegible]	334,54	– 1,25	51
NEOPOST	17,40	[illegible]	113,15	– 0,88	16,80
NORBERT DENTRES.	28,55	[illegible]	181,78	– 2,97	27,29
NORD-EST	27,08	[illegible]	177,11	– 0,29	26,50
NORDON (NY)	72,45	[illegible]	—	—	73,20
NRJ #	197,90	[illegible]	1214,88	– 1,49	185,80
OLIPAR	7,90	[illegible]	51,82	—	7,98
PARIBAS	95,70	[illegible]	628,62	+ 0,21	98
PATHE	235	[illegible]	1546,49	+ 0,25	231,80
PECHINEY ACT ORD	37,71	[illegible]	252,54	+ 2,09	37,51
PERNOD-RICARD	63,85	[illegible]	416,53	– 0,54	59,50
PEUGEOT	158,80	[illegible]	1036,41	– 0,37	164
PINAULT-PRINT.RE	155,50	[illegible]	1020,01	—	151,80
PLASTIC OMN.(LY)	87,80	[illegible]	577,24	+ 0,22	78,10
PRIMAGAZ	68	[illegible]	447,36	+ 0,29	65,50
PROMODES	600,50	[illegible]	3963,59	– 1,91	600,50
PUBLICIS #	173,50	[illegible]	1128,25	– 0,66	160
REMY COINTREAU	15,80	[illegible]	102	– 0,32	15
RENAULT	39,10	[illegible]	256,15	– 0,12	37,20
REXEL	75,40	[illegible]	488,20	+ 0,72	75,30
RHODIA	16,21	[illegible]	104,68	– 1,60	16,20
RHONE POULENC A	44,20	[illegible]	288,75	– 2,46	43,65
ROCHEFORTAISE CD	109	[illegible]	688,75	+ 1,94	100
ROCHETTE (LA)	2,76	[illegible]	18,17	+ 0,36	2,61
ROYAL CANIN	51,20	[illegible]	333,55	– 0,68	51
RUE IMPERIALE (L	1050	[illegible]	6867,65	—	1020
SADE (NY)	37,20	[illegible]	—	—	37,20
SAGEM SA	825	[illegible]	3457,21	– 8,19	495,10
SAINT-GOBAIN	169,70	[illegible]	1086,28	– 2,41	163,60
SALVEPAR (NY)	76	[illegible]	492,45	– 3,22	75,90
SANOFI	154,90	[illegible]	980,68	– 3,48	[illegible]
SAUPIQUET (NS)	63,40	[illegible]	547,98	– 0,85	49
SCHNEIDER SA	59,80	[illegible]	377,83	– 2,04	56,50
SCOR	47,90	[illegible]	[illegible]	– 2,82	[illegible]
S.E.B.	74,50	[illegible]	470,96	– 3,52	[illegible]
SEFIMEG CA	62,50	[illegible]	408,01	– 0,48	63
SEITA	19,25	[illegible]	[illegible]	—	[illegible]
SELECTIBANQUE	10,20	[illegible]	[illegible]	– 0,09	10,21
SFIM	39,95	[illegible]	—	—	37
SGE	40,40	[illegible]	262,26	– 0,88	39,90
SIDEL	94,70	[illegible]	[illegible]	+ 6,84	78
SILIC CA	164,50	[illegible]	[illegible]	– 0,97	157
SIMCO	82,90	[illegible]	[illegible]	– 0,72	[illegible]
S.I.T.A.	208	[illegible]	[illegible]	+ 0,25	[illegible]
SIDI ROSSIGNOL	12,34	[illegible]	[illegible]	—	12,47
SOCIETE GENERALE	164	[illegible]	1072,40	– 0,30	159,40
SOC.FONC.LYON.#	125	[illegible]	826,51	+ 0,80	121,50
SODEXHO ALLIANCE	161,40	[illegible]	1049,53	– 0,86	158
SOGEPARC (FIN)	69,40	[illegible]	458,17	+ 0,88	66,90
SOMMER-ALLIBERT	27,65	[illegible]	184,32	+ 1,62	26
SOPHIA	39,15	[illegible]	255,50	– 0,58	38,73
SPIR COMMUNIC #	58	[illegible]	380,46	—	57,40
STRAFOR FACOM	81,40	[illegible]	528,70	– 0,38	81
SUEZ LYON.DES EA	163,80	[illegible]	1059,37	– 1,46	159,90
SYNTHELABO	200	[illegible]	1265,65	– 3,45	192,90
TECHNIP	106	[illegible]	722,21	+ 3,84	101,80
THOMSON-CSF	29,82	[illegible]	199,30	+ 1,03	28,90
TOTAL	120,50	[illegible]	796,99	+ 0,82	118,60
UNIBAIL	121,80	[illegible]	803,55	+ 0,57	127
UNION ASSUR.FDAL	108,50	[illegible]	706,47	– 1,54	107
USINOR	14,20	[illegible]	93,15	—	14,12
VALEO	83	[illegible]	535,26	– 1,68	82
VALLOUREC	38,20	[illegible]	229,56	– 3,31	35,40
VIA BANQUE	27,25	[illegible]	179,73	+ 0,55	27,90
VIVENDI	221	[illegible]	1049,53	– 0,86	158
WORMS (EX.SOMEAL	13	[illegible]	83,31	– 2,30	13
ZODIAC EX.DT DIV	216,10	[illegible]	1390,83	– 1,89	208,90

International ▶	Précédent en francs	Cours en francs	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
AMERICAN EXPRESS	128,60	[illegible]	816,01	– 3,38	127,30
A.T.T. #	51	[illegible]	337,49	+ 0,88	79,70
BARRICK GOLD #	19,75	[illegible]	124,30	+ 1,88	17,95
CROWN CORK ORD.#	30,47	[illegible]	200,67	+ 0,09	30,15
DE BEERS #	22,75	[illegible]	148,38	– 0,57	21,50
DU PONT NEMOURS	57,50	[illegible]	449,35	+ 1,48	63,20
ERICSSON #	25,90	[illegible]	168,97	– 0,54	23,50
FORD MOTOR #	39,85	[illegible]	399,15	+ 2,01	59,10
GENERAL ELECT. #	106,50	[illegible]	698,79	– 1,89	106,10
GENERAL MOTORS #	82,75	[illegible]	581	+ 1,51	84
HITACHI #	7	[illegible]	45,59	– 0,71	6,84
I.B.M #	185	[illegible]	1257,47	– 1,89	182,10
ITO YOKADO #	58,60	[illegible]	384,05	– 0,08	60,40
MATSUSHITA #	18,55	[illegible]	119,38	– 2,04	18,30
MC DONALD'S #	40,41	[illegible]	263,88	– 0,44	41,50
MERCK AND CO #	68,05	[illegible]	445,72	– 0,14	73
MITSUBISHI CORP.	6,30	[illegible]	42,84	+ 3,17	6,55
MOBIL CORPORAT.#	95,30	[illegible]	625,78	+ 0,10	95
MORGAN J.P. #	130,40	[illegible]	853,07	– 2,80	132,20
NIPP. MEATPACKER	13,20	[illegible]	—	—	13,50
PHILIP MORRIS #	32,85	[illegible]	215,69	– 0,21	32,05
PROCTER GAMBLE	69,80	[illegible]	581,18	– 0,22	68
SEGA ENTERPRISES	18,94	[illegible]	122,14	– 1,86	18
SCHLUMBERGER #	59	[illegible]	386,91	+ 0,59	59,30
SONY CORP. #	81	[illegible]	532,16	– 2,47	80,50

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de [illegible] - sans indication catégorie 5 ; coupon détaché ; [illegible] détaché ; # [illegible] ; o = offert ; d = demandé ; offre réduite ; demande réduite ; cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du [illegible] en [illegible] Mercredi daté jeudi [illegible] dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

[illegible]

JEUDI 29 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en francs	Cours en francs	% Var. veille
ADLPARTNER #	[illegible]	191,19	—
AB SOFT	[illegible]	110,29	+ 11,77
ALPHAMEDIA	[illegible]	118,69	– 18,98
ALPHA MOS	[illegible]	28,90	– 7,28
ALTAMIR & CI	[illegible]	911,78	—
APPLIGENE ON	[illegible]	13,15	+ 0,69
ASTRA	[illegible]	5,88	—
ATN	[illegible]	86,67	– 2,14
AVENIR TELEC	[illegible]	286,82	– 1,81
BELVEDERE	[illegible]	847,72	+ 0,84
BIODOME #	[illegible]	57,64	– 0,20
BVRP EX DT S	[illegible]	305,48	+ 0,21
CAC SYSTEMES	[illegible]	69,20	– 5,39
CEREP	[illegible]	46,57	+ 1,57
CHEMUNEX #	[illegible]	5,61	—
COIL	[illegible]	321,74	– 1,07
CRYO INTERAC	[illegible]	118,07	– 1,88
CYBER PRESS P	[illegible]	286,18	+ 0,22
CYRANO #	[illegible]	68,91	– 2,85
DESK #	[illegible]	177,11	—
DESK BS 98	[illegible]	14,07	—
DMS #	[illegible]	46,06	+ 0,29
DURAND ALLIZ	[illegible]	43,96	—
DURAN DUBOI	[illegible]	478,19	– 10
EFFIK #	[illegible]	124,68	—
ESKER	[illegible]	186,67	+ 0,89
EUROFINS SCI	[illegible]	348,36	+ 1,33
EURO.CARGO S	[illegible]	88,22	– 5,77
EUROPSTAT #	[illegible]	281,80	+ 1,16
FABMASTER #	[illegible]	77,40	+ 0,08
FI SYSTEM #	[illegible]	188,67	—
FLOREANE MED	[illegible]	82,41	+ 1,13
GENERIX #	[illegible]	384,84	+ 0,99
GENESYS #	[illegible]	81,34	– 0,80
GENSET	[illegible]	282,02	– 2,16
GROUPE D #	[illegible]	124,63	– 8
GUILLEMOT #	[illegible]	346,67	– 0,29
GUYANOR ACTI	[illegible]	3,95	+ 2
HF COMPANY	[illegible]	595,20	—
HIGH CO.	[illegible]	328,20	– 0,49
HOLOGRAM IND.	[illegible]	288,67	+ 1,21
IGE + XAO	[illegible]	35,08	+ 0,26
ILOG #	[illegible]	33,13	—
IMECOM GROUP.	[illegible]	16,60	– 5
INFONIE	[illegible]	114,78	– 7,12
INFOTEL #	[illegible]	144,51	—
LEXIBOOK #	[illegible]	143,24	+ 0,02
JOLIEZ-REGOL	[illegible]	48,57	—
JOLIEZ-REGOL	[illegible]	1,84	– 0,05
LACIE GROUP	[illegible]	36,74	– 1,70
MEDIDEP #	[illegible]	113,48	—
MILLE AMIS'S #	[illegible]	36,98	—
MONDIAL PECH.	[illegible]	48,72	– 0,14
NATUREX	[illegible]	48,80	—
OLITEC	[illegible]	387,01	—
OMNICOM	[illegible]	1273,12	—
OXIS INTL RC	[illegible]	8,88	+ 4,05
PERFECT TECH.	[illegible]	196,65	– 0,76
PHONE SYS.NE	[illegible]	61,98	– 10
PICOGICA	[illegible]	74,12	+ 0,44
PROSODIE	[illegible]	478,15	+ 0,08
PROLOGUE SOF.	[illegible]	156,80	– 0,06
QUANTEL	[illegible]	28,82	—
R2I SANTE	[illegible]	264,62	+ 5,82
RADOUX INTL	[illegible]	196,79	—
RECIF #	[illegible]	78,71	—
REPONSE #	[illegible]	112,17	+ 0,68
REGINA RUBEN	[illegible]	32,47	– 2,84
SAVEURS DE F	[illegible]	160,71	– 2
SILICOMP #	[illegible]	61,98	+ 1,95
SERP RECYCLA	[illegible]	868,02	– 0,68
SOI TEC SIL	[illegible]	183,80	– 2,62
STACI #	[illegible]	145,08	+ 0,04
STELAX	[illegible]	6,12	– 1,92
SYNELEC #	[illegible]	154,18	+ 5,85
LA TETE D.L	[illegible]	19,12	—
THERMATECH I.	[illegible]	190,23	+ 2,26
TITUS INTERA	[illegible]	588,48	– 0,98
TITUS INTER.	[illegible]	608,88	—
TRANSGENE #	[illegible]	219,78	– 4,28
TR SERVICES	[illegible]	68,88	– 2,77
VALORUM #	[illegible]	9,97	—
V CON TELEC	[illegible]	27,22	– 7,77
WESTERN TELE	[illegible]	31,16	– 2,06

[illegible]

JEUDI 29 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en francs	Cours en francs	% Var. veille
ADA	[illegible]	419,01	—
AIGLE #	[illegible]	691,33	– 1,33
ALGECO #	[illegible]	446,66	– 1,97
APRIL S.A.R.	[illegible]	485,41	– 0,59
ARKOPHARMA #	[illegible]	480,13	– 4,89
ASSUR.SQ.POP	[illegible]	695,22	—
ASSYSTEM #	[illegible]	113,48	– 6,48
BENETEAU CA#	[illegible]	1086,41	– 0,82
BISC. GARDEL	[illegible]	58,29	—
BOIRON (LY)#	[illegible]	382,26	+ 2,82
BOISSET (LY)	[illegible]	223,82	—
BOIZEL CHANO	[illegible]	882,14	– 3,71
BONDUELLE	[illegible]	110,46	+ 0,41
BOURGBOIS (L	[illegible]	58,85	—
BRICE	[illegible]	285,34	—
BRICORAMA #	[illegible]	307,84	+ 1,85
BRIOCHE PASQ	[illegible]	886,29	+ 1
BUT S.A.	[illegible]	295,94	—
CDA-CIE DES	[illegible]	339,79	—
CEGEDIM #	[illegible]	190,38	+ 0,03
CERG-FINANCE	[illegible]	254,61	+ 1,67
CGBI	[illegible]	880,85	—
CLAYEUX (LY)	[illegible]	192,06	– 3,82
CNIM CA#	[illegible]	289,27	– 0,12
COFITEM-COFI	[illegible]	364,38	—
CIE FIN.ST-H.	[illegible]	420,47	—
C.A. PARIS I	[illegible]	883,94	– 0,89
C.A.ILLE & V.	[illegible]	328,38	+ 0,49
C.A.LOIRE AT.	[illegible]	333,06	—
C.A.MORBIHAN	[illegible]	321,42	—
C.A.DU NORD#	[illegible]	477,21	+ 0,13
C.A. OISE CC	[illegible]	385,54	—
C.A.PAS DE C.	[illegible]	383,20	– 1,11
C.A.TOULOUSE	[illegible]	391,38	—
CROAM CCI NV	[illegible]	275,50	—
CROMETAL	[illegible]	386,98	+ 0,84
DAPTA-MALLIN	[illegible]	[illegible]	—
GROUPE J.C.D.	[illegible]	389,35	– 0,88
DAUPHIN OTA	[illegible]	534,77	—
DECAN GROUPE	[illegible]	351,07	—
DU PAREIL AU	[illegible]	382,42	– 2,88
ENTRELEC CB	[illegible]	345,98	– 2,08
L ENTREPRISE	[illegible]	704,80	—
ETAM DEVELOP.	[illegible]	246,84	+ 1,82
EUROPEENNE C.	[illegible]	583,80	+ 2,29
EUROP.EXTINC.	[illegible]	275,86	– 1,84
EXEL INDUSTR.	[illegible]	305,02	+ 3,35
EXPAND S.A.	[illegible]	219,01	+ 0,02
FACTOREM	[illegible]	982,94	—
FACTOREM NV	[illegible]	881,10	—
FAIVELEY #	[illegible]	197,19	– 0,89
FIRACOR	[illegible]	30,80	—
FINATIS(EX.L.	[illegible]	482,78	—
FIMINFO	[illegible]	1003,01	—
FLO (GROUPE)	[illegible]	388,80	– 3,74
FOCAL (GROUP	[illegible]	287,51	– 1,35
FRANKIN 29	[illegible]	321,42	+ 0,12
GAUTIER FRAN	[illegible]	288,62	+ 0,91
GEL 2000	[illegible]	10,65	—
GENERALE LOC	[illegible]	103,71	– 0,04
GEODIS #	[illegible]	458,61	—
G.E.P PASQUI	[illegible]	18,62	—
GPI INDUSTRI	[illegible]	213,19	—
GPI INFORMAT	[illegible]	774,08	+ 0,94
GO SPORT	[illegible]	423,37	– 1,44
FINANCIERE G	[illegible]	68,22	—
GRAND MARNIE	[illegible]	32765,05	+ 1,16
GROUPE BOURS	[illegible]	514,65	—
GUERBET S.A.	[illegible]	111,91	—
GUY DEGRENNE	[illegible]	288,94	– 2,38
GUYOMARC H N	[illegible]	514,80	—
HERMES INTL	[illegible]	488,02	– 3,05
HYPARLO #(LY	[illegible]	881,64	– 1,51
I.C.C.#	[illegible]	184,90	—
IMMOB.BATIBA	[illegible]	334,57	+ 0,09
IMS(INT.META	[illegible]	82,65	– 4,80
INFO REALITE	[illegible]	218,78	– 4,02
INT. COMPUTE	[illegible]	37,72	+ 0,67
JET MULTIMED	[illegible]	642,16	+ 0,92
LATECOERE #	[illegible]	810,84	+ 1,09
L.D.C	[illegible]	738,11	+ 0,90
LECTRA SYST.	[illegible]	46,06	+ 3,36
LEON BRUXELL	[illegible]	395,84	– 3,01
LOUIS DREYFU	[illegible]	116,43	– 2,47
LVL MEDICAL	[illegible]	97,66	—
M6-METROPOLE	[illegible]	1141,87	+ 0,68
MEDASYS DIGI	[illegible]	13,12	—
MANITOU #	[illegible]	911,13	+ 2,06
MANUTAN INTE	[illegible]	313,58	+ 0,65
MARC ORIAN	[illegible]	622,16	—
MARIONNAUD P.	[illegible]	301,74	– 2,12
MECATHERM #	[illegible]	172,84	+ 2,72
MGI COUTIER	[illegible]	[illegible]	—
MICHEL THIER	[illegible]	672,43	– 1,26
NAF-NAF #	[illegible]	85,41	– 3,37
PENAUILLE PO.	[illegible]	1674,90	– 0,04
PHYTO-LIERAC	[illegible]	185,98	+ 5,38
POCHET	[illegible]	459,17	– 0,70
RADIALL #	[illegible]	388,16	+ 3,48
RALLYE(CATHI	[illegible]	573,90	—
REYNOLDS	[illegible]	345,33	– 1,06
RUBIS #	[illegible]	154,15	– 1,26
SABATE SA #	[illegible]	519,29	+ 0,08
SEGUIN MOREA	[illegible]	894,23	– 3,06
SIDERGIE	[illegible]	575,84	– 0,77
SIPAREX (LY)	[illegible]	153,83	—
SOCAMEL-RESC	[illegible]	124,96	—
SOPRA #	[illegible]	390,48	+ 0,08
SPORT ELEC S	[illegible]	22,49	—
STALLERGENES	[illegible]	86,27	– 0,76
STEF-TFE #	[illegible]	256,82	+ 1,25
SUPERVOX (B)	[illegible]	13,18	—
SYLEA	[illegible]	369,48	+ 3,39
TF1	[illegible]	1295,48	+ 4,08
TOUPARGEL (L	[illegible]	69,80	—
TRANSICIEL #	[illegible]	721,38	—
TRIGANO	[illegible]	188,82	—
UBI SOFT ENT	[illegible]	636,36	– 1,16
UNILOG	[illegible]	3017,40	– 0,66
VIEL ET CIE	[illegible]	197,78	– 1,83
VILMOR.CLAUS	[illegible]	478,85	—
VIRBAC	[illegible]	326,31	—
WALTER #	[illegible]	586,59	+ 2,19
AFE	[illegible]	545,53	—
AFIBEL	[illegible]	247,95	—
AIRFEUR(NS)	[illegible

هكذا من الأصل

SPORTS Robert Louis-Dreyfus, président de l'Olympique de Marseille, devrait annoncer, vendredi 30 avril, [redacted] l'issue du conseil de surveillance du club de football, l'arrivée du nouveau président délégué, Yves Marchand, qui succédera à Jean-Michel Roussier. [redacted] CE DERNIER officialise dans un entretien au *Monde* [redacted] démission après avoir contribué au sauvetage du club, menacé d'une liquidation judiciaire en mai 1995. [redacted] REVIENT sur son action [redacted] l'OM et sur les raisons qui l'ont conduit à quitter un club sur le point de renouer avec son glorieux passé. Placés avec sa famille sous protection policière depuis plusieurs mois, il explique pourquoi [redacted] relations avec [redacted] supporteurs du club [redacted] dégradées. Il évoque notamment [redacted] *match de Coupe de France entre Marseille et Auxerre où les supporteurs ont exigé publiquement* [son] *départ* ».

Jean-Michel Roussier explique son départ de l'Olympique de Marseille

Dans un entretien [redacted] « Monde », le président délégué du club de football annonce qu'il quitte son poste car il « ne peut plus exercer [redacted] fonctions normalement ». Il évoque le climat « très usant » de l'OM et les conflits qui l'ont opposé aux associations de supporteurs

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

« Pourquoi [redacted] démissionner de [redacted] fonctions de président délégué de l'Olympique de Marseille [redacted] compter du vendredi [redacted] avril ?

– *Il n'y a pas* [redacted] *raison précise.* Je ne pars [redacted] gaieté de cœur, mais il faut savoir tirer [redacted] rideau. Vendredi soir, ce [redacted] fini. Il n'y aura plus de son, plus d'images. J'en suis arrivé là [redacted] je [redacted] que ne suis plus en mesure d'exer[redacted] normalement mes fonctions [redacted] l'OM. *J'en tire* [redacted] *les conséquences* [redacted] chercher [redacted] polémiquer. Il y [redacted] eu une érosion qui ne date pas du mois de janvier [redacted] match de Coupe de France entre Marseille et Auxerre où [redacted] supporteurs ont exigé publiquement mon départ. Ces événements ont simplement renforcé ma conviction.

– Avez-vous [redacted] surpris par la violence verbale [redacted] supporteurs marseillais lors de [redacted] match [redacted] Auxerre ?

– Le dossier « supporteurs » était tronqué dès [redacted] départ. A mon *arrivée, je voulais que l'OM ré*cupère un certain nombre de prérogatives qui avaient été cédées par l'ancienne direction [redacted] des associations de supporteurs. Sans doute n'ai-je pas réussi [redacted] me [redacted] comprendre. Je ne demandais qu'à diminuer le prix des places, mais [redacted] fallait-il obtenir une *augmentation substantielle des* droits de télévision. Compte tenu de nos recettes, il [redacted] me paraissait pas raisonnable d'appliquer des tarifs d'abonnement aussi bas cette saison, [redacted] ça je [redacted] maintiens.

– Autre dossier, l'utilisation par [redacted] supporteurs [redacted] logo [redacted] l'OM...

– [redacted] marque était tombée dans le domaine public. Evidemment, [redacted] pas des amis en estimant que c'est anormal. La construction [redacted] l'OM aurait pu s'inscrire dans un contexte [redacted] distribution de prébendes, mais ce *n'était pas* dans mon état d'esprit. J'ai [redacted] la chance de bénéficier du soutien du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, car, seul, je n'aurais pas pu résister.

– Concrètement, pourquoi n'étiez-vous pas libre d'exercer pleinement vos responsabilités ?

– *Une partie des prérogatives* [redacted] juge essentielles [redacted] qui au*raient* [redacted] *être les miennes m'ont* échappé, [redacted] j'ai probablement commis des [redacted] Je [redacted] incapable [redacted] les quantifier. [redacted] mon avis, elles [redacted] du [redacted] de [redacted] communication. Je lis un peu par[redacted] qu'on me reproche. Manifestement, j'ai dû manquer [redacted] chaleur, *de démagogie, mais je ne* me flagelle pas pour autant. Je pars [redacted] façon assez sereine.

JEAN-MICHEL ROUSSIER

– Quand [redacted] pris [redacted] décision, [redacted] président, [redacted] Louis-Dreyfus, a-t-il tenté [redacted] vous retenir ?

– Cela [redacted] plusieurs mois que je *l'ai évoquée* [redacted] président. On [redacted] beaucoup [redacted] carences, [redacted] plutôt [redacted] la réalité [redacted] mes fonctions. Compte tenu de la bru[redacted] événements du mois [redacted] janvier, j'aurais pu partir [redacted] moment-là. Je ne l'ai pas fait, en concertation [redacted] le président. Ensuite, à partir de mon constat, *qui était définitif, la question* [redacted] mon maintien ne [redacted] posait pas.

– Vous serez resté quatre ans à l'OM. [redacted] sentez-vous usé ?

– Il [redacted] vrai [redacted] climat qui règne au club [redacted] En 1995, [redacted] meilleurs pronostics me donnaient [redacted] mois. Je n'ai jamais *pensé que je pourrais passer* [redacted] vie professionnelle ici. Quatre ans me paraît un bail amplement suffisant.

– [redacted] démission [redacted] réjouir un certain nombre [redacted] personnes, y compris au sein du club. [redacted] directeur sportif, Marcel Dib, a [redacted] déclaré que le peuple marseillais ne voulait plus de [redacted]

– *Le plaisir* que va engendrer mon départ [redacted] la hauteur [redacted] inimitiés que j'ai pu avoir ou créer. C'est la règle [redacted] jeu, ça ne me choque pas. Je n'ai jamais parlé au [redacted] peuple *marseillais*, ce qui [redacted] peut-être un [redacted]

– La dégradation [redacted] vos relations avec l'entraîneur, Rolland Courbis, [redacted] a-t-elle fragilisé ?

– On ne peut faire que l'éloge [redacted] l'entraîneur Rolland Courbis. Je le dis d'autant plus librement que c'est moi qui l'ai fait venir. J'ai *toujours pensé que son profil* était nécessaire à l'OM. J'ai réussi [redacted] convaincre le président. Après, l'évolution [redacted] s'est [redacted] comme [redacted] faire, mais je [redacted] renie [redacted] choix.

– N'a-t-il [redacted] tout fait pour restreindre vos attributions ?

– Rolland n'est [redacted] simple [redacted] gérer, c'est [redacted] l'huile sur le feu. [redacted] personnalité [redacted] complexe, mais je [redacted] convaincu [redacted] c'est le bon entraîneur pour l'OM. [redacted] va au-delà [redacted] ce [redacted] avions imaginé.

– Et que pensez-vous de [redacted] l'arbitre allemand qui [redacted] officié lors [redacted] la demi-finale retour [redacted] Coupe de l'UEFA [redacted] Bologne ?

– Il n'y a pas d'outrances qui m'ont choqué. S'il [redacted] en a eu, [redacted] l'objet [redacted] discussions [redacted] Rolland Courbis. Il [redacted] réussi vite à se [redacted] *qu'il* [redacted] l'homme qu'il fallait à [redacted]

– L'avez-vous informé de [redacted] date [redacted] votre départ ?

– Au mercredi *28 avril*, je [redacted] lui avais pas encore dit. Il me reste vingt-quatre [redacted] pour le tenir au courant.

– Comment jugez-vous votre bilan ?

– Je retiens le chemin parcouru en quatre ans, la progression sportive, *l'amélioration* [redacted] *structures*, la création d'OMTV, la fier[redacted] d'avoir engagé six anciens joueurs dans l'encadrement, [redacted] beaucoup d'entre [redacted] le rendront pas, ou [redacted] maillot [redacted] du centenaire. [redacted] pensait que [redacted] retrouverions [redacted] sommet aussi rapidement, sinon il y aurait [redacted] plus de candidats au tribunal de [redacted] pour reprendre le club. Il y avait deux projets, [redacted] un qui [redacted] davantage la route, celui [redacted] la ville de Marseille, qui [redacted] angoissée par l'héritage.

– [redacted] regretté *un* moment votre venue [redacted] l'OM ?

– Non, même [redacted] j'ai très vite constaté que l'irrationnel pouvait l'emporter sur le rationnel. Cela *créé une certaine inquiétude,* mais pas au point de nourrir [redacted] En 1995, il fallait [redacted] à [redacted] politique de terre [redacted] qui avait été [redacted] auparavant. Si nous n'avions [redacted] réintégré la première [redacted] au [redacted] la première saison, [redacted] aurait été *une première catastrophe. La* [redacted] aurait été [redacted] ne [redacted] transformer [redacted] club en [redacted] anonyme à objet sportif. Enfin, *il* [redacted] fallu [redacted] vite [redacted] repreneur. [redacted] Robert Louis-Dreyfus, nous avons trouvé le meilleur.

***– N'y a-t-il pas une frustration* de partir au moment où l'OM renoue avec son glorieux passé ?**

– J'ai un regret. J'ai largement participé [redacted] la négociation sur le nouveau [redacted] Ligue [redacted] champions [redacted] Milan [redacted] Manchester, notamment, et [redacted] compétition, pour laquelle l'OM va se qualifier, [redacted] la [redacted]

– Qu'allez-vous faire maintenant ?

– Je n'ai [redacted] idée, je ne me [redacted] *pas* [redacted] *d'objectif. Je* [redacted] pas [redacted] qu'après avoir connu l'OM [redacted] ait vraiment [redacted] connaître d'autres clubs. Voilà l'état [redacted] ma réflexion, cela ne va [redacted] au-delà. »

Propos recueillis par Elie Barth

L'UEFA se prononce sur les incidents de Bologne

***L'Olympique de Marseille* [redacted]tend [redacted] inquiétude [redacted] décision de la commission de contrôle [redacted] de discipline de l'UEFA qui [redacted]vait être prononcée, jeudi 29 avril, à Genève, après les [redacted]garres entre joueurs survenues [redacted] Bologne [redacted] l'issue de la demi-*finale* retour [redacted] la *Coupe de* l'UEFA mardi [redacted] avril. Dans les rangs marseillais, on redoute la suspension [redacted] plusieurs joueurs impliqués, notamment l'attaquant Christophe Dugarry [redacted] le gardien Stéphane Porato, avant la finale du 12 mai à Moscou [redacted] Parme. La commission s'appuiera sur les rapports de l'arbitre [redacted] du délégué de l'UEFA, ainsi qu'*« exceptionnellement »* [redacted] les images télé. [redacted] *pourront* [redacted] *appel.* Dans ce [redacted] la commission d'appel de l'UEFA se réunirait le 7 mai. *« Si nous prenons* [redacted] *très lourde sanction financière,* [redacted] *serait* [redacted] », a déclaré Jean-Michel Roussier, [redacted] président délégué démissionnaire.**

Les fans du club ont eu la tête de celui qui l'a redressé

L'OLYMPIQUE DE MARSEILLE est décidé[redacted] *une planète à part* [redacted] *la constellation* virtuelle du [redacted] Gloire et déchéance, [redacted]sions et intrigues s'imbriquent [redacted] un enchaî[redacted] infernal qu'aucun échevin, si puissant soit-il, ne parvient à canaliser. La [redacted] Jean-Michel Roussier (quarante-quatre ans), devenu le Parisien honni, enrichit un peu plus l'histoire tumultueuse [redacted] ce club régit par l'irra*tionnel*.

Mercredi 12 mai, à Moscou, l'OM disputera face [redacted] Parme (Italie) sa troisième finale de Coupe d'Europe, quatre années seulement après avoir échappé à la liquidation judiciaire [redacted] guise d'épilogue de l'ère Bernard Tapie. Jean-Michel Roussier, qui [redacted] mis en scène la [redacted]tauration du monument délabré [redacted] soutien [redacted] la ville de Marseille, suivra l'événement devant un téléviseur, le cœur chargé d'émotions. Le président délégué [redacted] l'OM n'a pas voulu attendre [redacted] terme [redacted] la saison, le 29 mai, pour officialiser un divorce consommé depuis le début de l'année. *« Pour* [redacted] *pas entraver la continuité des affaires à* [redacted] *où* [redacted] *faut prendre des décisions stratégiques pour l'avenir »*, explique l'intéressé [redacted] de passer le témoin [redacted] Yves Marchand, ancien directeur général d'Adidas France.

Etrange [redacted] que celui de ce spécialiste de la communication qui fut directeur général d'IP Event Marketing, une [redacted] d'Havas. [redacted] *comme* [redacted] *général* [redacted] en mai [redacted] suscita d'abord l'espoir de [redacted] une ville qui [redacted] vécu la [redacted] sportive du club [redacted] sa mise au ban pour corruption comme [redacted] humiliation. Héritage [redacted] turpi[redacted] passé, Jean-Michel [redacted] reprend le club en [redacted] et entreprend un tra[redacted] dans [redacted] domaine admi*nistratif et sportif avec l'amélioration des condi*tions d'entraînement ou encore un parrainage avec des clubs filleuls. Non sans mal, il tisse un budget de 75 millions [redacted] francs qui permet à l'équipe [redacted] réintégrer la première [redacted] en juillet 1996.

UN ISOLEMENT CROISSANT

[redacted] mois plus tard, [redacted] Louis-Dreyfus, [redacted] richissime patron d'Adidas, s'installe dans le fauteuil présidentiel [redacted] confirme Jean-Michel Roussier au poste [redacted] président délégué. Un [redacted] de patience encore [redacted] qu'arrive le *chaînon manquant,* [redacted] *Courbis, l'homme* du pays, dans [redacted] rôle [redacted] l'entraîneur-copain-des-joueurs. La trilogie [redacted] en place, [redacted] Jean-Michel Roussier ignore [redacted] que [redacted] du piège [redacted] armé. Parmi [redacted] nombreuses prérogatives, il [redacted] l'onction présidentielle pour renégocier [redacted] avantages accordés par Bernard Tapie aux associations de supporteurs. [redacted] entend [redacted] son unique pro*fit* [redacted] *produits dérivés*.

[redacted] ce [redacted] explosif, Jean-Michel [redacted]sier va très vite se retrouver seul. Droit dans ses bottes, abrupt dans ses explications, l'homme de communication concentre sur [redacted] personne [redacted] inimitiés. Dès lors, s'esquisse la nouvelle donne, avec comme fil [redacted] une restriction [redacted] ses prérogatives. La complicité entre [redacted] *Courbis* [redacted] *Robert Louis-Dreyfus* fragilise peu à peu l'autorité du président délégué jusqu'au psychodrame du [redacted] janvier.

Ce jour-là, une délégation [redacted] supporteurs [redacted] retarde le coup d'envoi [redacted] rencontre [redacted] trente-deuxième de [redacted] de Coupe de France face à Auxerre et exige avec brutalité, sur la pelouse, la révocation [redacted] Jean-Michel Roussier. Ce dernier n'a pas eu les moyens d'empêcher cet épisode inédit. D'abord soutenu par son pré[redacted] de subir sa volte-face, le président délégué n'entrevoit plus d'autre issue qu'un départ. Depuis [redacted] l'année, lui-même et sa [redacted] *ont* [redacted] *placés* [redacted] *protection policière.* [redacted] menaces [redacted] proférées. *« Je suis catastrophé d'avoir* [redacted] *imposer cela* [redacted] *miens,* [redacted] *enfants* [redacted] *beaucoup souffert »*, déplore le dirigeant démissionnaire, qui s'apprête [redacted] partir [redacted]

E. B.

Frédéric Fauthoux mène Pau-Orthez en finale

PAU
de notre envoyé spécial

C'est un petit homme, un des plus petits meneurs du *championnat* de France de basket-ball. Il est, paraît-il, très susceptible sur [redacted] question [redacted] sa taille, toujours prêt à tricher un peu pour gagner les deux centimètres qui lui manquent pour atteindre le mètre quatre-vingts. Chacun de [redacted] surnoms, pourtant, lui rappelle im*manquablement* sa [redacted] stature [redacted] pays [redacted] géants du basket. Il est le « petit Fauthoux » du basket français et, dans [redacted] Béarn, [redacted] « Petitou ».

BASKET

Il est aussi, depuis mercredi [redacted] avril, [redacted] grand artisan de la qualification [redacted] l'Elan béarnais de Pau-Orthez pour la finale du championnat de France. *« C'était le match de ta vie »*, lui a lancé [redacted] président, Pierre Seillant, au détour d'un couloir du Palais des sports [redacted] Pau, peu après la victoire des Palois sur l'équipe du PSG-Racing (74-67) *dans la troisième* manche de cette demi-finale à rebondissements.

Frédéric Fauthoux ne figurait pas dans le « cinq » [redacted] départ proposé par [redacted] *coach* de Pau, Claude Bergeaud. Le Landais n'affichait [redacted] une grande forme depuis le [redacted] la phase finale du championnat. *A l'image de* [redacted] *coéquipiers*, il semblait usé par la longue campagne d'Euroligue, interrompue moins d'un mois plus [redacted] face [redacted] Kinder Bologne d'Antoine Rigaudeau. A cause de [redacted] méforme apparente, Jean-Pierre [redacted] Vincenzi, l'entraîneur [redacted] l'équipe de France de basket, n'avait d'ailleurs [redacted] jugé utile [redacted] l'inclure dans la liste des vingt joueurs présélec*tionnés en vue du championnat* d'Europe de basket, qui doit avoir lieu [redacted] juin en France.

Aussi, lorsque le petit meneur de Pau-Orthez [redacted] en jeu, [redacted] la neuvième minute du match, [redacted] Parisiens n'ont pas fait grand [redacted] joueur qu'ils imaginaient, eux aussi, hors d'état [redacted] nuire. « [redacted] *méfiaient pas de moi, ils ont resserré la défense* [redacted] *autres,* [redacted] *j'ai pu prendre plus de* [redacted] *que d'habitude. Tout rentrait, j'en ai profi*[redacted] », explique le joueur.

« LA MAIN CHAUDE »

C'est ce que [redacted] basketteurs appellent avoir « la main chaude ». En [redacted] *minutes de jeu*, Frédéric Fauthoux a inscrit 25 points, avec un taux de réussite de 83 %. Alors que les Parisiens avaient soudain perdu leur [redacted] dans les tirs extérieurs, il n'a raté qu'un tir à trois points sur cinq tentatives. [redacted] passes, ses dribbles, ses doubles pas, tout passait au [redacted] des mailles de [redacted] *défense parisienne*. Et, à la toute fin de la partie, il a contenu [redacted] lui seul l'impressionnant baroud d'honneur [redacted] Parisiens, en alignant notamment neuf tirs [redacted] lancers francs sur dix tentatives. *« Quand on* [redacted] *en réussite, on* [redacted] *voit pas pourquoi cela s'arrêterait ! »*, jubilait-il.

La réussite [redacted] Frédéric Fauthoux, vingt-sept ans, [redacted] celle [redacted] *deux frères Gadou – les deux* autres Landais de l'Elan béarnais Pau-Orthez –, la grande fierté [redacted] Seillant. Cette réussite [redacted] celle [redacted] « *modestie paloise* ». Une équipe où ne figurent pas [redacted] stars, mais un « collectif » Pau-Orthez.

C'est aussi, aux yeux de [redacted] *Seillant, la consécration d'une politique* « régionaliste ». « *Ces joueurs incarnent* [redacted] *régionales*, [redacted]plique le président palois. *Je me suis toujours battu pour que mon équipe ressemble à* [redacted] *public. C'est un concept que j'ai* [redacted] *à bout* [redacted] *bras pendant trente ans.* » Ce « *concept* » ne manque pas d'efficacité : les 5, 8 [redacted] 11 mai, [redacted] Fauthoux [redacted] de conquérir, face à l'Asvel-Lyon-Villeurbanne, son quatrième titre national avec Pau-Orthez.

Eric Collier

Football : Nantes rejoint Sedan en finale de la Coupe de France

POUR LA SEPTIÈME FOIS de son histoire, [redacted] (D 1) *va disputer* la finale [redacted] la Coupe [redacted] France [redacted] football, après sa victoire, mercredi 28 avril, (1-0) contre Nîmes (D 2), en demi-finales. Sur son terrain, l'équipe [redacted] *Loire-Atlantique* s'est imposée face à [redacted] formation gardoise [redacted] Sur un exploit personnel, Nicolas Savinaud a inscrit le [redacted] but de [redacted] (77e minute). Le [redacted] Nantes Atlantique (FCNA), qui n'a remporté l'épreuve qu'une [redacted] fois, en 1979, rencontrera en finale, [redacted] 15 [redacted] au [redacted] France, le Club sportif [redacted] Ardennes (CSSA), qui évolue en D 2, et qui avait éliminé Le Mans mardi par 4 buts à [redacted] après prolongation.

A [redacted] la rencontre, Thierry Roland [redacted] Jean-Michel Larqué, les [redacted] de TF 1, [redacted] *conspués* [redacted] *supporteurs qui* s'en [redacted] pris [redacted] leur véhicule. [redacted] supporteurs entendaient protester contre l'horaire inhabituel (17 heures) imposé par la chaîne pour la rencontre.

Cyclisme : Roger Legeay à nouveau entendu dans l'affaire Festina

ROGER LEGEAY a réaffirmé, mercredi 28 avril, dans le bureau du juge d'instruction chargé du [redacted] Festina, *« avoir* [redacted] *efficacement contre le dopage »* dans le cyclisme [redacted] jouant « [redacted] *rôle important dans la mise en place du contrôle longitudinal »*. [redacted] directeur sportif de l'équipe Crédit agricole et président de la Ligue professionnelle et vice-président de la Fédération française [redacted] cyclisme (FFC), [redacted] expliqué « *qu'il n'avait rien à* [redacted] *reprocher* ». A sa sortie du tribunal, il a pré[redacted] qu'il « [redacted] *depuis* [redacted] *années contre le dopage* », ajoutant que [redacted] bataille était difficile à mener [redacted] « *chaque jour de nombreux produits dopants sont fabriqués* ». Roger Legeay a [redacted] mis en [redacted] le 29 mars pour « *complicité de facilitation, d'incitation à usage* [redacted] *autrui de substances dopantes* ».

DÉPÊCHE

■ **LÉGISLATION : la ministre de la jeunesse [redacted] sports,** Marie-George Buffet, a annoncé, mer[redacted] 28 avril, que [redacted] discussion en première lecture du projet [redacted] *sur* [redacted] *démocratisation du sport* aura lieu [redacted] l'automne au Sénat. Le [redacted] présenté en [redacted] ministres fin juillet [redacted] début [redacted]

LOTO

■ **Résultats des tirages n° 34** effectués mercredi [redacted] avril. **Premier tirage :** 5, 15, 27, 35, 42, 47, numéro complémentaire [redacted] 3. Rapports pour six bons numéros : 1 601 [redacted] F, 244 220 € ; pour cinq [redacted] numéros [redacted] complémentaire : 33 305 F, 5 077 € ; pour cinq bons numéros : 4 990 F, 761 € ; pour quatre [redacted] numéros [redacted] complémentaire : 260 F, 39,6 € ; pour quatre bons numéros : [redacted] F, 19,8 € ; pour trois bons numéros [redacted] complémentaire : 28 F, 4,3 € ; pour trois [redacted] numéros : 14 F, 2,1 €. **Second tirage :** 6, 9, 15, 19, 24, 31, numéro complémentaire le 23. Rapports pour six bons numéros : 3 431 615 F, 523 146 € ; pour cinq bons numéros et [redacted] complémentaire : [redacted] F, 10 117 € ; pour cinq bons numéros : 2 915 F, 444 € ; pour quatre bons numéros [redacted] le complémentaire : 162 F, 24,7 € ; pour quatre bons numéros : 81 F, 12,3 € ; pour [redacted] numéros [redacted] le complémentaire : 20 F, 3 € ; pour [redacted] bons numéros : 10 F, 1,5 €.

Mieux gérer le milieu marin et préserver les stocks de poissons

De nombreux facteurs sont susceptibles de faire varier les réserves halieutiques. L'étude de leurs fluctuations impose une bonne connaissance des interactions entre espèces et de leurs spécificités biologiques et écologiques

Les ministres de la pêche européens se sont réunis à Bruxelles pour étudier le problème des quotas, la protection des espèces et la restructuration des flottes. Bon an mal an, on capture toujours quelque 80 millions de tonnes de poissons. Mais ce chiffre ne doit pas faire illusion, car il n'est obtenu qu'en pêchant de plus en plus profond. La prévention et l'explication de l'effondrement des réserves halieutiques restent difficiles. Les spécialistes internationaux de la gestion des ressources marines ont fait le point récemment, lors d'un colloque tenu à Montpellier : de nombreux facteurs sont à prendre en compte et les effets dévastateurs de l'exploitation sont souvent indirects. L'exemple de l'étang de Thau (Hérault) illustre la difficulté de la répression des fraudes face à l'étendue des zones à surveiller, au manque de moyens de la gendarmerie maritime.

MONTPELLIER (Hérault)
correspondance

Dans les années 70 les prises d'anchois du Pérou ont chuté brutalement passant de 12 millions de tonnes en 1972 à moins de 1 million l'année suivante et ce jusqu'en 1985. Dans les années 90, au large de Terre-Neuve, ce sont les morues qui ont disparu des filets des pêcheurs. Était-ce prévisible ? Interrogés, les chercheurs n'ont pu que témoigner de leur incapacité à prévoir cet effondrement des prises et à dire si ces terribles épisodes sont ou non les signes d'un déclin plus global.

Les plus optimistes en doutent et avancent que, bon an mal an, on capture toujours quelque 80 millions de tonnes de poissons. Ce chiffre ne doit pas faire illusion. Un tel niveau de prises n'est possible qu'en pêchant de plus en plus profondément – en routine jusqu'à 200 mètres – et en passant les océans au peigne fin. Il faut que les flottilles aient grossi et que les équipements soient devenus sophistiqués, les productions stagnent, voire déclinent depuis quinze ans.

Conscients des menaces qui pèsent sur les ressources marines, le Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) et le Conseil scientifique sur la recherche océanique (SCOR) ont réuni à Montpellier quelque trois cents biologistes marins et spécialistes de la pêche venus du monde entier. Leur objectif ? « *Mieux cerner l'impact des pêches, cette fois-ci à l'échelle de l'écosystème, et proposer de nouvelles approches de capture et de surveillance des stocks* », a indiqué Mike Sinclair, du ministère canadien de la pêche et des océans, coprésident du symposium.

COMPRENNE QUI POURRA

Pour logique qu'elle apparaisse, cette approche est en fait récente, car les données scientifiques sur ces thèmes restent partielles. Pour l'heure, aucune étude n'a fait état de l'extinction d'espèces consécutive aux seules captures. Sans doute parce que les organismes marins sont plutôt prolifiques et peuvent échapper aux pressions de la pêche. Mais certains sont, pour des raisons biologiques, plus sensibles que d'autres. C'est le cas des poissons des grands fonds comme le *Hoplostethus atlanticus* qui, du fait de sa relative immobilité, se ramasse comme des coquillages ! En un quart d'heure, un chalutier peut en collecter 50 tonnes et faire disparaître d'un coup toute une population de cette espèce qui, en plus, « *n'atteint*, selon Tony Koslow (division des recherches marines du Cairo australien, Hobart) *sa maturité sexuelle que vers vingt-cinq à trente ans* ».

La pêche n'explique pas tout. Ainsi, « *des comparaisons entre les données de pêche disponibles et celles fournies par les restes de poissons présents dans les sédiments attestent du caractère cyclique et naturel des fluctuations des petits pélagiques comme l'anchois ou la sardine* », assure Philippe Cury (Institut de recherche en développement, Afrique du Sud). Changements de vents, variations de températures, concentrations planctoniques, pollutions, et sédimentation du littoral et des estuaires jouent aussi un grand rôle.

Mais il n'est pas toujours facile de s'y retrouver. C'est la raison pour laquelle les chercheurs prospectent aussi du côté des relations proies-prédateurs qui, parfois, défient la logique des scénarios de disparition de certaines espèces. Alors qu'au Pérou l'hécatombe des anchois a entraîné celle des bonites à dos rayé qui les consomment, le même groupe de cause n'a pas eu les mêmes effets dans la mer de Benguela, en Afrique du Sud. Dans les années 70, on a en effet assisté à de fortes fluctuations des stocks de petits pélagiques dont les prédateurs, les brochets de mer, se sont pourtant maintenus. Comprenne qui pourra.

Les choses ne sont pas plus simples pour déterminer l'impact des pêches sur les oiseaux et les mammifères marins. L'échantillonnage en haute mer des populations ne suffit pas. « *En déterminant les seuils de poissons, on supprime les ressources alimentaires des oiseaux marins*, souligne Mark Tasker du Joint Nature Conservation Committee d'Ecosse. *C'est ce qui s'est passé dans les années 60 pour les harengs de la mer de Norvège : 1 million de paires de puffins de l'Atlantique a rapidement décliné* ».

LA PROTECTION DES PHOQUES

A l'inverse, les mesures de protection prises en faveur de grands mammifères ont permis à plusieurs populations de « rebondir ». C'est le cas des baleines et des dauphins, qui peuvent aussi entrer localement en compétition avec les grands poissons carnivores comme les thons. « *Autour du Cap Lopez, au Gabon, des concentrations de grandes baleines comme les mégaptères sont régulièrement chassées jusque dans les années 50. Depuis, leur nombre a augmenté et on pêche beaucoup moins de thons* », note Alain Fonteneau de l'IRD de Montpellier. Les mégaptères confisqueraient-ils la nourriture à leur profit ?

Autre exemple de l'effet pervers de la protection des mammifères marins : les phoques. Du fait de l'abandon de leur chasse dans les années 70 et 80, leur population a « *explosé* », et aujourd'hui ils dévorent une quantité de poissons équivalente à la moitié de celle pêchée en Atlantique des années 90 dans le golfe du Saint-Laurent. Dans ce secteur, il faut se garder de tout manichéisme. « *Il ne faut pas réécrire l'histoire*, s'insurge Daniel Pauly (Université de Columbia, Vancouver). *Ce ne sont pas les phoques de l'Atlantique qui ont décimé les stocks de morues mais bien les pêcheurs.* »

D'ailleurs, les populations de mammifères marins mettent souvent plusieurs décennies à se reconstituer, alors que les temps de maturité sexuelle et les taux de fécondité des poissons permettent en général une reprise bien plus rapide. N'est-ce pas le pouvoir, s'interroge Philippe Cury, que « *l'écosystème marin est un tout dynamique où il faut tenir compte des interactions entre espèces et de leurs spécificités biologiques et écologiques* ? ».

Vincent Tardieu

Troupeaux de thons

Les thons sont de vrais moutons de Panurge ! Non seulement ils vivent en larges bancs, mais, en zone équatoriale, ils ont tendance à se rassembler sous des objets flottants. Pourquoi ? « *Peut-être parce que ces objets s'accumulent à la confluence de certains courants riches en nutriments* », suggère Alain Fonteneau, de l'Institut de la recherche pour le développement (IRD, Montpellier).

Ce comportement a donné aux pêcheurs l'idée de mettre à l'eau des radeaux artificiels équipés d'un immense filet (senne). Résultat : des prises miraculeuses. Une quarantaine de tonnes de thons au lieu d'une vingtaine en pêche classique sur les bancs libres. Revers de la médaille : ces thons sont plus petits du fait d'une moindre disponibilité alimentaire à l'équateur qu'en zone tempérée. De plus, s'inquiète Alain Fonteneau, « *cette forme de pêche, qui a explosé depuis 1992, pourrait mettre un frein au bon développement des populations de thons* ».

Les pirates de palourdes règnent sur l'étang de Thau

SÈTE (Hérault)
correspondance

Ici, tout est vert. L'étang de Thau, les bacs des ostréiculteurs et même le ciel, gris-vert. De temps à autre, René Corre vient autour du phare de Roquerolles planter sa grande arseille, une sorte de râteau muni d'un filet surmonté d'un manche de six mètres de long. Il lance l'arseille comme un lourd javelot, l'accroche bien au fond, gratte le sédiment et remonte trois palourdes de deux à trois centimètres de diamètre, quelques clovisses, une poignée de coques et des girbettes, une sorte de moule ronde. Ses prises retournent à l'eau : trop peu et trop petites.

« *Dans les années 80, l'étang pouvait fournir plus de 1 000 tonnes de captures par an. Aujourd'hui, on atteint péniblement les 400 tonnes...* » Surpêche de pêcheurs peu prévoyants à laquelle les méfaits des « contrebandiers », des plongeurs sous-marins qui puisent sans vergogne dans les stocks restants.

EFFICACES

« *On estime qu'environ 80 à 200 pêcheurs à palourdes utilisent plus ou moins régulièrement des bouteilles d'oxygène. Avec un filet pendu au cou, ils peuvent ramener jusqu'à 15 kilos de palourdes en un jour, deux fois plus qu'à l'arseille et au prix d'un moindre effort* », reconnaît la biologiste Nabila Mazouni.

L'organisation des pirates de la coquille est très efficace. Des vedettes rapides déposent les plongeurs en bouteille dans l'étang et viennent les récupérer deux heures plus tard. Des guetteurs se postent près du bâtiment des Affaires maritimes, à Sète, et donnent l'alerte par téléphone portable dès qu'une patrouille sort du port. Difficiles à coincer sur l'eau – il n'y a que huit gendarmes affectés à l'étang et au littoral proche –, ces contrebandiers écoulent facilement leurs prises.

En ville, des ramasseurs font office de receleurs. Dans une petite rue tranquille de Sète, au milieu de pavillons bourgeois, un couple de marchands reçoit dans son garage. Ici, on accepte toutes les prises, quelle qu'en soit l'origine. Seules comptent la taille et la quantité des palourdes. Les prix sont affichés à la craie sur une ardoise – entre 20 et 80 francs (3 à 12,2 euros) le kilo –, et l'on paie en liquide. Le butin finit toujours sur les marchés.

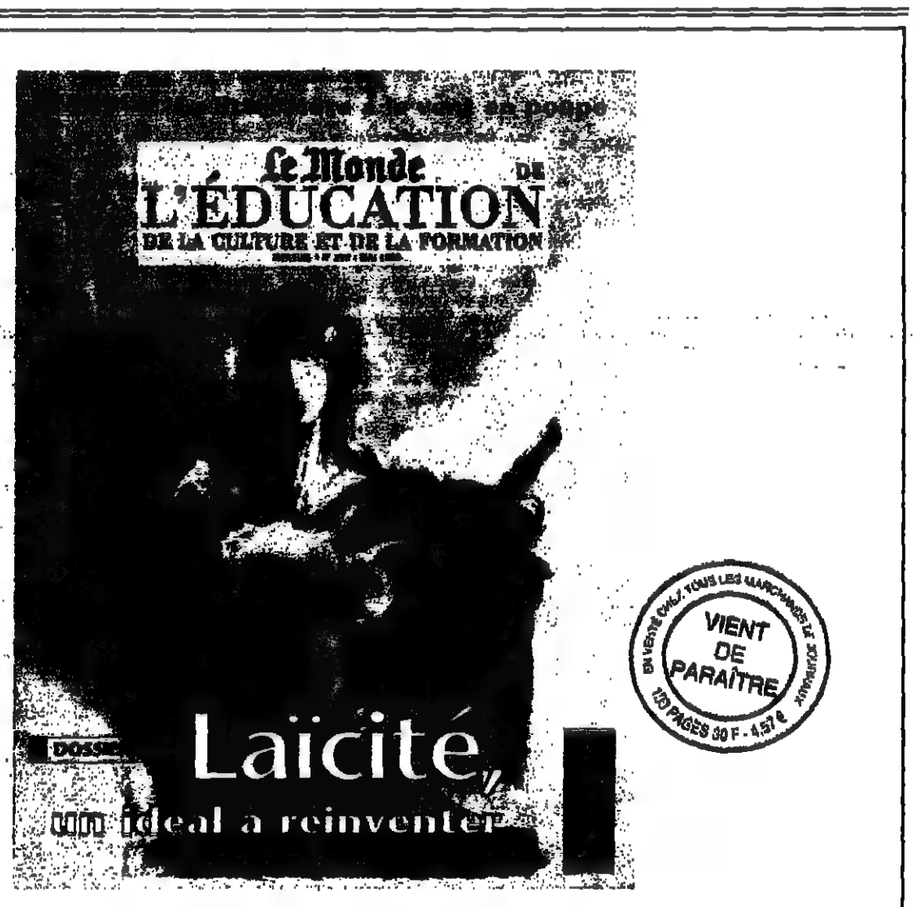
Que faire ? A la demande des pêcheurs et avec l'aide des pouvoirs publics (français et européens) et de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), une étude a été confiée à Nabila Mazouni. Son but : mieux cerner, avec des biologistes mais avec des sociologues et des économistes, l'impact des pêches à la palourde, légales et illégales, sur la ressource et proposer des solutions de gestion. Cela sera-t-il suffisant ? Peut-être. D'autant que les professionnels de cette pêche lorgnent du côté de la Tunisie et de la Mauritanie où le coquillage abonde et où la main-d'œuvre est bon marché.

V. T.

DÉPÊCHES

■ **TCHERNOBYL : l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN)** vient de publier son rapport annuel sur le bilan des conséquences écologiques et sanitaires de l'accident de la centrale nucléaire ukrainienne survenu le 26 avril 1986. Tout en constatant que « *des améliorations ont incontestablement été apportées* » aux réacteurs, l'IPSN souligne que « *l'arrêt définitif de la centrale doit intervenir au plus tôt* ». L'Ukraine s'est engagée à fermer Tchernobyl avant la fin 2000. Sur le plan sanitaire, « *l'épidémie de cancers de la thyroïde chez les enfants dans les trois Républiques de l'ex-URSS touchées par l'accident continue de progresser*, précise le rapport de l'IPSN, *en particulier parmi ceux qui avaient moins de cinq ans* » à l'époque. En revanche, aucune augmentation des malformations et des leucémies pouvant être attribués à l'accident de Tchernobyl n'a été constatée dans le reste de l'Europe en 1998.

■ **BIOLOGIE : l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer** (Ifremer) annonce avoir isolé deux nouveaux polymères de sucre à partir de micro-organismes marins vivant près de sources hydrothermales, dans des conditions de température et de pression extrêmes. Ces molécules possèdent des propriétés intéressant divers secteurs industriels, comme l'agroalimentaire, la pharmacologie et la cosmétologie, et peuvent être utilisées, dans le domaine de l'environnement, pour des opérations de décontamination biologique.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Toutes les saveurs de l'huile d'olive

Terroir, couleur, texture, arômes... On parle d'elle comme on parle du vin. En quelques années elle s'est imposée dans les cuisines des Français. Désormais, l'heure est aux crus rares

« ATTENTION, nous parlons là de la romanée-conti de l'huile d'olive. » Eric Verdier sait de quoi il parle. Intarissable œnologue provençal et goûteur professionnel chez Olivier & Co – prestigieuse boutique spécialisée –, il connaît aussi bien l'huile d'olive que le vin. Il peut donc se risquer, sans faillir, au jeu des comparaisons. Il ne s'en prive pas et promène son interlocuteur de vignoble en oliveraie. Le vocabulaire est le même : terroir, cru, couleur, texture, arômes en bouche... C'est que vin et huile d'olive ont bien des points en commun. Ils suscitent les mêmes passions chez les connaisseurs, parlent aux sens, réveillent des rêves enfouis baignés de soleil, des images du terroir et des gestes ancestraux.

L'huile d'olive est devenue, depuis quelques années, un produit très en vogue. En 1986, une campagne de promotion lancée par la CEE au bénéfice de cinq pays producteurs (France, Espagne, Italie, Portugal, Grèce) a lancé le mouvement. Le régime crétois, vanté par les médecins pour ses bienfaits sur la santé, l'a amplifié. Des grands chefs (Ducasse en tête) ont fait le reste. Et les consommateurs, inquiets des conséquences de la maladie de la « vache folle », ont plus en plus soucieux d'une alimentation saine, légère et authentique, se sont volontiers laissé séduire.

Les distributeurs, bien sûr, n'ont pas laissé passer l'occasion. Les grandes surfaces qui, depuis des lustres, n'avaient en rayon que l'inévitable huile d'olive Puget ont élargi l'offre. Aujourd'hui, les rayons déploient leurs éventails de bouteilles et de marques différentes. Parmi elles, Lesieur, présent sous son nom mais aussi sous celui de Puget (Carapelli, Osti...), se taille la meilleure part. Le marché – 1,4 milliard de francs en grande surface – a connu au cours de l'année écoulée une progression, en volume, de 14 %.

La grande distribution a permis de mettre l'huile d'olive à la portée de tous, et de faire connaître un produit que les Français étaient rares à utiliser au nord de la Provence. Pourtant, durant ces dernières années, la consommation globale en France n'a cessé de croître. Selon des statistiques du Conseil oléicole international (COI), elle est passée de 45 millions de litres en 1990 à 61 millions en 1998 et devrait atteindre les 80 millions en 2003. Il y a dix ans, moins de 30 % des foyers achetaient de l'huile d'olive. Ils sont plus de 60 % aujourd'hui.

Les puristes ne perdent jamais l'occasion de rappeler que les produits vendus en grande surface manquent souvent de *« personnalité »*, parce qu'ils mélangent des huiles d'huiles de provenances diverses sans rapport entre elles. *« Or, comme le vin, la qualité de l'huile d'olive et sa spécificité dépendent du terroir, de la variété et de l'âge de l'arbre, de la récolte et de l'extraction »*, précise Eric Verdier. Un créneau restait à occuper : le haut de gamme. Marque historique du vinaigre et de la moutarde, Maille l'a bien compris. Pour sa première huile, la marque a choisi l'olive, bien sûr, mais rare. Elle commercialise l'huile d'olive extra du terroir du Priero de Cordoba, en Andalousie. *« Ce produit s'inscrit de façon naturelle dans notre démarche*, souligne Antoine de Saint-Affrique, *directeur du marketing d'Amora-Maille. Il s'agit pour nous d'une présence supplémentaire sur un marché de goût et de savoir-faire qui est le nôtre depuis deux cent cinquante ans. »*

La politique de Maille est significative de l'évolution du marché. De nombreux consommateurs ont appris à éduquer leur palais. Il y a quinze ans, le goût un peu fort de l'huile d'olive les dérangeait. Désormais, c'est précisément cette singularité qu'ils apprécient. Deux enseignes témoignent de cette nouvelle approche : Olivier & Co et A l'Olivier.

Leur histoire parle pour elles. Fondée en 1822, la maison A l'Olivier a toujours soigneusement protégé son savoir-faire. Soucieuse de se diversifier, elle a augmenté son offre sans faillir à ses exigences. A l'Olivier propose aujourd'hui, avec succès, une palette de neuf provenances issues de quatre pays producteurs (Italie, Espagne, Grèce, Portugal).

L'itinéraire d'Olivier & Co est beaucoup plus court mais tout aussi révélateur. Olivier Baussan a inauguré ses deux premières boutiques en 1998. L'une à Paris, dans l'île Saint-Louis, l'autre à Saint-Tropez. Le pari était osé : proposer, dans des magasins consacrés uniquement à l'huile d'olive, une grande variété de terroirs (Catalogne, Toscane, Sardaigne, Corse, Istrie, Galilée...), les bidons étant présentés dans des bidons métalliques qui vont porter la date de la récolte, la ou les variétés d'olives employées et une notice de dégustation. Un chercheur a pour mission de démarcher des producteurs et de rapporter des échantillons. Eric Verdier les goûte ensuite, à l'aveugle, et fait sa sélection. Un travail d'une rigueur œnologique.

L'enseigne propose aujourd'hui une vingtaine de crus. Trois nouvelles boutiques ont, depuis, ouvert leurs portes (Paris, Cannes, Strasbourg). Une autre sera inaugurée, cet été, dans le Marais, à Paris. *« Les choses étaient dans l'air, on a contribué au mouvement*, reconnaît Olivier Baussan. *Un premier achat provoque souvent, chez les gens, l'envie d'aller plus loin, de connaître de nouvelles saveurs. Fruitée, végétale, douce, amère, poivrée... il existe une multitude de nuances. L'huile d'olive, c'est la découverte de toute une vie. »*

V. Ca.

PHOTOS DR

Du Latium, de Provence, de Sicile, d'Istrie ou de Sardaigne (ci-dessus), décantée ou non décantée (ci-contre) chez Olivier & Co, de Catalogne sous la marque L'olivier, l'huile d'olive a, comme le vin, ses terroirs et ses recettes.

Une vitrine internationale

Pour la première fois, les Journées internationales de l'huile d'olive devaient avoir lieu du jeudi 17 au dimanche 20 juin à Paris (Espace Champerret). Une centaine de producteurs venus de tous les pays qui cultivent l'olivier et en pressent le fruit (Espagne, Italie, Grèce, Tunisie, Maroc, Liban, Maroc, Portugal, Turquie, France...) seront réunis sur un espace d'exposition de 2000 m².

Pendant ces quatre journées, les amateurs pourront découvrir la diversité de la production méditerranéenne, déguster et acheter les divers produits. Une initiation à la dégustation, des conférences, des animations sont aussi prévues pour les professionnels (producteurs, grossistes, acheteurs, grande distribution, importateurs, restaurateurs...) et aussi les simples amateurs. Renseignements au 01-43-80-93-21.

Glossaire

● PRODUCTION

Avec plus de 900 000 hectares d'oliviers, qui fournissent 812 000 tonnes, l'Espagne est le premier producteur mondial et exportateur d'huile d'olive. L'Italie, avec une surface cultivée de 1,2 million d'hectares et une production de plus de 400 000 tonnes (15,4 % de la production mondiale), arrive en deuxième position. La Grèce et la Crète ont une production de 400 000 tonnes. Troisième producteur, la Grèce arrive largement en tête de la consommation mondiale. Les Grecs consomment 20 litres d'huile d'olive par an et par habitant (contre un litre pour les Français).

La France, avec 4 millions d'oliviers, est le plus petit pays oléicole de l'Union européenne. Sa production (2 500 tonnes par an) ne représente que 4 % à 5 % du marché. L'olivier a régressé en France au cours des 150 dernières années, pour trois raisons principales : la concurrence des huiles coloniales (avec le développement des plantations d'oliviers d'Afrique du Nord, notamment de Tunisie) ; la crise phylloxérique de la vigne qui, dans la seconde moitié du XIXe siècle, a encouragé l'implantation de vignobles sur des terrains qui jusque-là n'avaient jamais reçu de vignes ; le froid qui, en 1956, avec des gelées hivernales proches de – 20 degrés au bord de la Méditerranée, a dévasté plus de la moitié des oliveraies de Provence.

● LES DÉFINITIONS EUROPÉENNES

– **Les huiles d'olive vierge :** les meilleures car elles sont le résultat d'une simple pression du fruit et n'ont subi aucun traitement chimique ni aucune addition. Elles sont classées selon leur acidité (qui doit être la plus faible possible) et la note organoleptique obtenue lors de l'analyse sensorielle par des dégustateurs professionnels. **L'huile d'olive vierge extra** possède une acidité libre, exprimée en acide oléique, d'un maximum de 1 g pour 100 g et a obtenu une notation organoleptique égale ou supérieure à 6,5. **L'huile d'olive vierge** a une acidité libre de 2 g pour 100 g maximum et une notation organoleptique de 5,5 minimum. **L'huile d'olive vierge courante** a une acidité libre de 3,3 g pour 100 g au maximum et une notation organoleptique de 3,5 au moins. **L'huile d'olive vierge lampante** possède une acidité supérieure à 3,3 g pour 100 g au maximum et une notation organoleptique inférieure à 3,5 ; rarement vendue en bouteille au consommateur français, c'est la meilleure des huiles vierges.

– **L'huile d'olive raffinée :** elle est obtenue par le raffinage d'huiles d'olives vierges. Son acidité libre ne peut être supérieure à 0,5 g pour 100 g. N'étant plus le jus naturel du fruit, elle n'a plus du tout les atouts sur le plan gastronomique et diététique.

– **L'huile d'olive :** c'est un mélange d'huile d'olive raffinée et d'huile d'olive vierge autre que lampante. Son acidité libre ne peut être supérieure à 1,5 g pour 100 g.

– **L'huile de grignons d'olive brute :** elle est obtenue par traitement au solvant de grignons d'olive (ce qui reste une fois que l'on a pressé les olives pour en extraire l'huile d'olive vierge).

TROIS QUESTIONS À...

DOMINIQUE CHAILLOUET

1 Directeur d'un guide destiné aux professionnels de l'agroalimentaire, « Qualitor », vous vous insurgez contre une série de décisions prises par le Conseil oléicole international (COI). Pourquoi ?

Auparavant, 99,8 % de l'huile que nous trouvions, en France, dans la distribution était de l'huile d'olive vierge extra, c'est-à-dire pur jus de fruits, caractéristique d'un bon produit. Or, depuis novembre 1997, le COI a fait entériner par Bruxelles de nouvelles dénominations telles que « huile d'olive », « huile d'olive pure » et « huile d'olive 100 % pure ». De quoi jeter le trouble chez le consommateur. Une huile d'olive 100 % pure, par exemple, est un mélange d'huile d'olive vierge et d'huile raffinée sans que cela soit marqué sur l'étiquette. La dénomination huile d'olive pure est trompeuse pour le consommateur. Pourtant, celle-ci aura perdu toutes les qualités organoleptiques intrinsèques à l'huile d'olive.

2 Aujourd'hui, en France, seuls deux bassins de production bénéficient d'une appellation d'origine contrôlée (AOC) : Nyons et Les Baux-de-Provence. Or, cette appellation risque elle aussi de souffrir de la réglementation européenne.

Pour être AOC, le produit doit provenir de la zone d'appellation. Pourtant, un paragraphe du règlement du COI autorise des libertés préjudiciables au consommateur. Si je mets 5 % d'huile d'olive de Nyons et 95 % d'huile d'olive dans une boîte de sardines, celle-ci peut porter le nom « sardines à l'huile d'olive de Nyons ». Certes, le pourcentage d'huile d'olive de Nyons en AOC doit être inscrit sur l'étiquette. Mais les consommateurs ne lisent pas forcément ces précisions. Ils verront d'abord « Nyons », qu'ils associeront à l'AOC pour acheter en toute sécurité.

3 Bruxelles veut faire passer une nouvelle directive qui, selon vous, risque troubler le consommateur.

La zone géographique qu'on nomme la zone d'appellation correspond à l'échelon communautaire qui comprend précisément le nom des communes qui ont le droit de faire de l'huile d'olive de Nyons ou des Baux-de-Provence. Les moulins et les moulins doivent se situer à l'intérieur de cette zone. Aujourd'hui, Bruxelles voudrait faire admettre que l'on puisse acheter des olives en Espagne, en Italie ou ailleurs, qu'on les transforme en France et que soit mis sur la bouteille « *production France* ». Autrement dit, un moulin situé dans la zone d'appellation de Nyons peut très bien transformer des olives espagnoles en Espagne. Sur la bouteille n'apparaîtra pas « *AOC huile d'olive de Nyons* », mais figurera l'adresse, à Nyons, du moulin. Je crains que le consommateur ne sache pas faire la différence.

Propos recueillis par Véronique Cauhapé

le nouvel Observateur

Réussir sans diplômes

Faire de sa passion son métier, c'est possible

MOTS CROISÉS

Averses parfois orageuses

VENDREDI, une vaste [redacted] faiblement dépressionnaire se maintient du proche Atlantique à la France. Les températures sont douces, mais le temps reste instable, [redacted] la présence d'air froid en altitude. Les nuages et [redacted] averses [redacted] fréquents, surtout [redacted] Loire.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les nuages resteront nombreux [redacted] la journée avec [redacted] ondées parfois [redacted] l'après-midi. Le vent de nord-est [redacted] modéré près [redacted] côtes. Les températures maximales avoisineront 15 [redacted] 20 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le ciel sera couvert [redacted] matin, avec des pluies intermit[redacted] L'après-midi, [redacted] seront nombreux [redacted] on[redacted] localement orageuses. Le thermomètre marquera [redacted] 16 [redacted] 21 degrés du nord [redacted] l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le temps [redacted] instable, [redacted] de nombreux [redacted] et des averses parfois orageuses. Il fera de [redacted] à 22 degrés [redacted] meilleur moment de la journée.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Sur Poitou-Charentes et [redacted] Aquitaine, le [redacted] sera très nuageux, [redacted] localement [redacted]. Ailleurs, les nuages et [redacted] belles éclaircies alterneront. [redacted] 22 degrés l'après-midi.

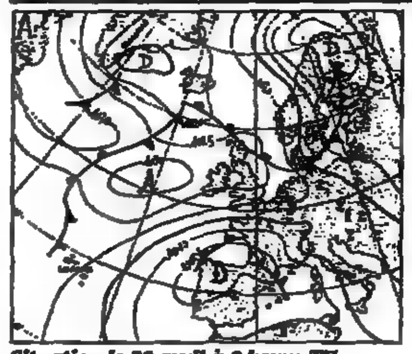
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Les nuages seront nombreux [redacted] la journée, [redacted] des averses orageuses. Il fera de [redacted] 22 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte [redacted]'Azur, Corse. – [redacted] quelques pas[redacted] le soleil brillera largement [redacted] l'ensemble des régions. [redacted] températures [redacted]males avoisineront de 19 [redacted] degrés l'après-midi.

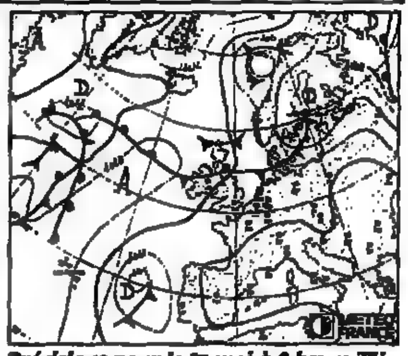
PRÉVISIONS POUR LE 30 AVRIL [redacted]
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

[redacted]		NANCY	10/20 P
AJACCIO	13/24 S	NANTES	9/20 N
BIARRITZ	12/20 N	NICE	12/21 N
BORDEAUX	10/21 N	PARIS	13/20 N
BOURGES	11/20 P	PAU	7/20 N
BREST	10/16 N	PERPIGNAN	11/22 S
CAEN	11/16 P	RENNES	11/19 P
CHERBOURG	10/16 P	ST-ETIENNE	8/20 N
CLERMONT-F.	8/20 N	STRASBOURG	11/21 P
DIJON	10/20 P	TOULOUSE	10/20 N
GRENOBLE	8/23 N	TOURS	12/19 P
LILLE	9/18 P	[redacted]	
LIMOGES	11/19 P	CAYENNE	23/29 S
LYON	10/22 N	FORT-DE-FR.	24/29 C
MARSEILLE	13/23 S	NOUMEA	23/27 N

PAPEETE	[redacted]	[redacted]	[redacted] N	VENISE	13/19 S	LE CAIRE	16/31 S
POINTE-A-PIT.	[redacted]	[redacted]	[redacted] P	VIENNE	11/18 C	MARRAKECH	[redacted]
ST-DENIS-RÉ.	[redacted]	LIVERPOOL	[redacted]	[redacted]		NAIROBI	[redacted] C
[redacted]		LONDRES	[redacted] N	BRASILIA	[redacted] S	PRETORIA	[redacted] S
AMSTERDAM	[redacted] S	LUXEMBOURG	[redacted] P	[redacted]	11/20 N	RABAT	[redacted]
ATHENES	[redacted] S	[redacted]	[redacted] C	[redacted]	24/29 S	TUNIS	[redacted] S
BARCELONE	[redacted] S	MILAN	[redacted]	[redacted]	4/13 S	[redacted]	
BELFAST	5/14 N	[redacted]	6/14 N	LIMA	[redacted] S	BANGKOK	[redacted] P
BELGRADE	12/24 N	[redacted]	6/17 N	[redacted]	11/16 S	BOMBAY	[redacted] N
BERLIN	8/19 S	NAPLES	16/27 S	MEXICO	13/27 S	DJAKARTA	26/31 [redacted]
BERNE	10/17 N	[redacted]	0/14 S	MONTREAL	2/16 S	DUBAI	[redacted] S
BRUXELLES	[redacted] N	PALMA DE M.	10/23 S	NEW YORK	9/16 S	HANOI	22/29 N
BUCAREST	[redacted] S	[redacted]	[redacted] S	[redacted]	11/18 S	HONGKONG	21/24 P
BUDAPEST	11/19 C	ROME	14/23 S	SANTIAGO/CHI	9/23 C	JERUSALEM	[redacted]
COPENHAGUE	[redacted] N	SEVILLE	13/22 N	[redacted]	5/14 S	NEW DEHLI	[redacted]
DUBLIN	7/15 N	[redacted]	11/23 N	WASHINGTON	8/19 C	PEKIN	9/19 S
FRANCFORT	[redacted] N	ST-PETERSB.	2/10 N	[redacted]		SEOUL	[redacted] S
GENEVE	[redacted] S	[redacted]	[redacted] C	[redacted]	10/24 S	SINGAPOUR	[redacted]
HELSINKI	[redacted] C	TENERIFE	15/21 N	[redacted]	19/25 S	SYDNEY	14/17 C
ISTANBUL	[redacted] S	[redacted]	2/15 S	KINSHASA	[redacted] N	TOKYO	[redacted] S



Situation le 29 avril à 0 heure TU



Prévisions pour le 1er mai à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **INDE.** Depuis deux semaines, la majeure partie de l'Inde [redacted] en proie à [redacted] intense vague de chaleur. Les températures moyennes [redacted] situent pour la plupart [redacted] 45 degrés et on déplorerait d'ores et [redacted] une cinquantaine [redacted] Les Etats les plus touchés [redacted] Madhya Pradesh, l'Orissa, l'Andra Pradesh, [redacted] Bihar [redacted] le Gujarat.

■ **AUTRICHE.** Grâce [redacted] un vol spécial mis en place pour [redacted] week-end [redacted] l'Ascension, Destination Autriche propose un séjour à Vienne, du jeudi 13 au [redacted] mai, [redacted] partir de 2 390 F (364,35 €) pour 4 jours/3 nuits en chambre [redacted] et petits déjeuners, le [redacted] A/R et [redacted] Un week-end à Stans, dans le Tyrol, [redacted] proposé, [redacted] mêmes dates, [redacted] partir de [redacted] F (130,34 €) [redacted] 3 nuits en pension complète, transport aérien non compris. Renseignements au 01-44-51-03-20 et [redacted]

VENTES

Fourdinois, un ébéniste du Second Empire

L'ARRIVÉE de l'an 2000 va donner une patine à toutes les antiquités du XXe siècle. Mais ce phénomène sera sans doute encore plus marqué sur les objets du XIXe, qui suscitent un intérêt de plus en plus soutenu.

Dans [redacted] domaine du mobilier, [redacted] qu'on appelle [redacted] style, c'est-à-dire une unité de décor caractérisant les tendances d'une époque, éclate au milieu du XIXe siècle, emporté par une floraison d'influences diverses. Comme la mode d'un Moyen Age d'opérette avait influencé les arts décoratifs sous la Restauration, un esprit rétro s'empare alors des ébénistes, qui interprètent désormais la Renaissance, le Louis XIII et ainsi de suite, appliquant [redacted] ornements [redacted] style sur un bâti d'un [redacted], mélangeant, ajoutant et s'inspirant [redacted] jusqu'à obtenir ce qu'on appelle aujourd'hui [redacted] style « *pastiche* ». Un ensemble de ce type, réalisé par la maison Fourdinois, qui [redacted] l'impératrice Eugénie, sera mis en vente mercredi 5 mai à Drouot.

A la tête d'une des plus grosses maisons parisiennes d'ébénisterie, Fourdinois Père et Fils se sont fait une spécialité des meubles en bois massif d'après la Renaissance, qu'ils [redacted] en « [redacted] *complet* », en fabriquant toute une gamme de même esprit pour des pièces différentes : entrée, salon, salle [redacted] manger, bibliothèque, etc.

La suite proposée a été conçue pour un château dont Fourdinois avait aussi exécuté la boiserie. Elle comporte une dizaine de meubles en [redacted] massif, qui mélangent sans complexe les motifs Louis XIV, Régence, Louis XV et Renaissance. Un des plus imposants est un vaisselier abondamment sculpté, repo[redacted] une [redacted] quatre [redacted] (40 000 francs, 6 106 €). [redacted] table de salon posée sur des pieds massifs voit son décor reprendre le même mélange des genres (12 000 francs, [redacted] 832 €), ainsi qu'une console (15 000 francs, [redacted] 290 €) [redacted] une paire [redacted] tables [redacted] jeu (20 000 francs, 3 053 €).

Un important guéridon de [redacted] est traité [redacted] une [redacted] typi[redacted] XIXe siècle, avec un plateau [redacted] sur un lourd fût [redacted] balustre, lui-même sur une [redacted] quadripode à enroulements, la ceinture ornée dans l'esprit [redacted] la [redacted] (20 000 francs, [redacted] €). [redacted] charmants meubles légers [redacted] ces [redacted] pièces. Une paire [redacted] bibus, [redacted] petites [redacted]thèques [redacted] étagères caractéristiques [redacted] Empire, offrent [redacted] en chêne ajourés, sculptés [redacted] rinceaux [redacted] d'arabesques (15 [redacted] francs, [redacted] 290 €).

[redacted] table [redacted] thé, posée sur [redacted] pieds cambrés, [redacted] Louis XV, [redacted] sculptée [redacted] rinceaux, présente [redacted] plateaux superposés [redacted] 000 francs, 916 €). Enfin, un portemanteau, un des grands succès de la seconde partie du XIXe, déploie [redacted] de branches en volutes, rinceaux et arabesques, où sont fixés les crochets métalliques destinés aux vêtements (8 000 francs, 1 221 €).

Avec le recul, on apprécie enfin cette fantaisie sans contrainte et ses débordements, qui forment en définitive un style bien marqué, facilement identifiable. Cela reste accessible, mais les acheteurs ont intérêt à [redacted] les œuvres signées [redacted] grands ébénistes, qui gardent toujours une meilleure valeur de revente qu'un meuble anonyme [redacted] époque et de qualité équivalente.

Catherine [redacted]

■ **Drouot-Richelieu, mercredi 5 mai. Exposition la veille, [redacted] 11 à 18 heures, Etude Ferri, 53, rue Vivienne, 75008 [redacted], tél. : 01-42-33-11-24. Expert : Roland de l'Espée, [redacted] : [redacted]**

Calendrier

ANTIQUITÉS

● **Montpellier** (Hérault), salon des antiquaires, parc expo, du jeudi 29 avril du lundi [redacted] mai, de 10 heures à 19 h 30, 120 exposants, entrée 35 F (5,34 €).

● **Nancy** (Meurthe-et-Moselle), salon des antiquaires, parc expo, du jeudi 29 avril au lundi 3 mai, de [redacted] 20 heures, entrée 35 F (5,34 €).

● **Troyes** (Aube), antiquités-brocante, parc expo, du vendredi 30 avril au dimanche [redacted] mai, le vendredi de 14 à 20 heures, le samedi de 10 [redacted] 20 heures, le dimanche de [redacted] heures, 100 exposants, entrée 20 [redacted] (3,05 €).

● **Honfleur** (Calvados), [redacted] des antiquaires, Greniers à sel, du vendredi 30 avril [redacted] dimanche 2 mai, de 10 à [redacted]heures, 40 exposants, entrée 30 F (4,58 €).

● **Nantes** (Loire-Atlantique), antiquités-brocante, place Viarme, centre-ville, du [redacted] 30 avril au dimanche 2 mai, de 8 à 20 heures, 250 exposants, entrée libre.

● **Paris**, antiquités-brocante, parc Monceau-boulevard de Courcelles, du [redacted] 30 avril au [redacted] mai, de 11 à 20 heures, 100 exposants, entrée libre.

● **Rambouillet** (Yvelines), salon des antiquaires, salle Thomé-Patenôtre, du vendredi 30 avril [redacted] dimanche 2 mai, de [redacted] heures [redacted] h 30, 30 exposants, entrée 25 F (3,81 €).

● **Soumoulou** (Pyrénées-Atlantiques), antiquités-brocante, Hall [redacted] sports, place du Marché, samedi 1er et dimanche 2 mai, de 9 à 19 heures, 150 exposants, entrée 25 F (3,81 €).

● **Pontoise** (Val-d'Oise), brocante, Halle Saint-Martin, Parc-Expo, samedi 1er et dimanche 2 mai, de 9 à 18 heures, 80 exposants, entrée libre.

● **Payence** (Var), Salon des antiquaires, le Grand Jardin, du [redacted] 1er au dimanche 9 mai, de 10 [redacted] 19 heures, 50 exposants, entrée 25 F (3,81 €).

COLLECTIONS

● **Mougins** (Alpes-Maritimes), bourse d'échange [redacted] musée de l'automobile, samedi 1er et dimanche 2 mai, de 10 à 19 heures, 130 exposants, entrée 25 F (3,81 €).

● **Nîmes** (Gard), salon multicollections, parc expo Rocade, samedi 1er et dimanche 2 mai, [redacted] h 30 à 18 heures, 80 exposants, entrée 20 F (3,05 €).

● **Cestas** (Gironde), foire aux instruments d'occasion, centre culturel, samedi 1er et dimanche 2 mai, de 10 à 18 heures, 50 exposants.

● **Rennes** (Ille-et-Vilaine), foire aux disques, Halle Martenot, place des Lices, samedi 1er et dimanche 2 mai, de [redacted] à 19 heures, entrée 10 F (1,52 €).

● **Chambéry** (Savoie), bourse aux armes anciennes, gymnase Cot, quai Allobroges, samedi 1er et dimanche 2 mai, le samedi de 11 à [redacted] heures, le dimanche de 10 à [redacted] heures, 30 exposants, entrée 15 F (2,25 €).

● [redacted] (Essonne), foire à l'outil ancien et arts populaires, place de l'Église, samedi 1er mai de 8 à 18 heures, 80 exposants.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99102

♦ *SOS Jeux de mots : [redacted] LEMONDE, tapez [redacted] (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II								■			
III											
IV					■	■			■		
V									■		
VI				■							
VII						■				■	
VIII		■						■			
IX							■				■
X				■		■					
XI											

HORIZONTALEMENT

I. Avec à lui, plus rien ne traîne en surface. – II. Ne fait jamais plus d'une faute. Ailes brisées dans la réorganisation du [redacted]. – III. Spécialiste des opérations. – IV. Coule en Europe. Réponse enfantine. A la sortie du parc. – V. Voies étroites. Cité antique. – VI. A demi décent. A le droit pour elle, mais ce n'est pas justice. – VII. Tombe en silence. Fait du bruit. – VIII. Sa monnaie ne vaudra rien en euros. Vieille connaissance. – IX. Travaillent à [redacted] du [redacted]. – X. Trois sur six. Fait le diable. – XI. A retrouvé une place parmi nous.

VERTICALEMENT

1. Spécialiste [redacted] en ligne. – 2. Tout ça, c'est parce qu'il [redacted] eu des plis. Protecteur d'espèces. – 3. Prêts à intervenir [redacted] moment. – 4. Laisser [redacted] en [redacted]. – 5. Tas mal fait. S'est mis [redacted] l'écoute [redacted] ses patients. – 6. Fait le joint au foyer. Mesure. Au bout du doigt. – 7. Devenue grise [redacted] Joseph. [redacted] – 8. [redacted] en place. Attaque fondamentale. – 9. Accord. Aussi [redacted] que l'original. – 10. Salle [redacted] l'époque de Cléopâtre. – 11. Prince normand, il gouverna Antioche. Négation.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99101

HORIZONTALEMENT

I. Ventilateur. – II. A fortiori. – III. SE. OAS. Inné. – IV. Onduleur. On. – V. UDR. Bénis. – VI. Il. Squames. – VII. Source. Eh. – VIII. Lattée. Sète. – IX. Ages. Ta. Tir. – [redacted] Rem. Prières. – XI. Démusellera.

VERTICALEMENT

1. Vasouillard. – 2. Efendi. Agée. – 3. Nô. Dr. Stemm. – 4. Tron. Sots. – 5. Italique. [redacted] – 6. Lise. Urètre. – 7. Ao. Ubac. Ail. – 8. Trirèmes. El. – 9. Ein (nie). Ne. Etre. – 10. Noisetier. – 11. Riens. Hersa.

L'ART EN QUESTION

[redacted]

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Photographe metteur en scène

LA TRADITION du tableau vivant [redacted] fin [redacted] Moyen Age. Ce [redacted] alors [redacted] les sujets religieux qui fournissent l'inspiration, particulièrement [redacted] crèches vivantes. [redacted] s'ajoutent [redacted] prétextes, allégoriques, littéraires, picturaux, historiques...

[redacted] prisée [redacted] la [redacted] Victoria et [redacted] prince Albert, la pratique du tableau vivant [redacted] une impulsion nouvelle [redacted] développement [redacted] photographie. De simple opérateur, [redacted] photographe [redacted] transforme souvent en [redacted] en scène.

L'exposition [redacted] d'Orsay présente quarante-cinq photographies signées Lady Hawarden, Juliet [redacted] ou, [redacted]. Ce dernier, [redacted] qu'il [redacted] s'agir d'un jeu lorsque [redacted] en scène, [redacted] moins [redacted] adultes, dont il raille [redacted] pratique [redacted] portraits déguisés [redacted] un [redacted] :

● *Dialogue* [redacted] *visible ?*
● [redacted] *photographe* [redacted] *champs ?*
● *Le Visage regardé ?*

Réponse dans *Le Monde* du 7 mai.

Solution du jeu n° 114 paru [redacted] *Le Monde* du 23 avril.

L'Ancien Empire [redacted] plus [redacted] cinq [redacted] ans d'histoire (vers 2700-2200 [redacted] J.-C.) [redacted] la suc[redacted] de quatre dynasties. Après Nitocris (2202-2200), l'Egypte sombre pour [redacted] centaine d'années [redacted] la tourmente de la première période intermédiaire.

Lewis Carroll (1832-1898)
« Saint Georges et le dragon », vers 1874
Epreuve sur papier albuminé, 11,6 [redacted] 14,8 cm
New York, collection de la Gilman Paper Company
Au [redacted] d'Orsay jusqu'au [redacted] juin 1999,
pour l'exposition « [redacted] vivants.
[redacted] photographiques [redacted] (1840-1880) »

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. [redacted] paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
[redacted] 12, rue M. [redacted] 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
[redacted], rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : [redacted] - Fax : [redacted]

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ARTS Alors que la 48e Biennale d'art contemporain de Venise doit ouvrir ses portes [illegible] juin, cette institution créée en 1895 vit une profonde mutation, qui doit la conduire [illegible] couper [illegible] liens avec la municipalité [illegible] l'Etat. ● LA BIENNALE est désormais une entité autonome, [illegible] Société culturelle de la Biennale de Venise, et est dirigée depuis avril 1998 par Paolo Baratta, ancien ministre et technicien des banques [illegible] de [illegible] finance. Elle n'est pourtant pas encore [illegible] d'un capital propre, tout [illegible] souhaitant accueillir des investisseurs privés. ● L'ALLÈGEMENT de ses structures administratives [illegible] pour but de lui permettre de revivifier sa mission de diffusion de la culture contemporaine, dans tous les domaines. ● L'ARSENAL de Venise, qui accueille déjà depuis une dizaine d'années la Biennale des arts plastiques, est convoité par le président de la Biennale, qui y a déjà engagé plusieurs projets de rénovation.

La Biennale de Venise achève sans violence sa profonde mutation

Dirigée depuis avril 1998 par un ancien ministre proche des socialistes, Paolo Baratta, la nouvelle société chargée de la plus prestigieuse manifestation culturelle italienne [illegible] décidé de s'affranchir des pesanteurs bureaucratiques et d'investir de nouveaux lieux d'expositions et de spectacles

VENISE
de notre envoyé spécial

Les bureaux de la Biennale de Venise sont toujours installés dans les étages supérieurs de la Ca' Giustinian, un palais en réfection, au bord du Grand Canal, face à la Salute. C'est ici que l'on prépare activement la 48e Biennale d'art contemporain qui ouvrira ses portes le 12 juin. Mais l'édifice appartient à la municipalité de Venise et la Biennale devra bientôt trouver un autre logement : c'est désormais une entité autonome, dirigée depuis avril 1998 par Paolo Baratta, chargé de mettre en œuvre la profonde mutation de la vénérable institution italienne.

L'homme choisi pour piloter cette révolution culturelle est d'origine milanaise et réside [illegible] Rome. A soixante ans, il [illegible] derrière lui une expérience ministérielle acquise dans les gouvernements « techniques » de Giuliano Amato, de Carlo Ciampi et de Lamberto Dini qui se sont succédé de 1993 à 1996. Paolo Baratta y fut tour à tour chargé de la privatisation, du commerce extérieur [illegible] des travaux publics. Ce technicien des banques [illegible] de la finance, proche des milieux socialistes, spécialisé dans [illegible] problèmes du Mezzogiorno, fut no-[illegible] président du consortium de crédit pour les travaux publics – le Crediop – avant de pantoufler dans [illegible] banque d'affaires américaine, la Bankers Trust. C'est Walter Veltroni, l'ancien ministre des biens culturels (PDS), qui, après avoir obtenu [illegible] janvier 1998 la modification des structures administratives de la Biennale, l'a installé au poste qu'il occupe aujourd'hui.

La lourde machine bureaucratique était paralysée par la *lottizzazione*, la répartition des postes en fonction des partis politiques au pouvoir. Désormais, la nouvelle Société culturelle de la Biennale de Venise *« relève du droit privé et n'est plus liée aux très lourdes règles de la comptabilité de droit public »*, indique Paolo Baratta, qui préfère parler à [illegible] sujet de *« désétatisation »* plutôt que de *« privatisation »*. Les instances dirigeantes ont fondu, passant de 19 à 5 membres. Le président, nommé pour quatre ans, [illegible] à la tête d'un conseil d'administration allégé où siègent, pour la même durée, un représentant [illegible] la région (Laura Barbiani), un autre [illegible] la province (Giorgio Orsoni), un troisième de la ville (Gianfranco Mossetto) et un dernier (Giorgio van Straten), nommé par le ministère des biens culturels.

QUESTION DE CAPITAL

Celui-ci devrait être, [illegible] terme, [illegible] représentant des sociétés privées appelées [illegible] participer au capital de la nouvelle société. Car cette réorganisation devrait idéalement déboucher sur une [illegible] totalement autonome, [illegible] d'un capital propre, capable [illegible] faire des opérations [illegible] compris commerciales. On n'en est pas là.

Gianfranco Mossetto, professeur d'économie à l'université Ca' Foscari [illegible] Venise, ancien assesseur à la culture de la municipalité, aujourd'hui vice-président [illegible] conseil d'administration de la Biennale, [illegible] assez sceptique quant à l'entrée de groupes privés dans le capital [illegible] Biennale : *« Les sociétés qui auraient cette tentation – des entreprises culturelles ou de communication – [illegible] peuvent le faire [illegible] prétexte qu'elles pourraient entrer en concurrence [illegible] la Biennale. Par ailleurs, [illegible] fiscale n'a été prise pour favoriser l'entrée de financements privés. Enfin, l'Etat a soigneusement évité de doter [illegible] nouvelle société d'un capital propre, il préfère lui allouer chaque année un budget. Cela n'incite guère des entreprises privées [illegible] faire les premiers pas. »*

Gianfranco Mossetto estime néanmoins qu'un *« pas très important »* a été franchi et il affiche un *« optimisme mesuré »*. [illegible] Baratta, la solution retenue permet *« de mettre fin au provisoire »* qui empoisonnait la [illegible] et *« l'empêchait d'avoir une [illegible] à long terme »*.

Cette ambition, partagée par Gianfranco Mossetto, [illegible] de retrouver l'esprit [illegible] Ricardo Selvatico, [illegible] maire [illegible] Venise qui a inventé la Biennale en [illegible] pour diffuser la culture contemporaine dans une ville au passé trop pesant. *« Il y a une [illegible] considérable du grand public italien, [illegible] des intellectuels*, constate Alberto Barbera, responsable du département cinéma [illegible] de la Biennale. *Tous [illegible] attachés à la renaissance de cette institution culturelle, [illegible] plus prestigieuse [illegible] pays. »* Pour cela, il faut à Paolo Baratta [illegible] un budget *« correct et stable »*, [illegible] nouveaux espaces *« qui [illegible] autant de signes clairement identifiés par le public »* [illegible] une coopération étroite [illegible] les institutions vénitiennes.

Le budget [illegible] modulé par le ministère [illegible] biens culturels en fonction [illegible] l'importance [illegible] manifestations à produire. Pour 1999, [illegible] la Biennale [illegible] contemporains, il [illegible] 30 milliards [illegible] lires (environ 16 millions d'euros). En vitesse [illegible] croisière, [illegible] « lourds », il ne devrait pas descendre au-dessous [illegible] 20 milliards [illegible] lires. Ces [illegible] n'intègrent [illegible] la restauration [illegible] nouveaux bâtiments occupés par [illegible] Biennale, qui [illegible] prise [illegible] charge par [illegible] ministère [illegible] culturels.

Or, [illegible] conquête [illegible] indispensable à la Biennale qui [illegible] pendant presque [illegible] l'année. *« La Biennale se contentait de concessions temporaires – Giardini, [illegible] du cinéma – au gré [illegible] activités*, explique [illegible] Baratta. *De ce fait, [illegible] impossible de planifier vraiment. [illegible] cela coûtait [illegible] cher, puisqu'il fallait restaurer à la petite semaine [illegible] bâtiments mal entretenus qu'elle occupait provisoirement. »* [illegible] année, elle an-[illegible] trois [illegible] bâtiments dans l'Arsenal, prend pied [illegible] l'île San Giorgio Maggiore et prépare [illegible] du [illegible] du Lido. En revanche, [illegible] va quitter le [illegible] Correr, [illegible] archives [illegible] contemporain [illegible] la Biennale, [illegible] temps [illegible] complète [illegible]. [illegible] archives seront en partie évacuées à [illegible] d'architecture [illegible] consultables.

« AUX CONFINS DES DISCIPLINES »

En [illegible] leur retour sur les bords du Grand Canal, [illegible] « *revivifiées* », affirme [illegible] *« La collecte [illegible] images, interrompues depuis longtemps, a repris, [illegible] la Biennale doit exploiter son fonds*, dit-il. *De même Carolyn Carlson a ouvert, dans l'île San Giorgio Maggiore, [illegible] Académie du mouvement qui [illegible] fonctionner six mois de l'année. D'autres projets vont naître. La Biennale doit [illegible] ver [illegible] développer son esprit de recherche dans [illegible] les domaines artistiques, soutenir des points de [illegible] et passer des commandes, [illegible] dans le domaine musical. »*

Le nouveau responsable [illegible] la Biennale [illegible] persuadé que le monde de l'art évolue selon [illegible] tracés d'une carte qui n'est plus d'actualité, qu'il [illegible] aller [illegible] la découverte *« des franges, [illegible] confins des disciplines. C'est [illegible] naissent les [illegible] vitalité nouvelle »*. [illegible] est-ce [illegible] des interrogations [illegible] rebattues que « Qu'est-ce, la ville ? », thème de [illegible] prochaine Biennale d'architecture [illegible] l'an 2000, ou des symposiums sur « L'homme moderne [illegible] l'art », prévu pour 2001, qu'il arrivera à susciter de nouveaux champs exploratoires [illegible] Venise ? Plus concrètement, Paolo Baratta [illegible] décloisonner la Biennale pour l'ouvrir [illegible] institutions locales [illegible] internationales. Sur place, il entend établir [illegible] partenariats systématiques avec la municipalité, [illegible] universités (architecture, Ca' Foscari), les [illegible] (Fenice, Goldoni, Malibran), les fondations (Cini, Fiat). Ces projets devraient contribuer à rompre le cercle vicieux de la monoculture touristique où [illegible] la ville [illegible] Doges.

Enfin, l'ancien ministre a pris [illegible] de pèlerin pour [illegible] tour [illegible] l'Europe, nouer de [illegible] avec [illegible] institutions, publiques ou privées, de chaque pays, histoire de dégager des convergences, d'intégrer la Biennale dans un réseau et faire [illegible] Venise un maillon indispensable [illegible] la construction culturelle de l'Europe.

Emmanuel [illegible] Roux

LUCA CAMPIGOTTO - VENISE LA NUIT - ÉD. MARVAL

[illegible] murs [illegible] canaux cernent l'[illegible] où la [illegible] de s'installer.

Un nouveau comité scientifique

Le comité scientifique qui pilote les différentes disciplines œuvrant [illegible] Biennale [illegible] présidé par Paolo Baratta. [illegible] directeurs artistiques, choisis par le conseil d'administration pour quatre ans, [illegible] Alberto Barbera (cinéma), Giorgio [illegible] Corsetti (théâtre), Bruno Canino (musique), Carolyn Carlson (danse), Massimiliano Fuksas (architecture), Gianfranco Pontel (archives) et [illegible] visuels). « *Le choix des nouveaux [illegible]* indique Paolo Baratta, *correspond [illegible] bien [illegible] haut profil professionnel, qu'à [illegible] de développer dans un esprit d'interdisciplinarité les manifestations [illegible] chaque secteur, ainsi qu'à [illegible] d'activités permanentes et conjointes des [illegible] aujourd'hui pour la première fois au nombre [illegible] sept.* »

Un programme grand ouvert au monde

● **Dates.** La 48e Exposition internationale d'art contemporain [illegible] déroulera du 12 juin au 7 novembre, [illegible] Giardini di Castello et dans les quatre bâtiments de l'Arsenal, la Corderie, l'Artillerie, Tese et Gaggiandre.

● **Le titre donné** [illegible] cette manifestation, « dAPERTutto, APERTO over ALL, APERTO par TOUT, APERTO über ALLE », indique l'esprit d'ouverture dont son organisateur, Harald Szeemann, entend la doter. Ouverture sur le monde entier et sur toutes les disciplines artistiques, mais aussi sur toutes les générations. Et la Biennale entend abolir la séparation entre les artistes confirmés, installés au Pavillon italien, [illegible] les plus jeunes, dans la Corderie.

● **L'Académie du mouvement.** Cette nouvelle institution [illegible] ouverte dans des locaux appartenant [illegible] la Fondation Cini (île San Giorgio Maggiore), de mai [illegible] novembre. Carolyn Carlson présentera [illegible] chorégraphie sur le thème de l'eau (et donc de la femme), *Solo Donna*, au Théâtre Goldoni, du 27 septembre au 31 octobre.

A la conquête de nouveaux territoires

VENISE
de [illegible] envoyé spécial

L'Arsenal de Venise est [illegible] ville dans la ville. Cerné [illegible] canaux, enveloppé de hauts [illegible] crénelés, ce fief de la marine italienne qui [illegible] une trentaine d'hectares [illegible] aujourd'hui quasi invisible et presque impénétrable. Pourtant, depuis une dizaine d'années, la Corderie – long bâtiment du XVIe siècle, de plus [illegible] 320 [illegible] de long, d'une superficie [illegible] 6 000 m² –, concédée [illegible] la Biennale des [illegible] plastiques [illegible] temps [illegible] la manifestation, permettait d'entr'apercevoir une étonnante richesse architecturale à peu près abandonnée. Cette année, Paolo Baratta, [illegible] nouveau président, a investi ici trois autres bâtiments [illegible] la même époque, soit 4 000 m² supplémentaires : l'Artiglierie, ancien entrepôt de canons longs de 170 mètres ; le Tese, bâtiment carré peuplé d'une forêt de colonnes ; le Gaggiandre, [illegible] à [illegible] couvert. L'Etat a restauré les toitures. Un mécénat privé (2,2 milliards [illegible] lires) a permis l'aménagement sommaire [illegible] édifices. *« Nous allons donner à la ville [illegible] Venise le plus bel espace d'expositions de [illegible] l'Europe »*, jubile Paolo Baratta.

Pour cela, il aimerait exploiter davantage la [illegible] interdite de l'Arsenal. Ce dernier recèle une étonnante variété [illegible] constructions [illegible] tailles [illegible] de toutes époques, disposées autour [illegible] deux darses [illegible] peu près vides. Une activité militaire, plus bureaucratique que guerrière, [illegible] visible du côté [illegible] l'arc de triomphe qui donne sur la ville. Ailleurs, une poignée [illegible] vedettes dorment [illegible] long d'un quai, quelques chantiers [illegible] réparation tournent au ralenti. Une gigantesque grue, la Savoyarde, juchée depuis le XIXe [illegible] sur un appareillage de pierres [illegible] taille, rouille paisiblement. A son pied, une pelleteuse [illegible] nettoyer un bout [illegible] quai encombré de bouées.

UN THÉÂTRE DE VERDURE

[illegible] bâtiments [illegible] activité [illegible] entretenus, certains édifices sont proches de la ruine. [illegible] bunkers [illegible] béton ont des formes curieuses, entre l'art roman et la tente [illegible]. *« L'art contemporain libère les zones militaires »*, déclarait Harald Szeemann, [illegible] responsable de la Biennale des [illegible] plastiques. [illegible] l'entreprise, indispensable pour [illegible] ville [illegible] Venise, ne [illegible] que commencer. Et il [illegible] urgent de trouver d'autres locataires pour l'Arsenal – universités, centres de recherche –, la Biennale ne pouvant occuper, à elle seule, ces considérables vestiges d'un passé révolu.

Sur l'île [illegible] Giorgio Maggiore, derrière [illegible] basilique [illegible] cloîtres [illegible] par Andrea Palladio, se cachent un théâtre [illegible] verdure et une piscine [illegible] à l'élégante architecture de béton armé. Tous deux ont [illegible] construits [illegible] début [illegible] années [illegible] par [illegible] Fondation Cini qui a installé ici un Centre international d'art [illegible] culture. C'est là que la chorégraphe Carolyn Carlson [illegible] improvise [illegible] Académie du mouvement. Elle aimerait utiliser [illegible] piscine, [illegible] délabrée, [illegible] le [illegible] verdure, inutilisé depuis une quinzaine d'années, en cours de rénovation. Ce dernier, qui pourra accueillir 1 [illegible] spectateurs [illegible] partir [illegible] juillet, a [illegible] profil d'une scène antique [illegible] par un architecte [illegible] mussolinien. [illegible] raideur [illegible] tempérée par les [illegible] vives qui poussent [illegible] gradins et la [illegible] de cyprès broussailleux qui l'entoure.

Alberto Barbera, qui a carte blanche pour repenser [illegible] (le festival de cinéma), se préoccupe [illegible] pallier les défaillances logistiques [illegible] structures du Lido, *« le lieu le moins indiqué pour une manifestation de ce genre »*. Le [illegible] presse [illegible] l'hôtel [illegible] Excelsior [illegible] être abandonné, la salle Perla refaite, l'utilisation du Casino [illegible] du [illegible] du cinéma [illegible] pensé. *« Il faudrait construire, [illegible] Lido, un nouveau [illegible] du cinéma [illegible] trois salles supplémentaires »*, explique Alberto [illegible] qui [illegible] la recherche d'un financement et d'un permis [illegible] construire pour réaliser [illegible] projet : *« Installer [illegible] Venise, au-delà [illegible] onze jours du festival, un pôle fixe indispensable [illegible] renais-[illegible] du cinéma italien. »*

« UN LIEU SANS PÈRE [illegible] MÈRE »

Reste le problème [illegible] Giardini, [illegible] jardins où [illegible] installés les trente-trois pavillons internatio-[illegible] qui abritent notamment [illegible] Biennale [illegible] plastiques. Chacun d'entre [illegible] appartient [illegible] un Etat qui [illegible] censé l'entretenir. Les jardins, comme le pavillon italien, dépendent de [illegible] municipalité.

« C'est un lieu sans père ni mère », constate Paolo Baratta. *« [illegible] temps en temps, on donne un coup de pin-[illegible]. Cela [illegible] suffit plus »*, indique le patron [illegible] la Biennale, qui négocie un accord avec [illegible] municipalité pour prendre en concession l'entretien des Giardini, [illegible] l'année. [illegible] d'y implanter une activité, en dehors [illegible] grandes manifestations ponctuelles. Ce [illegible] correspond à celui de Massimo Cacciari, l'ombrageux maire [illegible] la ville, proche du PDS, qui [illegible] toujours considéré que la Biennale devait être un levier pour dynamiser [illegible] cité. Cette convergence de points [illegible] vue [illegible] une chance pour la Biennale comme pour Venise.

E. de R.

Publicité

villa gillet
hors les murs à l'IUFM
[illegible] Chazière - 69004 Lyon
Conférence de François Bon
"Fin du roman, roman sans fin"
mardi [illegible] 19h30
Tarifs/Rés. 04 [illegible]

[illegible] des enfants [illegible]
Villa Gillet
Rencontre avec
Nadine Fresco et Jean Lacouture
"AUX ORIGINES DU NÉGATIONNISME"
jeudi 6 mai à 19h30
à l'IUFM
4, rue Chazière - 69004 Lyon
[illegible]
à l'occasion de la publication de l'ouvrage de Nadine Fresco, Fabrication d'un antisémite aux éditions du Seuil.

Renseignement publicité :
☎ 01.42.17.39.65

Ousmane Sow, un immense succès

Les grandes sculptures du Sénégalais installées sur le pont des Arts attirent chaque jour des milliers de curieux

SI l'on pouvait pressentir le succès de l'exposition du sculpteur sénégalais Ousmane Sow qui se tient jusqu'au 20 mai sur [redacted] pont des Arts [redacted] Paris (*Le Monde* du 24 mars), personne [redacted] pu prédire l'engouement populaire qui [redacted] très tôt pris des allures de marée humaine. Au point que les organisateurs ont dû discipliner la promenade au milieu [redacted] des 68 sculptures de terre qui figurent autant de [redacted] d'Afrique et d'ailleurs, jusqu'aux héros heureux et malheureux de la [redacted] de [redacted] Horn, [redacted] Bull et le général Custer.

Qu'il pleuve ou qu'il vente, quel que soit le jour, dès 9 heures du matin [redacted] jusqu'à la nuit tombée, le pont ne désemplit pas. Sur les deux [redacted] la [redacted] les membres du service de sécurité estiment au jugé à *« plusieurs milliers chaque jour »* [redacted] qui, [redacted] européens, japonais et américains, parisiens ou provinciaux franchissent le pont. Lorsque [redacted] n'est [redacted] trop compacte, les visiteurs ont le temps de revenir sur leurs pas ou de s'ar[redacted] l'une [redacted] compositions ; le week-end, au [redacted] coude, il faut suivre le mouvement général, pas question de prendre son temps. En blouson rouge estampillé « Le Zénith-Coca-Cola », les membres du service de sécurité sont presque aussi imposants que les géants de Sow. Ils sont là pour faire respecter le sens de la visite, veiller à ce que l'on ne grimpe pas sur les sculptures – c'est arrivé – ou sur [redacted] de [redacted] sur lesquels elles [redacted] boulonnées. *« Nous [redacted] semaine, huit durant [redacted] week-end »*, explique le respon[redacted] de l'équipe qui [redacted] nombreux visiteurs qui s'inquiètent de la [redacted] du pont...

GARETH WATKINS/REUTERS

La bataille de Little Big Horn reconstituée sur le pont des Arts.

« TOTALEMENT RÉEL »

Le matin, les touristes étrangers tiennent la corde. Le pont des Arts est l'un des lieux qu'ils doivent voir [redacted] Paris. La [redacted] l'exposition [redacted] été ajoutée [redacted] certains programmes des tours de ville « by bus ». Vendredi 23 avril, un car venu de Suisse a fait descendre en un clin d'oeil ses [redacted] gauche [redacted] consigne [redacted] prêts à réembarquer vingt minutes plus tard rive droite... Pour les photographies, on préfère la Seine pour décor plutôt que les sculptures. Par respect et timidité face [redacted] leur force autant que parce *« Paris, c'est [redacted] Seine et pas les sculptures »*, [redacted] de go un touriste sûr de lui. Un groupe de lycéens venu d'une ville de la banlieue de Chicago s'intéresse de près à la bataille de Little Big Horn. Sujet sensible. *« On [redacted] en classe, mais le peuple américain [redacted] encore gêné avec cette partie [redacted] son histoire*, remarque un jeune étu[redacted]. *Là, ça devient [redacted] réel. »*

[redacted] Parisiens, [redacted] l'exposition un [redacted] promenade durant [redacted] week-end. [redacted] affiches dans le métro ou lu le numéro spécial de *Télérama* consacré [redacted] Ousmane Sow. Les [redacted] veulent voir *« les Indiens et les cow-boys »*. Si les adultes sont généralement enthousiastes, [redacted] gamins sont plus réservés. Manquent le bruit et la fureur des grandes ba[redacted]. Un amateur [redacted] Tours regrette que la bataille n'ait pas été reconstituée, comme à Dakar, sur [redacted] plus large, [redacted] place du Châtelet par exemple. Au Musée du Louvre et au Grand Palais, on constate que le passage sur le pont des Arts est parfois prolon[redacted] par une [redacted] de [redacted] grandes institutions voisines.

L'exposition [redacted] plois saisonniers : le mime qui d'ordinaire hante [redacted] place du [redacted] Royal a élu domicile face au couple peul d'Ousmane Sow. Son pharaon doré se tient immobile, autant que les statues avec lesquelles il voisine. Qu'une pièce tombe dans la petite bassine [redacted] pieds [redacted] s'anime... « *Tu vois*, dit un visiteur, *je te disais bien qu'il ne faisait pas partie de l'exposition... »*

Sylvain [redacted]

Un phénomène et quelques questions

IL Y A DONC un phénomène Ousmane Sow. S'il est difficile de le chiffrer, il est aisé de l'observer. Reste [redacted] savoir s'il est possible de l'interpréter, et pour quelles déductions. Première remarque : le succès de l'exposition sur le pont des Arts tient pour partie à ce qu'elle a lieu, jus[redacted], sur le [redacted] des Arts, autrement [redacted] entre Louvre et Institut, au-dessus de la Seine, le long de l'un des passages obligés de tout touriste en visite [redacted] Paris. Toute exposition qui s'y [redacted] bénéficie à [redacted] de [redacted] particulièrement favorables, d'autant que l'accès est libre, même s'il a paru nécessaire de déterminer un sens de la circulation afin d'éviter les encombrements. Avant cette manifestation, d'autres avaient vérifié cette hypothèse. [redacted] sont tenues entre la place de [redacted] Concorde [redacted] l'avenue des Champs-Elysées : triomphe garanti à tout coup.

ANALYSE

Il serait imprudent d'affirmer que le public préfère vraiment un réalisme réputé facile

Voilà qui permet de préciser un autre point : [redacted] présentées [redacted] ce dernier lieu des sculptures (si l'on peut dire) de Botero, une rétrospective en raccourci de la sculpture au XXe siècle, mais aussi des avions – la réussite a été considérable chaque fois, ce qui tendrait à prouver qu'elle n'est pas strictement liée à la qualité artistique des objets présentés. L'essentiel est [redacted] l'opération se tienne à l'extérieur et qu'elle puisse devenir un but de promenade libre – sans guichets, sans file d'attente, sans réservations, hors du musée autrement dit. Ce qui est montré importe peut-être moins parfois que le lieu et les conditions matérielles de l'exposition. Ousmane Sow en tire parti après d'autres.

Il ne fait aucun doute, pour autant, que la nature de ses oeuvres ne peut qu'accentuer le phénomène. Il donne à voir des cow-boys, des Indiens, des guerriers africains, des chevaux. Il évoque des histoires émouvantes et donne de brèves leçons d'ethnographie élémentaire. Il suggère que la sculpture n'a rien à envier au cinéma, c'est-à-dire désormais [redacted] la télévision. [redacted] groupes en appellent [redacted] reconnaissance rapide de leurs sujets et de leurs héros. Les dimensions des figures et leurs gestes et postures héroïques ne peuvent qu'impressionner, ancienne ressource de toute statuaire monumentale, quels que soient ses sujets, ses symboles et sa technique.

POUR UNE HISTOIRE SANS [redacted]

[redacted] le point le plus délicat, la question esthétique. Formulée de la façon la plus brutale, elle serait du genre : « Faut-il donner à penser [redacted] la foule que la sculpture, aujourd'hui, ce doit être ça ? » Un professeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts se plaignait [redacted] : comment enseigner [redacted] ses élèves que l'art de la sculpture au XXe siècle s'est émancipé du modèle et de la figuration quand ces dits élèves, à la porte de leur école, assistent chaque jour à la victoire d'une statuaire figurative, narrative et allégorique ? Il est aisé de répondre [redacted] cette plainte. D'une part, l'histoire de la sculpture ne [redacted] être réduite [redacted] une seule et uniforme évolution, de la femme nue [redacted] la Maillol jusqu'au cube à la Sol Lewitt, schéma trop simple qui procède [redacted] trop [redacted]. D'autre part, il [redacted] bien imprudent d'affirmer que le succès d'Ousmane Sow démontrerait que le public préférerait définitivement un art plus immédiatement [redacted] parce que réaliste à un art réputé plus difficile parce qu'abstrait.

Une telle déduction serait de nature [redacted] en réjouir quelques-uns – les nostalgiques du modelé « comme autrefois ». Mais elle serait fausse : si le mois d'avril [redacted] été, [redacted] Paris, celui de l'exposition Sow, il a été aussi celui du triomphe de la rétrospective Rothko, [redacted] sont venus plus de 200 000 [redacted] Qu'en conclure ? [redacted] d'urgence organiser, sur le pont des Arts, des expositions des sculptures de David Smith, puis une des bronzes de De Kooning, et ainsi de suite, pour profiter de l'esprit des lieux. On les attend avec impatience.

Philippe Dagen

DÉPÊCHES

■ **ARCHITECTURE : [redacted] que le Reichstag, [redacted] Berlin, vient d'être inauguré** pour accueillir le Parlement allemand, le [redacted] d'architecture [redacted] d'urbanisme [redacted] l'environnement (CAUE) des Hauts-de-Seine présente, jusqu'au [redacted] mai [redacted] Sceaux, une exposition consacrée aux formidables transformations engagée dans la ville. « [redacted]lin, [redacted] d'une capitale » est un [redacted] lieux très complet qui s'appuie [redacted] les travaux réali[redacted] par plusieurs photographes en 1997, qui [redacted] imaginer la dimension [redacted] les enjeux de ce chantier urbain pour passer [redacted] revue, sur un mode plus strictement architectural, [redacted] et l'avenir [redacted] achèveront de [redacted] cristalliser, pour l'essentiel, en 2003.
Galerie du Petit-Château, 9, rue du Docteur-Berger, [redacted] 330 Sceaux. Tél. : 01-41-87-04-40. Tous les jours, y compris le 1er mai, de 14 heures [redacted] heures. Entrée libre.

■ **MUSIQUE : une vingtaine de chanteurs hispanophones** (dont Isabel [redacted] Angel Parra, Daniel Viglietti, Victor Heredia) réunis autour [redacted] Rodriguez et de Joaquin [redacted] ont rendu hommage [redacted] « la chanson protestataire » [redacted] 24 avril [redacted] La Havane, [redacted] l'occasion du quarantième anni[redacted] la Casa [redacted] Ameri[redacted] banderole anti-OTAN, réclamant l'arrêt [redacted] bom[redacted] en Yougoslavie, [redacted] mille jeunes [redacted] avec Carlos Varela [redacted] chanson symbole, *Guillermo Tell*, où l'auteur demande [redacted] « [redacted] *père* » tandis [redacted] l'Andalou Joaquin Sabina, [redacted] noir, reprenait [redacted] du sous-commandant [redacted]

■ **INDUSTRIES MUSICALES : Sony Music Entertainment** (Japan), [redacted] musicale du groupe japonais Sony, a dégagé lors [redacted] l'exercice achevé fin [redacted] un bénéfice net consolidé [redacted] 1,607 milliards [redacted] francs (245 millions d'euros), en baisse [redacted] 12 % [redacted] l'année précédente. L'activité [redacted] musicale de Sony [redacted] médiocrement [redacted] les chiffres publiés le 27 avril re[redacted] contribution [redacted] la très rentable console [redacted] jeux video PlayStation, filiale à parts égales entre Sony Music et [redacted] maison [redacted]

■ **ROCK : le groupe de rock britanique The Verve**, auteur de [redacted] que *Bittersweet Symphony* et *The Drugs Don't Work*, [redacted] annoncé le [redacted] avril [redacted] Londres [redacted] séparation définitive, sans en indiquer [redacted] raisons. Le chanteur Ri[redacted] prépare [redacted] album solo. En [redacted] 1995, [redacted] annoncé son démantèlement.

Conflit entre la Fondation Hartung et le Musée Picasso

Deux cents œuvres sont réclamées à la ville d'Antibes

« *C'EST Clochemerle* », com[redacted] François Hers, [redacted] Hans Hartung - Anna-Eva Bergman. Mardi 27 avril, devant [redacted] remparts du [redacted] Grimaldi [redacted] Antibes, qui [redacted] Musée Picasso, François [redacted] réclamer [redacted] restitution [redacted] deux cent [redacted] du couple Hartung-Bergman [redacted] dépôt ou don[redacted] ville par la Fondation. Pré[redacted] par un article de *Nice-Matin*, qui a révélé l'affaire, [redacted] caméras [redacted] la télévision régionale étaient là. Maurice Fréchuret, [redacted] Picasso, a reçu François Hers et lui a signifié le [redacted] opposé [redacted] maire Jean [redacted] (UDF-Rad) [redacted] donner [redacted] sa [redacted].

Le peintre Hans Hartung, un [redacted] maîtres [redacted] l'abstraction lyrique, et sa [redacted], Anna-Eva Bergman, également peintre, [redacted] en 1973. Amis du maire d'alors, [redacted] (UDF-Rad), ils envisagèrent [redacted] création d'un musée, autour d'une importante donation. Après [redacted] mort d'Anna-Eva Bergman, [redacted] de [redacted] Hartung, en 1989, [redacted] négociations reprirent avec la Fondation de France, légataire universelle [redacted] deux artistes, qui [redacted] la Fon[redacted] Hartung-Bergman (*Le [redacted]* du [redacted] juin 1995). Une convention signée [redacted] 25 avril [redacted] prévoyait la présentation d'un ensemble [redacted] dans les [redacted] du Musée [redacted] et dans un espace – qui [redacted] à créer dans un ancien chantier naval [redacted] sur le port.

A cette fin, [redacted] fondation Hartung-Bergman devait procéder à une donation et à un dépôt. *« Il s'agit d'une [redacted] charge*, précise François [redacted] *en échange [redacted] A l'expiration [redacted] contractuel, en octobre 1998, le lieu n'existait toujours pas, et nous [redacted] demandé, [redacted] 25 novembre, par lettre [redacted]dée, la restitution de notre dépôt. »*

Une deuxième missive, le 15 avril, [redacted] d'huissier, provoqua une réaction ferme du maire d'Antibes : Jean Leonetti signifiait [redacted] *« refus d'accéder à* [la] [redacted] » Et déclarait à [redacted] demandé *« depuis longtemps [redacted] réunion de [redacted] pour [redacted] solu[redacted] à la révision de la [redacted]. »*

« PRATIQUES CAVALIÈRES »

[redacted] qui [redacted] don [redacted] François Hers : *« Le maire prend la pose d'un défenseur du [redacted] public ; [redacted] il s'agit d'une captation [redacted] patri[redacted] privé. [redacted] est claire, [redacted] œuvres sont [redacted] propriété. La [redacted] déjà à elle. Ce n'est pas le [redacted]. Nous sommes prêts [redacted] discuter, [redacted] accepter [redacted] principes d'une prolongation [redacted] chantier. [redacted] nous voulons [redacted] pré[redacted] sur [redacted] charges [redacted] la [redacted]* respecter, [redacted] *précisions sur le lieu, ses dimensions, ses modalités d'usage. Et, avant tout, la [redacted] qui nous appar[redacted]. »*

« C'est vrai, dit [redacted] Fréchuret, *la ville n'a pas respecté les délais prévus. [redacted] nous [redacted] actuelle[redacted] la phase finale [redacted] de l'architecte, c'est une affaire de jours. Nous sommes en retard car l'opération est lourde et la mairie [redacted] faire appel à [redacted] l'Etat. »*

Le [redacted]dget du projet [redacted], estimé entre 40 millions [redacted] 50 mil[redacted] francs (6 millions et 7,6 millions d'euros), suppose une prolongation de cinq ans du [redacted] *« Nous [redacted] sommes pas contre un délai supplémentaire*, dit François Hers, *mais il faut en profiter pour revoir [redacted] convention. [redacted] peut-être reprendre [redacted] projet original d'un [redacted] consacré [redacted] Hartung et Anna-Eva Bergman. »*

« Dès ma prise [redacted] poste, en 1993, commente Maurice Fréchuret, *j'ai dit qu'un musée monographique n'est [redacted] judicieux, surtout [redacted] qui compte déjà quatre musées municipaux. [redacted] la [redacted] Hartung a [redacted] pratiques cavalières. [redacted] 1996, par exemple, j'ai prêté à [redacted] Gallery [redacted] Londres, pour une exposition temporaire, [redacted] œuvre majeure peinte par Hartung [redacted]. Elle y est toujours : la Fondation a [redacted], sans m'en avertir, de la leur laisser en dépôt pour cinq [redacted]. Il [redacted] impossible [redacted] gérer une [redacted]. J'ai eu [redacted] malheur de protester : depuis, [redacted] relations [redacted] Fondation sont des plus mauvaises »*.

François Hers n'a jamais caché l'agacement que lui provoque la méfiance des pouvoirs publics envers [redacted] fondations privées. Pour la [redacted] (DMF), elles se limitent [redacted] de petits [redacted] sur un seul [redacted] que [redacted] public, par lassitude, boude après quelques années. [redacted] propres [redacted] trop faibles pour [redacted] faire tourner, [redacted] incitent [redacted] une dilapidation du patrimoine : [redacted] l'intégrité [redacted] l'artiste se[redacted] mieux défendues par les musées. C'est peut-être une des raisons profondes d'un malentendu et d'une défiance persistante.

Harry Bellet

Hollywood peut pratiquer la « soustraction fatale »

LOS ANGELES
correspondance

[redacted] hollywoodiens se tirent d'une belle peur, car [redacted] entre les héritiers de Jim Garrison et Warner Bros, le [redacted] qui a produit le film d'Oliver [redacted] *JFK*, [redacted] dispense une [redacted] de plus d'avoir à rendre [redacted] aux artistes qui, par contrat, [redacted] percevoir leur [redacted] du [redacted] net [redacted] par les films auxquels [redacted] ont contribué. Il s'agit le plus souvent d'écrivains et [redacted] scénaristes.

JFK s'appuie [redacted] *the [redacted] of the Assassins*, dont l'auteur est Jim Garrison, [redacted] procureur de La Nou[redacted] qu'un complot [redacted] à l'origine [redacted] du président John [redacted] Kennedy. Jim Garri[redacted], mort en 1992, avait aussi un petit rôle dans le film, tandis que son personnage [redacted] interprété par [redacted] Costner. Son contrat avec le studio Warner lui octroyait un pourcentage sur les bénéfices nets du film, qui fut [redacted] commercial. Mais Hollywood pratique [redacted] qu'on appelle ici [redacted] *creative booking* ou comptabilité « créative » : la définition du bénéfice net reste... floue. Surtout quand [redacted] film engrange [redacted] substantielles re[redacted] au box-office. Les studios imputent alors au budget de cette production toutes sortes de frais généraux, [redacted] que le bénéfice net n'apparaisse [redacted] comptes. Les victimes se défendent rarement, tant il est malséant de poursuivre un studio en justice si l'on sou[redacted] continuer à [redacted] Hollywood.

C'est pourtant arrivé [redacted] première fois, quand Art Buchwald, [redacted] humoriste américain, [redacted] Alain Bernheim, un producteur français de Los Angeles, [redacted] attaqué Paramount. Ils ont d'abord remporté un procès [redacted] plagiat, puis [redacted] de récupérer [redacted] parts des [redacted] nets [redacted] *Coming to America*, le film de John Landis avec [redacted] Murphy sur une idée d'Art Buchwald. [redacted] judiciaire a [redacted] produit un best-seller, [redacted] *Substraction*, « Soustraction fatale », [redacted] par [redacted] O'Donnell qui [redacted] les plaignants. [redacted] deux parties ont fini par transiger, et [redacted] ont [redacted] un précédent juridique.

[redacted] a encouragé d'autres [redacted] à agir. [redacted] que *Indecent Proposal* avait [redacted] rapporté plus de 250 millions [redacted] dollars, Jack Engelhard, l'auteur du [redacted] qui a inspiré le scénario, n'avait [redacted] un [redacted] du [redacted] net auquel il [redacted] droit. [redacted] Redford, [redacted] du film, avait, lui, perçu [redacted] pourcentage. Et Paramount soutenait [redacted] Winston Groom, auteur du roman *Forrest Gump*, [redacted] film [redacted] un déficit [redacted] millions de dollars, [redacted] atteignaient [redacted] millions.

Le procès [redacted] Jim Garrison menaçait encore plus les [redacted] hollywoodiens, [redacted] juge ayant dans un premier temps accepté [redacted] qualifier [redacted] plainte [redacted] *« class-action lawsuit »*, [redacted] qui signifie que la [redacted] faisait jurisprudence. [redacted] le juge [redacted] revenu sur [redacted] qualification, [redacted] Jim Garrison ont accepté une transaction d'un faible montant, au grand soulagement de [redacted] studios, qui peuvent continuer [redacted] pratiquer leur « soustraction [redacted] ».

[redacted] Mulard

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Une nuit de rêve avec Pina Bausch

Avec « Masurca Fogo », le Tanztheater de Wuppertal fait partager ses éclats de vie

MASURCA FOGO, de Pina Bausch. Par le Tanztheater Wuppertal. Marion Cito (costumes). Matthias Burkert, Andreas Eisenschneider (collaboration musicale). Théâtre de la Ville, jusqu'au 5 mai, 20 h 30 (dimanche 2, 17 heures). Tél. : 01-42-74-22-77. De 140 F [redacted] 190 F (21,34 € [redacted] 29 €).

Avec *Masurca Fogo*, Pina Bausch signe une pièce sur l'éclat, le feu [redacted] l'eau. Une profession de foi : la danse est plaisir, [redacted] – pourquoi pas ? – davantage si affinités. Foin d'intellectualisme, place [redacted] la sensualité des corps, de la peau, du rire. Il faut sûrement arriver [redacted] la soixantaine pour savoir transmettre avec autant d'instinct le goût, l'énergie, le fracas tout simple d'être jeune. Inspirée par la pétulance de la jeu[redacted] lisboète – la pièce fut créée [redacted] Lisbonne Expo 98 –, la chorégraphie, très souple, s'enroule autour d'éléments en apparence contradictoires : l'eau et le feu. On peut voir [redacted] une métaphore possible de la vie – l'eau éteignant [redacted] flamme. Il n'empêche que Pina Bausch, plus que dans *Nur du* (1996) ou *Le Laveur de carreaux* (1997), [redacted] décidé d'apporter du bonheur aux spectateurs. Sans nostalgie. Juste quelques traces de masochisme, incarné paradoxalement par celle qui d'habitude joue [redacted] merveille la domination, la très blonde Julie Shanahan, qui arrive sur scène toute vêtue [redacted] ballons rouges. Et de sa fossette.

Flux, reflux, tourbillons, mouvements prestes, imprévisibles, à l'image de l'Atlantique, des marées. Afin de suggérer cette circulation fluide d'un mouvement effréné, Peter Pabst [redacted] divisé l'espace en deux. En fond de scène, [redacted] coulée de lave noire, délimitée par un cadre carré. A l'avant-scène, un espace blanc, sorte de plage pour jeux et ébats multiples... Rainer Behr dévale la roche noire. Et c'est déjà de la danse. Le début de [redacted] solo de voltigeur, bras serrés, mains accrochées l'une [redacted] l'autre, et [redacted] jambe qui se replie, rapidement frappée de [redacted] main, qu'on re[redacted] d'un mouvement à l'autre : le signe de la masurca !

Depuis qu'elle compose sa danse [redacted] cours de résidences [redacted] l'étranger, Pina Bausch a inventé [redacted] propre folklore, [redacted] condensé de tous les gestes magnifiques, ou simples, qu'elle a rencontrés dans des fêtes, des boîtes de nuit, des bars. Folklore dont les gestes [redacted] ritualisés, structurés, mais suffisamment libres pour que chaque interprète [redacted] qui il est, [redacted] qu'il veut. Une danse vivante qui parle [redacted] l'imaginaire [redacted] tous.

« OUI, OUI, OUI ! »

A la fois archaïque et actuel. Loin de Wuppertal, de l'Allemagne, de la culpabilité du passé incarnés pendant plus de vingt ans dans des mises [redacted] scène de [redacted] cruauté, de l'amour quémandé, Pina Bausch [redacted] trouvé, ou retrouvé, [redacted] qui pousse l'homme [redacted] dan[redacted] Une source vive. *Trauerspiel*, en 1994, annonçait (comme le titre l'indiquait) la fin du travail de deuil. *Danzon*, en 1995, pièce dans laquelle la chorégraphe était venue elle-même danser avec [redacted] poissons multicolores, préfigurait l'humeur nouvelle. *Masurca Fogo* résonne tel un cri de vie. Vivre enfin. Alors Ruth Amarante peut lancer des soupirs [redacted] pâmoison. Cristiana Morganti, tempérament comique à l'italienne, danser l'extase sur le corps de son partenaire. Et Daphnis Kokkinos crier : « *Oui, oui, oui !* », « *Non, non, non !* », « *Mon dieu,* [redacted] *dieu,* [redacted] *dieu !* », simulant l'orgasme positif, négatif, ou métaphysique.

MAARTEN [redacted] ABEELE

Place [redacted] la sensualité [redacted] corps, dans une chorégraphie très souple qui s'enroule autour [redacted] l'eau [redacted] feu.

Facile ? Evidemment. Mais c'est ça qui est bon : [redacted] rappel continu que tout peut être simple.

Il y a ceux qui suivent Pina Bausch dans [redacted] renouveau [redacted] la légèreté. [redacted] qui résistent (*Le Monde* du 26-27 avril 1998) : peut-on leur suggérer de laisser leurs places aux spectateurs, trop nombreux, qui n'arrivent [redacted] en obtenir, plutôt que [redacted] venir ruminer leur nostalgie... Il faut s'abandonner à l'été. Observer avec bonheur [redacted] frise ondulante de danseurs qui arrivent par couples (les hommes portant chapeau) : [redacted] pas de côté, un piétinement déhanché sur trois temps, exactement [redacted] rythme du navire pris dans la vague. Remarquer combien [redacted] danse des « anciens » – Dominique Mercy, Nazareth Panadero, Jan Manarik, Beatrice Libonati – dit malgré eux la maturité, les épreuves qu'ils ont traversées.

Tout [redacted] vécu en gros plans. Et les films projetés baignent le spectacle dans les reflets des accordéons de musiciens cap-verdiens, dans [redacted] feuilles [redacted] bananiers, [redacted] vent. Déferlement [redacted] troupeaux. Rouleaux de l'océan. L'eau est partout. Elle enveloppe [redacted] adoucit [redacted] solo de Beatrice Libonati, entêtée à résister [redacted] courant, mais sachant aussi s'y couler. Fleurs qui s'ouvrent [redacted] referment [redacted] accéléré. Couleurs psychédéliques du rêve des couples endormis. Tout rougeole. k.d.Lang, très présente sur la bande-son, murmure *The Air That I Breathe*. C'est la nuit sur [redacted] plage.

Dominique Frétard

Une Agrippine qui allie l'artifice au naturel

AGRIPPINE, d'après Georg Friedrich Haendel. Avec Sophie Marin-Degor et Jérôme Corréas, l'Ensemble Matheus, Jean-Christophe Spinosi (direction), Christian Gangneron (mise en scène), Thierry Leproust (décor), production [redacted] l'Arcal, coproduction [redacted] Ile-de-France Opéra [redacted] Ballet [redacted] Opéra-Théâtre [redacted] Besançon. Création le 22 avril à Besançon. Représentation en mai, à Fontainebleau, Nanterre, Rennes, Neuilly, Châtenay-Malabry, Le [redacted]

Longtemps limitée à quelques oratorios, sinon au seul *Messie*, la connaissance de l'œuvre de Haendel s'est élargie au cours des trente dernières années [redacted] découverte de ses ouvrages lyriques. D'une partie seulement, mais d'une [redacted] force de séduction, par la vitalité rythmique [redacted] la richesse de l'invention mélodique, que [redacted] Allemand naturalisé anglais est devenu, [redacted] le recul, le représentant le plus convaincant de l'*opera seria* napolitain.

Il est vrai que durant [redacted] séjour [redacted] Italie, [redacted] 1706 et 1709, le jeune Haendel fait preuve d'une étonnante capacité d'assimilation. Pour Florence, il composa [redacted] *Rodrigo*, en partie perdu, [redacted] pour Venise, une *Agrippina* dont le succès retentissant marqua [redacted] fin de [redacted] années d'apprentissage. Entre-temps, il s'était fait la main en composant une vingtaine de duos *da camera*, et autant [redacted] cantates italiennes à une [redacted] deux voix.

On les connaît à peine [redacted] l'une d'elles, *Agrippina condotta a morire*, véritable monodrame, de dimensions exceptionnelles (vingt-cinq minutes) semble une préfiguration [redacted] l'opéra à venir. Pourtant, si [redacted] dernier emprunte, selon l'habitude de Haendel, à des pages écrites auparavant pour le théâtre ou la ville, [redacted] cantate où Agrippine, déchirée entre sa haine pour Néron [redacted] l'amour maternel, trouve des accents pathétiques, n'a pas été reprise.

[redacted] en scène ce grand lamento féminin, [redacted] l'instar d'*Erwartung* de Schoenberg [redacted] de *La Voix humaine* de Poulenc, n'aurait été que la moitié d'une bonne idée.

FAUSSE RÉPÉTITION

Christian Gangneron a voulu lui conserver son statut d'esquisse préparatoire et toute sa sève [redacted] faisant d'elle le point culminant d'une sorte de répétition générale. Avant que la lumière de la salle [redacted] s'éteigne tout [redacted] fait, un petit groupe de musiciens [redacted] la dernière main à une sonate pour hautbois, deux violons [redacted] basse continue. Un soprano et une basse, en habits de ville, les rejoignent bientôt. Ils se font [redacted] voix sur un duo vocalisant avant de se faire la cour [redacted] « filant » une scène de l'opéra entre Agrippine [redacted] son amant Pallante. D'un air sur l'autre, empruntant tour à tour les rôles de Poppée [redacted] Claude, ils glissent peu à peu dans [redacted] représentation avec la complicité des musiciens, d'une habilleuse, d'un machiniste. L'artifice s'efface et, [redacted] l'issue d'un bref extrait de *Britannicus*, l'héroïne, vêtue à présent d'une ample robe rouge comme [redacted] sang, [redacted] lance dans [redacted] monologue halluciné, plein de fureur [redacted] de tendresse. La douleur tranquille d'un duo (« *Tacete, ohimé, tacete* »), qui s'achèvera dans la pénombre, [redacted] *cappella*, viendra dénouer la tension.

Au départ, [redacted] n'y croyait pas vraiment ; [redacted] heure plus tard, [redacted] hésite à briser la magie du spectacle par des applaudissements. Le décor, construit par l'atelier de Besançon, est léger, avec [redacted] panneaux tournants qui confrontent progressivement Agrippine [redacted] son image démultipliée. La [redacted] de la mise en scène réussit à allier l'artifice [redacted] le naturel [redacted] une grâce salutaire, la fausse répétition étant un procédé [redacted] haut risque. [redacted] même, les chanteurs se jouent [redacted] l'effervescence d'une ligne vocale qu'ils ornent [redacted] volonté [redacted] un bonheur communicatif. Tour à tour coquin [redacted] pathétique, ce *pasticcio* [redacted] impression de fraîcheur, de simple élégance, d'intensité avec ce que le bel canto baroque [redacted] produit [redacted] plus raffiné.

Gérard Condé

NOUVEAU FILM

CUBE

■ Un groupe d'hommes [redacted] de femmes [redacted] retrouvent enfermés dans un mystérieux cube dont [redacted] cherchent à trouver la sortie. Le scénario de *Cube* pouvait, à la rigueur, convenir [redacted] un épisode de « La Quatrième Dimension », mais ne remplit absolument pas une heure et demie de film. L'incapacité du réalisateur Vincenzo Natali à exploiter de manière inventive l'espace clos dans lequel évoluent ses personnages, la médiocrité des interprètes condamnés [redacted] réciter des dialogues, souvent ridicules, sur [redacted] devenir de l'univers [redacted] autant d'handicaps insurmontés. ***S. [redacted]***

Film américain de Vincenzo Natali. Avec Maurice Dean Wint, Nicole DeBoer, Nicky Guadagni. (1 h 26.)

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'Adagp

*A la suite de notre article intitulé : « Pour les photographes, la [redacted] n'est plus libre de droits » (*Le Monde *du 27 mars), nous avons reçu des architectes Daniel Buren et Christian Drevet [redacted] de l'Adagp (Société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques) la mise au point suivante :*

Si Daniel Buren, Christian Drevet et l'Adagp ont dû procéder judiciairement [redacted] l'encontre de certains éditeurs commercialisant des cartes postales reproduisant le nouvel aménagement de [redacted] place des Terreaux à Lyon, conçu par Daniel Buren [redacted] Christian Drevet (architecte, coauteur [redacted] cette place, et non pas éclairagiste comme indiqué dans l'article), c'est, d'une part, parce que le nom des auteurs de cet aménagement n'avait même pas été [redacted] sur les [redacted] postales en question, reproduisant donc leur [redacted] (alors qu'en revanche les noms des éditeurs et des photographes y étaient mentionnés [redacted] façon parfaitement lisible) ; d'autre part, après que l'Adagp eut sollicité [redacted] maintes reprises, mais en vain, un règlement amiable [redacted] litige.

Il est faux, en outre, de prétendre que l'Adagp « *récupère* » les droits [redacted] se soucier de la destination de la reproduction des [redacted] : il est – évidemment – toujours tenu compte, en accord [redacted] les auteurs, du caractère commercial ou non de [redacted] diffusion envisagée par l'éditeur, qui requiert, conformément à la loi, une autorisation préalable.

SORTIR

PARIS

Nathalie Collantes

Déjà, il y a d'excellents danseurs pour accompagner [redacted] soirée nomade de Nathalie Collantes. Et plusieurs danses : danse *in situ* de *Passe*, exploratrice du lieu, [redacted] transparence ; danse [redacted] moniteurs vidéo pour une démultiplication de la vision. Danse [redacted] l'intime de *Phase*, ou comment dépasser [redacted] grande connaissance que deux danseurs peuvent avoir l'un de l'autre. Ça ressemble [redacted] l'amour ? Nathalie Collantes et Sylvain Prunennec tenteront de [redacted] branchements.

Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14e. [redacted] Raspail. Le 29, à 20 h 30. Tél. : 01-42-18-56-72. 30 F.

Olivier Hutman Trio

Un nouveau lieu, un planiste [redacted] catégorie – [redacted] modestie le perdra –, la formule la plus [redacted] Ario... autant [redacted] de fêter le travail en grand : Olivier Hutman connaît [redacted] répertoire, compose [redacted] science, joue avec cœur [redacted] ne triche pas.

Le Franc-Pinot, 1, quai de Bourbon, Paris 4e. [redacted] Pont-Marie. Le 30 avril [redacted] le 1er mai, [redacted] 22 heures. Tél. : 01-46-33-60-64. 90 F.

Monk [redacted] Monk

C'est le fils du pianiste Thelonious Monk, T. S. Monk, batteur qui conduit [redacted] formation en hommage à la musique de l'un des créateurs du jazz les plus mystérieux et influents. Le trompettiste Don Sickler, l'un [redacted] monkiens les plus réputés, [redacted] de la partie, le tubiste Howard Johnson aussi, ainsi que – c'est [redacted] étrange – la chanteuse Nnenna Freelon.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. [redacted] Château-d'Eau. Le 1er [redacted] 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

L'Orchestre national [redacted] Barbès

Grâce [redacted] collectif d'humeur festive, le quartier [redacted] désormais connu jusqu'au Chili, où le groupe [redacted] joué [redacted] septembre 1998. Après un premier album enregistré [redacted] scène, leur élément naturel, [redacted] garçons ont concocté le deuxième (qui [redacted] jours-ci) [redacted] studio, [redacted] perdre de leur fraîcheur. La marque [redacted] fabrique de [redacted] petite entreprise [redacted] la même : un brassage stimulant [redacted] différents styles du Maghreb [redacted] funk, jazz [redacted] reggae. (CD Poulina/Virgin).

Olympia, 28, boulevard [redacted] Capucines, Paris 9e. Mº Opéra. Le 1er mai, à 20 h 30 ; le 2, [redacted] 17 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 130 F.

GUIDE

MUSÉES

[redacted] plupart [redacted] musées nationaux [redacted] ront [redacted] le [redacted] 1er mai, [redacted] l'exception [redacted] Eugène-Delacroix [redacted] à Paris, du [redacted] des Antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye, de celui du château de [redacted] Mal[redacted] et [redacted] et du Musée des Granges de Port-Royal, en [redacted] France. En province, [redacted] le Musée de la coopération franco-américaine (Blérancourt, Aisne), [redacted] Musée Magnin [redacted] Dijon (Côte-d'Or), le Musée [redacted] maison Bonaparte à Ajaccio (Corse-du-Sud), celui [redacted] Deux-Vic[redacted] (Mouilleron-en-Pareds, [redacted] le Musée de préhistoire des Eyzies-de-Tayac (Dordogne). Tous les [redacted] le [redacted] 8 mai, à l'exception [redacted] Musée d'Ennery (art chinois), à [redacted] dernier [redacted] également [redacted] mai, [redacted] le [redacted] du Louvre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places [redacted] jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Ma[redacted] parvis [redacted] gare Montpar[redacted] 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; [redacted] 12 h [redacted] à 16 heures, [redacted] dimanche.

Baal

[redacted] Bertolt Brecht, [redacted] en scène [redacted] Richard Sammut.

Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. [redacted] Porte-de-Pantin. Le [redacted] 20 heures. Tél. : 01-42-02-02-68. De 65 F [redacted] 135 F. Jusqu'au 29 mai.

Orchestre [redacted] Paris

Strauss : *Vier letzte Lieder*, [redacted] Brahms : *Symphonie nº 1*. [redacted] Fleming (soprano), Christoph Eschenbach (direction).

Salle Pleyel, 252, [redacted] du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. Le [redacted] avril, [redacted] 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-[redacted] 90 F à [redacted]

[redacted] des Champs-Elysées

Schubert : *Symphonie D 936, andante, Symphonie nº 8 « Inachevée »*. [redacted]delssohn : *Symphonie nº 4 « Italienne »*. Philippe Herreweghe (direction).

Théâtre [redacted] Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mº Alma-Marceau. Le [redacted] avril, [redacted] 20 h 30. Tél. : [redacted] 40 F [redacted] F.

Spanky [redacted] et [redacted]

[redacted] Philippe [redacted]

Ali [redacted] Club, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. [redacted] avril, [redacted] 22 heures. Tél. : 01-42-61-53-53. [redacted] F.

[redacted] Tropical

Au duc [redacted] Lombards, 42, [redacted] Lombards, [redacted] 1er. Mº Châtelet. [redacted] 29 avril, [redacted] heures. Tél. : 01-42-33-22-88. [redacted] F.

[redacted] Guidoni

Théâtre Silvia-Monfort, [redacted] rue [redacted]cion, Paris 15e. Mº Porte-de-Vanves. Le [redacted] avril, [redacted] 20 h 30. Tél. : [redacted] 140 F. Jusqu'au 9 mai.

Philippe Lafontaine

Déjazet, 41, boulevard [redacted] Temple, Paris 3e. Mº République. [redacted] 29 avril, [redacted] 20 h [redacted] Tél. : 01-48-87-52-55.

[redacted]

[redacted] la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. Le [redacted] avril, à 20 heures. Tél. : [redacted] F.

Nedim Nalbantoglu, Mahmut Demir, Zeki [redacted]

Kibéle, 12, [redacted] l'Echiquier, Paris 10e. Mº Bonne-Nouvelle. Le 29 avril, [redacted] 21 h 30. Tél. : 01-48-24-57-74.

RÉSERVATIONS

[redacted] *moi*

[redacted] permis [redacted] conduire [redacted] Je [redacted] surface, d'Elfriede Jelinek (mise [redacted] Fontheim) *La [redacted] Femme*, de Jean-Claude Carrière (mise en [redacted] Margarethe [redacted] Trotta), avec Hanna Schygulla.

[redacted] des Amandiers, 7, avenue P[redacted] 92 [redacted]. Tél. : 01-46-14-70 [redacted] Du 4 [redacted] 22 mai. De 55 F à [redacted] F.

[redacted]

d'Odon von Horvath, [redacted] en scène [redacted] Jacques [redacted]

Théâtre [redacted] de la [redacted] 15, rue Malte-Brun, [redacted] Mº [redacted] Du 7 mai au [redacted] juin. 01-44-62-52-52 [redacted]

[redacted] René Duchable [redacted]

[redacted] des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, [redacted] Mº Alma-Marceau. Le [redacted] mai, [redacted] 11 heures. [redacted] 60 F et 120 F.

Hopkinson Smith [redacted]

[redacted] Grévin, 10, boulevard [redacted]martre, Paris 9e. [redacted] Grands-Boulevards. [redacted] mai. Tél. : 01-48-24-16-97 [redacted] 90 F à [redacted]

Stefano [redacted]

[redacted] Boltro Quintet

Sunset, [redacted] Lombards, Paris 1er Mº [redacted] au [redacted] mai. Tél. : 01 [redacted]

Beastie Boys

Palais omnisports [redacted] Paris-Bercy, 8 boulevard de Bercy, Paris 9e. [redacted] mai à 19 [redacted] Tél. : [redacted] F.

Eagle Eye Cherry

Olympia, 28, [redacted] Capucines Paris 9e. Mº Opéra. Le 13 mai, [redacted] 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. [redacted] F.

[redacted]

Olympia, [redacted] Capucines Paris 9e. [redacted] Opéra. Le [redacted] mai, [redacted] heures. [redacted] : 01-47-42-25-49. [redacted] F.

Jan [redacted]

[redacted] beauty for me there where huma[redacted] : création pour huit [redacted] danseurs. Jan Lauwers (chorégraphie).

Théâtre [redacted] la Ville, [redacted] Abbesses, [redacted] rue [redacted] Abbesses, Paris [redacted] Du [redacted] mai. Tél. : 01-42-74-22-77. [redacted] F [redacted] F.

DERNIERS JOURS

2 mai :

Philippe Avron

Je [redacted] un [redacted]

[redacted] gauche, [redacted] Paris 14e. Tél. : 01-43-35-32-31. [redacted] 50 F [redacted] 160 F.

Fellag

Djurdjurassic [redacted]

[redacted] du Nord, 37 bis, bd [redacted] la [redacted]pelle, [redacted] 10e. Tél. : 01-46-07-34-50. [redacted] 70 F [redacted] 130 F.

Pierre-Claude [redacted] et Alain [redacted]

[redacted] Zadkine, atelier, [redacted] bis, [redacted] d'Assas, Paris 6e. Tél. : 01-43-26-91-90 [redacted] lundi [redacted] F et [redacted] F.

Tal [redacted], l'énergie du blanc

Bibliothèque nationale [redacted] France, ga[redacted] Mansart, 58, [redacted] Richelieu, [redacted]ris 2e. [redacted] : 01-53-79-59-59. [redacted] F et 35 F.

3 mai :

David Hockney, dialogue avec [redacted]

[redacted] Picasso, hôtel Salé, 5, rue [redacted] Thorigny, Paris 3e. Tél. : 01-42-71-25-21 [redacted] mardi. [redacted] F [redacted] 38 F.

Les Trésors médiévaux de [redacted] République de [redacted]

Musée national du Moyen Age Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, [redacted] 5e. Tél. : 01-53-73-78-00. [redacted]mé mardi. [redacted] F et 38 F.

VENDREDI 30 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

17.10 Imbert-Julliard. Le Kosovo. LCI

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Fête de la paresse. *Invité : Thierry Paquot.* Canal +

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Jacques Attali.

20.00 20h Paris Première. Invité : Rachid Taha. Paris Première

20.11 Le Talk Show. Kad et Olivier ; Sapho. LCI

Thalassa. La folie du hamsi. France 3

22.00 Faut pas rêver. Allemagne : l'arbre mal. France : guerre de Sécession à Guerlesquin. Taïwan : l'île au *Invité : Laurent Gerra.*

22.45 Bouillon Les mystères beautés du Invités : André Brahic, Philippe Georgel, Gilles Lapouge. France 2

23.10 Sans aucun doute. *Ruinés par injustice.* TF 1

DOCUMENTAIRES

19.00 Violence Made in USA. Odyssée

20.15 Palettes, Paul Cézanne (1839-1906). *La violence du motif : La Montagne Sainte-Victoire.* Arte

20.35 Les Villes du futur. (1/3). Seattle. Planète

21.05 Epopée en Amérique. Une histoire populaire du Québec. (6/13). Vaincre la défaite. TV 5

21.15 Apollo 13. Planète

22.00 Fête de la paresse. Canal +

22.20 Grand format. Charbons ardents. Arte

23.20 On l'appelait le King. Canal Jimmy

23.30 Les de De Gaulle-Churchill, mémoires de guerre (2/2). Novembre 1942 : Mai 1945. France 3

La Chaconne d'Auschwitz. RTBF 1

0.45 La Case de l'Oncle Doc. et morts sous influence. France 3

SPORTS EN DIRECT

19.45 Football. D 1 - Monaco. Canal + vert

20.00 D 1 : Marseille - Lyon. Canal +

20.00 Volley-ball. Pro A : Finale. Eurosport

MUSIQUE

22.00 Nabucco. Opéra de Verdi. Mise en scène. Fabio Sparvoli. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra San Carlo de Naples, dir. Paolo Carignani. Paris

22.05 L'Oiseau de feu, de Stravinsky. Par le Philadelphia Orchestra, dir. Eugène Ormandy. Mezzo

22.45 La Symphonie « Faust », de Liszt. Avec Kenneth Riegel, ténor. Par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Leonard Bernstein. Mezzo

TÉLÉFILMS

20.30 Un cœur comme les autres. André Cayatte. Festival

20.45 Mon copain Marianne Lüdcke. Arte

20.55 Les Cahiers bleus. Serge Leroy. TMC

21.55 Tous ensemble. Bertrand Arthuys. RTBF 1

22.05 La Banquise. Pierre Lary.

22.50 Lexx, Supernova. Oliver [2/4]. 13ème RUE

COURTS MÉTRAGES

0.00 Les Nuits de la pleine lune. Switch 4. Arte

0.20 Le Dernier Spectacle. Nour-Eddine Lakdimari. France 2

0.25 La Falaise. Faouzi Bensaïdi. France 3

SÉRIES

20.55 Soirée sitcom. Téva

21.15 Monty Python's Flying Circus. Canal Jimmy

21.25 Le Visiteur. *Le procès.* Série Club

23.00 X-Files. Intra-terrestres. O. Le musée M 6

0.25 La Nuit de la pleine lune. Expériences interdites. 13ème RUE

1.00 Friends. The One With the Cop (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

18.35 Gilda ■■ Charles Vidor (Etats-Unis, N., 110 min) O. Ciné Classics

20.30 Alphaville ■■ Jean-Luc Godard (France, N., 100 min) Ciné Classics

20.55 Meurtre en suspens ■■ John Badham (Etats-Unis, 1995, 90 min) O.

21.00 La Grande Farandole ■■ HC Potter (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 95 min) O. Cinétoile

21.00 Le Miraculé ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987) O. Ciné Cinéma 2

21.00 Il était une fois le Bronx ■ Robert De Niro (Etats-Unis, 1993, 125 min) O. Cinéstar 2

21.00 L'Homme le plus dangereux du monde ■■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, v.o., 100 min) O. Ciné Cinéma 3

22.00 ... Comme elle respire ■■ Pierre Salvadori (France, 1998, 100 min) O. Canal + vert

LESTON CHRISTOPHE L

22.10 Les Feux de la rampe ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin, Claire Bloom (EU, 1952, N., v.o., 140 min) O. Ciné Classics

22.35 Horizons lointains ■ Ron Howard (Etats-Unis, 1992, v.o., 140 min) O. Ciné Cinéma 1

23.00 Box of Moonlight ■■ Tom DiCillo (Etats-Unis, 1997, 110 min) O. Canal +

0.40 El Chergui ou le silence violent ■■ Moumen Smihi (Maroc, 1974, v.o., 80 min) O. France 3

1.50 Tovarich ■■ Anatole Litvak (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics

1.55 Pat Garrett et Billy le Kid ■■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1973, v.o., 105 min) O. Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.50 C'est la même chanson.
23.10 Sans aucun doute. Ruinés par injustice.
1.00 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Qual n° 1. Un mort en trop. O.
22.35 Un livre, des livres.
22.45 Bouillon de culture. Les mystérieuses beautés du monde.
0.00 Journal, Météo.
0.15 Ciné-club. Cycle Maroc.
0.20 Le Dernier Spectacle. Court métrage. Nour-Eddine O.
0.40 El Chergui ou le silence violent ■■ Film. Moumen Smihi (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La nouveau.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. La folie du hamsi.
22.00 Faut pas rêver.
23.05 Météo. Soir 3.
23.30 Les de l'Histoire. (2/2).
0.25 Libre court. O.
0.45 La Case de l'Oncle Doc. Naissances et morts sous influence.

CANAL +

En clair jusqu'à 20.00
18.30 Nulle part ailleurs.
19.45 Football. Championnat de D 1. Marseille - Lyon. 20.00 Coup d'envoi.
22.00 Fête de la paresse. Pourquoi
23.00 Box of Moonlight ■■ Film. Tom DiCillo. O.
Les Ambassadeurs de la paresse.
Alexandre le Bienheureux ■ Film. Yves Robert.

ARTE

19.00 Tracks.
Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Paul Cézanne (1839-1906).
20.45 Mon copain Balou. Téléfilm. Marianne Lüdcke. O.
22.15 Contre l'oubli. Ratna Sarumpaet (Indonésie).
22.20 format. Charbons ardents.
23.50 Le Dessous des cartes. Amérique : le retour des pionniers.
0.00 Les Nuits de la pleine lune. Switch 4.

M 6

18.25 Lois et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 Graines de star. Spécial humour.
23.00 X-Files, l'intégrale. Intra-terrestres. O. Le musée rouge. O.
0.45 Murder One, l'affaire Rooney. Chapitre II. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Denis
21.00 Black And Blue.
22.10 Fiction. *Morphine,* de Mikhaïl Boulgakov.
23.00 Nuits magnétiques.

[illegible]

20.05 Concert franco-allemand. par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Michael Stern. 21.15 Œuvres de Foss, Siegfried Palm, violoncelle ; Œuvres de Mozart.
22.30 Musique plurielle. Œuvres de Bacri, Partridge et Moulding.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Telemann. 20.40 Carl Czerny, compositeur. Œuvres de Czerny, Beethoven, Hummel, Liszt, Clementi.
23.00 Orazi e Curiazi. Opéra de Mercadante. Par le Chœur Mitchell et l'O Philharmonia, dir. D. Parry.

Le Monde TÉLÉVISION

SAMEDI 1er MAI

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées.
21.25 Minh, étoiles plein la tête. Jean Paynet, Itzhak Goldberg, Daniel Delong, Forum Planète
23.25 Bruxelles Article, un crime impuni. Invités : Jean-Pierre Boucher, Bernard Bouloc, Roger Colombani, Jean Ker, Charles Lifman, Forum Planète

MAGAZINES

13.45 Les Documents de Savoir plus. Vieillir, il ne faut pas attendre une maladie. France 2
17.30 Envoyé spécial, les années 90. La bombe de Saddam. Les plaisirs. *Invités : Marie-Hélène Labbé, Sylvain Jouty.* Histoire
18.15 D'un monde à l'autre. Spéciale réfugiés. Charles Josselin, Vladan Lukic. TV 5
19.00 T.V.+. Canal +
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 1er mai 1949. 1er Mai hérétique. 1er Mai orthodoxe ? *Invité : Jean-Luc Domenach.* Arte
20.35 Le Club. Marcel Bluwal. Ciné Classics
21.35 Metropolis. Portrait de Claus Peymann. Naples, la révolution de 1799. Ady Henry Kiss. Jan Jastram. Arte
21.53 Planète Terre. *L'Ouest américain [4/8] :* Un même pays pour tous (1/2). TMC
22.40 T'as pas une idée ? *Invité : Hugues Aufray.* Canal Jimmy
Tout le monde en parle.
23.40 Place au livre. Pascale Roze et Guy Gilbert. France 2
0.35 Saturnales. Subramaniam, le violon de l'Inde du Sud. France 3

DOCUMENTAIRES

17.20 Les Derniers Gorilles. France 5
17.25 Le Guerrier de Sumba. La Cinquième
17.40 Tracks. (3/6). Afrique, le berceau de l'humanité. TSR
18.00 La Plaça Alejandra. Odyssée
18.25 A table avec Jean Poiret.
18.40 La Fête des Gardians. Planète
19.00 Vatican. Jean-Paul Ier et la mort. Odyssée
19.30 Paul-Emile Victor : un rêveur dans le siècle. (2/3). De pôle en pôle. Odyssée
20.05 Le Feuilleton de la vie. Vendeurs de robots ménagers (3/6). France 3
20.30 Miro ou le théâtre des rêves. Forum Planète
20.35 Dancing in the Street. (10h10) : Planet Rock. Planète
20.40 L'Aventure humaine. L'Ordre des Templiers. Arte
20.45 Tito-Staline. La règle et l'exception. Histoire
20.45 Histoire de l'eau. (4/4). Source de conflits. Odyssée
20.50 Planète animal. A pas de loup. TMC
21.00 L'Art du chant, la légende des grandes voix filmées. (1/2). Le temps des studios. Muzzik
21.03 Guerre et santé. TV 5
21.35 L'Héritage du dragon. Odyssée
21.45 Allen Ginsberg, « plus dien à dire, à pleurer ». Canal Jimmy
22.05 Partir accompagné. Planète
22.05 Garbo, la divine. Ciné Classics
22.05 Actor's Studio. Willem Dafoe. Ciné Cinémas
22.05 Le Vaisseau spatial Terre. Des hôtels écolo. Odyssée
22.30 Dans les coulisses de... particulière : L'Aide sociale à l'enfance. France 3
22.30 Bruay, histoire d'un crime impuni. Bruay, histoire d'un crime impuni. Forum Planète
23.35 Orchestre national de Barbès. Paris Première

SPORTS EN DIRECT

14.30 Formule 3000. Grand Prix de San Eurosport
15.00 Aviron. Défi à huit : France - Angleterre. France 3
15.30 Rugby Coupe d'Angleterre. Finale : Broncos de Londres - Rhinos de Leeds. AB Sports
21.00 Equitation. International de Monte-Carlo. Eurosport
23.00 Golf. Open de Houston. AB Sports

MUSIQUE

18.30 La Symphonie « Faust », de Liszt. Avec Kenneth Riegel, ténor. Par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Leonard Bernstein. Mezzo
20.59 Soirée l'Art du chant. Muzzik
0.00 Concerto brandebourgeois n° 5, de Bach. Par Le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzzik
0.05 L'Orchestre National de Barbès. Angoulême 1997. Paris Première

THÉÂTRE

19.25 On purge Bébé. Georges Feydeau. Avec Jean Poiret, Michel Serrault. Festival

TÉLÉFILMS

17.40 Opération Cosinus. Sheldon Larry. RTL 9
20.30 La Duchesse de Langeais. Jean-Daniel Verhaeghe. Festival
20.55 Racines. David Greene et John Erman (1 et 2/6). Téva
22.00 Mozart. Marcel Bluwal (1 et 2/6). Festival
22.35 Le Chagrin des Belges. Claude Goretta (1/3). Arte
22.35 Pour tout l'or de l'Alaska. John Power. Disney Channel
23.10 Hollywood Night. L'Implacable. Tony Lanza et Steven Nielson. O. TF 1
23.35 L'homme qui me voulait du bien. Bill L. Norton. O.

SÉRIES

17.05 Total Security. Cendres éparpillées. Série Club
18.10 Les Nouveaux Professionnels. Dernier combat en Louisiane.
18.20 Chérie, j'ai rétréci les gosses. Disney Channel
18.30 Homicide. Patrouille de nuit. Série Club
19.45 La à cinq. Nuits songeuses. Téva
20.15 100 % kascher. (v.o.).
20.25 Working. Enemies, a Love Story (v.o.). Série
20.40 New York Undercover. Double infiltration. La bourse ou la vie. 13ème RUE
20.50 Charmed. Quand tombent les masques. O. M 6
20.50 Arsène Lupin. Série Club
21.00 Spin City. Olé ! Olé ! Canal +
21.00 Comment devenir une rock star ? La maison de disques (v.o.). Canal Jimmy
21.45 L'Immortelle. (Pilote). Première rencontre. M 6
21.50 The Practice. (1 et 2/2). Risque de précipitations (v.o.). Série Club
22.25 Columbo. Les Surdoués. TSR
22.45 C-16. Une vie pour la justice.
Star Trek, Deep Space Démons intérieurs. Canal Jimmy
0.55 en folie. Gourmet Night. Canal Jimmy
1.25 Friends. Celui qui a survécu au lendemain (v.o.).

FILMS

13.10 Pat Garrett et Billy le Kid ■■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1973, 105 min) O. Cinétoile

VIDEAL

13.11 L'Homme le plus dangereux du monde ■■ Jack Lee-Thompson. Avec Gregory Peck, Anne Heywood (Etats-Unis, 1969, 95 min) O. Ciné Cinéma 2

14.00 Tovarich ■■ Anatole Litvak (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics

14.55 La Nuit du chasseur ■■■ Charles Laughton (Etats-Unis, 1955, N., 90 min) O. Cinétoile

15.40 Les Feux de la rampe ■■ Chaplin (Etats-Unis, 1952, N., min) O. Ciné Classics

17.55 Fais-moi peur ■ George Marshall (Etats-Unis, 1959, N., v.o., 95 min) O.

METRO-GOLDWYN-MAYER INC

19.45 Toyland, pays des jouets ■ Charles , Toby Bluth et Paul -Unis, 7, 75 min) O. 2

23.00 Dîner au Ritz ■ Harold Schuster (Grande-Bretagne, 1937, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classics

23.00 and Co Jacques Deray (France - Allemagne, 1974, 100 min) O. Cinétoile

23.00 Pinot, simple flic ■ Gérard Jugnot (France, 1984, 85 min) O. Cinéstar 1

23.00 Portrait de femme ■■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 140 min) O. Ciné Cinéma 2

23.40 Le Prince des ténèbres ■■ John Carpenter (Etats-Unis, min) O.

23.00 Les Fantômes du passé ■ Rob Reiner (Etats-Unis, 1996, 125 min) O. Canal + vert

0.20 Body and Soul ■■ Oscar Micheaux (Etats-Unis, 1925, N., muet, 105 min) O. Ciné

0.40 Le Lion en hiver ■ Anthony Harvey (Grande-Bretagne, 1969, 145 min) O. Cinétoile

1.50 Hana-bi, feux d'artifice ■■ Takeshi Kitano (Japon, 1997, v.o., 100 min) O. Canal +

2.05 Tempo di Roma ■■ Denys de La Patellière (France - Italie, 1962, N., 80 min) O. Ciné Classics

4.45 En suivant la flotte ■■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 110 min) O.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.40 Dingue de toi. O.
17.10 Xéna la guerrière. O.
18.05 Sous le soleil. O.
Beverly Hills. O.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 La Fête de vidéo gag. Vidéo gag fête les beaux jours.
23.10 Hollywood Night. L'Implacable. Téléfilm. T. Lanza et S. Nielson. O.
0.50 Formule F1.

FRANCE 2

15.30 Un cœur innocent. Téléfilm. (1 et 2/2) O.
18.40 et 19.10 Samedi sur canapé.
18.45 Friends. O.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Le monde est petit.
19.50 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Le Grand Défi.
23.15 Tout le monde en parle.
1.00 100 ans de sport.
Journal, Météo.
Celui qui au lendemain (v.o.) O.
1.50 Bouillon de culture. Les mystérieuses beautés du ma

FRANCE 3

17.20 Les Derniers Gorilles.
10 directe.
Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Feuilleton de la vie. (3/6).
20.35 Tout le sport.
20.55 Anne Le Guen. Une nuit de pleine lune. O.
22.30 Dans les coulisses de... Une enfance particulière de la DDASS à l'Aide sociale à l'enfance.
23.30 Météo, Soir 3.
23.50 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.25 et 1.50 Saturnales. Journal des spectacles. 0.35 Subramaniam, le violon de l'Inde du Sud.

CANAL +

17.05 Arliss. ciel.
17.30 Ned et Stacey. O.
En clair jusqu'à 20.35
17.55 Décode pas Bunny.
18.30 Toonsylvania. O.
19.00 T.V.+.
20.04 Jean-Luc et Falpasso. O.
20.05 ci
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie. 20.36 Evamag. Vingt ans après. O. 21.00 Spin City. Olé ! 21.20 A la une. Changement de partenaire. 21.45 South Park. O.
22.10 Jour de foot.
23.00 Supplément détachable. Out of Disorder. Girl. Wormcharmer. Paulo e Ana Luiza em Porto Alegre.

ARTE

0.00 Le Journal du bard.
Journal d'une infirmière. Film. Michel Barny. O.
1.50 Hana-bi, feux d'artifices ■■ Film. Takeshi Kitano (v.o.). O.

LA [illegible]ME/ARTE

16.00 Sur les du monde. Histoire de la Terre (7/8). La terre et la vie. 16.55 Ile d'Yeu, les filets de la discorde. 17.25 Les Guerriers de Sumba.
18.20 Va
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 1er mai 1949.
19.45 Arte Info.
20.05 Le Dessous des cartes. (1/3).
20.15 100 % kascher. (5/6). O.
20.40 L'Aventure humaine. L'Ordre des Templiers.
21.35 Metropolis.
22.35 Le des Belges. Téléfilm. Claude Goretta (1/3). O.
0.05 Music Planet. Le Taraf de Haïdouks. Les bandits justiciers.
1.00 Kill Me, Cop 1 ■ Jacek Bromski (v.o.). O.

M 6

17.10 Mission casse-cou. O.
18.10 Les Professionnels.
19.10 Turbo.
19.45 Warning.
Mieux vaut prévenir.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.50 La Trilogie du samedi. 20.49 Charmed. Quand tombent les masques. O. 21.45 L'Immortelle. Première rencontre. O. 22.45 C-16. Une vie pour la justice. O.
23.35 L'homme qui me voulait du bien. Téléfilm. Bill L. Norton. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Nouveau répertoire dramatique. Entretien avec Noëlle Renaude ; 20.10 *Fiction d'hiver,* de N. Renaude ; 22.06 *La Naissance du lait,* d'A. Targe.
22.35 Opus. Cinquante ans de Bagadou en Bretagne.
0.05 Le Gai

FRANCE-MUSIQUE

19.07 A l'Opéra.
20.00 La Saison des opéras Euroradio. *Les Pêcheurs de perles.* Opéra de Bizet. Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra lyrique de Chicago, dir. Mario Bernardi.
23.07 Présentez la facture. (n° 1).

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Martinu, Smetana, Dvorak.
20.00 Les Soirées. Ernest Chausson (n° 1) : Œuvres de Chausson, Massenet, Wagner, Indy,
22.00 Da Capo. Josef Krips. Œuvres de Haendel, Mozart, Beethoven, Brahms, Liszt, Mahler.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
- Tous publics
- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- moins de 16 ans
- Interdit aux moins de 18 ans

Les des films
- On peut voir
- ■■ A ne pas manquer
- ■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spécifiques de Canal +
- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Le Monde TÉLÉVISION

CINÉ CLASSICS

10.30 Alphaville ■■
Dans ce film sous-titré Une étrange aventure de Lemmy Caution, Godard réutilise l'agent fédéral américain illustré par Eddie Constantine en le camouflant sous l'identité d'un journaliste. Godard emprunte les codes du cinéma policier et de science-fiction pour traduire la peur de la déshumanisation et du pouvoir étatique. Ce conte du futur, semé de clins d'œil cinéphiliques, fait rêver.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Les Pêcheurs de perles
L'opéra de Bizet *Les Pêcheurs de perles* fut un succès à sa création, en septembre 1863, au Théâtre-Lyrique. Succès pourtant sans lendemain. Ce n'est que quarante plus tard que l'Opéra-Comique osa le reprendre, en alternance avec *Carmen.* Cette version presque authentique, recréée à l'Opéra-Comique en février 1991, peut satisfaire tous ceux à qui le génie Bizet impose un respect absolu.

FRANCE 3

0.25 Saturnales
Le violoniste Subramaniam est l'un des grands rénovateurs de la musique de l'Inde du Sud. Il jouit d'une notoriété mondiale depuis ses rencontres Stéphane Grappelli, Hancock ou George Harrison. Le portrait qu'en propose Jean-Henri Meunier évoque d'autres rencontres, tout aussi éclectiques, qui prouvent à quel point ce compositeur est un musicien globe-trotter.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
VENDREDI 30 AVRIL 1999

La querelle sur la viande aux hormones est relancée entre l'Europe et les Etats-Unis

L'OMC doit arbitrer entre le souci de protection de la Commission et l'agressivité commerciale américaine

BRUXELLES (Union européenne)
[illegible] *notre correspondant*

[illegible] commerciales [illegible] l'Europe et [illegible] Etats-Unis risquent [illegible] monter [illegible] d'un cran. Sur avis favorable du Comité permanent [illegible] siègent [illegible] représentants [illegible] administrations nationales, la Commission de Bruxelles a décidé, mercredi 28 avril, [illegible] mettre fin, [illegible] compter [illegible] 15 juin, [illegible] dérogations dont bénéficient dix abattoirs américains pour exporter vers l'Union européenne (UE).

[illegible] importations de [illegible] bovines américaines [illegible] depuis 1989. Mais [illegible] abattoirs avaient [illegible] un traitement privilégié en s'engageant à ne livrer que de la viande sans hormones. Or une [illegible] commandée par la Commission à [illegible] indépendants a révélé que sur environ cinq cents échantillons de viandes analysés, 12 % contenaient des résidus hormonaux. « *Nous voulons* [illegible] *assurer* [illegible] *qu'aucune viande* [illegible] *d'hormones n'entre dans l'UE. S'il n'est* [illegible] *possible d'obtenir* [illegible] *certitude suffisante, l'embargo* [illegible] *automatiquement* [illegible] *vigueur le 15 juin* », a déclaré le commissaire européen chargé [illegible] la politique agricole, Franz Fischler.

CONTRÔLES PEU RASSURANTS

Des discussions ont été engagées avec les services vétérinaires américains afin d'examiner quelles garanties supplémentaires pourraient être données aux Européens. Mais cet incident ne donne pas une idée rassurante des contrôles sanitaires [illegible] Etats-Unis [illegible] ne peut [illegible] conforter l'UE [illegible] résister aux pressions qu'exerce Washington, par le truchement [illegible] l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC), pour obliger l'Europe [illegible] ouvrir ses [illegible]

Depuis 1989, [illegible] aux marchés européens est interdit à la grosse masse de la production américaine parce que l'usage des hormones est autorisé dans l'élevage aux Etats-Unis. Washington [illegible] que [illegible] embargo est contraire aux règles du commerce international, qu'il n'existe aucune preuve scientifique que l'usage [illegible] présente un danger pour [illegible] santé. En janvier 1998, l'OMC [illegible] que l'UE était [illegible] protéger [illegible] comme elle l'entendait, [illegible] *condition de s'appuyer sur une éva*[illegible] risques plus approfon[illegible] que [illegible] présentée [illegible] Genève. Elle [illegible] donné [illegible] l'UE jusqu'au [illegible] pour se mettre [illegible] règle, [illegible] ouvrir son marché, [illegible] scientifique [illegible]

La Commission [illegible] mis en route [illegible] nouvelle [illegible] les premiers [illegible] doivent [illegible] les 29 [illegible] 30 avril par le Comité scientifique [illegible] l'UE (composé d'experts indépendants). Quel compromis [illegible] jusqu'à [illegible] que les [illegible] complètement achevées, sachant que [illegible] Etats-Unis [illegible] demander [illegible] l'OMC [illegible] d'adopter [illegible] de rétorsion ?

La Commission [illegible] suggéré [illegible] quelques [illegible] possibles :

1.– Invoquer le « principe de précaution », explicitement prévu par [illegible] sur les [illegible] sanitaires et phytosanitaires conclu en 1994 à l'issue de l'Uruguay Round. Plusieurs commissaires semblent considérer qu'un [illegible] recours [illegible] *perçu comme une provocation par* Washington (qui reproche [illegible] l'UE d'utiliser [illegible] dilatoires pour ne pas respecter les arbitrages de l'OMC) [illegible] exposerait l'Union [illegible] des représailles unilatérales.

2.– Imposer aux Américains un étiquetage [illegible] les consommateurs qu'il s'agit de viandes hormonées ; [illegible] apparemment [illegible] Etats-Unis [illegible] veulent [illegible] parler d'indications autres qu'« [illegible] *beef* », [illegible] qui [illegible] jugé *insuffisant*.

3.– Négocier avec Washington des compensations commerciales ; ce serait sans doute la solution la solution la plus équilibrée, mais il n'est pas évident que l'administration américaine, à l'écoute du lobby de l'élevage, veuille s'y prêter.

Philippe Lemaître

En France, les enfants ne sont pas suffisamment vaccinés contre la rougeole et l'hépatite B

SI L'ON PEUT ÊTRE satisfait en France de la proportion d'enfants ayant reçu les vaccinations classiques (contre la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite et la coqueluche), [illegible] objectifs n'ont pas été atteints pour la rougeole et l'hépatite B, selon une expertise collective conduite par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), qui devait être rendue publique jeudi 29 avril.

Cette étude, menée à la demande de la Mutuelle générale de l'éducation nationale, souligne ainsi que, pour [illegible] rougeole, « *la* [illegible] *vaccinale* [illegible] *enfants de* [illegible] *stagne* [illegible] *de* [illegible] *depuis 6 ans* », [illegible] que [illegible] d'entre eux ont reçu les trois premières doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche et la poliomyélite. Pour la vaccination antirougeoleuse, « *l'objectif fixé est d'obtenir pour l'an 2000 une couverture nationale de 95 %, de façon à* [illegible] *l'incidence annuelle* [illegible] *maladie* [illegible] *moins* [illegible] *cas pour 100 000 habitants* », rappellent [illegible] experts. Un chiffre qui n'est pas près [illegible] atteint : on [illegible] chaque année entre [illegible] 80 000 cas de rougeole et de plus en plus [illegible] adultes, [illegible] des âges où la maladie est plus grave.

Le texte de l'Inserm évoque de même « *la situation préoccupante du niveau de contrôle de la rubéole en France* ». L'un des experts, le docteur Daniel Lévy-Bruhl (Institut de veille [illegible], Saint-Maurice), [illegible] « *en 1997,* [illegible] *cas d'infection* [illegible] *des femmes durant* [illegible] *ont* [illegible] *8 cas* [illegible] *congénitale malformative* [transmise [illegible] femme enceinte au foetus et susceptible de provoquer des *malformations*]. » Là encore, pour l'Organisation mondiale de la santé, l'échéance avait programmé son élimination pour l'an 2000.

Dans le cas de la vaccination contre l'hépatite B, le programme national d'immunisation des adolescents et des nourrissons visait à réduire de plus de 90 % l'incidence de la maladie au cours des vingt prochaines années. En France, la couverture vaccinale approche 75 % chez les élèves de 6e et 30 % chez les nourrissons (jusqu'à 2 ans), des chiffres jugés insuffisants par les auteurs de l'expertise. En Allemagne, en Italie ou aux Etats-Unis, le taux de couverture chez les nourrissons est supérieur [illegible]

DÉFIANCE GLOBALE

La suspension par les pouvoirs publics [illegible] la [illegible] l'hépatite B en milieu scolaire, dans l'attente d'études permettant d'écarter tout risque de maladie neurologique associée, a renforcé la défiance globale contre cette vaccination, alors même que son innocuité avant l'âge de 6 ans est avérée. Pour l'ensemble des vaccinations, Daniel Lévy-Bruhl estime que « *toutes les personnes non vaccinées ne sont pas nécessairement réfractaires à la vaccination. La qualité de la couverture vaccinale dépend principalement des motivations du vaccinateur. Un effort de conviction dans cette direction devrait permettre d'améliorer nos résultats et d'éradiquer de nouvelles maladies, comme cela a été fait pour la vari*[illegible] *et bientôt pour la poliomyélite* ».

Paul Benkimoun

La France condamnée à Strasbourg pour sa législation sur la chasse

***LA COUR EUROPÉENNE** des droits de l'homme* (CEDH) a condamné la France, jeudi 29 avril, à Strasbourg dans un arrêt sur la loi dite « Verdeille » qui viole, selon elle, sur plusieurs points, le droit fondamental à la propriété privée. La loi Verdeille du 10 juillet 1964 fait notamment obligation aux propriétaires de terrain d'une superficie inférieure à 20 hectares d'adhérer à une association de chasse et de permettre le passage des [illegible] leurs terres.

Saisie par dix propriétaires fonciers opposants à la chasse, la CEDH leur [illegible] donné raison en considérant que « *cette limitation apportée à la libre disposition du droit d'usage constitue une ingérence dans la jouissance des droits que les requérants tirent de leur qualité de propriétaire* », d'autant que cette obligation « *ne s'impose qu'à un nombre restreint de propriétaires privés* ». La Cour européenne a accordé à chacun des dix requérants 30 000 francs pour « *dommage moral* ».

DÉPÊCHES

■ **SANTÉ : [illegible] représentants des cliniques privées à but lucratif**, la FIEHP et l'UHP, ont dénoncé, mercredi 28 avril, lors d'une conférence de presse, un projet d'arrêté qui ferait baisser leurs tarifs de 1,95 [illegible] compter du 1er mai et qui aurait des « *conséquences néfastes* » pour la « *survie* » de ce secteur. Les cliniques privées ayant dépassé en 1998 leur enveloppe de dépenses autorisées (39 milliards de francs) de 780 millions de francs (soit 1,97 [illegible] de plus) voient leur enveloppe [illegible] dépenses prévue [illegible] ([illegible] *milliards de francs) amputée de ce dérapage.*

■ **CONJONCTURE : le moral des chefs d'entreprise est en chute libre,** indique l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), dans son enquête mensuelle dans l'industrie, publiée jeudi 29 avril. D'après cette étude, basée sur les réponses de 4 000 chefs d'entreprise, les perspectives générales de production dans l'industrie continuent à baisser, passant d'un solde de réponses positives de 33 % en juillet 1998, à – 24 % en avril 1999.

■ **AMIANTE : la commission d'indemnisation des victimes d'infractions** (CIVI) près le tribunal de grande instance de Dunkerque a donné droit, mercredi 28 avril, aux requêtes de quatre ouvriers de la Normed (chantiers navals) et de la Sollac (Usinor) atteints de cancers spécifiques de l'amiante. La CIVI a retenu les infractions de blessures ou homicide involontaires et ordonné une expertise médicale afin de fixer le montant de leur indemnisation. Le 25 mars, la CIVI de Cherbourg avait alloué 980 000 francs à un ancien mécanicien de la marine victime de l'amiante (*Le Monde* du 27 mars).

■ **CANNABIS : deux enquêtes menées sous l'égide de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies** (OFDT), rendues publiques mercredi 28 avril, confirment la banalisation de l'usage de cannabis parmi les lycéens. « *Environ un tiers des jeunes l'ont expérimenté et parmi ceux-ci, la moitié en consomme régulièrement (dix fois et plus au cours des douze derniers mois)* », indique l'OFDT, qui précise qu'à Paris, « *le niveau d'expérimentation dépasse 40 %* ». Le taux de consommation de cannabis est plus faible dans les zones d'éducation prioritaire (19 %) que dans les autres lycées (31 %).

Les députés fixent à 3 500 francs le seuil de revenus pour la CMU

QUATRE SURPRISES et un « *enterrement* » : la poursuite de l'examen du projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), mercredi 28 avril, à l'Assemblée nationale, a encore fait la preuve que le débat sur la CMU évolue tous les jours et qu'il suscite des états d'âme, jusque dans les rangs socialistes.

Mercredi matin, en commission des affaires sociales, Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur, a demandé le retrait d'un [illegible] ment qui conviait les mutuelles et les assureurs privés au conseil d'administration du fonds de financement de la CMU, créé par le texte. [illegible] l'origine, le projet de loi prévoyait seulement la présence de « *représentants de l'Etat* ». Mercredi, le rapporteur a souhaité faire machine arrière, prenant acte des « *très vives protestations du monde associatif* », en particulier de Médecins sans frontières (MSF).

Le groupe socialiste s'est divisé. Certains redoutent l'entrée du « *loup dans la bergerie* ». D'autres, comme Jean Le Garrec (PS, Nord), président de la commission des affaires sociales, y voient au contraire une « *émulation* » et, surtout, l'occasion de sortir par le haut du débat sur le seuil de revenus pour bénéficier de la CMU (3 500 francs par mois), qui divise la gauche. Il peut être intéres[illegible] ces organismes d'accompagner les personnes démunies aujourd'hui mais qui, demain, [illegible] clients potentiels. « *Oserais-je dire que c'est leur intérêt ?* », déclarera à la tribune, Jean-Marie Le Guen (PS, Paris), président du [illegible] de surveillance [illegible] la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Au final, l'amendement retiré de M. Boulard sera repris par un collègue en séance « *pour que le débat ait lieu* ». Cette prudence est voulue par le gouvernement. « *Rien ne doit être fait sur ce texte qui donne l'impression,* [illegible] *l'opinion, que* [illegible] *pourrions aller vers une privatisation* », [illegible] un [illegible] de Lionel Jospin.

L'opposition, [illegible] s'est déjà en[illegible] dans la brèche. « *L'arrivée* [illegible] *assureurs privés ne renforcera-t-elle pas la tentation de la privatisation ?* », s'est interrogé Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), [illegible] soir, en présentant sa [illegible] de renvoi en commission.

CONTRE-PROJET INATTENDU

L'ancien ministre [illegible] affaires sociales d'Alain Juppé, a surtout créé la – deuxième – surprise en présentant un véritable contre-projet au texte de Mme Aubry. « *On ne s'attendait pas à cela...* », a commenté, dans les couloirs, l'entourage de la ministre. M. Barrot a notamment proposé que l'assurance maladie, prenne en charge à 100 % les « *besoins réels des populations les plus défavorisées* », avant de défendre l'idée [illegible] « [illegible] *proportionnelle au revenu pour* [illegible] *Français modestes* » pour la couverture complémentaire. « [illegible] *commençons* [illegible] *rembourser différemment selon le niveau* [illegible] *rémunération, c'est la fin du système mis en place en 1945. Le risque de privatisation, il est là !* », a rétorqué la ministre.

La motion de M. Barrot a été rejetée. Troisième surprise, l'opposition n'a pas défendu, de loin, tous ses amendements. Quatrième et dernière surprise, Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire), porte-parole du RPR, a voté en faveur des trois premiers articles du texte qui reprenent, selon elle, l'idée de l'assurance maladie universelle d'Alain Juppé. Onze articles, sur un total de 38, ont été adoptés en moins de deux heures !

L'enterrement est venu sur le tard. Il a concerné le relèvement du seuil ouvrant droit [illegible] 3 800 francs, réclamé par les Verts et les communistes. L'amendement d'André Aschieri (RCV, Alpes-Maritimes) n'est même pas venu en discussion : la commission des finances lui a opposé l'article 40 de la Constitution, qui interdit aux parlementaires de voter des dépenses supplémenaires [illegible] Dépité, M. Aschieri a dénoncé cette manière de traiter un « *partenaire de la majorité plurielle* ». Du coup, les Verts et [illegible] communistes n'ont [illegible] l'amendement alternatif du gouvernement qui prévoit que le barème pourrait être « *révisé chaque année pour tenir compte de l'évolution des prix* ».

Clarisse Fabre

Tirage du *Monde* daté jeudi 29 avril 1999 : 500 149 exemplaires. 1 -

Le premier CD-ROM de droit des affaires actualisé via Internet

Dalloz invente Actualis Affaires

Tout le droit commercial et économique.
CD-ROM trimestriel actualisé
tous les mois via Internet.

Pour tous renseignements :
01.40.64.53.31

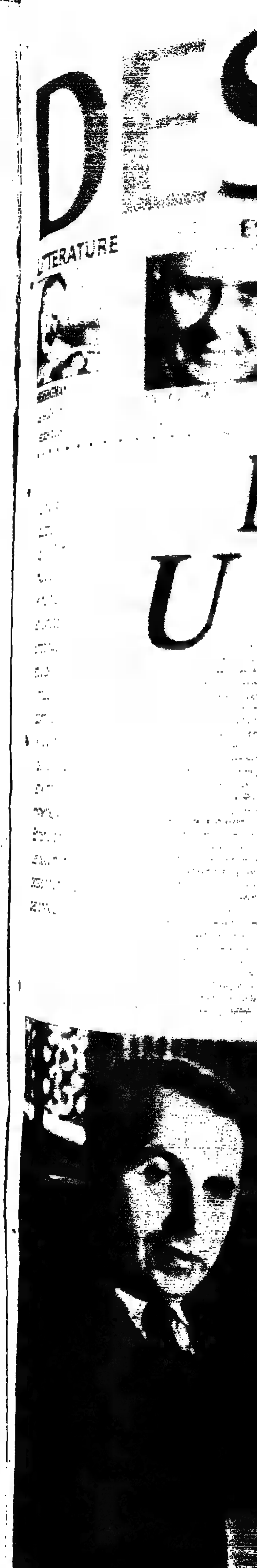
DALLOZ
http://www.dalloz.fr

Science & Vie

Origines de l'Homme
Adieu Lucy !
Des découvertes remettent en cause notre généalogie

Dossier : Les vraies conséquences de l'effet de serre en France
Botanique : Les cinq sens des plantes
Encyclopédie du XXe siècle : La révolution quantique

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI



e. les enfants ne sont pas
fisamment vaccinés
rougeole et l'hépatite B

ines de l'Homme
Adieu
Lucy !
Des découvertes
ettant en cause
notre généalogie
Et aussi
Dossier :
Actualité :
du XXe siècle :
ENTRE DÉS AUJOURD'HUI

Le Monde
DES LIVRES

LITTERATURE ● ESSAIS VENDREDI 30 AVRIL 1999

HEMINGWAY
Le Feuilleton de Pierre Lepape page II

PIETRO CITATI
page IV

JOYCE CAROL OATES
page V

JEUNESSE
page VI

LE RETOUR DE LA GUERRE
La Chronique de Roger-Pol Droit
page VII

FOUCAULT
Sur le concept d'anormalité : les onze leçons données par le philosophe au Collège de France à l'hiver 1974-1975
page IX

La société de Bataille

Le plus difficile à accepter chez l'auteur de « La Part maudite », c'est le maintien de la contradiction entre rigueur et dépense, ivresse et connaissance, « éclat tragique de l'existence » et « moquerie implacable ». En témoignent ces documents passionnants datant des années 1932-1939

Un jour, il faut l'espérer, on se rendra compte que le vrai centre explosif de la pensée du XXe siècle aura été Georges Bataille, et non pas les noms qui le cachent ou lui sont automatiquement associés. Il est « terriblement suivi », comme Hamlet, Bataille. Il ne peut pas sortir seul, il est sans cesse accompagné, surveillé, freiné, commenté, glosé, cerné, encerclé. Brûlant et dangereux Bataille, malaise pour ses contemporains, gêne pour nous. Pourquoi ? Des documents passionnants, et pour la plupart inconnus, de la période 1932-1939, viennent, de manière, nous rapprocher du problème.

Au commencement de la modernité, rompant avec l'increvable XIXe siècle, il y a, c'est entendu, le surréalisme, et d'abord Breton, dans tout laisse penser, dans la régression générale en cours, qu'il est trop oublié. Les deux grands dissidents du surréalisme, Artaud et Bataille, sont peu à peu rejetés dans les marges de l'Histoire par les figures « politiques » du temps (Aragon, Céline, Sartre, Malraux, Camus et les autres).

L'Histoire ? C'est vrai : du grand basculement des années 30, stalinisme, fascisme, nazisme. Le décor est planté : totalitarismes d'un côté, démocraties de l'autre ; le noir, le blanc. Plus d'identité si l'on est ailleurs, dans le spectre entier des couleurs, par exemple. On sera taxé de délire, d'érotisme malsain, d'irresponsabilité enfantine, de nouveau mystique, d'hurluberlu liste (Artaud est fou, Bataille un délirant extatique, Genet un saint retourné). Trois des génies, soit, mais qui ont le défaut définitif d'être trop complexes, trop singuliers, donc inutilisables. Trois poètes, dites-vous ? Trilogie de poètes. L'un se prend pour le Christ, l'autre traîne dans les bordels, le troisième est un traître voleur homosexuel. Elle est belle, votre poésie, des agités, croyez-moi, des cinglés.

Après *Documents*, où il s'oppose à l'« idéalisme » de Breton, Bataille collabore à la *Critique sociale* de Souvarine, l'un des premiers opposants à la contre-révolution stalinienne (c'est là qu'il rencontre Simone Weil, dont ce chef-d'œuvre qu'est *Le Bleu du ciel*). Très vite, ensuite, c'est Contre-attaque, où il retrouve Breton, dans la perspective d'une radicalisation de la lutte antifasciste (il ne s'agit pas d'être simplement « contre », mais de savoir sur quels mécanismes psychologiques le fascisme agit). C'est enfin l'aventure du Collège de sociologie et d'Acéphale (revue et société secrète). Les grands mouvements de masses modernes, dit Bataille, actuel des phénomènes religieux. Pour les comprendre, il faut une sociologie nouvelle, une sociologie *sacrée*, impliquant la connaissance des mythes et des sociétés primitives, mais obligeant aussi à un engagement existentiel personnel. Deux noms sans cesse rappelés : Sade et Nietzsche (et aussi Kierkegaard :

Philippe Sollers

« Ce qui avait visage de politique et s'imaginait être politique se démasquera un jour comme mouvement religieux »). Il ne s'agit pas simplement de littérature ou de philosophie, mais d'expérience de tout l'être (l'extraordinaire passion entre Bataille et Colette Peignot – Laure – en témoigne ici), et de « conjuration ».

Le monde est en train de devenir une jungle de grande ville. *« L'humanité actuelle est menacée d'une réduction à un immense système d'esclavage pour tous. » « La dénivellation à prévoir devrait être la plus grande que l'histoire humaine ait enregistrée »* (1937). La négation de la violence et de l'agressivité dans le discours bien-pensant dominant va entraîner un redoublement de la violence et de l'agressivité (position très proche du Freud de la même époque). Rien ne tient devant ce déferlement brutal : ni le christianisme (et son « avarice »), ni le socialisme qui en est le prolongement laïque. Tout se passe comme si l'être humain était devenu incapable de résister à la terreur, de regarder la mort en face, de se révolter contre la servilité qu'on lui inflige et à laquelle il s'abandonne par dépression et angoisse. Comble de falsification, une pensée comme celle de Nietzsche est détournée par l'adversaire : *« il semble que seuls ont pu se réclamer de Nietzsche des hommes qui le trahissaient [illegible]. Il semble que l'une des voix humaines les plus bouleversantes se soit fait entendre en vain. »* Staline tue Marx, Hitler tue Sade et Nietzsche, et leur singerie [illegible] se continuera dans *« la platitude [illegible] »*.

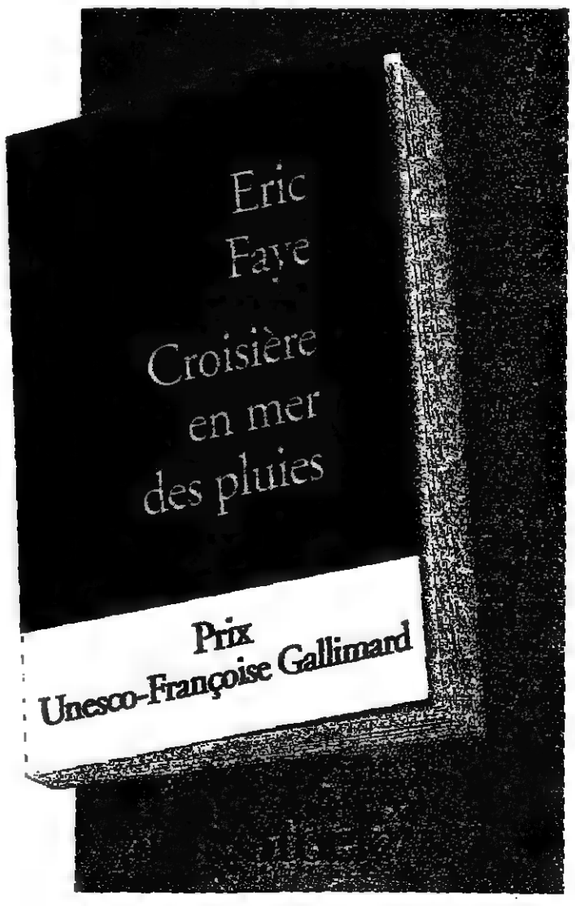
C'est là que surgit Acéphale, *« communauté [illegible] communauté de sang, de sol ou d'intérêts »*. On connaît la figure provocante, dessinée par André Masson, qui la représente : un homme sans tête à la poitrine étoilée, au ventre spiralé en labyrinthe, à la tête de mort à la place du sexe, aux bras écartés, avec dans la main gauche un poignard et dans la main droite un cœur enflammé comme une bombe. Masson, Leiris, Caillois ou [illegible] ne participeront pas réellement aux « rencontres » devant un arbre foudroyé de la forêt de Marly, autour des ruines de la Montjoie, non loin de Saint-Germain-en-Laye. Sérieux ? Oui. Plaisantin ? Aussi. *« N'importe quelle plaisanterie possède une vertu que les représentations habituelles ne possèdent pas : elle brise le cercle des notions consciencieuses. »* Cela

PHOTO BIB

que la fréquentation de Bataille devait être, c'est le moins qu'on puisse dire, éprouvante. Il écrit, en 1938, à Leiris : *« Je ne pensais que mon amitié a quelque chose de pesant pour vous que j'aime le plus. J'ai une amitié plus facile – [illegible] plus humain – auprès de gens que j'aime moins. »* En octobre 1939, il entrevoit l'impasse, la guerre est sur le point de tout ravager, il va bientôt écrire un de ses plus beaux livres, *Le Coupable* : *« Je resterai seul... Un tout grand accord à l'intérieur d'un groupe [illegible] celui qui ne trouve à son origine rien d'être rare. »* En effet.

L'APPRENTI SORCIER
Textes, lettres et documents
[1927-1939]
de Georges Bataille.
Rassemblés, présentés et annotés par Marilyn Gallotti.
Éd. de La Différence, 414 p., 180 F (30,18 €).

■ Voir aussi : le roman d'un participant d'Acéphale, *La Clé de centre*, de Patrick [illegible], éd. de La Différence, 284 p., 120 F (18,29 €) ; le numéro spécial des *Temps modernes* consacré à Georges Bataille dirigé par Cécile Moscovitz (décembre 1998 - janvier/février 1999, n° 603 ; voir *Le Monde* du 16 février) ; et les actes du colloque d'Orléans dirigé par Francis Marmande, (Belin, 256 p., 130 F (19,82 €)).
Lire également page III.



هكذا من الأصل

le feuilleton

de Pierre Lepape

NOUVELLES COMPLÈTES
d'Ernest Hemingway.
Edition établie par Antoine Jaccottet,
onze traducteurs, [illegible] Arnaud,
qui a aussi traduit les lettres,
Gallimard, « Quarto »
1 232 p., [illegible] F (24,39 €).

Il n'aimait pas nager, mais plonger

« Une vie d'action est beaucoup plus facile pour moi que l'écriture. J'ai de plus grandes dispositions pour l'action que pour l'écriture. Dans l'action, je ne me fais plus de souci. (...) Mais écrire est quelque chose qu'on ne peut jamais faire aussi bien que cela pourrait être fait. » Ernest Hemingway

Nous sommes en 1919, le lieutenant Ernest Hemingway a vingt ans. Rapatrié d'Italie, de la guerre européenne où il a reçu – il a fait le compte – deux cent vingt [illegible], il est accueilli [illegible] un héros aux Etats-Unis. Causeries, [illegible] et [illegible]. A l'un de ses compagnons de campagne, il écrit : « *Vous savez et je sais que tous les vrais héros sont morts. Si j'avais été un type vraiment à la hauteur je me serais fait tuer. Et je sais ce qui fait que je n'ai pas la grosse tête.* » Et il embraie immédiatement sur ce qui lui importe : « *J'ai écrit quelques sacrément bonnes choses. C'est-à-dire bonnes pour moi. Je vais leur en envoyer tellement et de si bonnes, non, je n'ai vraiment pas la grosse tête, qu'ils vont être obligés de les acheter en légitime défense. Vraiment, Chef, j'ai une telle nostalgie de l'Italie que lorsque j'écris à son sujet ça a quelque chose qu'on ne [illegible] que dans [illegible] d'amour. Une vraie lettre d'amour, pas une lettre bidon.* »

[illegible] plus [illegible] réussites de cette édition [illegible] *complètes* d'Hemingway est d'avoir pris le parti de faire cohabiter la réédition, par périodes d'écriture, des « histoires » d'Hemingway – réunies par lui en volumes, dispersées [illegible] ou posthumes – avec un large choix de sa correspondance [illegible] à [illegible]. Face-à-face [illegible] et [illegible] l'œuvre qui produit au moins trois effets.

D'abord le renversement d'un mythe tenace auquel Hemingway lui-même, l'âge et la gloire le dévorant, n'a [illegible] manqué de sacrifier. [illegible] l'écriture [illegible] reflet de la biographie, de l'expression comme traduction et trace de l'action. Tout Hemingway serait dans sa vie et dans sa manière de la brûler jusqu'à l'ultime décharge de carabine : les femmes, l'alcool, la chasse, la corrida, la pêche au gros, la guerre et avec eux le courage, la peur et l'impuissance, la dépression de la « génération perdue », le jeu avec la mort, la fascination du suicide, le dépassement, la domination des mâles, etc. Un livre d'images, un scénario pour Hollywood, un Hemingway pour tee-shirts à épingler sur l'étendoir entre le masque de Che Guevara et les bouffissures d'Elvis Presley.

Il est alors facile, et quelques biographes en ont fait une facile fortune, de montrer qu'Hemingway ment, qu'il prend la pose, qu'il tartarine sur ses chasses et ses pêches, que sa « prise du Ritz » à la libération de Paris s'est réduite à l'assaut de sa cave à alcools et que le héros du désespoir digne se conduisait le plus souvent comme un gros malotru hystérique et égocentrique, tout gonflé de sa gloire et de ses dollars. Hemingway, bien sûr, fut ainsi. Et le petit livre bien illustré que lui consacre Jerome Charyn se garde de faire l'impasse sur *« sa sottise, son arrogance, son insanité »* (1). Mais c'est pour construire un [illegible] mythe de l'homme Hemingway, dans le genre romantique : guerrier blessé, chasseur sauvage de lui-même, hanté par la décrépitude au point [illegible] devenir fou, cantonné [illegible] son rôle d'écrivain-roi, mi-Falstaff, mi-Lear, au point de ne plus pouvoir redevenir créateur.

Sur ce dernier point Charyn voit juste. Il lui suffirait d'aller jusqu'au bout pour toucher l'évidence : la vie [illegible] Hemingway que dans la stricte mesure où elle est utile à son écriture. Il n'écrit pas sa vie, il invente une manière unique d'écrire *avec* elle. Il vit pour écrire. Son héroïsme est là, sa mythologie personnelle la plus profonde. *« Une [illegible] d'action est beaucoup plus facile pour moi que l'écriture. J'ai de plus grandes dispositions pour l'action que pour l'écriture. Dans l'action, je ne me fais plus de souci. Même quand elle tourne plutôt mal on éprouve une sorte d'exaltation parce qu'il n'y a rien qu'on ait pu faire d'autre que ce qu'on est en train de faire et qu'on n'a aucun responsabilité. Mais écrire est quelque chose qu'on ne peut jamais faire aussi bien que cela pourrait être fait. »*

C'est le second effet du face-à-face de cette édition [illegible] les [illegible] et la correspondance. Dans la vie, lorsqu'il rédige des lettres, Hemingway n'écrit pas. Il laisse les mots gicler comme d'une bonde : orthographe chaotique, ponctuation évanescente, idées qui se bousculent et s'enchevêtrent. Même lorsque ces lettres sont graves, belles et violentes comme celle qu'il expédie à son ami Scott Fitzgerald sur *Gatsby* pour lui dire qu'il fait fausse route, on le sent en récréation, le verre à la main et le sarcasme au coin de la bouche. Hemingway nage sur les mots. *« Il n'aimait pas nager*, écrit-il dans *Les Estivants*, *il aimait simplement plonger et rester sous l'eau. Il n'y avait personne comme lui pour rester sous l'eau. (...) Il y avait bien un type à Evanston qui était capable de retenir sa respiration pendant six minutes, mais il était fou. »* Un plongeon, une longue station sur le sable au fond de l'eau, puis une remontée à la surface, le souffle qu'on reprend, une nouvelle plongée jusqu'au bord de l'asphyxie, voilà la nouvelle, le sport d'ivresse par excellence, la plus difficile et donc la plus réelle conquête du bonheur.

Hemingway a écrit quelques grands romans ; [illegible] il n'est jamais plus près de son génie créateur que dans les nouvelles. Le roman s'écrit en augmentant et en développant, la nouvelle se fait en ôtant et en coupant, en [illegible] sa respiration. Elle [illegible] souvent faite, chez Hemingway, de ce qu'il n'écrit pas. [illegible] la musique de Monk, l'énergie se concentre [illegible] dans les [illegible] et dans les silences avant d'exploser dans la phrase. Dans une belle et simple histoire de jeunesse intitulée *Hors de saison*, Hemingway a délibérément fait sauter la fin du récit, le suicide du personnage, afin que le lecteur ressente plus encore qu'il ne comprend. Hemingway dans ses nouvelles – pas dans ses romans – sait (presque) toujours jeter à la corbeille les phrases inutiles. Il a l'oreille absolue. *« Ce qu'il faut, c'est écrire une phrase vraie. »* Pas une [illegible] vraie : seule la phrase [illegible] le [illegible] de la vraie vie. Hemingway écrit de la prose comme un poète.

C'est le troisième effet provoqué par cette édition des nouvelles complètes : la [illegible] tendu, l'histoire d'un écrivain d'avant-garde attrapé par le succès et s'efforçant malgré lui de continuer à créer, jusqu'à s'y épuiser, jusqu'à en mourir. On ne se rend plus très bien compte aujourd'hui du caractère révolu[illegible] des nouvelles d'Hemingway dans les années 20 et 30, des liens qu'il entretenait avec les autres grands créateurs de son époque, avec Joyce, avec Pound, avec Masson, Miro et Picasso. Dans ses « histoires » où il n'a [illegible] les mêmes préoccupations commerciales que pour ses romans – et qui lui sont d'ailleurs parfois refusées pour excès d'audace par ses éditeurs américains, et pas seulement à cause de [illegible] gros mots ou de ses allusions sexuelles –, Hemingway crée un [illegible] littéraire [illegible]. Délibérément, consciemment. Il [illegible] dans une nouvelle, *Sur l'écriture*, qu'il veut *« écrire sur la campagne de telle façon qu'elle soit aussi présente que celle de Cézanne dans ses tableaux. Pour y arriver, il fallait se la tirer du [illegible] de soi-même. Il n'existait aucun truc pour [illegible] n'avait jamais écrit sur la campagne de cette manière-là. Nick éprouvait un sentiment presque sacré quand il pensait à son projet. C'était un projet bigrement sérieux. On pouvait le réaliser si on était prêt à se battre pour. En vivant avec les yeux. (...) C'était un travail qui lui prendrait peut-être toute sa vie. »*

Dans [illegible] texte [illegible] en 1924, Hemingway pressent les dangers [illegible] fait peser sur la création le métier d'écrivain, dès qu'il ne se sent plus menacé par la corne du taureau. *« C'était facile d'écrire si on [illegible] utiliser des trucs. Tout le monde s'en servait. Joyce en avait inventé des centaines de nouveaux. Le fait qu'ils étaient nouveaux ne les empêchait pas d'être des trucs, pas meilleurs que les autres. Ils deviendraient tous des clichés. »* Dans la dernière nouvelle du dernier recueil qu'il ait publié, en 1938, *Les Neiges du Kilimandjaro*, Hemingway [illegible] l'histoire d'un écrivain qui se sentant mourir laisse remonter en lui des souvenirs qui sont [illegible] d'histoires qu'il n'écrira jamais. Hemingway rédige, encore et toujours, mais il n'écrit plus guère et il le sait. La belle alchimie de mémoire et d'amnésie, de présence et d'omission qui cristallisait sa prose s'est trouvée peu à peu démolie par l'envahissement des *trucs* et des ficelles, par les exigences du succès, par le poids de plus en plus écrasant du rôle que la vedette Hemingway faisait supporter à Hemingway l'écrivain. Il y a encore, çà et là, des éclairs magnifiques, des réminiscences éblouissantes, le sentiment angoissant de l'échec, un dernier appel à ce refuge de l'écriture qui semble désormais inaccessible. Une des [illegible] nouvelles d'Hemingway, *l'Etrange Contrée*, écrite vers 1950 au moment de la parution du *Vieil Homme et la mer*, raconte la longue randonnée à travers la Floride d'un homme et d'une jeune femme qui pourrait être [illegible] fille. C'est beau [illegible] crépuscule. L'homme est un écrivain : il se souvient d'une mésaventure [illegible] arrivée à Hemingway. Sa femme, en 1923, s'est fait voler à la gare de Lyon la valise qui contenait onze [illegible] un roman et des poèmes. *« Je me sentais à moitié content que le roman ait disparu. (...) Je pourrais en écrire un meilleur. Mais les histoires me manquaient, comme si elles avaient été un mélange de ma maison, de mon boulot, mon seul fusil, mes petites économies et ma femme. »*

(1) *Hemingway. [illegible] de l'artiste en guerrier* [illegible] (Gallimard, « Découvertes », 130 p., 73 F [11,12 €]).

* Signalons la réédition de la biographie [illegible] A. E. Hotchner, *Papa Hemingway* (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Jean-René Major, Calmann-Lévy, 380 p., 160 F [24,39 €]).

Lisbeth, la vierge noire

Singe, chèvre puis lionne : telles [illegible] les métamorphoses de Lisbeth [illegible] sous la plume de Balzac, qui transforme ainsi l'un [illegible] derniers [illegible] de *La Comédie humaine*, [illegible] de la vie privée et publique des animaux... Parente pauvre (par alliance) du baron Hulot, riche viveur, elle est plus jeune et beaucoup plus laide que sa cousine Adeline qu'il a épousée. Mais, si la beauté de l'une n'est que le masque d'une frustration qui dégénère en folie puritaine, la laideur de l'autre devient une arme meurtrière. Comme elle est méchante ! Balzac savait le plaisir qui naît, en art, du spectacle de la méchanceté intelligente.

La Cousine Bette était, pour lui, un excellent intermédiaire pour décrire la passion et le système social de la séduction : c'est [illegible] double fonction qui [illegible] au personnage une force exceptionnelle. Car, si Bette est avant tout dominée par la jalousie (à l'égard de sa belle cousine Adeline), elle-même va connaître la passion (pour le sculpteur [illegible] Steinbock, qui lui préfère Hortense, fille d'Adeline). Elle aura ainsi deux façons d'observer l'amour : [illegible] les autres et en elle-même.

Bette joue, à l'intérieur du roman, un rôle qui est le miroir de celui de l'écrivain, se promenant librement de l'extérieur à l'intérieur de ses personnages. Tantôt distancié et observateur lucide, [illegible] acteur direct et emporté par le cours de la fatalité environnante et de sa propre liberté. Sa disgrâce physique, avec ses *« sourcils épais et réunis par un bouquet »* et ses *« quelques verrues dans sa face longue et simiesque »*, lui donne curieusement une forme de complicité avec les hommes, qui l'accueillent volontiers [illegible] confidente. Elle a donc une position privilégiée: mieux informée que le reste des femmes, qui, elles, sont courtisées, sur le [illegible] pour elles, elle circule aisément du monde féminin au monde masculin. Amie d'une courtisane (Valérie Marneffe), elle [illegible], [illegible] de [illegible] de la [illegible] masculine, pouvoir, en retour, manipuler les hommes, dont elle connaît désormais intimement la psychologie, les attentes, les illusions, les faiblesses. Personnage doté d'une sorte d'androgynie mentale, elle s'apparente aux autres grands manipulateurs, tout aussi ambigus et rongés par des pulsions frustrées (Vautrin, bien sûr). Les cibles de Bette sont Adeline et Hortense, d'autant plus vulnérables qu'elles sont bien intentionnées. Sa principale victime sera le mari d'Adeline, Hector Hulot. Devenu instrument d'une [illegible] vengeance diabolique, Hulot va plus loin qu'il n'était prévu par Bette. Le vice qu'elle favorise en lui accomplira le mal espéré, mais après la mort de Bette.

Figures de la Comédie

FISCHER
ELISABETH
1795-1843
N'apparaît que dans *La Cousine Bette*, avant-dernier livre de Balzac. Lorraine, s'installe à Paris, en 1811, alors qu'elle est encore analphabète. Elle y travaille comme passementière chez les frères Pons, brodeurs de la cour impériale.

J.-L. BISSON © MAISON DE BALZAC

Bette n'est toutefois pas entièrement maléfique. Car, comme le dit immédiatement Balzac, elle est *« excentrique »*. Bette a de l'humour et de la légèreté. Elle séduit même, grâce à ses fantaisies, à son dynamisme, à cette énergie qu'elle puise dans la haine et la volonté de nuire, mais meurt vaincue comme les insectes qui *« périssent pour satisfaire le besoin de se venger quand on les attaque »*.

René de [illegible]

Livraisons

● **CÉLÉBRATIONS**, de Michel Tournier
Ces quatre-vingt-deux *« texticules »* ont en [illegible] comme le prédit Michel Tournier, d'[illegible] à [illegible] de l'esprit : la curiosité et l'admiration. La vache et le hérisson, l'arbre, la mauvaise herbe et le genou, l'île Saint-Louis, [illegible] et la Californie, [illegible] Sébastien et saint Paul, [illegible] Guitry, [illegible] Deleuze, Marguerite Duras et François Châtelet... deviennent [illegible] à [illegible] les objets de son attention heureuse. [illegible] parvient à s'imposer, Tournier, en quelques lignes ou [illegible] invite son lecteur à partager le plaisir [illegible] qu'il prend à regarder le [illegible] (Mercure de France, 350 p., [illegible] F [19,05 €]).

● **CARNET 2**, d'André du Bouchet
En 1990, [illegible] Collot avait préparé une [illegible] des *Carnets 1952-1956* de Du Bouchet (Plon). Quatre ans plus tard, le poète lui-même reprenait, chez Fata Morgana, en l'étendant à d'autres [illegible] et en la corrigeant, [illegible]. Le présent volume – qui [illegible] les années plus récentes – [illegible] à [illegible] cette même recherche jamais [illegible] de la langue poétique la plus adéquate au monde tel que Du Bouchet le perçoit et l'éprouve. Ni brouillons de l'œuvre ni recul [illegible] anecdotique, l'exercice du « carnet » [illegible] le poème au-delà de son cadre et lui donne une autre résonance (Fata Morgana, [illegible] p., [illegible] F [22,86 €]). Signalons aussi [illegible] sur *Les Cahiers de "L'Ephémère"*, superbe revue que [illegible] Du Bouchet (avec Bonnefoy, Dupin et Des Forêts) en 1967 grâce à Aimé Maeght et [illegible] Picon (préface de Jean-Michel Maulpoix, L'Harmattan, 288 p., 160 F [24,39 €]).

● **ÉPODES ou POÈMES DE LA DÉSUÉTUDE**, de Jude Stefan
On pourra préférer quelques livres plus anciens de Jude Stefan. Mais cela n'empêchera pas de reconnaître en lui l'une des voix singulières de la poésie contemporaine. Singulière surtout de jouer avec aisance d'une [illegible] culture poétique, avec un goût prononcé pour les poètes latins, les baroques et les précieux. A ces [illegible] « désuètes », [illegible] mêle le piment iconoclaste d'une [illegible] dont il n'est pas toujours simple de déceler les objets de son attention heureuse. (Gallimard, 104 p., 90 F [13,72 €]).

● **[illegible] M'AIME**, d'Alma Reyes
Ce roman n'en est pas vraiment un. Alma Reyes raconte un séjour au Maroc avec son [illegible] et ses deux enfants. C'est justement la langue enfantine qu'il faut entendre le titre du livre, qui mélange le nom de Mohamed, le jeune pêcheur dont l'auteur fait le héros de son livre, et l'expression « moi-même » (ou « moi [illegible] »). Le récit d'Alma Reyes se cherche [illegible] les effets [illegible] ou spectaculaires – ceux, peut-être, que [illegible] du *Boucher* (Seuil, [illegible]) ou de *Poupée, anale nationale* (Zulma, 1998) entendent ou craignent – [illegible] raconte, avec sensibilité, sans [illegible] la voix, un voyage, une découverte, une [illegible] aux autres... (Gallimard, [illegible] p., 75 F [11,43 €]). Du [illegible] auteur, *Corps de femme*, qui reprend des chroniques publiées en [illegible] par [illegible] (Zulma, 144 p., 49 F [7,47 €]).

● **LUCE. Les [illegible] d'un veuf**, de Maurice Halbwachs
Ce roman inédit, [illegible] dans le goût libertin du XVIIIe siècle que présente Jean-Jacques Brochier, a surtout le mérite de sortir de l'oubli le nom de Maurice Heine (1884-1940), [illegible] seuls les [illegible] de Sade se [illegible] sans doute. C'est lui en effet qui établit, de 1931 à 1935, la première édition [illegible] des *Cent vingt journées de Sodome*, Gilbert Lély, le grand biographe du marquis, salue la « rigueur passionnée » de son prédécesseur, dont il rassembla les études sadiennes en 1950 chez Gallimard. Militant de l'ultra-gauche, proche du parti communiste, dont il fut exclu en 1923, et des surréalistes, bibliophile, [illegible] également l'auteur, outre de quelques poèmes parnassiens, d'un livre extrêmement troublant : *Confessions et observations psycho-sexuelles*, extraites, comme la *Psychopathia* [illegible] de Krafft-Ebing, de la littérature judiciaire et psychiatrique (Crès, 1936) (éd. La Différence, 174 p., 98 F [14,94€]).
P. K.

● **FERRAILLE**, de [illegible]
[illegible] aime les [illegible] *dérangées* : c'était le titre de son premier livre, un [illegible] de nouvelles, publié deux ans avant le *Chasseur zéro* – roman laconique, percutant, récompensé à la fois par le prix du premier [illegible] et par le prix Goncourt 1991. Pour son [illegible], [illegible] plante un site sidérurgique en déclin, des personnages minés par la mélancolie, ou par une maladie inexpliquée, comme Jean l'instituteur. Poutrelles, ferrailles, souvenir de la fonte en fusion : dans ce décor presque [illegible] surgit une jeune [illegible] étrange, Paulina, dernière descendante des directeurs de l'usine [illegible]. Médecin dévoué ou [illegible] exterminateur, elle [illegible] les vieillards au seuil de la mort. A cette singulière [illegible] noire succède, dans une deuxième partie, une parabole grinçante, où Jean – séparé de Paulina, [illegible] « cigogne » – bascule dans le délire, tandis que l'usine est [illegible] en Chine, et la Cité transformée en parc de [illegible] (Albin Michel, 174 p., 89 F [13,56€]).
M. Pn

● **LE VIDE**, de [illegible] Mustafaj
Cet écrivain albanais a déjà publié en France [illegible] succès. Son dernier roman, [illegible] original, met en [illegible] un ou deux spectres. Leur [illegible] est si normale qu'ils doutent eux-mêmes de leur condition : suis-je mort ? Il faut le vide des regards [illegible] d'eux, l'indifférence des vivants, les dénégations de la parentèle et l'effacement systématique de leur passé pour les convaincre. Le récit de leurs mésaventures, intéressant malgré quelques longueurs, est évidemment symbolique. Dans un régime totalitaire il faut plus que des battements de cœur pour exister, il faut l'approbation du [illegible] (traduit de l'albanais par Elisabeth Chabuel, Albin Michel, [illegible] p., [illegible] F [18,29€]).
J. Sn

● **LES AÏEUX**, d'Adam Mickiewicz
Après la traduction de Jacques Donguy et Michel Maslowski (éd. L'Age d'Homme, 1992), qui s'attachèrent surtout à travailler le sens, les Editions Noir sur Blanc se sont lancées dans une version française entièrement rimée de l'immense poème romantique de neuf mille vers d'Adam Mickiewicz (1798-1855). Alors qu'on célèbre le bicentenaire de la naissance de Mickiewicz, cette initiative [illegible] en tout cas l'occasion de redécouvrir un chef-d'œuvre que George Sand jugeait déjà supérieur au Faust de Goethe, son contemporain. La préface du traducteur Andrzej Wajda vient aussi rappeler la place politique centrale occupée, depuis plus de cent cinquante ans, par Les Aïeux dans la conscience nationale polonaise. Ainsi en 1968, la représentation de la pièce au Théâtre national de Varsovie servit de détonateur aux manifestations estudiantines contre le régime communiste. Les applaudissements qui accueillirent les répliques visant l'oppression tsariste avaient alors provoqué la fureur de l'ambassadeur d'Union soviétique et l'interdiction immédiate de la pièce (éd. Noir sur Blanc, traduit du polonais par Robert Bourgeois, préface et dessins d'Andrzej Wajda, 356 p., [illegible] F [27,13€]).
A. L.-L.

هكذا من الأصل

Laure dans tous ses éclats

Avant de devenir la compagne de Georges Bataille, Colette Peignot partagea la vie et le combat politique de Boris Souvarine. Au-delà des douloureuses péripéties [illegible] relations croisées, cette correspondance éclaire la [illegible] figure de celle qui [illegible] fit appeler Laure

UNE RUPTURE 1934
Correspondance croisée de Laure avec Boris Souvarine, [illegible] famille, Georges Bataille...
Texte établi [illegible] Anne Roche et Jérôme Peignot.
Editions des Cendres ([illegible] Cendriers, [illegible] Paris), [illegible] p., 140 [illegible].

C[illegible] Peignot, qui prit le nom de Laure, a peu [illegible]. En un autre sens, elle n'a [illegible] que cela, écrire, mettant [illegible] « *actes* », intimes aussi bien que politiques, « *au bout* [illegible] ». Des [illegible] fiévreux, jetés [illegible] une [illegible] sûreté dans [illegible] poèmes, quelques [illegible] lettres, [illegible] brouillons [illegible] sans jamais le moindre souci [illegible] vive. Mais a-t-on déjà [illegible] ne désirant [illegible] quelque [illegible]nière, [illegible] lue ? « *Je pense aussi que ce qui est écrit doit être communiqué* », disait-elle [illegible] Michel [illegible].

Elle n'a donc pas « fait œuvre », [illegible] plutôt de vivre, [illegible] détestation [illegible] la « [illegible] littéraire », [illegible] plus près [illegible] convictions, pensées [illegible] émotions. Cependant, Laure [illegible] pas étrangère à la littérature. Elle [illegible] au milieu [illegible] cercle d'amis écrivains ; Georges Bataille surtout, [illegible] Michel [illegible] qui furent, [illegible] (Laure meurt [illegible] 7 novembre 1938, [illegible] l'âge [illegible] trente-quatre ans), [illegible] premiers [illegible] « écrits ». Le neveu [illegible] Laure, Jérôme Peignot, poursuivit [illegible] travail [illegible] divulga[illegible] en 1971 (chez Jean-Jacques Pauvert, actuellement dans [illegible] collection « 10/18 ») ; [illegible] contre la volonté de Charles Peignot, [illegible] frère [illegible] la jeune femme ; [illegible] bataille juridique s'ensuivit, sur la question [illegible] la propriété littéraire.

Autour [illegible] figure incendiée, [illegible] cette œuvre absente, ou seulement présente [illegible] l'état de fragments, d'éclats, toute une littérature s'est constituée, comme [illegible] couronne de gloire. Bataille, [illegible] premier, [illegible] une « Vie [illegible] Laure », [illegible] son livre *Le Coupable*, publié en 1944, porte la trace bouleversante [illegible] son amour pour Laure. Amour [illegible] on sait peu [illegible] chose (on en rêva d'autant mieux...), sinon qu'il fut [illegible]cessif, conforme [illegible] la pensée de l'écrivain [illegible] la « dépense » érotique comme à l'instinct et au tempérament [illegible] Laure. [illegible] éclairs de douceur le traversèrent cependant. Le libertinage prend un tour sérieux, tragique même. Le bonheur, si bonheur il y a, est sur fond d'abîme. Laure écrit, [illegible] en [illegible] à l'auteur [illegible]dame Edwarda : « *Je t'ai expliqué* [illegible] *subites "folies" pour les hommes* [illegible] *répulsion transforme* [illegible] *attraction.* » Elle est, [illegible] « l'expérience intérieure » qui agite Bataille en [illegible] années 30, [illegible] d'intercesseur ; [illegible] qu'il découvre après [illegible] mort, il affirme : « *Je savais qu'elle* [illegible] *beaucoup écrit mais* [illegible] *m'avait rien donné à lire* [illegible] *je n'avais jamais pensé* [illegible]*contrer, dans* [illegible] *qu'elle abandonnait,* [illegible] *réponse à* [illegible] *question précise qui* [illegible] *cache* [illegible] *moi comme* [illegible] *souffrant* [illegible] *faim.* »

A l'autre [illegible] chaîne passionnelle, Jérôme Peignot, dans un [illegible] placé en préface des écrits de sa tante (« Ma mère diagonale »), peignit un étonnant [illegible] superbe portrait « [illegible] famille ». D'autres témoignages vinrent, plus fragmentaires – Leiris, Moré, Bernier... La tentation était grande d'élever, c'est-à-dire de ravaler, la jeune femme [illegible] rang d'un mythe fascinatoire sans consistance [illegible] conséquence. [illegible] « biographie » [illegible] en est [illegible] symptôme (1). Certes [illegible] visage simplement humain d'une per[illegible], [illegible] grimaces [illegible] défauts, [illegible] de séduction... Il [illegible] l'avantage [illegible] vrai.

[illegible] Peignot [illegible] 1925

Cette vérité, on [illegible] trouvera, mais toujours éclatée, imprenable, comme rétive [illegible] la reconstitution d'une figure cohérente, dans [illegible] volume de correspondances fragmentaires [illegible] croisées que proposent, [illegible] les précisions nécessaires, Jérôme Peignot [illegible] Anne Roche. L'histoire [illegible] « rupture » [illegible] en apparence : [illegible] Bataille, [illegible] d'achever [illegible] vie à [illegible] ombre, Laure fut [illegible] compagne [illegible] Souvarine. Militant socialiste, Souvarine participa, [illegible] la prison [illegible] la Santé où il était interné, à la création du [illegible] communiste [illegible] congrès de Tours en 1920. Membre du Komintern, il [illegible]cusé par Moscou, en 1924, [illegible] prendre [illegible] défense [illegible] Trotski contre Staline. « *Exclu mais communiste* », il publiera [illegible] un *Staline* qui [illegible] date. Il [illegible] en 1984.

C'est au [illegible] rédaction [illegible] ouvrage que Souvarine [illegible] une [illegible] Peignot. En 1931, il l'avait introduite auprès [illegible] Victor Serge, lors d'un voyage en Union soviétique, d'où elle revint malade nerveusement. A partir [illegible] année, elle participe activement, jusqu'en 1934, par l'esprit [illegible] la bourse, [illegible] l'aventure [illegible] la [illegible] Souvarine, *La Critique sociale*. [illegible] y signera plusieurs articles, sous le [illegible] Claude Araxe. C'est dans ce cercle également qu'elle se lie d'amitié avec Simone Weil. « [illegible] *voulut* [illegible] *une révolutionnaire militante, elle n'eut qu'une agitation vaine et fébrile* », écrira Bataille, non sans injustice.

En fait, si l'on [illegible] schématiser après coup ce qui, [illegible] l'instant, échappe [illegible] tout modèle, [illegible] peut dire que Souvarine représenta pour Laure [illegible] positif, éclairé par l'action politique, le caractère simplement *possible* [illegible] l'existence. « *Si nous ne* [illegible] *enlisons pas dans notre douleur, il faudra se rappeler que nous de*[illegible] *décider* le concret », lui écrit-elle. L'érotisme [illegible] laissé [illegible] l'écart, au bénéfice d'une profonde camaraderie amoureuse : « Je [illegible] peux [illegible] *avoir d'échange sexuel avec* [illegible] », dit-elle. Bataille, pour qui [illegible] quitte Souvarine, l'entraîne sur [illegible] le plus noir.

Il l'attira, la [illegible] titre [illegible] « impossible » dont il [illegible] l'un [illegible] ses thèmes. [illegible] partager la [illegible] vision – « [illegible] *conception de la vie m'est* étrangère », dira-t-elle –, Laure et Bataille se retrouvèrent liés l'un [illegible] l'autre, du [illegible] calciné de leur être – « *c'est par lui que je suis* [illegible] *moi-même* », écrira-t-elle [illegible].

Ces fragments, souvent non datés, [illegible] – de Laure, Si[illegible] Weil, Souvarine, Bataille, [illegible] et d'autres – [illegible] les [illegible] d'une crise terrible traversée par la jeune femme au cours de l'été 1934 : « *Ce fatal* [illegible] *où* [illegible] *coup ma vie/ ma vie en laquelle je croyais* [illegible] *tant d'orgueil* – [illegible] *vie* [illegible] *chaviré.* » « *La* [illegible] *psychique de C* [Laure] [illegible] *enfer* [illegible] *nul* [illegible] *peut* [illegible] *faire* [illegible] *idée* », [illegible] Souvarine.

Ces [illegible] d'écriture [illegible] à compléter la figure [illegible] Laure, [illegible] la rendre admissible. Ils [illegible] émouvants [illegible] précieux [illegible] maintenir un inachèvement, d'animer une ébauche.

Patrick Kéchichian

(1) *Laure,* [illegible] *l'abîme*, d'Elisabeth [illegible] (Flammarion, « [illegible] Monde des [illegible] » du [illegible] mai [illegible]).

Bataille et « Troisième convoi »

TROISIÈME CONVOI
Edition préparée et [illegible] Philippe [illegible]
Ed. farrago ([illegible] rue Chalmel, [illegible] Tours), diffusion Les Belles Lettres, 270 p., 198 F (30,18 €).

En 1945, Michel Fardoulis-Lagrange – dont *Sébastien, l'enfant* [illegible] *l'orange* (1942), [illegible] *d'impuissance* (1944) [illegible] Eluard, Bataille [illegible] – [illegible] le philosophe Jean Maquet, ancien [illegible] de Jean Grenier, [illegible] une revue en [illegible] du [illegible] renaissant et en rejet de l'existentialisme régnant [illegible] du « *moralisme* » camusien : *Troisième convoi*. Plaçant en [illegible] Breton (« *Nous les voya*[illegible] *convoi* ») [illegible] (« *Il* [illegible] *faire le négatif,* [illegible] *positif nous est déjà donné* »), la revue renonça aux provocations [illegible] pour s'inscrire, [illegible] le langage, [illegible] de la problématique [illegible] l'exis[illegible] entre rêve et réalité...

Fardoulis-Lagrange et Maquet réunirent, [illegible] propres manifestes, [illegible] Georges [illegible]taille, [illegible] acquise [illegible] deuxième numéro, Georges Henein, Antonin Artaud, Arthur Adamov, Georges Lambrichs, Roger Gilbert-Lecomte, [illegible] Bonnefoy... Après [illegible] livraisons, un jeune [illegible]teur-libraire, [illegible] l'entreprise un tour provisoirement plus aisé. Mais en 1951, la re[illegible] de paraître : « Troisième convoi *fut une courte étincelle dans* [illegible] *domaine* [illegible] *apories, presque un rien*, [illegible] Fardoulis-Lagrange [illegible] 1992, [illegible] de temps [illegible] mourir. *Nous* [illegible] *pourtant capables d'assu*[illegible] *une* [illegible] *perspective,* [illegible] *l'inter*[illegible] *toutefois de* [illegible] *ramener* [illegible] *nos* [illegible] *mesures.* » [illegible] en [illegible] cinq livraisons [illegible] *Troisième convoi* [illegible] complétée par une chronologie, un [illegible] lettres [illegible] textes inédits destinés au [illegible] numéro, non paru.

Claire Paulhan

Un trésor dans le désert de Judée

LES MYSTÈRES DE JÉRUSALEM
de [illegible].
[illegible] Laffont, [illegible] p., [illegible] F (21,19 €).

Ecrire un livre dont le personnage central serait Jérusalem, ville au destin messianique, était un projet qui tentait depuis longtemps Ma[illegible] Halter, auteur, il y [illegible] une quin[illegible] d'années, d'un beau récit historique, *La* [illegible] *d'Abraham* (1). [illegible] découpage cinématographique du dernier roman de cet infa[illegible] combattant pour la paix au Moyen-Orient [illegible] bien [illegible] que [illegible] limites [illegible] toute entreprise postulant d'une manière évidente au statut enviable de best-seller. Il s'agit là d'une rencontre entre deux hommes, Tom Hopkins, reporter au *New York Times* – détenteur d'un terrible secret –, et l'auteur lui-même, qu'une opération à cœur ouvert vient de précipiter dans l'urgence littéraire. Le premier, en possession d'une série d'indices dévoilant [illegible] d'un [illegible] enfoui près [illegible] Jérusalem, sollicite les compétences religieuses et linguistiques de l'écrivain convalescent. Les deux, traqués par des forces hostiles (mafia russe, terroristes), se lancent à la chasse du trésor, un texte qui décrypte l'énigme de la ville sanctifiée.

En effet, pourquoi Jérusalem, autrefois un modeste village perdu au milieu du désert de Judée, occupe-t-elle depuis des millénaires une place aussi importante dans l'histoire de l'humanité alors qu'à l'époque Damas et Babylone, Alexandrie et Goshen, brillaient depuis le Croissant fertile jusqu'aux rivages méditerranéens ? C'est sans doute cette interrogation qui donne son intérêt à ce roman qui promène ses lecteurs de New York, Paris et Moscou jusqu'à Massada et aux bords du Jourdain.

Edgar Reichmann

(1) Robert Laffont.

Bosquet post-mortem

Ironique, grinçante, légère... [illegible] dernière tirade [illegible] l'écrivain avant son « départ » en [illegible]

UN DÉPART
d'Alain Bosquet.
Gallimard, [illegible] p., 80 F (12,20 €).

Faut-il parler [illegible] lui à l'imparfait, puisqu'il [illegible] mort voilà un an maintenant ? Faut-il [illegible] suivre quand il écrivait, [illegible] cet ultime texte, [illegible] ironique : « *Sujet* [illegible] *caprices, je* [illegible] *être l'ordonnateur, ou mieux,* [illegible] *tyran. Je me projette dans* [illegible] *avenir* [illegible] *références. Si je pouvais, j'inventerais, pour* [illegible] *verbes, un temps* [illegible] *: le futur-plus-que-parfait* [illegible] *le conditionnel impératif. Balivernes...* » ? [illegible] de [illegible]voir [illegible] livre bilan, autoportrait d'un mourant qui veut continuer de [illegible] regarder [illegible] face, donnera [illegible] les [illegible] l'image qu'Alain Bosquet a [illegible] qui l'ont connu [illegible] aimé. Peut-être verront-ils seulement la lucidité à l'œuvre, la tragédie d'une fin [illegible] vie, le moment où l'on ne sait si l'on doit dire : « "[illegible] *corps* [illegible] *prive* [illegible] *temps" ou "Je me débarrasse* [illegible] *avenir".* »

Il faut probablement avoir vu son regard malicieux, féroce parfois, entendu [illegible] voix, [illegible] caustique, [illegible] – ou faisant semblant de [illegible] prendre au sérieux, pour ceux qui ne comprennent pas que « [illegible] *cela* [illegible] *vanité* » – pour apprécier l'hu[illegible] très noir [illegible] texte, [illegible] tranquille froideur. « *J'ai géré* [illegible] *plus près mon existence,* [illegible] *éviter une certaine raideur. J'ai géré mon* [illegible] *mûr,* [illegible] *vieil*[illegible] *et les premières menaces. Je gère aujourd'hui mon agonie,* [illegible] *même âpreté.* [illegible] *discipline* [illegible] *suffira pas : je dois gérer* [illegible] *mon passage* [illegible] *à trépas.* (...) *Je* [illegible] *que la confession* [illegible] *plus déchirante dont je sois capable* [illegible] *sera jamais* [illegible] *basse littérature.* » [illegible] n'est-il [illegible] question ici de « confession déchirante », pas plus que [illegible] sur la littérature, l'œuvre et [illegible] avenir. « *Je n'oublie pas* [illegible] *d'Aragon, alors que je lui reprochais d'avoir trop écrit*, se souvient Alain Bosquet. "*La postérité fera le tri,* [illegible] *n'a rien* [illegible] *mieux* [illegible] *foutre.*" »

« *Apreté* » est un mot qui lui convient. Il [illegible] assez vu d'hor[illegible] pour [illegible] craindre la dureté, lui qui [illegible] de l'armée américaine pendant la seconde guerre mondiale [illegible] découvrit [illegible] camps de concentration. Il [illegible] trop intelligent pour aimer le lisse. Il appréciait les aspérités, la véhémence, [illegible] caractère (qu'on qualifie souvent de « mauvais »). Il [illegible] plusieurs [illegible] livre à [illegible] tout [illegible] qu'il aime, [illegible] passion [illegible] l'a jamais quitté. Jusqu'aux derniers jours, il a lu. Il a gardé le désir [illegible] découvrir [illegible]. Et il a écrit. [illegible] ce livre, [illegible] *départ*, mais [illegible] articles de journaux – certains ont même paru après [illegible] mort. Il avait soixante-dix-neuf [illegible], il acceptait sa fin mais ne [illegible] résignait pas, et c'est heureux, à [illegible] vieillesse. Ce qui lui permet de livrer à ceux qui vont lui survivre quelques sujets [illegible] méditation, [illegible]tamment celui-ci : « *Je remercie* [illegible] *Chine qui, après-demain, régne*[illegible] *sur* [illegible] *petits-enfants* [illegible] *nos* [illegible]*fants.* »

[illegible] à vivre jusqu'au bout rend le [illegible] d'Alain Bosquet, en dépit de [illegible] noirceur, tour [illegible] allègre, grinçant, léger. Et avant tout paradoxal, comme il [illegible] lui-même.

Josyane Savigneau

[illegible] **Signalons aussi** *Le* [illegible] **est un navire, sorti il y a quelques mois, qu'Alain Bosquet présentait ainsi : « *Nécessité d'écrire comme de respirer, besoin de se mettre en mots, exercice de style : ainsi peut-on définir ce livre,* [illegible] *le journal* [illegible] *conscience (et de ce qui la combat), au cours* [illegible] *année* » (Ed. du Rocher, 340 p., 129 F [19,67 €]).**

Ordre et discorde

Dans son deuxième roman, Pierre Ahnne met en scène un narrateur plus fragile que méchant

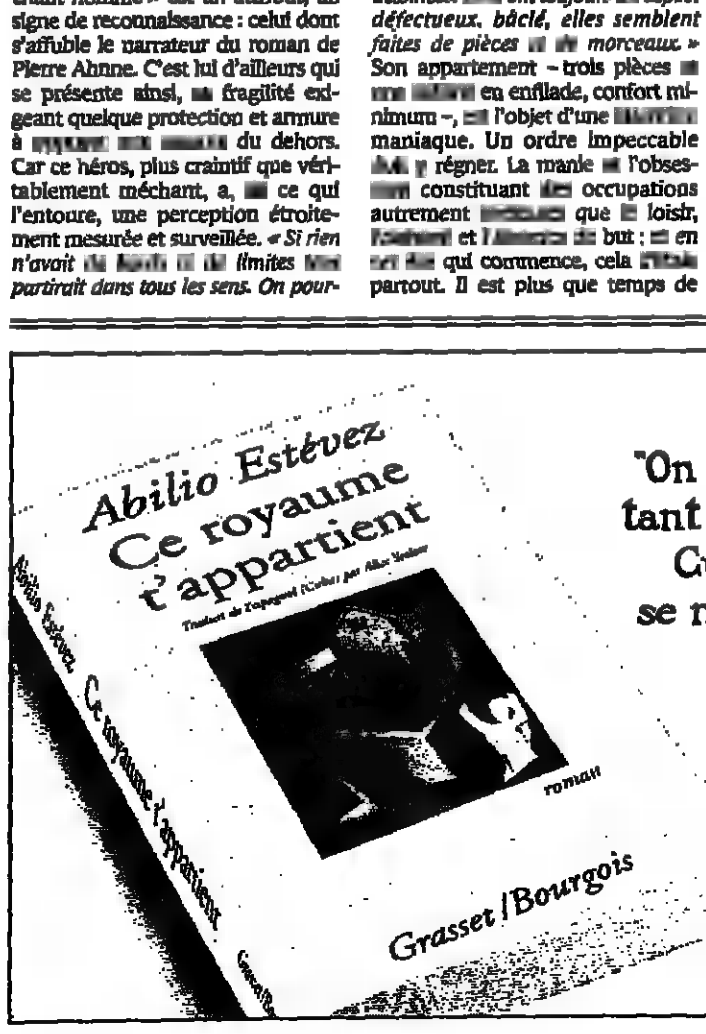
JE SUIS [illegible] MÉCHANT HOMME
de Pierre Ahnne.
Stock, 122 p., 79 F (12,04 €).

Autoportrait au méchant homme, [illegible] on di[illegible] « à [illegible] pipe », « [illegible] chapeau violet » ou « à [illegible] mine [illegible] ». Ici, [illegible] « méchant homme » est un attribut, un signe de reconnaissance : celui dont s'affuble le narrateur du roman de Pierre Ahnne. C'est lui d'ailleurs qui se présente ainsi, [illegible] fragilité exigeant quelque protection et armure à [illegible] du dehors. Car ce héros, plus craintif que véritablement méchant, a, [illegible] ce qui l'entoure, une perception étroitement mesurée et surveillée. « *Si rien n'avait* [illegible] *limites* [illegible] *partirait dans tous les sens. On pourrait* [illegible] *bien zigzaguer comme* [illegible] *monde, se répandre au hasard...* »

Le méchant homme donc, qui n'emploie [illegible] « je » qu'avec parcimonie, qui lui préfère un « on » généralisateur, [illegible] bien arrêtées. [illegible] forme, précisément, de « *bords* », [illegible] « *limites* ». « *Les* [illegible] *jamais exactement ce qu'elles devraient être, claires, continues, bien dessinées.* [illegible] *ont toujours* [illegible] *aspect défectueux, bâclé, elles semblent faites de pièces* [illegible] *morceaux.* » Son appartement – trois pièces [illegible] en enfilade, confort minimum –, [illegible] l'objet d'une [illegible] maniaque. Un ordre impeccable [illegible] régner. La manie [illegible] l'obses[illegible] constituant [illegible] occupations autrement [illegible] que [illegible] loisir, [illegible] et [illegible] but : [illegible] en [illegible] qui commence, cela [illegible] partout. Il est plus que temps de réagir. Mais l'armure, comme il [illegible] doit, a des [illegible] « [illegible] *toujours sur* [illegible] *détail discordant.* » L'été, le monde ne [illegible] jamais aussi immobiles qu'on le souhaiterait. Une femme peut venir [illegible] incarner cette discordance. [illegible] dehors, comme la pluie par [illegible] interstices d'une fenêtre mal jointoyée, [illegible] de s'insinuer [illegible] l'intérieur. Alors il faut éponger, remettre de l'ordre... « *Deux mois* [illegible] *passé pendant lesquels un méchant homme s'est répété qu'il habitait trois pièces en enfilade.* »

Après *Comment briser* [illegible] *cœur* [illegible] *sa mère* (Fayard, « Le Monde [illegible] livres » du 28 février 1997), *Je suis un méchant homme* [illegible] entendre [illegible] fêlée, ne chantant jamais [illegible] l'air que l'on at[illegible] et forçant [illegible] l'attention.

[illegible]



"On dit et on a dit tant de choses sur Cuba que si on se met à y croire, on finit par devenir fou..."
roman Grasset

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

BRIOGIONI/CON[redacted]TO

Pietro Citati en toutes Lettres

Hector Bianciotti

Biographe, conteur, essayiste, Pietro Citati [redacted] peut-être, avant tout, comme Valery Larbaud, un lecteur supérieur et, par conséquent, un esprit critique hors [redacted] pair.

On sait que le labeur critique [redacted] au cœur même [redacted] la création littéraire, qu'il lui [redacted] consubstantiel. Or le vice du critique [redacted] trop souvent de partir de l'idée qu'il s'est faite du résumé de l'œuvre après la lecture. Cela [redacted] peut-être inévitable lorsque, obligé de s'en tenir à l'analyse modeste [redacted] pressée du compte rendu, il tente de cerner ce qui peut, ou devrait, intéresser le lecteur. Alors qu'une vraie analyse consiste [redacted] déceler le problème que l'auteur s'est posé, [redacted] à essayer de voir s'il l'a ou [redacted] résolu – discernant dans [redacted] travail [redacted] qui correspond au hasard, [redacted] qui relève du raisonnement ou des modes : [redacted] qui fut bonheur, [redacted] devoir.

Le rapport que l'auteur entretient avec [redacted] l'une des choses les plus difficiles [redacted] élucider, car l'œuvre ne permet jamais d'atteindre l'auteur, mais, seulement, un auteur fictif. Au reste, celui-ci ignore que [redacted] œuvre est d'autant plus réussie qu'elle est capable de paraître tout autre qu'il ne l'avait imaginée.

Pietro Citati sait – le moindre de ses articles suffit à en témoigner – que les vrais livres, ceux qui passent à la postérité, vont au-delà de l'intention de l'auteur. Et c'est ce qui l'intéresse, ainsi que les échos [redacted] les affinités qu'entretiennent [redacted] œuvres éloignées par des années, [redacted] siècles, au sein d'une culture ; [redacted] davantage quand des grandes cultures qui se [redacted] développées [redacted] s'ignorant découvrent les liens qui les unissent. Une curiosité intrépide [redacted] insatiable, [redacted] aptitude [redacted] s'inquiéter de ce qui [redacted] le regarde pas, n'a jamais cessé de le conduire d'une littérature [redacted] une autre, d'agencer leurs correspondances. Et de montrer l'absurdité de l'esprit moderne lorsqu'il célèbre l'originalité [redacted] une valeur primordiale :

« *Celle-ci n'est qu'un mythe,* dit-il : *Pensons à Apulée. [redacted] copiait avec désinvolture. [redacted] ce copieur [redacted] écrit le roman le plus original du monde :* Les Métamorphoses *– ou* L'Ane d'or. *C'est [redacted] livre composé de multiples plagiats, [redacted] lequel [redacted] ne pourrait pas imaginer le* Décaméron *ni le* Quichotte, *ni* Pinocchio, *ni* La Flûte enchantée. *Selon moi, il y a chez Apulée la vraie originalité, beaucoup plus pure que l'originalité des [redacted] dernes, qui, très souvent, copient sans s'en apercevoir, mais copient. Et Virgile ? Qu'est-ce qu'il y [redacted] de plus original que Virgile ? Dante [redacted] été bouleversé par Virgile, qui a fait [redacted] livre moitié* Odyssée, *moitié* Illiade. *[redacted] l'Apocalypse, de Jean ? Jean n'est ni* "voyant" *ni* "visionnaire". *Sans le vouloir, Jean nous l'explique, dans un verset célèbre, qu'il a lui aussi dérobé à un autre texte. Il mange, il avale des livres dont le papier pénètre dans [redacted] esprit, dans [redacted] entrailles : l'Exode, Isaïe, Ezéchiel, Daniel, Zacharie, Joël... La pièce d'orfèvrerie est travaillée au feu. Avec une sorte d'ivresse hallucinée. Jean transfigure [redacted] qu'il avait englouti. Ainsi ce texte, qui n'est pas né d'une expérience visionnaire, [redacted] devenu le plus grand [redacted] visionnaire d'Occident. La littérature a appris de* l'Apocalypse *que* "voir" *est, en premier lieu, une* "vision de livres". *Alors, le plagiat ni l'originalité n'existent plus.* »

En fait, lorsqu'on lit Citati, et surtout le dernier [redacted] ouvrages publiés en France, *La Lumière de [redacted] nuit* (1), on comprend que ce qui [redacted] lui dépasse l'esprit purement critique, c'est le [redacted] impossible de [redacted] les livres, d'épuiser [redacted] les bibliothèques – [redacted] peut-être même [redacted] cueillir leur substance, déposée, endormie dans une vague mémoire collective, pour les condenser dans un ouvrage unique, qui serait l'inconcevable « *livre des livres* ».

« *Quand j'étais jeune, à l'Ecole normale de Pise, qui ressemble à l'Ecole normale de Paris, j'avais [redacted] telle passion, une telle envie de tout apprendre, que je [redacted] mettais [redacted] travail [redacted] les matins à 4 heures. J'avais une passion folle pour les études. Puis, après l'université, le grand critique et philologue Gianfranco Contini [redacted] proposa de devenir [redacted] assistant. Une véritable* "carrière" *: apprentissage de langues, analyse de styles... Je ne lui ai dit ni oui ni [redacted] Je commençais à douter de la science. J'avais vingt-quatre ans ; je suis allé à Rome, où l'on [redacted] proposa d'écrire pour les journaux. Alors, j'ai renoncé à mes études : j'étais un dilettante, je l'ai compris [redacted] lisant Montaigne, qui était curieux de tout. Etre curieux et, en même temps, avoir la sensation physique des choses, arriver à les toucher par le langage ! C'est ce que l'écrivain réussit, pas le savant, pas le chercheur ou le critique : ceux-ci ignorent* "la saveur des choses", *[redacted] disait Montaigne. Le journalisme me l'a appris. Dans le journalisme, [redacted] écrit pour [redacted] lecteur immédiat, auquel [redacted] pense, que l'on doit séduire. On s'adresse [redacted] personne à qui, tacitement, l'on dit :* "Tu [redacted] dois pas abandonner ce que tu [redacted] jusqu'à ce que j'aie fini." *[redacted] il y a la nécessité d'être clair. J'ai [redacted] appris du journalisme, cela fait quarante-cinq ans que je fais [redacted] métier.* »

Il écrivait donc pour les journaux et, [redacted] l'entendre, cela lui plaisait beaucoup ; mais, au bout [redacted] cinq ou [redacted] ans, il éprouva le besoin de s'atteler à un travail plus important, de longue haleine. Aussi, [redacted] il aimait beaucoup Goethe, [redacted] décida-t-il [redacted] écrire [redacted] lui et, pour cela, [redacted] l'étudier, [redacted] il ne mit pas longtemps [redacted] s'apercevoir que *Faust* [redacted] [redacted] lui seul, une histoire universelle [redacted] la littérature.

> « *Etre curieux et, [redacted] même temps, avoir la sensation physique des choses, arriver à les toucher par le langage ! C'est ce que l'écrivain réussit, pas le savant, pas le chercheur ou le critique : ceux-ci ignorent " la saveur des choses"* », *comme disait Montaigne*

« *J'ai travaillé dix ans à cet ouvrage, j'ai dû lire et relire bien des [redacted] que je [redacted] connaissais pas, et j'ai compris [redacted] qui, pour moi, [redacted] l'essentiel : le rythme de la narration. Je [redacted] suis pas [redacted] narrateur, je [redacted] suis pas capable d'inventer [redacted] monde, des personnages. Mais, pour moi, le plaisir du rythme de [redacted] narration existe.* La Lumière [redacted] [redacted] nuit [redacted] *un livre de récits, par exemple. Ce sont des récits de second ordre, parce que leur trame existait d'avance, mais ce sont des récits puisque je* "raconte" *des histoires après les avoir longue[redacted] analysées, avec minutie. Ils sont ce qui reste des dizaines et des dizaines de lectures découpées [redacted] tant de petits [redacted] – ce qui reste de ce que j'ai compris ou [redacted] comprendre. Quand j'étais enfant, à douze [redacted] treize ans, tous les soirs, au coucher, je devais raconter une histoire [redacted] [redacted] petit frère. Aussi ai-je passé quelques mois de ma vie à inventer des centaines d'histoires pour lui. C'était un grand plaisir, inventer et raconter.* »

Après *Goethe* (2), Citati [redacted] s'intéresser [redacted] l'islam, [redacted] la littérature persane, à [redacted] littérature persane islamique, aux Achéménides, dont le dernier roi périt [redacted] héritier, après la défaite que lui infligea Alexandre le Grand – auquel l'écrivain [redacted] ouvrage (3). Il visita l'Iran, et le fruit immédiat de ce voyage fut un livre qui [redacted] par une histoire des Achéménides, [redacted] finit par des contes [redacted] style persan : *Le Printemps de Chosroès* (4), le premier de ses livres traduit [redacted] français. Ensuite, il y eut un intermède. Puis il [redacted] décida à faire face [redacted] un autre colosse : Tolstoï.

« *C'est un livre dans lequel je [redacted] suis senti un peu faible puisque j'ignore le russe [redacted] que, au cours de [redacted] rédaction, j'ai éprouvé une espèce de refus de Tolstoï : il était trop grand, il avait [redacted] trop d'enfants, écrit trop de livres, il avait faim de l'Univers tout entier... Alors, je ressentis le besoin de me confronter a [redacted] créature plus petite, mais parfaite. [redacted] ce fut* Brève vie de Katherine Mansfield (5), *que j'écrivis en vingt jours. Ensuite, je replongeai dans Tolstoï. Il [redacted] sortit [redacted] livre [redacted] rapport [redacted] celui sur Goethe, qui est, [redacted] fait, [redacted] vaste analyse de textes, tandis que – comme plus tard dans les livres consacrés à Kafka* (6) *et à Proust* (7) *– dans l'ouvrage sur Tolstoï* (8) *j'ai tenté l'amalgame de [redacted] vie de l'écrivain et de l'interprétation de [redacted] œuvre. Je n'aime pas que l'on définisse [redacted] biographies [redacted] ouvrages qui, en partant des circonstances, de l'"extérieur", si l'on peut dire, de l'écrivain, tâchent de descendre jusque dans [redacted] tréfonds, [redacted] où germe l'œuvre d'art.* »

Or, pendant toutes [redacted] années studieuses où [redacted] travaillait à ses ouvrages, Citati continuait [redacted] écrire dans les journaux ; et [redacted] peu à peu les journaux lui ont donné la possibilité d'écrire de très longs [redacted] – [redacted] quatre pages, dans *La Repubblica* ; [redacted] dernièrement sur Virginia Woolf –, ses livres, notamment *La Lumière de la nuit*, y ont [redacted] publiés au fur et [redacted] Des articles, certes, qui, [redacted] un moment donné, ont dévoilé leurs affinités, composant un ouvrage d'essais métamorphosés [redacted] récits. Récits de choses religieuses, dans [redacted] dernier titre, [redacted] récits.

> Une curiosité intrépide et insatiable n'a jamais cessé de conduire ce critique hors pair d'une littérature à une autre, d'agencer leurs correspondances. Et de montrer l'absurdité de l'esprit moderne lorsqu'il célèbre l'originalité comme une valeur primordiale

« *Le thème le plus important de* La Lumière de la nuit *est celui du rapport [redacted] les dieux. Je parle, dans un chapitre, d'un obscur lettré du IIe siècle, ce pourrait être Plutarque [redacted] Apulée... Les dieux étaient blessés. Les écrivains, les païens, s'en apercevaient. Une nouvelle religion surgissait, et ces écrivains étaient très attentifs aux nouvelles religions. Ils cherchaient les [redacted] de [redacted] dieux blessés, et en même temps [redacted] essayaient de déchiffrer les signes des dieux [redacted] train de naître. De [redacted] jours, aussi, des dieux sont morts, d'autres sont blessés. Que fait-on pour aider les dieux [redacted] ne pas disparaître ? Cette question m'a conduit à Isaac ben Salomon Louria, un kab[redacted] du XVIe siècle, [redacted] plus grand de tous, qui forgea [redacted] plus belle version qui soit de [redacted] création du monde : [redacted] Louria, celle-ci a deux périodes : [redacted] première est le retrait du divin, [redacted] quitte l'Univers. Etant Lui-même l'infini, s'il ne s'était [redacted]* "concentré", *libérant un espace en dehors [redacted] Lui, l'Univers ne serait jamais né. Aussi, [redacted] premier geste [redacted] nous lui connaissons est-il un geste de retrait, de contraction, de repli sur sa propre profondeur, d'exil en Soi-même.* » *Mais en s'éloignant, Il laisse des traces :* "comme les gouttes d'huile dans [redacted] bouteille d'huile, comme des gouttes qui [redacted] une bouteille de vin". *Dans la deuxième période de la Création, après s'être contracté [redacted] Lui-même, Dieu s'étend, s'ouvre, se manifeste, inspiré par l'amour, et Il projette dans l'espace [redacted] lumière de ses dix émanations, les dix Sefiroth, selon le terme employé par les kabbalistes. Cette lumière est trop forte, aveuglante, pour [redacted] l'espace puisse la supporter ; [redacted] elle [redacted] contenue et enclose dans dix "vases". Mais [redacted] force de [redacted] pure clarté divine [redacted] trop souveraine, et les "vases" trop lourds et impurs. [redacted] éclatent [redacted] les étincelles divines s'éparpillent dans l'Univers, partout, dans l'herbe, dans notre cœur et dans nos rêves, [redacted] pénètrent même dans le [redacted] Une terrible dissociation se produit : le [redacted] culin [redacted] sépare du féminin, le supérieur de l'inférieur, la Torah est déchirée [redacted] six cent mille lettres, cependant qu'un furieux [redacted] de tempête balaye [redacted] terre, asséchant la [redacted] et changeant en [redacted] les régions désertiques...* »

Curieux, déconcertant Citati ! [redacted] première vue, il n'est [redacted] interdit [redacted] dans son visage, [redacted] dépit de sa politesse, une certaine réti[redacted] un rien [redacted] boudeur [redacted] années n'ont [redacted] effacés. [redacted] une allusion heureuse à l'art, à [redacted] littérature, suffit à adoucir [redacted] traits : il sourit, au coin des lèvres une ironie qui [redacted] en [redacted] Or, à [redacted] qu'il déployait le [redacted] la [redacted] du monde selon [redacted] version du kabbaliste Louria, [redacted] d'exaltation, de joie, s'est peinte crescendo sur sa figure. Il [redacted] là, [redacted] mais devant vous, [redacted] il [redacted] parle [redacted] s'il entendait des voix :

« *Pour [redacted] derniers kabbalistes, la Création [redacted] un désastre : [redacted] étincelles divines, qui [redacted] partout, se trouvent prisonnières... Mais si le maçon travaille bien [redacted] pierre, si le musicien compose de [redacted] bonne musique, si l'écrivain écrit un beau livre [redacted] le cuisinier fait bien [redacted] cuisine... ils libèrent des parcelles divines.* »

[redacted] alors, pour Louria [redacted] kabbaliste, [redacted] pour Pietro Citati lui-même, Dieu est-il un être, une substance, ou, encore, une façon [redacted] pour l'homme ?

« *Dieu existe, et en même temps il conditionne la façon d'être des hommes. Dieu, Allah, [redacted] Dieu catholique, [redacted] les dieux que [redacted] voulez existent [redacted] temps sont une forme [redacted] nous-mêmes, de notre esprit, évidemment, mais [redacted] même temps Dieu [redacted] réalité, Il [redacted] là, Il [redacted] là. Il peut être oublié mais Il [redacted] là. Donc je crois à l'existence réelle de Dieu, réelle, même dans l'hostie.* »

Pendant quelques secondes, on s'attend qu'un mot, un geste, dissipe [redacted] sérieux [redacted] aveux ; mais le critique conteur d'histoires – le « *cantastorie* », comme [redacted] dit [redacted] italien –, garde [redacted] sérieux, sa fermeté, [redacted] calme. [redacted] recours pour qu'il reprenne la parole : la littérature, [redacted] destin, son avenir.

« *Les discussions sur la fin de la littérature sont parmi les choses les plus ennuyeuses, les plus bêtes que l'on puisse imaginer. C'est normal que des gens de deuxième plan, comme les critiques, quelqu'un [redacted] moi, existent. Mais la littérature de création [redacted] certes, plus rare. Starobinski [redacted] homme très intelligent, mais rien n'est né de Starobinski, et rien [redacted] naît de moi. Nous vivons une période [redacted] repos : il faut accepter que la littérature dorme [redacted] peu ; elle obéit à des rythmes biologiques. Nous avons eu, de 1750 [redacted] environ, [redacted] épanouissement littéraire qui a été le plus grand du monde, plus grand que [redacted] période grecque, du siècle des poètes lyriques au siècle des tragiques. Ça [redacted] été [redacted] période magnifique, de la jeunesse de Goethe jusqu'à la publication de* L'Homme sans qualités, *[redacted] série infinie de chefs-d'œuvre, de poètes, de romanciers...*

> « *Les discussions sur la fin de la littérature sont parmi les choses les plus ennuyeuses, les plus bêtes que l'on puisse imaginer (...). Nous vivons une période de repos : il faut accepter que la littérature dorme un peu ; elle obéit à des rythmes biologiques* »

« *La civilisation industrielle, technique, serait-elle contraire à [redacted] littérature ? Dostoïevski, qui [redacted] l'un des plus grands écrivains qui aient jamais existé, [redacted] impossible à imaginer [redacted] la civilisation industrielle et les lecteurs de la civilisation industrielle ; [redacted] de même Dickens, ce sublime écrivain, peut-être le plus grand des romanciers, [redacted] littératures confondues. Je ne crois pas que [redacted] culture [redacted] l'an 2000, [redacted] technique [redacted] faire disparaître la littérature. Je [redacted] crois pas qu'il faille douter de [redacted] littérature, je [redacted] conçois même pas que l'on puisse [redacted] douter. [redacted] prend, [redacted] les dieux, du repos. Mais les dieux ne meurent jamais. Et [redacted] littérature [redacted] à leur image.* »

(1) L'Arpenteur/Gallimard, [redacted] p., 170 F (25,91 [redacted]
(2) L'Arpenteur/Gallimard.
(3) En collaboration [redacted] Francesco [redacted] L'Arpenteur/Gallimard, [redacted]
(4) [redacted]
(5) Quai Voltaire.
(6) L'Arpenteur/Gallimard, [redacted]
(7) *La Colombe poignardée. Proust* [redacted] La Recherche, Gallimard, 1997.
(8) [redacted]

chaPitre.cOm
VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET
" Tous les livres français, même les introuvables "
350 000 LIVRES NEUFS ET 50 000 LIVRES INTROUVABLES
www.chapitre.com
minitel : 3615 ALIR
E-mail : librairie@chapitre.com
41, rue de Riche[redacted]u - 75[redacted] Paris
Fax : (33) 1 42 97 [redacted] 96

LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
120 000 [redacted] épuisés
Pour fêter ses 25 ans
remise 25%
sur catalogues et listes
Service gratuit [redacted] demande
9, rue de la Pompe, 75116 [redacted]
Tél. : 01.42.88.73.59
Fax : 01.42.88.40.57

L'Amérique détraquée de Joyce Carol Oates

Avec « Man Crazy », conte cauchemardesque sur les souffrances d'une adolescente, la touche-à-tout [redacted] la littérature américaine poursuit [redacted] fresque terrifiante [redacted] rêve américain

MAN CRAZY
de Joyce Carol Oates.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Claude Seban,
Stock, 330 p., 129 F (19,66 €).

Ingrid, une adolescente, retrace le long cauchemar de [redacted] vie, depuis [redacted] enfance hantée par [redacted] figure d'un [redacted] adoré, aviateur, [redacted] et trafiquant de drogue [redacted] l'occasion, jusqu'à [redacted] avec Enoch Skaggs, le chef satanique d'une bande de motards, qui la viole, la mutile, la réduit en esclavage. Le roman décrit la destruction précoce d'un être fragile, soumis au désir masculin, sensible, souligne Joyce Carol Oates, *« à la voix sombre de l'univers, à cette voix de l'envers du monde que les visionnaires peuvent entendre »*. Ce parcours de victime trouve son terme lorsque, dans un sursaut de volonté, Ingrid livre le groupe à la police, trouve le repos dans la salle de réanimation d'un hôpital et entreprend le récit de ses souffrances.

On retrouve dans *Man Crazy* cet ironique et violent « pays des merveilles » américain dont Joyce Carol Oates dresse un terrifiant panorama depuis son premier roman traduit en français, *Des gens chics*. Monstreux rejeton boulimique, crevant d'ennui dans une banlieue prospère, Richard, douze ans, y revendiquait l'assassinat [redacted] sa mère Nada, ouvrant ainsi la [redacted] familiales qui se poursuit dans toute son œuvre. L'attention de la romancière se focalise sur les distorsions [redacted] l'univers affectif, sur [redacted] ou l'individu, contre toute [redacted] ébranle les réseaux des sympathies qui le liaient [redacted] son monde. Ainsi, dès le début de [redacted] cinquième roman *Au pays des merveilles*, un père assassine sauvagement [redacted] de se suicider. [redacted] *Le* [redacted] *de l'Amérique*, la vie d'un paisible universitaire implose dès les premières [redacted] quand il tue accidentellement son épouse lors d'une scène de ménage. Avec lui, c'est toute la petite galaxie des intellectuels et des grands bourgeois, microcosme d'une Amérique désaxée, qui sombre dans des passions absurdes, et dont Joyce Carol Oates révèle [redacted] tares.

GLACIAL ET IRONIQUE

Comme d'autres romanciers de sa génération, Toni Morrison, John Updike, Philip Roth, Russell Banks, elle avoue avoir l'ambition de forger une œuvre qui brosserait [redacted] fresque [redacted]. Vocation catalysée par son installation [redacted] 1962 dans la ville de Detroit, avec son mari, Raymond J. Smith, professeur de littérature [redacted]. Les émeutes [redacted] de l'été [redacted] dont elle est témoin orienteront de manière décisive son projet. Cette ville du Michigan [redacted] son œuvre [redacted] symbole *« des [redacted] américains qui tournent mal. Quand* [redacted] *rurale* [comme Millesport, sa ville natale], *l'histoire* [redacted] *ressentie* [redacted] *manière différente, il n'y a pas une* [redacted] *grande* [redacted] *politique »*. Elle ne cessera plus d'écrire sur des *« personnages représentatifs du monde contemporain »*, usant de sa démoniaque habileté à hanter l'esprit de bourreaux-victimes : le meurtrier de *Zombie*, incarnation glaciale [redacted] ironique du [redacted] en série, [redacted] encore Kelly, la jeune noyée [redacted] *Reflets en* [redacted] *trouble*, [redacted] sénateur Ted Kennedy, que [redacted] dernier laissa mourir après [redacted].

Bien que critiquée par [redacted] confrères, Joyce [redacted] continue [redacted] un [redacted] réaliste, tout en menant des expériences littéraires plus radicales dans ses nouvelles [redacted] dans certains [redacted] comme *Les Assassins* ou [redacted] *Enfance*. [redacted] arbore parfois un goût pour le grotesque [redacted] le gothique. [redacted] le réalisme reste pour [redacted] le style adéquat : *« L'écrivain politique qui ne veut pas simplement distraire ou impressionner ses lecteurs, mais aussi les instruire, les émouvoir, leur inspirer des sentiments, les bouleverser et éventuellement les convertir est obligé de représenter aussi fidèlement que possible une réalité qui* [redacted] *de sa propre invention. Sans l'illusion de l'authenticité, la littérature de fiction perd une grande part de son pouvoir. »*

NOUVELLISTE, POÈTE, CRITIQUE...

Au fil de son impressionnante production, elle traque tous les réseaux de pouvoirs, de la politique à la justice, de la médecine à l'université en passant par la religion, sans avoir jamais éprouvé *« la sensation d'avoir atteint la fin. Il n'y a pas de terme à cette encyclopédie »*. De par le monde, ses éditeurs et ses traducteurs peinent à tenir le rythme infernal imposé par celle qu'un critique du *New York Times* qualifia peu après ses débuts de *« en quelque sorte trop douée »*, et à laquelle on a déjà consacré une biographie. Depuis la publication de *Man Crazy* aux Etats-Unis en 1997, les lecteurs d'outre-Atlantique ont vu paraître sous son nom un nouveau roman (*My Heart Laid Bare*), un recueil de nouvelles, son premier livre pour enfants, un recueil de pièces de théâtre et une anthologie destinée à l'enseignement de la création littéraire. Sans compter son sixième roman policier, publié sous le pseudonyme de Rosamond Smith, et ses contributions régulières de critique littéraire dans les grandes revues [redacted] comme la *New* [redacted] *Review of Books*. Seule sa poésie, dont elle a déjà publié huit volumes, fait défaut ces dernières années : le dernier recueil, *Tenderness*, date de 1996. Un nouveau roman et un recueil d'essais sont prévus pour juillet 1999, et un roman en cours sur Marylin Monroe occupe toutes ses journées.

On joue ses pièces sur la scène new-yorkaise, certaines de ses œuvres sont portées à l'écran ou transposées en comédies musicales. Elle multiplie conférences et lectures [redacted]. Et s'emploie [redacted] s'en tenir [redacted] *«* [redacted] *narration »* qu'a toujours [redacted] quotidien : une [redacted] parfaitement réglée, consacrée, [redacted] en voyage, [redacted] labeur [redacted] et [redacted] professeur ; [redacted] qui génère [redacted] excroissances parasites qu'elle [redacted] expulser : *« J'ai toujours l'inspiration, les personnages, je n'ai* [redacted] *problème* [redacted] *à raconter »*, reconnaît-elle placidement, [redacted] d'ajouter : *« Je* [redacted] *que le fait d'écrire* [redacted] *plus simple que* [redacted] *que l'on pense. Je* [redacted]*, encore* [redacted] *encore. Pour mon premier roman, le combat était tellement* [redacted] *qu'il* [redacted] *m'est jamais venu* [redacted] *l'esprit* [redacted] *lui faire prendre une autre forme. Mais maintenant je me demande toujours quelle est la longueur idéale. Je travaille plus sur la forme avec le temps. »*

Son enseignement ne [redacted] l'image du gourou en charge d'âmes inspirées : *« Je* [redacted] *cherche pas* [redacted] *imposer une* [redacted] *unique* [redacted] *ni* [redacted] *style* [redacted] *professionnel.* [redacted] *plutôt besoin* [redacted] *conseils. Je considère que leur volonté d'écrire est acquise. Ils ont leur propre imagination, leur propre monde. »* [redacted] lectrice, [redacted] au fait de [redacted] et continue [redacted] collaborer à [redacted] qu'elle a [redacted] en [redacted] son mari, *The Ontario Review*. Leur maison d'édition, *The Ontario Review of Books*, compte 50 livres publiés et se distingue par sa qualité : les livres de [redacted] figuraient [redacted] leur catalogue [redacted] même qu'il ne reçoive le prix Nobel. Partout Joyce [redacted] Oates [redacted] la [redacted] avec une énergie féroce.

Fabienne Dumontet

* Signalons la parution de *Confession d'un gang de filles*, Stock, « La Bibliothèque Cosmopolite » (400 p., 65 F [9,90 €]).

Virtuellement mode

Jay McInerney déshabille avec [redacted] et une pointe de mélancolie les névroses du New York branché

GLAMOUR ATTITUDE
(Model Behavior)
[redacted] Jay McInerney.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jean-Pierre [redacted]
et Jacqueline Huet,
[redacted] de L'Olivier, 220 p., 120 F
(18,29 €).

Les [redacted] de Jay McInerney ne [redacted] ils changent seulement de [redacted]. A l'exception peut-être du *Dernier des Savage* (L'Olivier, 1997), [redacted] plupart [redacted] ces jeunes [redacted] comptent guère plus de *Trente ans et des poussières* (L'Olivier, 1993), comme l'indiquait [redacted] plus achevé [redacted] romans [redacted] McInerney. Après [redacted] golden boys [redacted] années 80, leur appétit [redacted] dopé à [redacted] coke, [redacted] sur ressorts sexuels, [redacted] donc [redacted] années 90. Symboles d'une [redacted] de plus en plus tournée [redacted] l'image, [redacted] plus en plus virtuelle, [redacted] immergés dans l'univers [redacted] la mode et des stars, [redacted] culte vertigineux [redacted] apparences. [redacted] le regard désenchanté d'un narrateur plein d'humour, l'un [redacted] romanciers [redacted] plus [redacted] vue [redacted] une certaine mélancolie les névroses [redacted] York [redacted].

[redacted] McKnight, jeune [redacted] intelligent [redacted] plutôt cultivé, [redacted] journaliste [redacted] de mode pour [redacted], un mannequin qui va finir par le quitter, son ami Jeremy, [redacted] torturé, [redacted] collègues [redacted] qui [redacted] reprochent [redacted] s'habiller [redacted] selon les commandements [redacted] la mode, McKnight [redacted] dans la vie [redacted] un [redacted] tapis roulants [redacted] gymnastique : beaucoup [redacted] pour n'arriver nulle part.

Des personnages récurrents [redacted] l'œuvre [redacted] l'écrivain (la mère alcoolique, le [redacted] écrivain narcissique à la dérive) accompagnent cette conception nostalgique du temps qui fait vraiment le cœur des romans [redacted] McInerney. Tout vieillit, tout passe, tout [redacted] démode, y compris [redacted] qui [redacted] plus [redacted] mode. Dans [redacted] monde siliconé des [redacted] et [redacted] fans, [redacted] *multiple et de l'illusoire »*, [redacted] *«* [redacted] *de fausses idoles »*, les [redacted] prennent évidemment [redacted] proportions effrayantes [redacted] le narrateur subit à son corps défendant. Et combat, parfois, justifiant ironiquement son patronyme, puisque Knight veut dire chevalier. *«* [redacted] *popularité* [redacted] *subi* [redacted] *revers quand j'ai refusé de soutenir le retour* [redacted] *années soixante-dix. J'estime déjà* [redacted] *horrible la perspective d'avoir à affronter ces clichés* [redacted] *lesquels* [redacted] *affublés de ces fringues (...) chaque fois que nous regardons un* [redacted] *de photos de famille, et ce jusqu'à la fin* [redacted] *nos jours. »*

Les rois du moment n'ont de visage [redacted] de réalité que celui des magazines, comme [redacted] prouve la quête éperdue [redacted] McKnight d'un certain Chip [redacted], acteur, qui [redacted]. L'heure [redacted] au virtuel, [redacted] formes courtes – le livre [redacted] un enchaînement [redacted] séquences – aux conversations sur [redacted] qu'on ne connaît pas. Et lorsque le réel prend [redacted] revanche, c'est forcément [redacted] brutale, voire sanglante.

[redacted] peut [redacted] se manifester autrement, par [redacted]. Bien qu'écrire, [redacted] univers pailleté, puisse [redacted] absurde, McKnight [redacted] d'en parler, [redacted] le faire vraiment. L'écriture [redacted] point [redacted] référence d'un univers presque évanoui, où [redacted] roman *« à l'ancienne »* réglait [redacted] des fan[redacted] la *« continuité narrative »*, employant tour à tour le « je », le « tu » et le « il » au sujet de [redacted] narrateur, McInerney colle, [redacted] talent, à un monde où l'écriture n'est qu'une illusion parmi d'autres.

Raphaëlle Rérolle

Grace Paley, l'intrépide

Leçon d'écriture et de vie dans ce recueil où la romancière a rassemblé [redacted] conférences, chroniques et souvenirs

C'EST BIEN CE QUE JE PENSAIS
(Just As I Thought)
[redacted] Paley.
[redacted] de l'anglais
par [redacted] V. Mayoux.
Rivages, 278 p., 129 [redacted] (19,66 €).

L'une des [redacted] pour [redacted] l'écrivain soit tellement plus intéressé par la vie [redacted] ceux qui se contentent [redacted] la vivre, c'est qu'il [redacted] comprend [redacted] ce [redacted] on pourrait [redacted] prendre pour le spécialiste, à savoir la vie. [redacted] écrit, c'est pour s'expliquer [redacted] lui-[redacted] de quoi [redacted]. Et [redacted] incompréhension, l'écroulement [redacted] l'amour-propre [redacted] père, [redacted] aber[redacted] de l'amour, [redacted] misère [redacted] fond, il ne s'en sort jamais. »

Cette merveilleuse leçon d'écriture – *« écrivez sur ce que vous ne comprenez pas du tout, si vous pen*[redacted] *détenir la* [redacted] *quelconque sujet, passez à* [redacted] *chose »* –, est [redacted] cœur du nouveau livre de Grace Paley, *C'est bien ce que je pe*[redacted]*is*. Américaine, née en 1923 dans [redacted] Bronx de parents juifs russes immigrants, Grace Paley est connue en France pour trois recueils de nouvelles éblouissants de drôlerie, de délicatesse, de poésie, qui mettent en scène [redacted] femmes et des enfants avec participation d'hommes : *« Il* [redacted] *longtemps semblé que c'était trop personnel, mais c'était cela qui m'intéressait. »*

Dans les chroniques et conférences, souvenirs et récits rassemblés ici, elle retrouve de temps à autre son personnage et allié, Faith Asbury, mais le plus souvent elle parle en son nom propre, il s'agit de textes faits pour être lus, même si leur contenu rejoint les histoires des *Petits riens* [redacted] *la vie* ou d'*Enorme changement de dernière minute* : les choses révoltantes et incompréhensibles qui, jour après jour, tissent nos existences.

Au début, il y a une injustice et un drapeau rouge. La petite Grace a neuf ans, [redacted] fait partie [redacted] Faucons, une organisation de jeunesse socialiste, elle espère marcher sur les traces de ses parents adorés, qui ont eu des jeunesses de révolutionnaires en Russie et qui n'en parlent plus jamais. Elle a un rôle dans une pièce, un [redacted] où il faut chanter. Mais un jour, tandis qu'elle répète, sa mère lui dit qu'elle chante faux. Qu'elle ne [redacted] la famille. *« Tu es faite pour écouter ! » « Par pur dépit, pendant trois ans, je renonçai à* [redacted] *pour* [redacted] *socialisme ! »*, conclut Grace Paley.

Le drapeau rouge, c'est celui qu'elle a rêvé de brandir en tête de la manifestation du 1er Mai. *« Je t'en prie*, dit sa tante, *ne porte pas le drapeau, va à la manifestation avec tes amies, je suis contente que tu y ailles, mais je t'en supplie, ne porte pas le drapeau ! Il arrive* [redacted] *porte-drapeau* [redacted] *se faire tuer. Les policiers, ça les rend fous, quand ils voient ce drapeau. »*

PETITS RIENS DE LA VIE

Et cette tendre inquiétude, cette complicité affectueuse [redacted] l'auteur à cette réflexion : comment le savait-elle ? *« Parce* [redacted] *je te connais comme si je t'avais faite !*, dit la tante, *depuis le jour de ta naissance. N'es-tu pas mon enfant* [redacted] *moi aussi ? »*

La mère-sœur, dit Grace Paley, c'est celle qui vous encourage toujours. Passent les jours et [redacted] les semaines, l'East Bronx devient South Bronx. *« Je sais exactement le jour où cela s'est passé ! »* remarque Grace Paley. Les jeunes filles grandissent, se marient jeunes, ont des enfants et parfois avortent, et font un tas de petits boulots, comme secrétaire du chef des pompiers – un excellent job – ou secrétaire des professeurs spécialisés dans le zircon et le titane à l'université de Columbia. Il y a énormément de réunions de parents d'élèves et de toutes sortes d'associations, il y a les heures passées au square, dans les meetings ou en prison, et aussi des moments merveilleux. *« Parfois, en me promenant avec une amie, j'oublie le monde »*, écrit Paley, et sa phrase a la grâce d'un haïku.

Mais, le reste du temps, elle ne l'oublie pas. Il y a les voyages au Vietnam, la solidarité active, inlassable, *« l'homme dans le ciel est un tueur ! »*. Il y a les voyages [redacted] Porto-Rico, au Salvador. Ou à Moscou, à exaspérer l'interprète soviétique chargé des Américains.

Qu'est-ce que l'imagination ? demande Grace Paley. L'imagination n'est pas le fantasme comme on croit, c'est la faculté d'imaginer [redacted] nous [redacted] capable d'imaginer la vie des autres. Il faut, dit-elle, que les hommes imaginent la vie des femmes, des femmes en tout genre. De leurs filles, de leurs propres filles, qu'ils imaginent la vie que mènent leurs filles. Il faut que [redacted] Blancs imaginent la réalité de l'existence des gens de couleur. A force de faire simplement allusion [redacted] choses, elles perdent leur consistance. Au contraire, si on met au premier plan la vie des gens, alors il faut vraiment faire travailler l'imagination.

[redacted] étayer son manifeste, elle [redacted] un poème [redacted] évoque Isaac [redacted].

Et les pages où elle raconte Isaac [redacted] sont inoubliables, tant [redacted] l'imagine intensément : un homme qui aspirait à [redacted] révolution qui créerait la joie, prêt à attendre tout le [redacted] qu'il faudrait, convaincu de pouvoir changer le cap de la barque [redacted] fer [redacted] révolution en [redacted] comportant de manière honnête au profit [redacted]. Un homme qui croyait [redacted] l'efficacité du rire et des plaisanteries, [redacted] à qui [redacted] grand-mère avait appris qu'il faut essayer [redacted]. *« Dans chacun des textes de Babel, il y a toute la vie, et chacun d'eux, même le plus bref, est l'histoire d'une histoire »*, dit-elle.

Et [redacted] vaut parfaitement pour elle, Grace Paley.

Geneviève Brisac

Une journée avec Hildelbrando

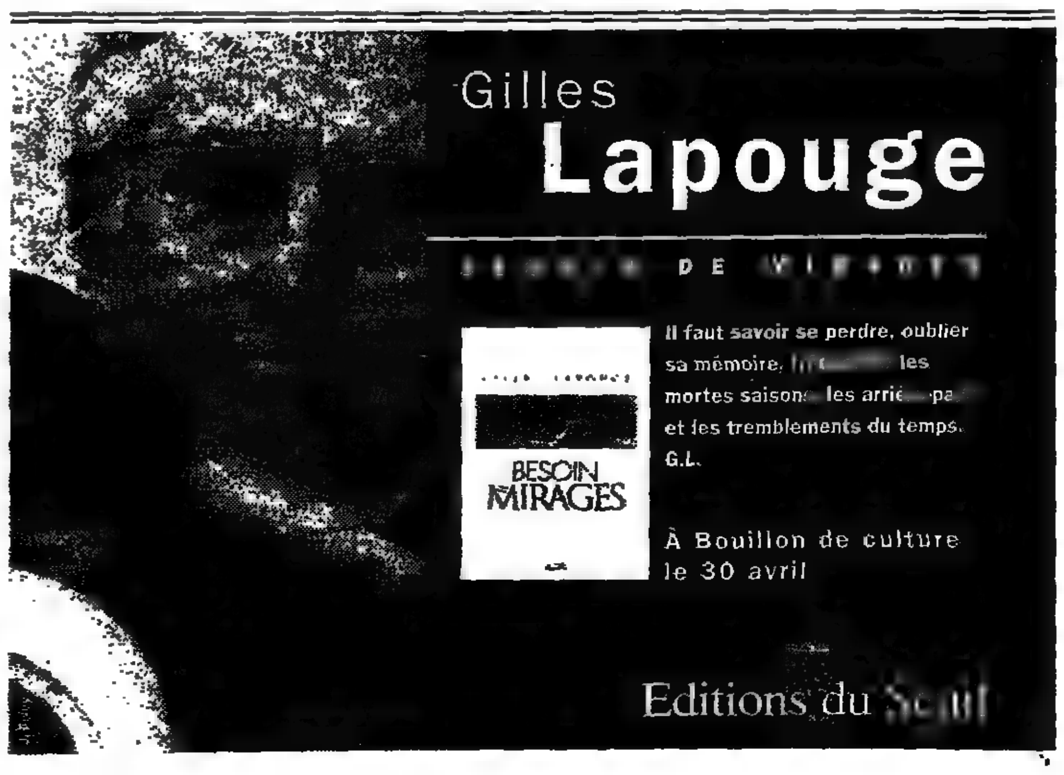
A travers les errances, les espoirs et les rêves frustrés d'un jeune garçon, le Chilien Hernan Rivera Letelier décrit le désarroi de l'adolescence

LE SOULIER ROUGE DE ROSITA QUINTANA
(Himno del angel parado en una pata)
de Hernan Rivera Letelier.
[redacted] de l'espagnol (Chili)
par [redacted] Hausberg.
Métailié, 173 p., 100 F (15,24 €).

Dans le [redacted] du Chili, [redacted] port d'Antofagasta a longtemps exporté des engrais vers les labours du monde entier. En marge [redacted] la ville [redacted] un bidonville [redacted] lequel s'est abattue [redacted] d'une église évangéliste. [redacted] une masure, un garçon [redacted] treize ans s'éveille pour aller vendre [redacted] journaux [redacted] ville. Hernan Rivera va nous raconter sa journée de [redacted]. A [redacted] son [redacted] divertissements, il [redacted] le désarroi de l'adolescence.

Nous [redacted] au début des années 60, la mère est morte, le père [redacted] au nitrate dans un lointain désert [redacted] l'enfant vit seul dans une extrême indigence. Il s'appelle Hidelbrando del Carmen, prénom cocasse, [redacted] répété in extenso, [redacted] qui symbolise les ambitions de [redacted] parents, leur orthographe [redacted] pauvres [redacted] la [redacted] du [redacted] religieux auquel ils appartiennent. Quand il [redacted] vend [redacted] journaux, il compte sur le cinéma mexicain pour alimenter ses songeries. Il rêve aussi de [redacted]. Toutes [redacted] filles [redacted] son âge, [redacted] les paroissiennes à l'église l'intriguent et l'énervent. [redacted] le sexe demande de l'argent, il rêve aussi [redacted] la réussite... Rivera observe cela [redacted] naturaliste impassible. Le miracle se produit : Brando-Cendrillon [redacted] trouvé une pantoufle, celle d'une princesse qui le comblera peut-être. Mais non, il n'y a [redacted] de miracle, sauf celui-ci, déchirant : [redacted] à la nuit dans [redacted] l'enfant pense à son père absent. Le lecteur déconcerté [redacted] remémore alors tout [redacted] qu'on lui a [redacted] sur ce personnage austère, broyé lui aussi par la vie mais ennobli [redacted] un lointain passé [redacted] danseur de tango. Pas un mot pendant deux cents pages [redacted] la solitude de l'enfant et sur l'amour filial et puis, à la fin, quand la coupe [redacted] vraiment trop pleine, l'apaisement, ou [redacted] révolte, par [redacted] larmes.

Jean Soublin



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Livraisons

SALE GAMINE, de Valérie Dayre
Une rencontre, une confrontation entre deux êtres très dissemblables qui s'éduquent mutuellement : l'enjeu de cette histoire est des plus classiques, mais Valérie Dayre rénover par une intrigue policière impeccable, des dialogues efficaces et de jolies intuitions psychologiques. Les révoltes, les défaites, les déceptions, les coups aussi, ont cuit, recuit et racorni le de Marguerite qui déteste tout le monde, surtout les riches, les enfants et les policiers. En guerre avec l'univers, elle terre dans un taudis campagnard. *« Elle est gros mot, un juron posé milieu d'une campagne désertifiée. »* Une petite fille vient nuit l'y débusquer avec un appel au secours. L'aidera-t-elle ? Sans doute pas : l'enfant riche, gâtée, assez mal élevée. Et puis son affaire bizarre un accident voiture un meurtre bord de la ? La vie durement appris Marguerite mêler des affaires d'autrui. Une solidarité pourtant faufiler entre les deux femmes. Ensemble, au milieu des engueulades des sourires complices. Elles démêleront les fils blancs du mensonge le fil rouge de la vérité. La clocharde que gendarmes houspillent l'enfant délaissée d'un affairiste avec une top-model finiront par s'aimer et par triompher. C'est qu'il y a bien des manières d'être victimes société, bien des moyens de vaincre l'adversité (L'Ecole des loisirs, « Médium », 162 p., 52 F [7,92 €]). **A partir 12 ans.** **J. Su**

MARTIN DE MARSEILLE, de Rolande Causse
La collection « Aller simple » confie auteurs un adolescent avec mission de le faire voyager. C'est pour Marseille que part Martin, fuyant une famille pourtant chaleureuse unie. Mais voilà, il vient de l'apprendre : son père, l'aimable Francis, n'est pas père. Martin né d'un écart de mère, à Marseille justement. Il découvre ville, fort bien célébrée, une grand-mère naturelle sympathique et, enfin, son géniteur, chez qui il s'installe pour un temps de réflexion. Du sujet délicat, scabreux même, Rolande Causse éviter périls préserver sourires l'émotion (éd. Thierry Magnier, p., 39 F, [5,94 €]). **A partir** **J. Su.**

STAUTE, de Jochen Gerner
Il fallait oser ! Une phrase entière d'Aristote (on l'aura reconnu le pseudonyme d'Harry Staute), des plus faciles (*« Les émis par la voix sont les symboles des états de l'âme, et les mots écrits les symboles des émis par la voix... »*) proposée entièrement forme phonétique façon Queneau (*« Laisson aimiparlav oie... »*) avec, regard de cette langue, mi-barbare mi-magique, des images incongrues correspondant aux qui détachent (ole, boi, lait...)... Voilà l'imagier du troisième type conçu par petite maison rodézienne, toujours la même, dont on n'arrête pas l'audace. Dans la même collection *Petit Grand*, de Linda Corraza, *Capitaine*, d'Olivier Douzou et *Mon !*, de José Parrondo (éd. du Rouergue, « 12/12 », 20 p., 35 F [5,34 €]). **A partir de 2 ans.** **Fl. N.**

MADEMOISELLE V., de Jean-Baptiste
Est-il possible renouveler le thème du vampire ? C'est que démontre, de façon très brillante, Jean-Baptiste Evette en faisant sa mademoiselle V., en 1715, non pas simplement un qui survit dans le souterrain en vampirisant les passagers du métro, mais *« quelqu'un qui serait venu d'un pays trop lointain, trop nocturne... »* C'est en tout que pense à toute fin du livre l'héroïne Hélène, qui, au d'une longue traque, noué d'une amitié avec elle. c'est ce sentiment que l'auteur de ce roman superbement écrit réussit à faire partager au lecteur. Tout en campant un beau personnage de policier, aux antipodes des clichés (Magnard Jeunesse, « Les Fantastiques », p., 42 F [6,40 €]). **A partir 12** **J. Ba**

Lemoine, à dessein littéraire et universel

Changement de registre pour le grand illustrateur, metteur en images des mots de Roubaud, Le Clézio ou Yourcenar qui, avec la même subtilité de trait, transpose dans Sarajevo dévastée un des textes d'Andersen

LA PETITE MARCHANDE D'ALLUMETTES
de Hans-Christian Andersen
Georges Lemoine.
Nathan, p., F (13,46 €).
A partir de 7 ans.

D.R.

J partage Georges Lemoine le souci de jamais éconduire l'enfant qui en . C'est pour ça que ensemble histoires qui, (...) quand on les réussit, méritent de plaire jeunes cent trois » Ainsi parlait Roy propos de « complice » Georges, qui il confié pour qu'il les image « ».

parce qu'il s'entend *« à demi-mot, à demi-dessin »* avec les écrivains que, en homme de culture, il veut faciliter l'accès à littérature, Georges Lemoine, l'un plus grands illustrateurs vivants, mis en images de nombreux . Des poèmes de Jacques Roubaud, *Gooaman rêve de chats* (Folio « cadet », 1994), nouvelles japonaises, *Fleurs d'été* (Folio « junior », 1996), de Michel Tournier, *Barbedor, Pierrot ou le secret de la nuit* (Folio « », 1998), de Le Clézio, *Lullaby, Balaabilou, Peuple du ciel...* (Gallimard, 1980, 1985 1991) ou magnifique Marguerite Yourcenar, *Comment Wang-Fô fut sauvé* (Gallimard, 1979).

Wang-Fô, c'est un peu lui, en apparence. Un ascète, long et mince, que l'on croit volontiers capable d'échanger ses un bol de riz. Un Beau, observateur insaisissable « croqueur » insatiable. paysages aux prairies Normandie ou à la cathédrale Saint-Pierre Nantes, il suffit d'ouvrir ses *Carnets nantais* pour comprendre ce que raffinement sensibilité veulent dire. Quant au pouvoir magique ses pinceaux, voyez vous-mêmes. Moïse, dans son panier de papyrus, sur une mer-ciel aux dégradés infinis (*Le Livre de Moïse*, 1993) : bien malin celui qui, entre ces mille touches bleu, blanc, d'outremer, d'améthyste et turquoise, pourrait où finit le liquide, où le , et comment s'épousent en se fondant les états fugitifs et sensuels de la matière.

« Il dessine (...) les choses dans l'air », disait Claude Roy. Lorsqu'on l'interroge sur ce côté subtil et impalpable son travail, Georges Lemoine, qui est un grand mélomane, évoque ses recherches compositeurs contemporains. *« György Ligetti, par exemple, est musicien qui donne envie de correspondances sont directes, comme avec tous compositeurs qui travaillent sur micro-intervalles. fond, quand je dessine, je en conformité avec ça. Le crayon très fin, plume vont aussi à recherche micro-intervalles. Je peux faire des dessins très petits avec ce regard-là. La nature, les arbres en fleurs, les pommiers... Il y a ce qu'on voit, mais il y a bien plus que ça. Mon crayon va chercher au-delà des apparences, et il y des choses, beaucoup choses... »*

besoin de bien connaître l'œuvre de Lemoine pour mesurer la rupture opérée avec *La Marchande d'allumettes*. Ces huiles sur papier qui supplantent soudain l'aquarelle le crayon de couleur, nouvelle manière, un autre Lemoine ? *« C'est première fois que j'illustre un album cette technique*, explique l'artiste. *Je n'ai pas changé de style. C'est plutôt registre que j'ai cherché, comme un organiste qui utiliserait deux registres . On joue pas Clérambault comme Messiaen. J'ai voulu des sonorités sombres et un peu terribles mais qui correspondent à la réalité. »*

à d'Andersen qu'il affectionne – il l'avait déjà illustré façon « traditionnelle » 1978 –, Georges Lemoine transposé *La Petite Marchande d'allumettes* Sarajevo par la guerre. *« Le film Radovan Tadic, Les Vivants Morts de Sarajevo, m'avait bouleversé. La relation s'est faite seule à partir d'une séquence où l'on voit un corps sur un brancard, emmailloté un plastique blanc. La caméra s'approche : on comprend que c'est enfant qui là – dans morgue ? un hôpital ? – étiquette attachée cheville. Cette petite fille-là s'est immédiatement superposée à la petite marchande d'allumettes. »*

Si le texte d'Andersen est scrupuleusement respecté, les images de Lemoine, inspirées photos Jean-Claude Courtausse et Gérard Rondeau, avec du livre Ozren Kebo, *Bienvenue en enfer* (La , 1997), ajoutent à la détresse de cette fillette *« victime des barbares »*. Et ce vieux conte, usé par tant d'années d'insouciant usage, retrouve soudain son universalité et sa terrible actualité.

Florence Noiville

Enseigne lyonnaise

Visite d'A pleine page : seule librairie entièrement consacrée aux ouvrages de jeunesse

C'est un lieu lumineux, dans blanc et turquoise, qui porte le nom de librairie A pleine page. Entre Rhône et Saône, dans une petite serrée au milieu des artères çantes, la seule librairie lyonnaise exclusivement consacrée ouvrages jeunesse donne effectivement l'envie de regarder, tout feuilleter, tout emporter. Françoise Vincent-Guillabert, qui a structure en 1995, sait mettre valeur livres qu'elle a soigneusement sélectionnés. Mais cette ancienne bibliothécaire fait beaucoup plus qu'installer des ouvrages sur des présentoirs. Tirant parti de sa passion pour les livres et son expérience de lecture publique, elle donne une large place au conseil, sans pour autant montrer directive.

A quarante-cinq ans, Françoise Vincent-Guillabert possède une expérience des lieux de lecture. Responsable dix ans durant d'une bibliothèque municipale qu'elle avait créée Ermont (Val-d'Oise), elle fut ensuite conseillère pour le livre à direction régionale de l'action culturelle (DRAC) de Rhône-Alpes, d'ouvrir sa propre librairie. Avec, toujours, la ferme volonté de promouvoir littérature en guidant les lecteurs vers des choix adaptés. *« Une logique de qualité, de sélection, de conseil et de travail l'extérieur, qu'il s'agisse des bibliothèques ou des enseignants »*, explique la libraire. Toutes orientations qui sont aussi celles de l'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, laquelle elle se félicite d'appartenir.

« Je n'ai jamais eu envie de travailler seule dans mon coin, observe-t-elle, l'œil rieur. *Et vraiment j'aime pouvoir échanger des points de vue, discuter, notamment au sujet des livres difficiles qu'il nous arrive parfois d'avoir entre les mains.* » Ce désir communication la pousse partie comités lecture, à présenter des livres dans écoles ou organiser des animations librairie, en invitant auteurs des illustrateurs. Surtout, Françoise Vincent-Guillabert aime contact avec ses clients. *« 95 % d'entre viennent ici pour trouver un conseil*, constate-t-elle. *Le choix d'un livre de jeunesse une chose difficile, très variable en fonction l'âge des centres d'intérêt de l'enfant. »*

De façon générale, la libraire incite clients venir avec enfants. Elle sonde leurs goûts, oriente et laisse ensuite farfouiller leur guise. Une mezzanine en forme de passerelle, judicieusement séparée du magasin, permet à ceux qui le de lire sur gros coussins pendant que les adultes font leur choix. Françoise Vincent-Guillabert aime que se sentent chez elle. tient aménager ses horaires fermeture pour que clients qui travaillent puissent venir l'heure des repas.

Comme la plupart des libraires, la responsable d'A pleine doit jongler les pesanteurs du monde éditorial. Dans secteur la jeunesse, les en- plus saisonnières qu'en littérature générale, l'essentiel du chiffre d'affaires étant concentré entre octobre et les fêtes de fin d'année. Cependant, rien n'entame l'enthousiasme de Françoise Vincent-Guillabert, qui se fait surtout connaître par le bouche-à-oreille. Les clients pouvoir trouver chez elle plus que les nouveautés (elle toujours en stock des « classiques » ou des ouvrages qu'elle juge importants), conseils une grande gentillesse.

R. R.

★ Librairie A pleine page, 3, rue du Palais-Grillet, 69002 Lyon ; tél. : 04-72-77-99-30.

Odyssée pré-guevariste

CELUI QUI N'ÉTAIT PAS ENCORE LE CHE
de Christian Moire.
Ed. Thierry Magnier, p., 43 F (6,55 €).
A partir de 12 ans.

En 1951, mobile Juan Manuel Fangio pour première fois, le championnat du monde. Deux autres Argentins remarquables partent année-là en voyage. Evita Peron, pour mystérieuses en Europe, et Ernesto Guevara, un jeune médecin, pour accompagner son ami Alberto qui veut travailler au Venezuela. Il pourrait s'y rendre en bateau, ce sera plus amusant en moto, d'autant plus qu'il n'y a ou presque pas, de route.

complices ont leur odyssée, dont donne une version épurée, intelligente et très vivante. Il n'a manqué l'essentiel, c'est-à-dire que voyage avoir de symbolique dans la formation du romantique. Pour un nanti Ernesto, il faut dépouiller, abandonner tout ce qui pèse : l'amour d'une fiancée bourgeoise qui rompt avec lui, et la moto elle-même, qui flanche dans un col. On continuera en stop. Il faut aussi des contacts qui facilitent prise conscience, ceux avec mineurs harassés du Chili ou Indiens péruviens. Il faut enfin, alors que presque toute l'Amérique hispanique gémit le joug teurs, aller se recueillir les magiques où souffient l'esprit de la révolte et l'espoir de la grandeur : à Machu Picchu, capitale secrète des Incas, ou sur les fleuves impassibles d'Amazonie. On le voit : rien ne manque à cette aventure, la route des deux jeunes gens est bien celle qui conduit vers ivresses victorieuses de La Havane, et vers la mort aux mains des rangers de la CIA.

J.

Le retour de la guerre

Elle quitte le passé de l'Europe et se retrouve un avenir. On ne comprend toujours pas pourquoi. D'où renaît la guerre ? De la politique, de la nature, de l'économie, du génie destructeur de l'Europe ? Questions toujours trop vastes ou trop étroites

EXTERMINEZ TOUTES CES BRUTES
(Utrota varenda Javel)
de Sven Lindqvist.
Traduit du suédois par Alain Gnaedig, éd. Le Serpent à Plumes, 238 p., 99 F (15,09 €).

LE SACRE DE LA GUERRE
Essai sur les passions du sang (Blod Rites)
de Barbara Ehrenreich.
Traduit de l'anglais par Patricia Blot, Calmann-Lévy, 332 p., 139 F (19,81 €).

La guerre, en Europe, avait eu lieu. Elle appartenait au passé, à l'horizon de l'autrefois. Nous, nous vivions après, dans un temps différent. L'inventaire des horreurs avait beau demeurer inachevé et leurs conséquences paraître interminables, c'était hier, définitivement, que tout s'était passé. Dans un temps révolu qui bougeait encore, celui des actualités en noir et blanc, mais ne pouvait directement nous atteindre. Franchement, nous n'ignorions pas que des cadavres toujours gisaient le long des routes, que des corps s'entassaient aux carrefours. Mais c'était loin, ailleurs, aux confins du regard, inquiétant, oubliable cependant. Voilà ce qui, en quelques semaines, a changé. C'est ici, aujourd'hui. Et peut-être demain, à nouveau, comme autrefois. Comme si la dernière paix n'avait été en Europe qu'une parenthèse, un entracte. A se demander si vraiment la guerre avait cessé. Voyez à quelle vitesse les discours s'adaptent, se raidissent, se rengorgent. Regardez comme se refont les certitudes, comme s'exacerbent les convictions. Juste un parfum de vrai drame, et les nations se requinquent. La guerre, désormais, appartient à l'avenir.

Comment expliquer sa permanence, ses répétitions incessantes ? Les meilleurs esprits échent. Serait-ce seulement, comme le voulait Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens ? Cela ne dit pas pourquoi l'affectif est le premier mobilisé, pourquoi la guerre se drape de frissons à peine secrets. Quand Einstein, « avant-guerre », posa la question au docteur Freud, la réponse fut finalement décevante, trop générale, trop « nature humaine » : sous le civilisé la croissance du barbare. Doit-on dire que personne ne sait ? « *Vous en savez déjà suffisamment. Moi aussi. Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut. Ce qui nous manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences.* »

Ainsi parle le narrateur, dans le récit exemplaire de Sven Lindqvist. Un récit : l'histoire d'un homme qui part au cœur du Sahara avec un vieil ordinateur et un stock de disquettes pleines d'archives. Son souci : comprendre la phrase prononcée par Kurtz, dans le roman de Conrad intitulé *Au cœur des ténèbres* : « *Exterminez toutes ces brutes* ». D'où vient cette phrase, et où va-t-elle ? Le résultat est un essai original sur l'histoire des exterminations européennes. Sven Lindqvist montre en effet, pas à pas, sous l'apparence d'une fiction, ce que tout le monde sait mais que presque personne ne voit : l'Europe des nazis n'a pas inventé soudain les massacres de masse, en 1942, dans les plaines polonaises. Durant plusieurs décennies, un long entraînement des Européens au meurtre, aux tueries copieuses, à l'extermination raciale, eut pour théâtre le continent africain. L'histoire des empires coloniaux, surtout entre le XIXe et le XXe siècle, fut une succession d'anéantissements, accompagnée de la conviction que la sélection naturelle, à coups de canonnière, favorisait les Blancs.

Evidemment, l'actualité conduit à lire ces pages autrement. On y découvre notamment ceci : tuer de loin, frapper à distance sans mettre en péril les bonnes vies, mais aussi déplacer de force des populations, faire mourir efficacement des peuples, ce sont là de vieilles spécialités européennes. Pas simplement des habitudes, mais avant tout des garanties de pouvoir, des outils de maintien de l'ordre. En quoi est-ce spécifique à l'Europe ? Sans doute trouve-t-on aisément dans d'autres continents des équivalents de nos atrocités. La cruauté n'est pas une invention moderne ni une discipline scientifique. Mais la particularité de l'Europe, des empires aux génocides, est d'allier le meurtre mécanique à l'alibi civilisateur. Nous avons en effet perfectionné scientifiquement la guerre-machine, fabriqué les armes automatiques, construit les usines destinées à détruire. Dans le même temps, nous avons réinventé les races inférieures, les peuples à éliminer, l'épuration ethnique. Sans doute l'invention de la culture moderne comprend-elle aussi l'égalité, les droits de l'homme, la non-violence. Il n'en reste pas moins que le grand mérite du livre de Sven Lindqvist, connu en Suède comme figure antifasciste et comme militant de la paix, est de rappeler la connexion forte mais oubliée existant, dans les faits comme dans les discours, entre ce laboratoire des tueries qu'a constitué l'horreur coloniale et les camps d'extermination nazis.

Cette forme récente et européenne est à relier aux facteurs engendrant la guerre de manière ancienne et générale. Un des mérites de l'essai de Barbara Ehrenreich est de contribuer à éclairer ce lien. Journaliste, éditorialiste au *Guardian*, elle s'est plongée depuis dix ans dans une réflexion d'ensemble aujourd'hui délaissée par les experts. Heureusement, son travail ne prétend pas fournir une clé universelle permettant de tout expliquer. Ce qui a motivé son enquête, ce fut au contraire l'insuffisance des explications globales de la guerre. Ni l'agressivité humaine à travers les âges, ni celle des mâles en particulier, ni le capitalisme ou la folie des puissants ne peuvent, à eux seuls, rendre compte de la persistance multiforme de la guerre. La tentative de Barbara Ehrenreich combine donc une hypothèse anthropologique globale et des analyses historiques spécifiques. Globalement, ce que les humains répètent dans la guerre, ce serait le passage de leur ancien statut de proie à celui de prédateur. Les sacrifices sanglants auraient joué, dans les religions, le rôle d'une mise en scène de ce renversement qui a conduit l'espèce humaine – terrorisée, traquée, fréquemment dévorée en raison de son infériorité physique – à une domination des forces animales. L'intérêt du livre est de ne pas s'enfermer dans cette interprétation. Liée à l'histoire de l'hominisation, la guerre évolue, s'inscrit dans l'évolution des cultures, et change avec elles.

Sans doute le plus curieux est-il cette idée : cessons de chercher des causes et tentons de considérer la possibilité d'une sorte de reproduction, plus ou moins autonome, de la « forme » guerre. « *Un jour peut-être*, conclut Barbara Ehrenreich, *la théorie sociale aura les moyens de comprendre la culture humaine comme un médium – une sorte de soupe primitive – à l'intérieur de laquelle des entités abstraites comme la guerre, et peut-être aussi le capitalisme, la religion et la science, non seulement "vivent" et se reproduisent, mais aussi sont interactives.* » En attendant, des enfants meurent, des vieillards se perdent, des fascistes se renforcent, des troupes s'amassent et les informations continuent.

Livraisons

● **LES TROIS DÉCENNIES BOURGUIBA**, de Tahar Belkodja
Sans complaisance, celui qui fut un proche collaborateur du président décrit trente ans de « *bourguibisme* ». « *Premier flic de Tunisie* », maintes fois ministre et ambassadeur, Tahar Belkodja raconte par le menu « *la bataille de Bizerte* », les errements du « *socialisme à la tunisienne* », l'union avortée avec la Libye, les émeutes du pain, enfin la lente décrépitude physique de Bourguiba et les jeux de pouvoir qu'elle nourrit. Prudent, l'auteur ne porte pas de jugement sur le successeur, Ben Ali. La Tunisie, se contente-t-il de conclure, a besoin de quelques « *ajustements* ». Cette réserve a suffi pour que le livre soit mis à l'index en Tunisie (éd. Arcantères/Publisud, 286 p., 120 F [18,29€]). J.-P. T.

Les obscures filières du marché de l'art

L'enquête d'Emmanuel de Roux et de Roland-Pierre Paringaux offre un tableau saisissant de ce commerce, qui, à l'échelle mondiale, se voit de plus en plus touché par le pillage, le vol et la contrebande

RAZZIA SUR L'ART
d'Emmanuel de Roux et Roland-Pierre Paringaux.
Fayard, 326 p., 135 F (20,58 €).

La parution dans *Le Monde* sous forme de feuilleton d'une série d'enquêtes d'Emmanuel de Roux et Roland-Pierre Paringaux durant l'été 1997 a donné un aperçu souvent saisissant des questions de vols et pillages d'œuvres d'art à travers le monde. Depuis la parution de leurs articles, les mêmes auteurs ont poursuivi et complété leurs recherches dans des milieux fort divers et dans des régions du monde souvent peu accessibles, mais bien connues des trafiquants. Leur livre, qui se lit comme un roman policier, est une remarquable source d'informations.

Tout en rappelant les pillages du passé, ces derniers soulignent que le trafic des objets d'art a pris aujourd'hui une ampleur internationale à la mesure d'un marché sans cesse en expansion. Ce marché est, dans certains cas, le seul domaine qui puisse rapporter autant que la drogue ou les ventes d'armes. Aussi n'est-il pas surprenant de constater le bon et sinistre ménage que font parfois ces trois types d'activités. Comment ne pas penser à de curieuses visites que nous avons reçues, comme celle d'un Scandinave nous faisant la proposition d'aller voir en Italie dans un entrepôt appartenant à un parti politique fort connu des pièces bouddhiques provenant du Pakistan, mais munies d'un certificat du gouvernement pro-soviétique de Kaboul et acheminées vers l'Europe occidentale, via Moscou.

Les affaires évoquées sont fort diverses et ont l'intérêt de balayer un large champ, montrant chacune les conséquences qu'entraîne sur la vie des œuvres d'art le poids de la valeur vénale qui s'y attache. On passe ainsi des pillages systématiques des demeures historiques aux vols en série dans les églises en France et de toute l'Europe, dont les scandaleuses déprédations perpétrées sur le décor des chapelles de la partie turque de Chypre sont une illustration particulièrement tragique. On pénètre dans les filières internationales approvisionnant le marché en œuvres originaires d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. La dramatique destruction du patrimoine afghan, le pillage du musée de Kaboul et le vandalisme dont sont victimes les monuments khmers viennent prendre place dans ce bien triste état des lieux.

Jean-François Jarrige

Pour nous permettre de reprendre souffle, les auteurs démontent minutieusement d'incroyables escroqueries auprès de compagnies d'assurances ou de grandes banques. Il est naturellement question des vols dans les galeries d'expositions et dans les musées, notamment au Louvre. Les auteurs mettent en garde les conservateurs contre l'idée que la notoriété des pièces de musées contribue à les protéger de la grande délinquance professionnelle. Toutefois, dans les chapitres « Echec aux amateurs » et « Mort du Général », on voit bien que les pièces très connues peuvent se révéler bien embarrassantes et qu'il n'est pas inutile de le rappeler, notamment dans la presse, aux candidats à l'enrichissement facile. Dans le chapitre « Série noire au Louvre », Françoise Cachin, directrice des Musées de France, insiste sur le fait que des efforts, peut-être encore insuffisants mais bien réels, sont faits sans cesse pour tenter d'assurer une meilleure défense des collections publiques.

Sur le plan de la protection des œuvres, l'étude consacrée par les auteurs aux « détectives électroniques » pose la question de la collaboration entre les bases de données privées et celles des polices officielles. La circulation rapide, grâce en particulier à Internet, de la photo et de la description d'œuvres dont le vol vient d'être signalé peut, qu'il s'agisse de patrimoine public ou privé, être un élément important contre l'argument de la bonne foi, dans certains cas réel et dans d'autres beaucoup moins, qui rendent parfois si difficiles les dossiers de restitutions de pièces volées et favorisent des impunités parfois scandaleuses.

Le résumé figurant sur la quatrième de couverture du livre insiste sur le fait que les amateurs-marchands d'art, collectionneurs, musées, en payant le prix fort pour des pièces à l'origine incertaine « *qu'ils agissent par passion ou par intérêt financier* », confortent la dynamique du pillage et de la contrebande. On aurait donc pu s'attendre à trouver dans *Razzia sur l'art* un nouveau plaidoyer de la « *pensée politiquement correcte* » condamnant de façon globale le marché de l'art, les collections privées, les donations et les acquisitions dont bénéficient les musées. Mais les auteurs ont veillé à donner la parole à des marchands, à des collectionneurs et à des experts, présentant ainsi avec le plus d'objectivité possible leurs arguments qui pourront apparaître aux lecteurs plus ou moins pertinents selon les cas. Le chapitre intitulé « La bataille d'Unidroit » est de ce point de vue-là une lecture très intéressante pour mieux connaître un débat qui soulève beaucoup de passion et de polémiques.

En refermant ce livre qui est, rappelons-le, une contribution très importante au dossier du marché de l'art dans le monde actuel, peut-on être vraiment pessimiste et penser que les dommages subis par le patrimoine artistique ont pris une ampleur beaucoup plus grande que par le passé ? Cela en raison du développement d'un commerce placé sous la coupe de spéculateurs approvisionnant des collectionneurs et des musées toujours insatiables. Cet ouvrage montre aussi que les campagnes de l'Unesco ou de l'ICOM trouvent un écho de plus en plus grand dans de nombreux pays, naguère si peu soucieux de la valeur symbolique mais aussi économique de leur patrimoine. Il faut bien avouer aussi que la situation ancienne, d'avant le commerce de l'art et les grands musées, n'était pas si brillante. Si l'exemple des pilleurs de tombes en Egypte est souvent cité, notamment par les auteurs, on ne compte pas ailleurs dans le monde, depuis des siècles, les kilomètres de galeries creusées, les hectares de terre retournés, les monuments impitoyablement détruits dans une recherche éperdue de l'or et des objets précieux. Que de palais et de temples ont servi de carrières pour d'autres constructions qui ont à leur tour connu le même sort.

Nous vivons aujourd'hui une des grandes évolutions de l'histoire de l'humanité qui permet de plus en plus aux hommes de se reconnaître dans le patrimoine des autres. Les grands musées, non seulement en Europe ou en Amérique du Nord mais partout dans le monde, ne doivent pas trop regretter d'avoir contribué à ce changement des mentalités. Mais ils se doivent aussi d'être de plus en plus des agents actifs de cette moralisation du marché de l'art souhaitée par tous ceux qui ont compris l'importance des enjeux culturels pour la création d'une nouvelle forme d'humanisme dépassant le cadre des nationalismes étroits.

★ **Jean-François Jarrige est conservateur général et directeur du Musée Guimet**

Emmanuel de Roux et Roland-Pierre Paringaux sont journalistes au *Monde*

PIERRE HEBEY

UNE SEULE FEMME
roman

« D'emblée, je confesserai avoir été un mari fidèle. C'est d'ailleurs une histoire de fidélité, dont l'exceptionnelle longévité tient – comme on ne manquera pas de le noter – à une sorte de miracle, que j'entreprends ici de démonter. Tous les hommes, quoiqu'ils en plaisantent, ne se guérissent au fond jamais de n'avoir pas su n'aimer qu'une fois. »

GALLIMARD

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ECONOMIE

● par Philippe Simonnot

Justices privées

THÉORIE DE L'ARBITRAGE
de Bruno Oppetit.
PUF, 128 p., 98 F (14,94 €).

Une manière de justice privée a connu un essor considérable au cours des dernières décennies, accompagnant le développement non moins rapide du négoce international. D'évidence, ces deux phénomènes sont liés. Dans le même mouvement, la vive croissance du commerce entre les nations tend à fragiliser l'emprise que les Etats avaient conquise tout au long du XXe siècle sur l'économie non seulement dans les relations internationales, mais encore à l'intérieur des nations. C'est ce qu'on appelle plus ou moins confusément la mondialisation. Or, précisément, le succès de l'arbitrage vient compléter le décor en concurrençant directement l'une des fonctions supposées régaliennes de l'Etat, à savoir la justice. Cette dialectique, le professeur Bruno Oppetit la met en scène dans un livre à la fois brillant et dense qu'il eut à cœur de terminer dans le peu de temps que lui accordait encore sa cruelle maladie.

L'idée de l'arbitrage est simple : les parties s'accordent pour demander à un tiers d'arbitrer leur différend. Mais, comme le remarque d'emblée Bruno Oppetit, *« toute la difficulté réside dans la possibilité de conclure que l'on est passé de l'idée à une véritable notion juridique »*. Avec beaucoup de clarté, notre auteur rend compte ici d'une très vaste et complexe littérature. En fait c'est toute la question des conditions de possibilité d'une justice privée qui est ici en cause par rapport aux tentatives de monopolisation du domaine par l'Etat.

Contrairement aux idées reçues, du reste, ni l'arbitrage ni même la mondialisation ne datent du XXe siècle. Connue dès l'Antiquité, cette manière particulière de régler les conflits a été aussi pratiquée dans les sociétés de type traditionnel au sein des communautés rurales ou marchandes. Le droit romain portait son goût de la précision jusqu'à distinguer l'arbitrage, rendu par un *arbitrador* dans le cadre d'un contrat de bonne foi, de l'arbitrage fait par un *arbiter* et garanti par une peine. Et l'on retrouve encore aujourd'hui dans beaucoup de pays, tels que l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre, cette dualité de l'arbitrage contractuel du droit civil, ou arbitrage-expertise, et de l'arbitrage juridictionnel, celui-ci disant véritablement le droit.

L'arbitrage a connu, ces dernières décennies, un essor considérable lié à celui du commerce mondial. Mais les dérives engendrées par ce succès ont donné naissance à d'autres « juridictions » privées accentuant la remise en question du monopole de la justice publique

Même en France, où traditionnellement la justice est conçue comme une émanation pure et simple du souverain, l'histoire est contrastée : sous l'Ancien Régime, le roi acceptait un large recours à l'arbitrage et pas seulement pour les litiges d'intérêt privé. La Révolution a certes sacralisé la loi comme source de tout droit, mais en même temps, elle énonçait, dès la loi des 16-24 août 1790, que l'arbitrage était le *« moyen le plus raisonnable de terminer les contestations entre citoyens »*. Cette surprenante dilection des révolutionnaires pour l'arbitrage s'explique sans doute autant par leur haine des Parlements de l'Ancien Régime que par un idéal de fraternité entre les hommes. Et cette faveur devait encore subsister en dépit de la réforme judiciaire opérée par Napoléon sur des bases autoritaires, grâce à la pleine validité reconnue à la clause compromissoire (on entend par ce terme la promesse de compromis signée en l'absence de tout différend, par laquelle les contractants conviennent de soumettre leurs litiges éventuels à l'arbitrage). Le reflux s'amorça en 1843 lorsque la Cour de cassation condamna la clause compromissoire. Bruno Oppetit aurait pu rappeler les motifs de cet arrêt devenu fameux. La Cour interdisait l'inclusion d'une telle clause dans les contrats sous prétexte qu'*« on ne trouve pas chez les arbitres les qualités qu'on est assuré de trouver chez les magistrats : la probité, l'impartialité, la compétence, la délicatesse de sentiments nécessaires pour rendre les jugements »*. Ainsi cet Etat louis-philippard que l'on tient ordinairement pour symptomatique de l'Etat minimum mis au service de la bourgeoisie marchande affirmait-il sans vergogne le monopole de la justice étatique avec des arguments qui pouvaient tous, et devaient tous, être renversés. Car c'est bien parce que l'arbitre est ressenti comme probe, impartial, compétent et délicat qu'il a de nouveau fait prime dès que le besoin s'en est fait sentir. Néanmoins, la loi du 5 juillet 1972 a encore cherché à défendre le privilège étatique en réaffirmant la nullité de principe de la clause compromissoire hors le domaine commercial ou international. En fait, l'arbitrage s'est tellement développé qu'il s'est banalisé, affadi, institutionnalisé, bureaucratisé, au moment même où la justice d'Etat cherchait à évoluer en sens contraire : loin d'être cantonné à la *jurisdictiq*, le juge à la manière d'un arbitre se charge désormais, selon Bruno Oppetit, d'apprécier des intérêts et de statuer en opportunité, ou même de se prononcer en équité grâce à un pouvoir modérateur qui l'autorise à tempérer les rigueurs d'une clause pénale.

Toutefois, les dérives de l'arbitrage aboutissant à un alourdissement et à un renchérissement très sensible des procédures, d'autres justices privées moins formelles se sont développées, tels l'expertise, la médiation (en France, le médiateur, institué par la loi du 3 janvier 1973, a évolué pour devenir une autorité investie d'un rôle quasi décisoire, estime notre auteur), la conciliation, ou encore le *« mini trial »* à l'américaine, sorte de mini-procès fictif qui permet aux parties d'épuiser leur dispute dans tous ses aspects sans que pour autant l'affrontement ait été dramatisé comme dans un procès réel. Pour Oppetit, on tend aujourd'hui à voir dans la justice un bien public plus qu'un service public. Dès lors, pour produire ce bien, les formes de justice privée acquièrent par elles-mêmes une légitimité indépendante de toute reconnaissance étatique, l'adhésion volontaire du justiciable se substituant à l'effet d'autorité que connaît seule la justice publique. Cette dernière étant aujourd'hui surencombrée est de toute façon obligée d'admettre la fin de son monopole.

Passage en revues

« CAHIERS DE LITTÉRATURE ORALE »

La culture juive est associée à l'écrit, elle est cependant riche également d'une littérature orale méconnue, à laquelle est consacrée la dernière livraison de ces *Cahiers*, sous la direction de Dan Ben-Amos, spécialiste du folklore juif et professeur à l'université de Pennsylvanie. De l'origine orale des textes rabbiniques écrits entre le IIe et le Ve siècle aux récits personnels diffusés par une émission israélienne populaire ou à la renaissance de la musique klezmer, des contes, adages et proverbes des folklores judéo-espagnol et judéo-arabe aux récits humoristiques des juifs polonais immigrés en Israël, la diversité des articles de grande qualité ouvre au public français un domaine peu exploré (n° 44, publication Langues'O, diffusée par les éditions de la Maison des sciences de l'homme, 266 p., 92 F [14,02 €]). N. L.

INTERNATIONAL

● par Daniel Vernet

L'Europe en défense

DÉFENDRE L'EUROPE
La tentation suisse
de Bernard de Montferrand.
Ed. Economica, 218 p., 185 F (28,20 €).

A la veille de la réunification, l'Allemagne avait été saisie par la *« tentation suisse »*, un syndrome bien particulier, lié à une volonté de se retirer du monde, en tout cas de jouir de sa prospérité sans se laisser distraire par les malheurs alentour. L'Histoire a réclamé son dû plus vite que les Allemands de l'Ouest ne l'avaient espéré. Bernard de Montferrand reprend la formule pour l'appliquer à l'Europe dans une acception un peu différente. Ce n'est pas le refus de la puissance qui caractérise la tentation suisse de l'Union européenne mais la recherche permanente du plus petit dénominateur commun entre les « cantons » composant cette Union. *« Les différences étaient telles entre germanophones, francophones, italophones et romanches que la neutralité s'imposa comme la seule manière de les surmonter »*, écrit-il. Serait-elle tentée de suivre la même voie, que l'Europe ne le pourrait pas. Elle est devenue, qu'elle le veuille ou non, une puissance avec laquelle il faut d'autant plus compter qu'elle est en passe de réussir son unification monétaire. Quand bien même voudrait-elle maintenir une stricte neutralité dans les affaires du monde que le *« besoin Europe »* qui se manifeste plus à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Union l'obligerait à prendre des risques.

Il n'y a pas de puissance sans politique extérieure et de sécurité commune, sans mise en place d'une Europe de la défense transcendant les intérêts particuliers afin que l'Europe soit un partenaire respecté, donc égal, des Etats-Unis. L'un des enjeux de la guerre du Kosovo est précisément l'émergence d'une Europe de la sécurité et de la défense qui ne soit pas tributaire en permanence de l'engagement américain, ou du refus américain de s'engager.

Bernard de Montferrand est ambassadeur de France à La Haye, après avoir été conseiller diplomatique d'Edouard Balladur quand celui-ci était à Matignon de 1993 à 1995. Son administration l'a autorisé à publier son livre. C'est dire qu'il faut plus s'attendre à une analyse solide des défis européens et à des réponses sérieuses qu'à une remise en cause iconoclaste de la politique suivie depuis des décennies par le gouvernement français. Les limites de l'exercice ayant été ainsi définies, Bernard de Montferrand reprend les données de base de la relation euro-atlantique pour souligner des conclusions très pratiques. Il tire les enseignements de la guerre en Bosnie et remarque que l'Europe a été beaucoup plus présente qu'on a bien voulu le dire et que l'OTAN n'y a pas été présente sous la forme de cette organisation intégrée qui effraye toujours les dirigeants français.

En Bosnie, note justement Bernard de Montferrand, l'OTAN n'a jamais mené *« une intervention terrestre ou opération interarmée complexe lorsque les hostilités étaient ouvertes. (...) Il s'est agi d'une opération de nature fort différente qui a eu lieu en quelque sorte "en temps de paix", après l'arrêt des hostilités »*. L'allusion faite à l'IFOR peut servir de leçon pour le Kosovo.

L'auteur recommande une approche pragmatique de la défense européenne qui n'exclut pas une certaine méfiance vis-à-vis des Etats-Unis. Il critique sans les nommer ses successeurs à l'hôtel Matignon, du temps où Alain Juppé était premier ministre, qui ont cru, avec *« un singulier optimisme, qu'un retour pur et simple de la France dans l'OTAN convaincrait aussitôt Américains et Européens de la nécessité de construire une véritable identité européenne de sécurité et de défense. (...) Ayant réintégré l'Eglise, nous pourrons participer au culte sans être accusés de dissidence. Nous serons mieux entendus du dedans que du dehors »*.

Que la politique entamée en décembre 1995 par Jacques Chirac et Alain Juppé n'ait pu être menée à son terme à cause à la fois des maladresses françaises et des préjugés américains ne prouve pas que les prémices en étaient erronées. Paradoxalement, l'ancien conseiller d'Edouard Balladur se retrouve plus proche de la démarche choisie par le couple exécutif en période de cohabitation. Il est vrai que Jacques Chirac et Lionel Jospin ont été aidés par Tony Blair. Avec son initiative sur la défense européenne lancée au Conseil européen de Portschach, à l'automne 1998, le chef du Parti travailliste a fait beaucoup pour lever l'*« hypothèque britannique »* dont parle Bernard de Montferrand.

Celui-ci propose une sorte de *« Schengen de la défense »*, c'est-à-dire la coopération entre quelques Etats européens partageant les mêmes préoccupations et disposant de moyens comparables, sans attendre que tous les membres de l'UE soient capables d'agir ensemble, une éventualité qui sera de moins en moins probable avec l'élargissement. Bernard de Montferrand propose, comme pour la monnaie unique, la définition de critères de convergence en matière de défense, une idée qui a fait son chemin, ces derniers mois, chez les responsables européen.

La guerre au Kosovo, que l'auteur ne pouvait intégrer dans son argumentation quand il a achevé son livre, sera décisive pour l'Europe. Mais elle ne tranchera pas la question que les Européens ne peuvent éluder : veulent-ils être maîtres de leur destin ou s'en remettre à d'autres pour assurer leur sécurité ? La réponse leur appartient.

POLITIQUE

● par Thierry Bréhier

A la recherche d'une identité

LES RACINES DE L'IDENTITÉ EUROPÉENNE
de Gérard-François Dumont.
Ed. Economica, 396 p., 149 F (22,7 €).

L'Europe a-t-elle une spécificité propre, par rapport à ses nations à la recherche de leur union, par rapport au reste du monde ? La guerre du Kosovo et l'approche des élections à l'Assemblée de Strasbourg revivifient ce débat ancien. Le livre de Gérard-François Dumont permet de le nourrir. Pour examiner *Les Racines de l'identité européenne*, ce professeur à la Sorbonne, spécialiste de démographie, s'est s'entouré de vingt-deux auteurs de quinze nationalités différentes. C'est déjà indiquer une des conclusions de ce travail : l'Europe est aussi une que diverse.

L'analyse des identités de différents pays européens n'est pas la partie la plus intéressante de cet ouvrage, même si elle démontre que toutes se sont forgées dans un contexte commun et explique, par les diversités de chacune, les différences d'approche de l'œuvre commune. Plus originales sont les études transversales qui, dépassant l'approche nationale, s'efforcent de dégager les valeurs partagées par ces Etats qui veulent s'unir. Car l'Europe ne peut se définir par la géographie, les frontières de cette péninsule de l'Asie étant trop floues. L'histoire n'est pas non plus suffisante, les peuples européens n'ayant jamais été unifiés. En fait, l'Europe s'est longtemps définie contre. Contre l'Islam, d'abord, au temps des croisades. Contre le totalitarisme, ensuite, qu'il soit nazi ou stalinien. Mais, aujourd'hui, cet ennemi a disparu, ou presque – la guerre du Kosovo montrant toutefois qu'il reste un facteur unificateur. L'Europe doit donc se définir par elle-même.

La seule vraie particularité qui demeure, ce sont ses valeurs. Au premier rang de celles-ci viennent celles qui appartiennent à son héritage culturel, comme le souligne Constantin A. Stephanou (université d'Athènes) : L'*« humanisme judéo-chrétien »* et les *« concepts gréco-romains de citoyenneté, de démocratie et de république, reformulés par les philosophes des Lumières »*. Elles ont entraîné une organisation politique, longtemps spécifique à l'Europe, et une adhésion aux Droits de l'homme dont elle est encore le principal défenseur. Certes, son ancienne *« colonie »*, les Etats-Unis, partage cet héritage, mais le même auteur fait remarquer que *« la valeur de la vie humaine se trouve encore plus haut placée »* ici qu'outre-Atlantique, que l'Etat-providence européen *« correspond à l'idée d'une communauté de destin, alors que le modèle américain correspond à celle de la responsabilité individuelle »*.

L'originalité de l'Europe se mesure aussi dans son évolution économique. Franz Mathis (université d'Innsbruck) constate : *« Une partie au moins de l'Europe, celle de l'Ouest et du Centre, a connu un développement socio-économique relativement homogène. Indépendamment des frontières (...), cet ensemble géographique a au moins deux choses en commun : la naissance et le développement d'un urbanisme relativement dense au Moyen Age, une large industrialisation et modernisation avec tous ses effets accompagnateurs à partir du XIXe siècle. »* Gérard-François Dumont l'explique par la démographie, où, là aussi, l'Europe se démarque des autres continents. La croissance de sa population, dès le XIIe siècle, assure le développement des villes et la *« promotion des autonomies communales »*. De plus, cette situation de *« monde plein »* va conduire les Européens à pratiquer *« un contrôle des naissances »*, par le *« mariage tardif »* et un grand nombre de femmes célibataires, qui n'a pas d'équivalent dans le reste du monde.

Tout cela est de l'histoire ancienne. Celle-ci, certes, marqué les mentalités, mais les Etats-nations du XIXe siècle ont accentué, voire créé des différences, des oppositions. La création d'une Union ne peut être un simple retour au pass. D'où l'insistance de tous les auteurs de ce livre à souligner que l'identité européenne et les identités nationales *« ne s'excluent pas, elles se superposent »*. L'identité de l'Europe ne saurait être une addition d'identités. Sa difficulté à la forge est paradoxalement le fruit de ses victoires. Son ennemi de l'intérieur, le colonialisme russe, est défait. Ses valeurs – la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, la soif de progrès – se présentent aujourd'hui comme universelles. Et la mondialisation a pour ambition d'atténuer toute spécificité. L'union de tous ces vieux pays ne peut donc être que le résultat d'une forte volonté politique. L'apport de ce livre est de démontrer que la fameuse phrase de Renan pour définir une nation – *« C'est une âme, un principe spirituel (...), la possession en commun d'un riche legs de souvenirs »* – peut s'appliquer à l'Europe, s'il y a aussi, comme l'ajoutait ce rationaliste, le *« désir de vivre ensemble »*.

SOCIETE

● par Philippe-Jean Catinchi

L'historien apte au service

L'ÂGE DES CASERNES
Histoire et mythes du service militaire
de Michel Auvray.
Ed. de l'Aube, « Monde en cours », 328 p., 140 F (21,35 €).

LE SERVICE MILITAIRE
de Claude Ribouillat.
Ed. du Rouergue, 272 p., 180 F (27,44 €).

Depuis une douzaine d'années, la France n'est pas avare de commémorations censées cerner l'identité nationale comme une sorte d'inventaire patrimonial « fin de siècle ». Pour solde de tout compte, ironiserait-on. Aussi l'« oubli » de la loi du 19 fructidor an VI (5 septembre 1798) mérite-t-il qu'on s'interroge. Cette mesure législative, adoptée à l'initiative du général Jourdan, vainqueur de Fleurus (1794) devenu, sous le Directoire, député des Cinq-Cents, qui instituait la conscription (« Tout Français est soldat ») innovait par rapport à l'improvisation désordonnée des levées en masse des premières campagnes de la France révolutionnaire. Ce bicentenaire-là n'avait-il aucun titre à faire valoir alors même qu'un « rendez-vous citoyen » s'apprête à remplacer l'ancien service militaire, déjà requalifié en « national » pour enregistrer sans doute la désaffection de la population pour ce moment singulier de l'apprentissage des mâles ?

Le nouveau numéro de la jeune revue trimestrielle *Clefs pour l'Histoire*, largement consacré au débat « Nation et régions : l'impossible dialogue ? » (avril, 35 F [5,34 €]), a eu l'heureuse idée de revenir sur deux éléments du folklore de ce rite de passage des classes – la quille et le Père Cent – dont même la copieuse étude d'Arnold Van Gennep, *Le Folklore français*, réédité le mois dernier (1) ne dit quasiment rien : cinq pages seulement sur les conscrits et quinze pauvres références bibliographiques dans un corpus qui en compte plus de huit mille ! C'est dire si ce moment singulier de la vie de l'homme contemporain attendait son historien.

Claude Ribouillault, à qui l'on devait déjà une intéressante monographie sur la musique au front durant la Grande Guerre (2), ne s'est pas contenté des aspects typiques les plus en vue. Dans un album plus ambitieux, il s'attache à dégager les constantes de la vie sous les drapeaux en temps de paix. Avec un large recours aux photographies de la première moitié du siècle et une connaissance impressionnante des cahiers de chansons de soldats – où le texte est parfois en net décalage par rapport aux dessins en marge, d'une trivialité plus marquée –, il nous offre une visite guidée dans le monde des casernes (de la IIIe République essentiellement) aussi vivant qu'astucieux : du conseil de révision à la « quille » – qui marque le terme du temps de service – et la re-socialisation qui l'accompagne, en passant par les rites d'intégration des « bleus », le temps des « classes », celui des « grandes manœuvres », mais aussi les tâches ordinaires et les sanctions à peine moins rares (du cachot aux bataillons disciplinaires) ou les rituels d'inversion, classiques de toute société strictement masculine... Avec en prime, mais curieusement placé dans le corps de l'ouvrage, un lexique de l'argot militaire qui permet de mesurer la porosité des vocabulaires, le brassage des origines sociales et des générations ayant permis à nombre de ces termes d'intégrer le langage commun.

Pour précieux que soit ce tour d'horizon, alerte et solidement documenté, on ne peut manquer d'être gêné par l'option – peut-être en phase avec la nuance nostalgique souvent de mise lorsque l'on évoque ces cérémoniaux désuets – d'une pérennité douillette qui gomme les enjeux réels de la conscription. Peut-on mêler les affres du tirage au sort et le parti pris ouvertement politique d'un encasernement qui complète la scolarisation obligatoire de l'enfant ? Ce « creuset républicain » dont on attend qu'il fédère davantage la gent masculine autour de l'idéal républicain, civique et revanchard, n'est en fait opérationnel qu'avec l'adoption de la loi Bertaux en mars 1905. 1872 avait imposé le service personnel, 1889 le service universel, 1905 assure enfin un service égalitaire.

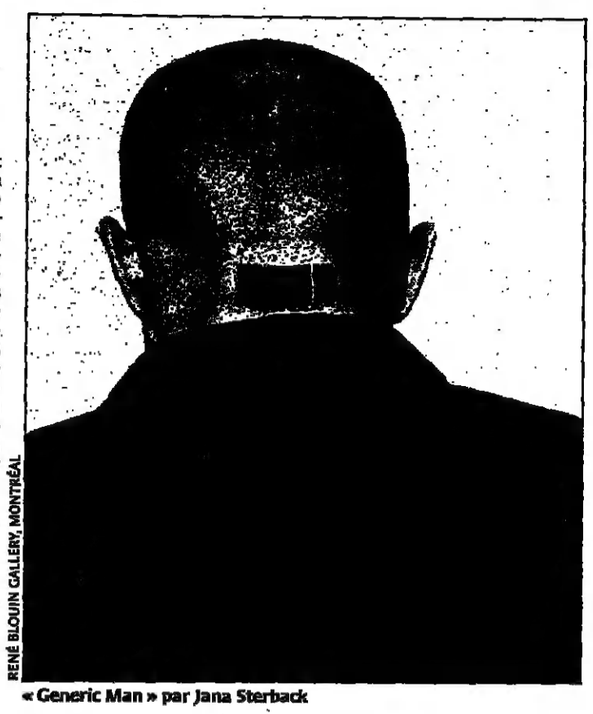
C'est ce qu'établit, avec une conviction à la hauteur de son engagement civique, Michel Auvray dans son remarquable essai *L'Age des casernes*. Historien lorsqu'il rappelle avec précision le contexte des modifications successives – comment ne pas observer que 1905 marque la séparation de l'Eglise et de l'Etat et que le nouvel engagement républicain précède à peine l'ultime règlement de l'Affaire Dreyfus où l'armée est apparue comme le refuge de la réaction ? –, polémiste quand il s'agit de décoder la perception encombrée d'une mythologie tenace du passage sous les drapeaux, Auvray permet de mieux percevoir la singularité nationale du débat sur l'armée de métier. Nos Républiques ne sont-elles pas toutes mortes de confiscation par un général-recours (Bonaparte, Pétain, de Gaulle) ou du soutien de l'état-major à un héritier des mêmes vertus prétoriennes ? Brisant un tabou étonnamment coriace, Auvray tente une histoire sans concession de la conscription à la française. Et c'est bon pour le service.

(1) Laffont, « Bouquins », 4 vol. sous coffret, 4 260 p., 696 F.
(2) *La Musique au fusil* (éd. du Rouergue, 1996).

Le monstre, l'insoumis et l'onaniste

Autour de ces trois figures originelles, Michel Foucault démontre, lors d'un cours donné au Collège de France en 1975, comment s'est constitué en Occident le concept d'anormalité

LES ANORMAUX
Cours au Collège de France 1974-1975
de Michel Foucault.
Gallimard/Seuil, « Hautes études », 368 p., 160 F (24,39 €).



RENE BLOUIN GALLERY, MONTRÉAL

« Generic Man » par Jana Sterback

Janvier 1975. La marginalité et l'anormalité, la prison et la déviance, en débat alors, occupent Michel Foucault. *Surveiller et Punir*, qui paraît le mois suivant, va être un événement tant pour les milieux intellectuels et institutionnels que pour les cercles militants. Le philosophe consacre son cours annuel au Collège de France aux *Anormaux*. Ces onze leçons de l'hiver 1974-1975 ne sont rien d'autre que l'impressionnante élaboration intellectuelle de l'idée d'« *une grande famille indéfinie* » qui hanta tout le XIXe siècle. Un concept qui s'organise à partir de figures déjà précisées au XVIIe siècle.

Le cours, édité par les soins de François Ewald et Alessandro Fontana, est exceptionnellement vivant : on y retrouve le besoin de l'auteur – pensée en mouvement constant – de dialoguer avec ses auditeurs, de leur répondre ou d'aimer les provoquer avec malice. Sous nos yeux, s'établit un cheminement très structuré, en même temps qu'empli des fracas du présent et illuminé des brillantes avancées de la pensée de l'auteur.

Un peu à la façon de ses grands livres, le cours de Foucault commence par un texte saisissant : un rapport d'expertise psychiatrique en matière pénale de 1955, se rapportant à une affaire criminelle où une femme, avec la complicité de son amant, avait tué sa fillette. Tout le projet intellectuel de Foucault tient en ce rapport, où l'expert, avec son pouvoir de vie et de mort sur l'accusé, s'attache à incriminer un homme à la fois sur son apparence et la nocivité de ses jeux d'enfants, sur sa haine du monde bourgeois et sur la description de sa « *mauvaiseté* » cherchée dans les aléas de son passé. Ce rapport, caricatural et risible est un maillon important : pour Foucault, le pouvoir de nomination des coupables s'inscrit aussi dans l'incarnation de la figure ubuesque ; le grotesque fait partie des mécanismes de pouvoir par cette stigmatisation des manières d'être d'un individu qui seraient les causes de son crime. Entre le discours enfantin et la moralisation, « *la justice et la psychiatrie adultères* » font naître des figures de la dangerosité.

Cette idée de normalité s'est développée autour de trois figures : le monstre, l'incorrigible, l'onaniste – visage extrême de la dégénérescence. Au XVIIIe siècle, le criminel défie le pouvoir monarchique ; dès lors son châtiment a la monstruosité du crime commis. Le criminel s'est voulu roi, le roi lui inflige un supplice éclatant de tyran consommé. La vengeance du souverain pratique un curieux couplage entre la monstruosité du puissant et celle du sujet. Au début du XIXe siècle, une évolution s'amorce. Une femme décapite la petite fille de sa voisine ; une autre dévore sa fille à Sélestat. Aucune des deux n'a de raison véritable, et c'est sur ce secret du crime, sur la fascination pour un acte incompréhensible que naît une définition de l'anormalité, fait de l'instinct, d'une sexualité déclarée coupable dès l'enfance, obligée de s'avouer en confession (ici c'est l'amorce du livre *La Volonté de savoir*). Le corps, ses pensées, ses gestes, ses désirs, et ses inflexions (qui se disent face au prêtre) sont les dictionnaires vivants de l'anormalité en train de se constituer. De là, on arrive vite à la figure saisissante et obsessionnelle de l'onaniste, qui signe les débuts de la désignation de la dégénérescence. La famille entière est investie de la responsabilité de l'émergence d'une possible et fatale insanité.

Ce cours de 1975 montre l'avènement d'un jugement dont nous sommes les héritiers : « *C'est dans la mesure où on pourra retrouver dans l'acte d'aujourd'hui la méchanceté d'autrefois que du coup on pourra repérer cet état, qui est la condition de la psychiatrie.* » L'enfance a permis de généraliser le savoir psychiatrique et de lui donner une force insistante. Avec la notion de dégénérescence, la psychiatrie pourra effectivement, dit Foucault, faire naître un racisme contre celui qui porte un défaut quelconque, un stigmate. Ce racisme permet de filtrer l'être anormal, et le nazisme accueillera sans problèmes la psychiatrie allemande.

Fait d'une pensée à la foi intense, brillante et violente, ce cours de Michel Foucault permet de faire « *rejouer* » des problèmes et des problématiques que nous croyions enfouis, et rend possible – avec stupeur – la mesure de l'écart entre ce que furent les grandes convictions intellectuelles des années 70 et certaines morosités bien ternes qui habitent nos jours.

Arlette Farge

Responsable hors-la-loi

Alain Etchegoyen propose un décrassage de la morale

LA VRAIE MORALE SE MOQUE DE LA MORALE
Etre responsable
d'Alain Etchegoyen.
Seuil, 230 p., 115 F (17,53 €).

Ivresse de pouvoir gonfler un mot d'une énergie hautement explicative ! Après *Le Temps des responsables* (1993), Alain Etchegoyen revient à la charge dans cet essai sur ce « *principe moral émergent de notre temps* ». Hans Jonas, avec son *Principe responsabilité* (1979) avait déjà senti la puissance de ce maître-mot mais son propos était différent : voulant s'éloigner du subjectivisme de Kant, il entendait fonder l'éthique sur une base quasi ontologique. Alain Etchegoyen se servant de sa propre expérience de professeur de philosophie, de consultant d'entreprise, d'animateur de débats et de... cuisinier dans de charmants « intermèdes » poético-métaphoriques, entend montrer que le principe de responsabilité a transformé profondément la nature de la morale. Il rappelle que celle-ci a été discréditée pour trois raisons : l'obsession sur le sexe, l'« ordre moral », peur répétitive de la tradition et un fond de ressentiment qui consiste à accuser l'autre pour se convaincre de sa propre vertu.

C'est en ce sens que la phrase pascallienne « *la vraie morale se moque de la morale* » est si féconde. Aucune morale ne peut se passer des catégories de bien, de mal et de devoir, mais le principe de responsabilité décrasse cette morale pour l'ouvrir « *du côté du mouvement et non du repos* » sur des principes.

Un des chapitres essentiels du livre d'Alain Etchegoyen a trait au fossé qui sépare la responsabilité juridique de la responsabilité morale. La justice est là pour se substituer à la vengeance. Mais « *il est fréquent de constater que le moral n'est pas légal et que le légal n'est pas moral* ». Notre auteur se plaît à cataloguer les perversions qui sont introduites par le droit et notamment par l'invasion du juridisme anglo-saxon. Il note ainsi que l'élargissement de la responsabilité civile de la faute au risque pousse les hommes à se retenir d'agir sauf bien sûr à avoir recours à l'assurance. Il n'empêche que les professions médicales sont perturbées par ce qu'on a appelé le « syndrome américain » qu'on retrouve aujourd'hui dans l'éducation nationale (affaire de la promenade dans le Drac ou du panier de basket meurtrier). De même, la crainte de la sanction revient à supprimer le concept moral de devoir pour se transformer en calcul d'intérêt à long terme (réaction du patron devant l'accident de travail : « Combien cela coûte pénalement ? »). Oubli de l'autre également dans l'accident de voiture (« J'étais bien assuré ! »).

« *La responsabilité juridique est réductrice et stérile quand elle devient obsessionnelle* (...), *la responsabilité morale est féconde et buissonnante.* » Cette dernière implique une volonté, un engagement. Il s'agit toujours de répondre de ses actes devant autrui mais ce devoir n'est pas écrit, il laisse une marge de liberté, ce qui, dans un monde rapidement changeant, est indispensable et prouve aussi que « *la vraie morale se moque de la morale* ».

Le mérite d'Alain Etchegoyen est de ne pas rester dans l'abstraction. Son livre fourmille d'exemples et quand il est amené à traiter de l'« *épreuve de la responsabilité* », il parle aussi bien de la décision de fermer une usine que du cumul des mandats, de la corruption, des lois sur l'immigration, du tchador, des parents divorcés ou des violences urbaines. Pourquoi un philosophe n'aurait-il pas les pieds sur terre ?

Pierre Drouin

Nostalgérie

Alger a trop longtemps été française pour s'imaginer un autre destin. Jusqu'au jour où...

ALGER 1860-1939
Le modèle ambigu du triomphe colonial
Collectif dirigé
par Jean-Jacques Jordi
et Jean-Louis Planche.
Ed. Autrement, « Mémoires » nº 55, 224 p., 130 F (19,82 €).

ALGER 1940-1962
Une ville en guerres
Collectif dirigé
par Jean-Jacques Jordi
et Guy Pervillé.
Ed. Autrement, « Mémoires » nº 56, 224 p., 130 F (19,82 €).

Dans les années 50, un slogan courait sur les deux rives de la Méditerranée : « *Alger, deuxième ville de France* ». Alger n'était ni la deuxième ville de France ni même la troisième. Mais la ville blanche revendiquait une place à part dans le cœur des Français, juste derrière la Ville lumière. Cette place, elle avait dû la conquérir de haute lutte tant les Français s'étaient désintéressés de l'Algérie, où les troupes de Charles X avaient débarqué en 1830 sur un coup de sang, sans projet précis. Si l'on excepte les lobbyistes du « parti colonial », cette indifférence persista de longues années jusqu'au jour où, la France envahie, Alger fut parée de toutes les vertus : pôle de résistance, tremplin pour la reconquête. De Gaulle y installa son gouvernement provisoire et Alger devint la première ville de France... A Alger, plus fort qu'ailleurs, battait le pouls du pays. En 1956, elle prit même l'habitude de dicter sa loi à Paris. La IVe République lui doit sa chute, de Gaulle son retour au pouvoir et la France la page la plus douloureuse de son histoire récente.

Cent trente-deux années de cohabitation, cela justifie les deux numéros que les éditions Autrement consacrent à l'Alger d'avant l'indépendance, deux volumes teintés d'une nostalgie dénuée aujourd'hui de passions. Ouvrages collectifs, ces deux livres manquent parfois de fil conducteur et d'unité. Il leur arrive de traiter davantage de l'Algérie coloniale que de la seule ville d'Alger. Mais l'essentiel y est. A commencer par l'insistance des colonisateurs à faire de cette bourgade et de sa Casbah une grande ville française par sa physionomie et son urbanisme. Aussi proche géographiquement de Marseille que celle-ci l'était de Paris, Alger s'est toujours refusée à être, pour la France, la porte de l'Orient. Elle se voyait comme un prolongement de la métropole, une vigie aux marches de l'empire. A la fin du XIXe siècle, une voyageuse britannique le constatait déjà : elle était venue pour l'exotisme et trouva Alger « *disappointingly french !* ».

« DEUXIÈME VILLE DE FRANCE »

En 1954, en même temps qu'éclatait la guerre d'Algérie, un recensement révéla que, pour la première fois, les musulmans étaient majoritaires dans le grand Alger. La Casbah avait pris le dessus sur Bab-el-Oued. Subrepticement, Alger était devenue la capitale de deux peuples. Et l'un était de trop. Avec l'énergie du désespoir, les pieds-noirs tentèrent alors de se convaincre que Paris n'abandonnerait pas la « deuxième ville de France ». Quand la messe fut dite, certains préférèrent détruire ce qu'ils avaient bâti. Ce fut la « politique de la terre brûlée ». Ceux-là et les autres ont toujours l'Algérie au cœur. Ils ruminent ces vers tirés d'un poème des années 20, *Nostalgérie* : « *Alger je t'ai rêvée ainsi qu'une amoureuse (...). Tu es plus belle encore d'être si loin.* »

Alger avait trop longtemps été française pour s'imaginer un autre destin. Aussi les premières revendications nationalistes la prirent-elles de court. En plus, elle n'en était pas le foyer. Aucune des grandes figures de l'émancipation ne sont natives d'Alger. Messali Hadj vient de Tlemcen, Ferhat Abbas de Djidjelli, Ben Badis et Bendjelloul de Constantine... Le patriotisme rural, ferment de ce nationalisme balbutiant, ne rencontre qu'un faible écho à Alger, capitale impériale de la France. Surtout, aux yeux des nationalistes, la Ville blanche est éclipsée par Paris. C'est dans la capitale française qu'il faut donner de la voix pour se faire entendre des partis de gauche et des syndicats. Et c'est à Paris qu'est fondée en 1926, par le PCF, l'Etoile nord-africaine, première organisation à revendiquer ouvertement l'indépendance.

En même temps Alger abrite les lieux symboles du pouvoir colonial : le palais d'été, le gouvernement général, la préfecture... Symbole pour symbole, les partis nationalistes y ont aussi leurs sièges. Et c'est ainsi que, le 20 octobre 1954, dans une maison au-dessus de Bab-el-Oued, six dirigeants d'une nouvelle organisation, le FLN, mirent la dernière main à l'insurrection du 1er novembre qui signa l'arrêt de mort d'Alger-la française.

Bertrand Le Gendre

★ **Sur l'histoire de l'Algérie coloniale, on lira, récemment parus : *De Gaulle et l'Algérie, Mon témoignage 1960-1962*, de Jean Morin, Albin Michel, 392 p., 140 F (21,34 €) ; *Général du contingent, Algérie 1960-1962*, de Charles Ailleret, Grasset, 392 p., 139 F (21,19 €) ; *Les Harkis, une mémoire enfouie*, de Jean-Jacques Jordi et Mohand Hamoumou, éd. Autrement, 144 p., 120 F (18,29 €) ; *OAS. Etude d'une organisation clandestine*, d'Arnaud Déroulède, éd. Jean Curutchet, 352 p., 145 F (22,10 €) ; « Les derniers jours de l'Algérie française », dossier spécial de la revue *Histoire*, avril, 40 F (6,09 €).**

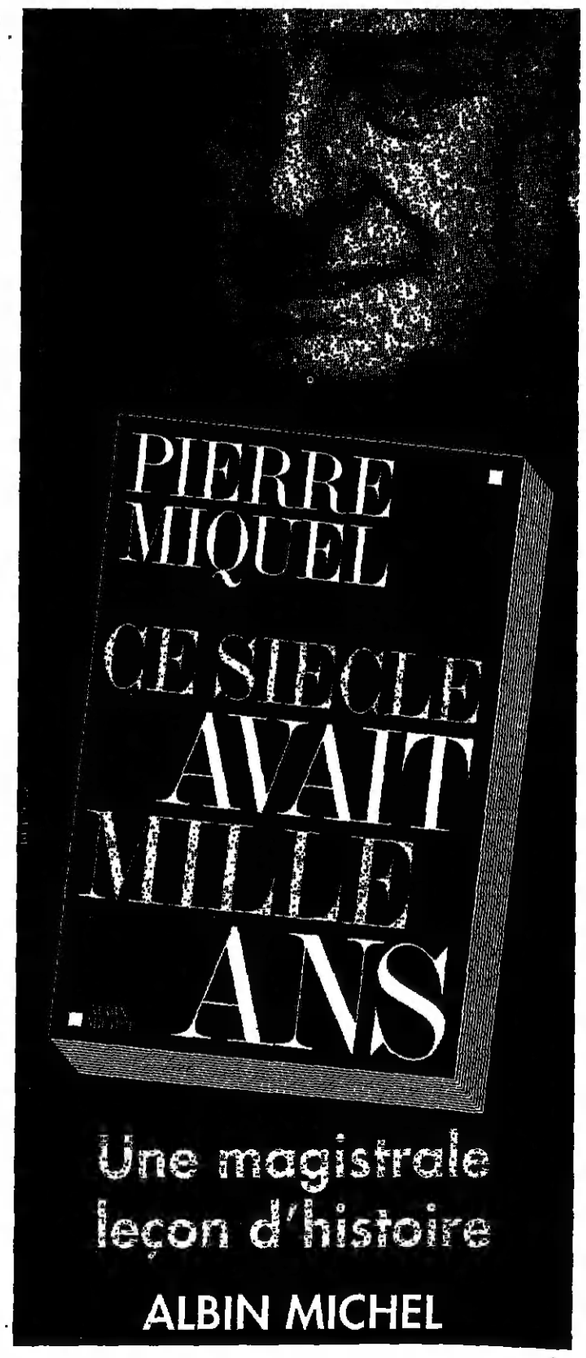
Souvenirs d'un historien

MÉMOIRES
de Léon Poliakov.
Ed. Jacques Grancher, 336 p., 139 F (21,19 €).

Les mémoires de Léon Poliakov parurent en 1981, aux éditions Mazarine, sous le titre : *L'Auberge des musiciens*. Le grand historien français d'origine russe (prénommé Léon parce qu'il était né au lendemain de la mort de Tolstoï) avait alors soixante-dix ans. Il mourut en 1997. Devenue entre-temps introuvable, son autobiographie vient, heureusement, d'être rééditée par Jacques Grancher. Ceux qui ignorent la manière dont Poliakov avait traversé les années noires de Vichy apprendront, en la lisant, comment il avait réussi à se faire passer pour le « Chtimi » Robert Paul. Que le subterfuge ait marché demeure cependant un mystère pour tous ses amis, qui ne sont pas près d'oublier son indéracinable accent slave !

Il ne s'agit pas, toutefois, d'une réédition à l'identique. Présenté par Gilles Firmin, ce volume est enrichi de nombreuses correspondances inédites avec Raymond Aron, Jules Isaac et François Mauriac, ainsi que de notes de l'auteur, jamais publiées – parmi lesquelles figure le savoureux compte rendu d'un entretien avec Fernand Braudel (à lire, pour se rappeler à quel point entreprendre une histoire de l'antisémitisme, dans la France amnésique des années 60, était tâche difficile...). Gilles Firmin a également rédigé la première bibliographie détaillée des écrits de Poliakov. Ce travail fait espérer qu'un éditeur reprenne un jour, sous forme de livre, les nombreux articles, presque tous passionnants, écrits, au fil de sa longue existence, par ce grand savant. Un savant dont l'importance est encore loin d'être reconnue, en France même, comme elle le mériterait.

Christian Delacampagne



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

L'EDITION FRANÇAISE

● **Olivier Bourgois chargé d'une étude sur la place du livre à la télévision.** Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, vient de charger Olivier Bourgois *d'« une mission d'étude sur la place du livre et de la lecture dans le secteur de l'audiovisuel, notamment public »*. Il lui est demandé de *« dresser un inventaire des émissions consacrées à la littérature, et plus généralement de toutes les formes sous lesquelles les livres et l'édition trouvent place dans les programmes radiotélévisés, de recenser les obstacles qui peuvent s'opposer à leur plus large présence et de suggérer les moyens susceptibles de les surmonter »*. Administrateur civil au ministère de la culture depuis 1971, Olivier Bourgois a notamment été membre de la commission Granet sur les problèmes du livre et conseiller technique au cabinet de Michel Guy, où il a été chargé de la création et de la mise en place de la direction du livre et de l'élaboration du régime de protection sociale des écrivains et des artistes. Il devra remettre son rapport en janvier 2000.

● **Nouvelle collection.** Les éditions Confluences (à Bordeaux) lancent « Voix de la cité ». Dirigée par Dominique Audrerie et Luc Vilar, cette collection s'adresse *« à tous ceux pour qui la question de la citoyenneté et de son devenir est un enjeu essentiel de nos sociétés »*. A raison de quatre à huit ouvrages par an, signalons les premiers titres : *Discours préliminaire au premier projet de code civil*, de Portalis (avec une préface de Michel Massenet) ; *Journal (morceaux choisis)*, de Pierre de l'Estoile (préface de Madeleine Lazard) ; *Les Six Livres de la République (morceaux choisis)*, de Jean Bodin (préface de Luc de Goustine) ; *Textes choisis*, Du Plessy-Mornay (préface de Marie-Madeleine Fragonard).

● **Havas investit l'Amérique latine.** A travers sa filiale Anaya, premier éditeur scolaire en Espagne, Havas vient d'acquérir 100 % de l'éditeur argentin Aique, spécialisé dans les manuels scolaires et les livres de pédagogie pour la formation des enseignants. Fondé en 1976, Aique – avec un catalogue de 330 titres – réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 10 millions de dollars. Le groupe a indiqué que cette acquisition s'inscrivait *« dans le cadre de la stratégie de développement d'Havas sur les bassins hispanophones et représen[ait] une étape dans la constitution, en Amérique latine, d'un réseau de filiales d'édition scolaire et de référence »*.

● **Prix littéraires. Le prix Alain-Bosquet** a été attribué à Jacques Izoard pour *Le Bleu et la Poussière*, paru aux éditions de la Différence. Le **prix Alain-Fournier** a été attribué à Louis Maspero pour *Une île au bord du désert*, paru aux éditions de l'Aube.

Précision

● Lors de la critique du livre de Katie Hafner et Matthew Lyon, *Les Sorciers du Net*, paru dans la collection « Cybermonde » chez Calmann-Lévy (« Le Monde des livres » du 16 avril), nous avons omis de mentionner le nom du traducteur. Il s'agit de Georges Loudière.

L'HOMME À L'ENVERS

« Ce parti pris de l'humour sur la bêtise. Un bonheur de lecture. Tout simplement. »

M. Abescat, *Le Monde*

Saint-Ex de retour

Un document audio inédit, une « Pléiade » et le projet d'une fondation

C'est une voix étonnamment claire qui raconte comment amadouer un serpent cobra et qui fait rire la seule petite fille présente dans la salle. Une voix ressuscitée, entre quelques grésillements, par la magie d'un vieil enregistrement réalisé aux Etats-Unis pendant la guerre : la voix de Saint-Ex... Jeudi 15 avril, dans le nouvel Espace Saint-Exupéry (1), le petit neveu de l'écrivain-pilote, Frédéric d'Agay, présentait cet émouvant document. Transcrit à partir de son support d'origine – des disques pour gramophone de 30 centimètres gravés par Saint-Exupéry, à New York, en 1941 –, cet enregistrement *« raconte* Terre des hommes *à Jean Renoir »*. L'écrivain et le cinéaste s'étaient rencontrés en 1940, sur le bateau qui les amenait en Amérique. Après la lecture de *Terre des hommes*, Renoir, sous contrat avec la Twentieth Century Fox, avait demandé à Saint-Exupéry d'imaginer une manière de mettre son livre en scène. Ce serait certainement, disait le réalisateur de *La Règle du jeu*, *« le plus beau film de [s]a vie »*.

« Cher Jean Renoir, je vais commencer le récit du film (...). J'allume une cigarette et je suis à vous (...). L'histoire commence à Toulouse... » Cette voix, tous les amoureux de Saint-Ex pourront la retrouver sur le CD intitulé *Saint-Exupéry raconte* Terre des hommes *à Jean Renoir* qui sortira le 14 mai chez Gallimard (95 F, 14,48 €). Et ils peuvent, d'ici là, en trouver la transcription sur papier, enrichie de la correspondance entre les deux hommes, dans *Cher Jean Renoir*, quatrième volume de la « Série Saint-Exupéry » qui paraît dans les « Cahiers de la NRF » (Gallimard, 200 p., 120 F, 18,29 €).

« Créateur d'images neuves et (...) soucieux d'une écriture qui traduise le renouvellement des perspectives et les dimensions insoupçonnées apportées (...) par la vision aérienne du pilote, Saint-Exupéry fut forcément tenté par l'écriture cinématographique », écrit Paule Bounin. On trouvera d'autres échantillons de scénarios dans le deuxième volume des *Œuvres complètes* qui paraît dans la « Bibliothèque de la Pléiade », sous la direction de Michel Autrand et de Michel Quesnel, avec la collaboration de Paule Bounin et de Françoise Gerbod (Gallimard, 1 522 p., 360 F, 54,88 €). Mais l'apport essentiel de cet ouvrage – où se trouvent notamment réunis *Pilote de guerre*, *Lettre à un otage*, *Le Petit Prince*, *Citadelle*, les *Ecrits de guerre*, ainsi que l'essentiel de la correspondance de l'écrivain... – réside surtout dans l'appareil critique qui manquait à l'édition, beaucoup plus mince, de 1959, préfacée par Roger Caillois. Travail de réflexion intime non destiné à la publication, les *Carnets* paraissent quant à eux en « Folio » (nº 3157, 380 p., 45 F, 6,86 €), de même que *Le Petit Prince* (nº 3200, 104 p., 32 F, 4,87 €) désormais disponible dans l'édition américaine de 1943, avec ses couleurs d'origine *(voir « Le Monde des poches » du 9 avril)*.

Mais la véritable nouvelle, pour tous les inconditionnels de l'auteur-aviateur, est le projet de fondation Antoine de Saint-Exupéry. Etablie provisoirement à Paris (2), en attendant de s'installer peut-être dans la maison d'enfance de l'écrivain, à Saint-Maurice-de-Rémens, près de Lyon, cette fondation aura notamment pour but de soutenir des actions de réinsertion et d'intégration sociale, de promouvoir la francophonie, d'encourager la mise en place de *« lieux du souvenir »* et de préparer les manifestations du centenaire de la naissance de Saint-Exupéry, en l'an 2000. Une nouvelle tentative pour *« créer des liens entre les Hommes »*.

FL. N.

(1) Documents, site Internet, expositions... Espace Saint-Exupéry, 14, rue Gassendi, 75014 Paris, tél : 01-43-22-58-90.
(2) Projet de fondation Saint-Exupéry, 5, rue Roger, 75014 Paris. Tél : 01-43-22-58-90, fax : 01-43-22-71-50.

De Fourbis à farrago

Nouveau départ pour la maison de Jean-Pierre Boyer

Que veut dire « farrago » ? Le mot désigne, selon Littré, *« un mélange confus de choses disparates »*. Mais c'est aussi l'un des titres imaginés par Queneau, en 1960, pour ce qui deviendra finalement *Courir les rues*. Et pour Jean-Pierre Boyer, c'est un nouveau départ dans l'édition. Le fondateur de Fourbis a en effet décidé de *« passer à autre chose »* ou plutôt de *« redonner du nerf »* à la maison qu'il avait créée en 1987. Sous ce nom de Fourbis, qui était cette fois un clin d'œil à Michel Leiris, avaient été publiés quelque cent cinquante titres. Et, parmi eux, une réédition du *Gros Orteil* de Georges Bataille, des textes de Maurice Blanchot, André du Bouchet, Claude Esteban, Denis Roche....

Ce sont tout d'abord des problèmes de diffusion liés au circuit Distique (dont Jean-Pierre Boyer se retire en décembre 1998) qui l'ont amené à repenser sa maison. En garder l'esprit certes, mais corriger l'image de ce qu'il appelle une *« maison d'édition confinée dans le ghetto poésie »*. *« En librairie, mes livres sont systématiquement classés au rayon poésie. Or un texte comme celui de mon ami Michel Surya que je viens de publier* (De la domination) *ne peut être considéré comme tel. »* C'est de *« cela dont je veux me sortir tout comme du côté joli livre, livre-cadeau »*. *« Entendre dire qu'un ouvrage est beau, c'est agréable mais si ça devient bibelot, ça ne m'intéresse pas. »*

Quid alors des titres de Fourbis ? *« J'attends l'expiration de mon contrat avec Distique* (fin 2000) *pour éventuellement reprendre certains textes. »* Tout en continuant à éditer de la poésie, Jean-Pierre Boyer veut publier davantage d'essais et de textes *« directement politiques »*. Ainsi, farrago a le projet de publier une quinzaine d'ouvrages par an. La diffusion-distribution est confiée aux Belles Lettres. Signalons, parmi les premiers titres *Janvier, février, mars*, de Claude Esteban ; *La Miniature persane* et *Tombeau de Sadegh Hedayat*, de Youssef Ishaghpour ; *Pierre Soulages, trois lumières*, de Jacques Laurans, ainsi que la réédition en fac-similé des cinq numéros, parus entre 1945 et 1951, de la revue *Troisième Convoi* (voir page III). Ses projets pour le second semestre ? Des textes, entre autres, de Jean-Pierre Cometti, Michel Deguy, Marina Tsvétaléva. Michel Surya signera également un essai (*L'Imprécation littéraire*) dans lequel il reviendra notamment sur les œuvres d'Artaud, de Bataille et de Debord. (Editions farrago, 26, rue Chalmel, 37000 Tours.)

Emilie Grangeray

Casanova à Babel

De Prague à Chicago et de Tokyo à Venise, en passant par Mulhouse ou Grenoble, nombreuses ont été les manifestations célébrant l'anniversaire de la mort de Casanova (1725-1798). *L'Intermédiaire des casanovistes*, la revue annuelle dirigée par Helmut Watzlawick et Furio Luccichenti, consacre un numéro spécial à ce bicentenaire (1). Dans cet annuaire, qui fait le point sur les récentes festivités et publications casanoviennes, on trouve un poème inédit dans lequel le *Vénitien propose une exégèse de l'épisode biblique de* Babel qui plongea le genre humain dans la confusion des sons et des sens : pour consoler l'humanité féminine, qui ne s'était pas laissé entraîner dans l'orgueilleuse construction de la Tour, l'Eternel conçoit une langue entièrement consacrée à l'art de plaire et de séduire, *« la langue française, faite pour parler aux Dames »*. Mais, revers inattendu, si le français peut cajoler *« votre chère Maîtresse »*, elle ne peut, précise Casanova, *« composer des vers pour la Postérité »*.

Corédactrice de *L'Intermédiaire des casanovistes*, Marie-Françoise Luna publie, par ailleurs, un livre aussi érudit que passionnant consacré à *Casanova mémorialiste* (2). Si l'œuvre du célèbre libertin doit beaucoup au théâtre, à la philosophie morale et aux récits de voyages, son écriture se nourrit également de sa passion du journalisme et de l'actualité. Son désir de comprendre la politique, au regard de l'histoire, l'incite un moment à vouloir lancer son propre journal, dont le prospectus a été retrouvé dans les archives : *« Je m'attèle hardiment à l'entreprise ardue de procurer une fois par mois à l'Europe une rhapsodie littéraire, historique, critique et politique. »* L'objectivité, la rigueur insolente, l'acuité intellectuelle qu'il voudrait au principe de toute activité journalistique, le mettent en demeure d'être à la hauteur de ses propres exigences : *« J'examinerai avec sévérité tous les livres nouveaux et, toujours impartial (...), je dirai sans l'ombre d'un masque mon opinion. »*

Nous sommes vers 1777, à Venise. Casanova l'intransigeant n'obtint sans doute pas l'autorisation des Inquisiteurs d'imprimer son *Télescope* – titre « objectif » prévu pour un mensuel d'une centaine de pages, in-12, avec une reliure ordinaire, *alla rustica*. De cette brochure (*libretto*) qui n'a jamais vu le jour, outre son prospectus, on connaît le prix : dix-huit livres vénitiennes, franco de port, pour un abonnement semestriel.

Maurice Olender

(1) *L'Intermédiaire des casanovistes*, année XV, 1998, 114 p, 92 F. 22, ch. de l'Esplanade-CH-1214 Vernier (Suisse). e-mail : WTZWICK@vtx.ch
(2) Ed.Honoré Champion, 560 p, 530 F.

★ *Voir aussi la bibliographie de « Casanova en 1998 » dans le dernier numéro de la revue Dix-huitième siècle* (nº 30, 1998, p 103-126, PUF)

AGENDA

● **LE 3 MAI. ÉDITION. A Paris,** la Bibliothèque publique d'information propose un entretien de Philippe Monsel (directeur des éditions Cercle d'Art) avec Michèle Gazier (à 19 h 30, Tipi, piazza Centre Georges-Pompidou, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-46-41).

● **DU 3 AU 13 MAI. LITTÉRATURE BELGE. A Paris,** la trentième édition des Belles Etrangères, consacrée à la littérature belge, sera l'occasion de rencontres, débats et lectures publiques (Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél. : 01-53-01-96-96).

● **LE 4 MAI. ROMAN. A Lyon,** la Villa Gillet propose une conférence de François Bon sur le thème : « Fin du roman, roman sans fin » (à 19 h 30, IUFM, 4, rue Chazière, 69004 Lyon ; tél. : 04-78-27-02-48).

● **LE 4 MAI. PASSION. A Paris,** l'Unesco organise une rencontre entre Jean-Didier Vincent et Theodore Zeldin autour du thème : « Les passions ont-elles un avenir ? » (à 18 h 30, Maison de l'Unesco, 125, av. de Suffren, 75007 Paris ; tél. : 01-45-68-15-01).

● **LE 6 MAI. NÉGATIONNISME. A Lyon,** la Villa Gillet organise une rencontre entre Nadine Fresco et Jean Lacouture autour du thème : « Aux origines du négationnisme » (à 19 h 30, IUFM, 4, rue Chazière, 69004 Lyon ; tél. : 04-78-27-02-48).

● **LES 6 ET 7 MAI. CHINE. A Montpellier,** les Amis de la librairie Sauramps organisent, avec *Le Monde diplomatique* et *Le Monde des débats*, des rencontres-débats autour du thème : « Où va la Chine ? » en présence notamment de Wei Jingsheng et Gao Xingjian (salle Rabelais, bd. Sarrail, 34000 Montpellier ; tél. : 04-67-06-78-78).

Le Monde
DES LIVRES DE POCHE

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

paraîtra exceptionnellement dans *Le Monde* du jeudi 13 daté vendredi 14 mai

A L'ETRANGER

● **ITALIE : Ben Jelloun l'Européen**
L'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun sera candidat aux élections européennes sur la liste italienne Les démocrates, du nom d'un mouvement fondé en février par l'ancien président du conseil Romano Prodi, avec l'appui notamment de l'ex-magistrat anticorruption Antonio Di Pietro et du maire de Rome Francesco Rutelli. Selon Les démocrates, cette candidature symbolise *« le lien entre l'Europe et la Méditerranée »*. Prix Goncourt en 1987 pour *La Nuit sacrée* (Seuil), il vient de publier *L'Auberge des pauvres* (Seuil).

● ***Prix hispaniques passés et à venir***
Le prix Cervantes a été remis au poète espagnol José Hierro, né à Madrid en 1922, auteur d'une vingtaine de recueils de poésie, dont le dernier, publié en 1998, s'intitule *Cuadernos de Nueva York* (Cahiers de New York). « Le Cervantès » a été créé en 1975 par le ministère de la culture espagnol. Doté de 15 millions de pesetas (90 000 euros), il récompense chaque année un écrivain de langue espagnole pour l'ensemble de son œuvre et est remis traditionnellement le 23 avril, date anniversaire de la mort de l'écrivain Miguel de Cervantès (1547-1616), par le roi Juan Carlos, lors d'une cérémonie organisée à l'université de Alcala de Henares. Il couronne alternativement un écrivain espagnol et un écrivain latino-américain. L'an dernier, il avait été attribué au romancier cubain exilé à Londres, Guillermo Cabrera Infante.
Le plus prestigieux des prix latino-américains, le Rómulo-Gallegos, sera attribué le 2 juin. Plus de 200 romans en provenance de 19 pays sont en lice. Le deuxième prix Alfaguara, d'un montant de 25 millions de pesetas (150 000 euros), a été remis à l'écrivain et journaliste Manuel Vicent pour son roman *Son de mar*, par le président du groupe Santillana, Jesús de Polanco. Enfin, le prix Primavera, d'un montant de 25 millions de pesetas, a été attribué au quatrième roman d'Antonio Soler, *El nombre que ahora digo*.

Sous les parlures fruitées, les crocs acérés de la mémoire.

Patrick Chamoiseau
L'esclave vieil homme et le molosse
folio